

## Un fauteuil pour M. Attali ?

POUR avoir voulu s'entendre à deux dans le groupe des Sept, plutôt que de décider à douze, on finira par marchander à quarante-deux : c'est l'arithmétique passablement compliquée de la bataille pour le siège et la présidence de la future Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

L'idée de cette institution financière internationale destinée à aider les pays d'Europe de l'Est revient à la France. M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, en est l'« inventeur », et M. François Mitterrand, très vite soutenu par les autres pays de la Communauté européenne, le promoteur. De là à juger « naturel » que la première présidence de quatre ans soit attribuée à M. Attali, il n'y avait qu'un pas, et la France l'a franchi sans surprise en soutenant sa candidature.

MAIS il se trouve que les Pays-Bas ont aussi leur candidat, M. Onno Ruding - ministre des finances de 1982 à 1989. Ils ne se rendent nullement aux arguments français. La France, disent-ils, est déjà largement pourvue en postes internationaux de prestige : présidence de la CEE, direction générale du FMI, secrétariat général de l'OCDE, secrétariat général du Conseil de l'Europe. La détermination de La Haye s'est exacerbée lorsque la presse a révélé qu'un accord avait eu lieu entre Paris et Londres à l'occasion de la réunion du groupe des Sept à Washington début mai pour que la Grande-Bretagne obtienne le siège de la Banque de l'Est et la France sa présidence. Les Pays-Bas se sont toujours élevés contre toute idée de directorat des « grands ».

Ce pays qui n'est petit que par la taille, estime à juste titre que son histoire, sa vocation internationale, son économie dominée par des groupes industriels de dimensions mondiales (Philips, Unilever, Shell), ne le destinent pas à figurer parmi la piétaille des nations. La mauvaise humeur néerlandaise, dans le cas de la BERD, a été aggravée par ce qui est considéré à La Haye comme une trahison des Britanniques. M. Thatcher aurait en effet apporté dans un premier temps son appui à la candidature Ruding, avant de changer d'avis dans le but évident d'obtenir pour sa capitale le siège de la Banque.

POUR marquer son désaccord devant le fait accompli, le gouvernement néerlandais, entraînant quelques pays membres de la CEE, a empêché que soit adoptée par les Douze une position commune sur le nom du BERD. Le Communauté, majoritaire dans le nouvel organisme, se présente donc désempa à la réunion qui a lieu samedi à Paris. Il reviendra aux quarante pays (toute l'Europe occidentale, toute l'Europe de l'Est sauf l'Albanie, toute l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) et aux deux institutions (CEE et BEI) qui participent au capital de choisir en définitive un siège et un président, M. Attali, conservant toutes ses chances.

Les Pays-Bas, dans cette affaire, auront gagné un joker : un « plus » moral pour une prochaine grande élection internationale, la présidence de la CEE à la fin du mandat de M. Delors ou celle de l'« Eurofed », la future banque centrale européenne.

M 0147 - 5190 - 5,00 F



## Les entretiens Baker-Chevardnadze à Moscou

# La crise lituanienne et l'Allemagne au centre du dialogue américano-soviétique

Le chancelier Helmut Kohl, en visite à Washington, et le président américain George Bush ont évoqué jeudi 17 mai l'unification allemande avec un optimisme que ne semblent pas avoir ébranlé les signes récents de durcissement de l'attitude soviétique sur cette question. Ils ont réaffirmé de concert que l'Allemagne unie devrait disposer de la pleine souveraineté et pouvoir rester membre de l'OTAN. Le même jour, le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Moscou,

MOSCOU

de notre correspondant

La levée - une suspension, en tout cas - des sanctions économiques va-t-elle suivre ? C'était encore impossible à dire, ce vendredi 18 mai, mais le fait est que, après plus de deux mois d'impasse, le dialogue vient de reprendre quelques droits dans la crise lituanienne.

Les dirigeants indépendantistes ont fait des concessions. M. Gorbatchev y a répondu en acceptant de recevoir, jeudi, le premier ministre lituanien, M. Prunskiene, et le communiqué aussitôt diffusé par l'agence Tass déclare

que « l'examen des décisions prises (par Vilnius) montre que certains pas ont été faits vers une normalisation de la situation ». « Certains » seulement, car « l'attention de M. Prunskiene a été attirée, ajoute ce communiqué, sur la nécessité essentielle pour le parlement lituanien d'annuler ou au moins de suspendre la déclaration (d'indépendance) et les textes législatifs qui l'ont suivie et qui contredisent la Constitution soviétique ».

Aux yeux de M. Gorbatchev, on a, autrement dit, avancé dans la bonne direction, mais sans qu'il ait encore satisfait la condition qu'il pose à l'ouverture

M. Guerassimov, confirmait cependant la décision de suspendre le retrait unilatéral des troupes soviétiques en RDA.

Cette question est évoquée à Moscou par MM. Baker et Chevardnadze qui ont également abordé la crise lituanienne et les négociations sur le désarmement. Un léger espoir est apparu jeudi à l'issue de la rencontre que M. Gorbatchev a eue avec M. Prunskiene, premier ministre de Lituanie, qui devait rencontrer M. Baker vendredi.

de vraies négociations sur le futur statut de la Lituanie. Cette condition, c'est la « suspension » de la déclaration d'indépendance, chose que le Parlement et le gouvernement lituanien ont catégoriquement exclue dans la résolution commune présentée jeudi au président soviétique.

Si l'on n'est plus tout à fait dans l'impasse - bien au contraire - c'est que la Lituanie a proposé de « suspendre temporairement l'application unilatérale des résolutions du conseil suprême (le Parlement) découlant des actes de restauration de l'Etat lituanien ». BERNARD GUETTA

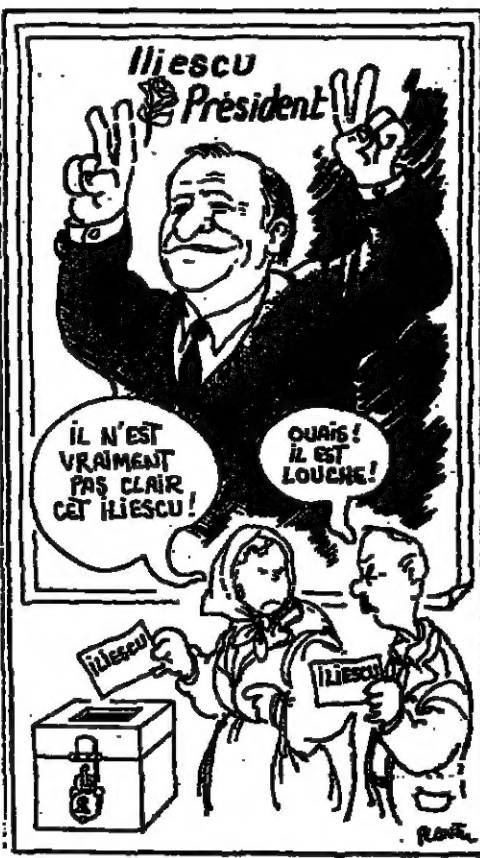
Lire la suite page 4

## Les élections en Roumanie

# Dernières polémiques avant le succès annoncé de M. Iliescu

La campagne pour les premières élections libres en Roumanie s'est achevée jeudi 17 mai, après un unique débat contradictoire à la télévision entre les trois candidats à la présidence de la République. Le président par intérim et chef du Front de salut national au pouvoir, M. Ion Iliescu, semble toujours assuré d'emporter dès le premier tour l'élection. Dans la soirée, des partisans du Front se sont heurtés à des manifestants de l'opposition, venus rejoindre les contestataires de la place de l'Université à Bucarest.

Lire page 4



## Helmut Kohl, l'homme pressé

Signature à Bonn du traité d'Etat instaurant l'union économique et monétaire entre la RFA et la RDA

BONN

de notre correspondant

Une étape décisive dans le processus d'unification allemande a été franchie vendredi 18 mai : sept mois après l'ouverture du mur de Berlin et deux mois exactement après les premières élections libres en République démocratique allemande, un traité d'Etat consacrant l'abandon par ces pays de l'un des attributs essen-

tiel de la souveraineté : le pouvoir d'émettre de la monnaie. Bonn et la Bundesbank de Francfort ont désormais la haute main sur la politique économique et monétaire qui sera appliquée entre l'Elbe et l'Oder.

Le rôle du gouvernement et du Parlement de Berlin-Est se réduit maintenant à mettre en forme juridiquement - la plupart du temps à l'aide des conseils éclairés des officines ministérielles

ouest-allemandes - le cadre législatif de l'unité. Dans le quartier gouvernemental de Bonn, les Citroën BX bleu-nuit acquises naguère par le gouvernement d'Erich Honecker pour ses dignitaires font désormais partie du paysage : on vient aux informations, qui ne sont pas des ordres, mais qui y ressemblent fort. En dépit de la résistance digne menée par M. Lothar de Maizière et certains de ses ministres,

comme M. Walter Romburg (SPD), seul rescapé du gouvernement de Hans Modrow, la machine administrative-politique ouest-allemande s'est mise au rythme que lui a imposé le chancelier.

Depuis son voyage à Dresde le 20 décembre dernier, Helmut Kohl n'a eu de cesse d'accélérer le tempo qui doit conduire l'Allemagne vers son unité étatique.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 3

## Les leçons de Strangeways

Après la plus longue révolte de détenus de son histoire le Royaume-Uni s'interroge sur la crise de ses prisons

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Le dernier geste de bravade des sept mutins de Strangeways fut le V de la victoire. Les prisonniers avaient beau retourner à l'isolement, pour une peine beaucoup plus lourde que celle qu'ils purgeaient jusque-là, ils avaient atteint leur but : en défiant le gouvernement, ils avaient forcé le débat public du 1<sup>er</sup> au 25 avril (le Monde du 27 avril) dans un pays où le respect de l'Etat de droit avait pu masquer l'envers sordide d'un univers carcéral surchargé. La réponse des autorités fut de proposer la réouverture, le plus vite possible, de la prison dévastée. « Ne serait-ce qu'une aile », s'entêtait Sir Stephen Tumin, inspecteur-chef de l'administration pénitentiaire. Pour ne pas laisser croire aux autres détenus que les sept de Strangeways ont gagné.

Sir Tumin, auteur justement d'un rapport sur la crise pénitentiaire remis à la veille de la mutinerie, redoutait la propagation du mouvement à l'un ou l'autre des cent vingt-cinq établissements du royaume. Et sans doute n'avait-il pas tort. Vingt-trois

centrales qui avaient accueilli des transfuges de Manchester - Liverpool avait refusé - avaient été secouées en même temps par des « copy-cats », copie conforme des acrobates des toits de Strangeways. Les détenus s'étaient révoltés par solidarité, contre l'entassement dans des cellules sans toilettes ni sanitaires (1 650 personnes pour 960 places à Strangeways). N'ont pas eu de détention flamboyant neuf de Bristol, où l'on dénonça non pas l'inconfort mais l'ennui.

Les détenus, n'en déplaise à Sir Tumin, ont, au moins, remporté une victoire : sur le silence. Tout au long de ces mutineries d'avril, le Royaume-Uni, détenteur du record européen de la surpopulation pénale (1), a découvert la face cachée, « noire comme le charbon », de son système pénitentiaire.

DANIELLE ROUARD

Lire la suite page 12 - section B

(1) En matière d'emprisonnement, le Royaume-Uni pour l'année 1988-1989, avec un dénuement pour mille habitants, se situe devant la Turquie (0,96 pour mille), la France (0,77) et les Pays-Bas (0,40). Source : Conseil de l'Europe.

# CAYROL

de l'Académie Goncourt

JEAN CAYROL  
de l'Académie Goncourt

## A voix haute

POÈMES

79 F

Editions du Seuil

### Alger : le FLN dans la rue

Le parti « historique » a réussi à mobiliser deux cent mille manifestants page 5  
page 32 - section C

### Moindre déficit pour la Sécurité sociale

M. Bérégovoy pense pouvoir réduire certaines cotisations page 25 - section C

### Record pour Renoir

Au Moulin de la Galette vendu à New-York pour plus de 450 millions de francs page 13 - section B

### Justice des pauvres

Le rapport de M. Paul Bouchet propose plusieurs mesures pour réformer l'aide légale page 11 - section B

### L'opposition

#### et le Front national

« Le RPR durcit le ton envers le parti de M. Le Pen » Un point de vue de M. Hugues Dewavrin : « La lâcheté de la droite » page 8

### Grande-Bretagne et SME

M. Thatcher ne s'opposerait plus à l'adhésion totale de son pays au Système monétaire européen page 25 - section C

## Cannes 90

La Mère, de Glib Parflov Tchécoslovaquie en sélection officielle page 14 - section B

### SANS VISA

La Martinique en mots d'auteurs « Gastronomie » Jeux pages 15 à 20 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C



# DÉBATS

Après Carpentras

## Pourquoi je n'étais pas à la République

par Hamadi Essid

Le racisme est indivisible, comme est indivisible la lutte contre l'antisémitisme. Nous, Arabes, solidaires de la communauté juive malgré ce qui, aujourd'hui, peut nous séparer politiquement d'une partie de ses représentants, sommes les mieux disposés à comprendre les événements de Carpentras — au-delà des discours autoréducteurs — et nous ressentons la réurgence de l'antisémitisme comme peuvent le ressentir des victimes quotidiennes et potentielles.

Parce que, en tant qu'Arabes et musulmans, nous partageons avec les juifs des valeurs morales et spirituelles, parce que nous avons une histoire commune et parce que, aujourd'hui, nous sommes, en France et ailleurs en Occident, la cible privilégiée du racisme qui, rappelle-t-on, fait tous les jours, parmi nous, des victimes, le racisme qui tue, le racisme qui est justifié par les propos d'hommes politiques et la complaisance des tribunaux ; pour toutes ces raisons, ce qu'éprouvent les Arabes, c'est la peur et la peur de l'indifférence devant leur peur. Par conséquent, dans la lutte contre l'antisémitisme, les juifs, tous les juifs, nous trouveront, toujours et partout, à leur côté.

Cependant, pour être efficace, notre action se doit d'être claire, franche, et se soustraire aux risques d'ambiguïté. Ces ambiguïtés étaient inhérentes à la

présence, parmi les premiers accusés à Carpentras, de certains personnages qui tiennent souvent et publiquement des propos antisémites et qui pratiquent, dans leurs inscriptions, une politique d'exclusion ? Quand j'ai appris que les médias interrompaient leurs programmes pour retransmettre cette manifestation et les changements pour présenter ensemble *Nuit et brouillard*, alors que quotidiennement la télévision se fait, par la dévalorisation et la dégradation de l'Arabe et du musulman dans les films, les feuilletons et même les dessins animés, le véhicule du racisme banalisé, j'ai pensé que je ne pouvais décemment être présent place de la République sans me sentir en porte-à-faux avec les Arabes et avec les juifs et contribuer à donner une fautive conscience à tous ceux qui, le lendemain, n'allaient pas manquer de clamer leur satisfaction dans un pays où se promènent, libres, des centaines d'individus, auteurs reconnus de crimes racistes, ayant, sur leurs mains, du sang arabe, ce qui est, d'évidence, une circonstance atténuante.

### L'inquiétude des Arabes

Ma présence parmi ceux-là aurait eu quelque chose de moralement guidé, particulièrement aux yeux de la communauté arabe, car si, en Occident, entre le racisme antisémitique et l'antisémitisme, il y a la différence entre une haine physique et historique de la part de l'Occident et une haine d'ordre « métaphysique », comment pourrais-je attendre de ces Français musulmans qui disaient, devant les caméras de la télévision, ne pas comprendre pourquoi on ne s'est jamais intéressé à la profanation de leurs cimetières et de leurs mosquées qu'ils soient sensibles à ces subtiles nuances ?

Comment un Arabe doit-il ressentir

la présence, parmi les premiers accusés à Carpentras, de certains personnages qui tiennent souvent et publiquement des propos antisémites et qui pratiquent, dans leurs inscriptions, une politique d'exclusion ?

Voilà pourquoi, si près de la place de la République, j'ai rebrousse chemin, mal à l'aise, frustré de ne pouvoir faire aboutir tous mes sentiments, à la fois navré par l'étendue de l'équivoque, inquiet, malgré tout, pour les conséquences de cette action sur les Arabes, car souvent on se sert d'une haine pour en justifier une autre, d'une victime pour en cacher une autre.

Et si j'étais juif, je continuerais à me sentir menacé tant qu'un Arabe se sentira menacé par ce qu'il est arabe.

Hamadi Essid est ambassadeur de la Ligue arabe à Paris.

## Bons et mauvais juifs

par Paul Giniwski

Au moment où défilait à Paris la manifestation de masse pour protester contre la profanation des tombes de Carpentras, Simone Veil, interrogée à la télévision, s'est élevée contre la présence du drapeau d'Israël dans la foule.

Les juifs que l'on persécute, les juifs que l'on tue, les juifs dont on mutilé les cadavres sont les bons juifs. Le juif à genoux dont on peut s'apitoyer est dans l'ordre des choses. Le juif debout, le juif qui réagit, le juif qui rend les coups à Entebbe, dans le Sinaï, en Judée-Samarie, le juif sioniste, est un mauvais juif. Il dérange le confortable ronron du monde. Il perturbe l'entente cordiale des émirats du pétrole et des vendeurs de Mirage.

En vertu de cette double perception, on réprouve des graffiti antisémites, la mise en cause de la Shoah par les failliteurs de l'histoire de naguère, tout en votant des résolutions anti-Israéliennes aux Nations unies, tout en soutenant les États-terroristes qui préparent une nouvelle Shoah des juifs israéliens, tout en applaudissant à la faillite quotidienne de l'histoire d'aujourd'hui par l'OLP. Les ministres et

anciens ministres qui ont manifesté contre Carpentras reçoivent et ont reçu les chefs et représentants de l'OLP au Quai d'Orsay et à l'Élysée. Il est dramatique que des juifs soient dupes de cette perversion politique.

Le drapeau d'Israël dans la foule qui a défilé à Paris symbolise le refus, par de nombreux juifs, de la duplicité politique de la France. De nombreux juifs de France se sentent mortellement solidaires d'Israël. Ils se sentent eux aussi des juifs debout — des juifs « israéliens ».

Paul Giniwski est journaliste et écrivain.

### Ils avaient un peu bu

Quand on les retrouvera, je devine que sa voisine dira du premier : « Un garçon si calme, c'est impensable, il a dû être entraîné », et un parent, les yeux rouges, dira du deuxième : « Mémé, moniteur, il n'a jamais fait de politique, il n'y connaît rien ! », et son employeur, du troisième : « Il était bien un peu instable, un peu spécial, mais il n'a pas un mauvais fond ».

A nouveau, la frustration dominera face à un crime sans explication apparente.

Ils diront qu'ils avaient bien bu, qu'ils n'auraient jamais imaginé de telles conséquences, et chacun jurera que sans les copains...

Pour peu qu'ils soient tous originaires de la même région, les journaux titreront : « La ville de X sous le choc », avec, au-dessous, le cri du cœur d'un de ses habitants : « Nous ne sommes pas des nazis ! »

Depuis plusieurs années, tous les crimes racistes ont pour protagonistes des êtres incapables d'articuler. A croire que ceux qui tuent le font sans savoir, sans pouvoir s'expliquer à eux-mêmes leurs gestes.

Malheureusement, d'autres le savent pour eux, qui jubilent en feignant de s'indigner.

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

Mais, par-delà les illuminés du mieux des consciences, les révisionnistes soi-disant épris de vérité et les obsédés de l'identité nationale, comment ne pas faire une place, aussi, hélas, à l'institution judiciaire, qui n'a cessé, apathique et défaitiste, d'absoudre (et l'acquiescement, le 11 mai, d'un policier par la cour d'assises de Paris le démontre encore) tous les auteurs de violences racistes, surtout lorsqu'ils portent un uniforme, au risque de voir cette « bienveillance » devenir encouragement pour certains ?

MARTINE SCOMAMA

## Racisme n'est pas synonyme d'antisémitisme

par Olivier Roy

Le racisme anti-immigrés n'est pas de même nature que l'antisémitisme. Celui-ci est un fantasme qui peuple depuis deux millénaires la mémoire collective. Aujourd'hui, il s'attaque à des morts et s'interroge sur le « nombre » des juifs dans certaines professions, sur le décalage entre leur visibilité et leur présence réelle. On peut parler du juif, réduit à un objet de fantasme, même quand il n'y en a pas. Se désintéressant du réel, qu'il aime aussi à nier dans le « révisionnisme », l'antisémitisme se conceptualise, s'écrit, se fait littérature. Pour le combattre, il faut faire appel à la mémoire et à l'histoire, car il en est partie. Par contre, le rejet de la population d'origine étrangère est ancré dans le vécu, le quotidien

et le social : c'est un phénomène contemporain. L'immigré n'est pas un fantasme mais une présence. Rien ne sert de montrer qu'il y a eu, à chaque génération, des rejets d'étrangers : cette continuité n'est vécue que par l'historien.

Le rejet de l'étranger n'est pas perçu par la plupart de ceux qui votent Front national comme un « racisme ». Nombre d'électeurs de Le Pen ont sans doute été indignés par la profanation de Carpentras mais ne changeront pas leur vote, parce qu'ils ne voient pas le rapport entre leur rejet de l'immigré et l'antisémitisme. Les efforts récents, de la loi contre le racisme à la manifestation unitaire du 14 mai, en passant par l'interrogation des journalistes sur les

risques de valoriser Le Pen, visent, plus ou moins consciemment, à restaurer un tabou, un sacré, à délimiter une frontière entre ce qu'on peut dire et ce qu'on ne peut pas dire, à frapper le racisme d'interdit au sens religieux du terme. C'est peut-être possible pour l'antisémitisme et c'est sans doute la seule manière de le combattre, tant il se situe lui-même dans l'irrationnel.

Cette sacralisation (ou diabolisation) ne peut être efficace pour réduire le racisme qui vise les immigrés, précisément parce que, pour la grande masse de ceux dont il motive le vote, il ne comporte pas de dimension idéologique ou fantasmatique : il s'agit des problèmes du quotidien, il s'éprouve au jour le jour, ne se théorise guère, ne se globalise pas et, de toute façon, se dit avec une telle constance que son expression ne pourra jamais être contrôlée.

Pendant des années, la classe politique, et la gauche en particulier, a répondu par un discours pédagogique et moralisant, expliquant qu'il n'y avait pas de rapport entre délinquance ou chômage d'une part et immigration de l'autre, et que le racisme conduisait au fascisme. Mais la pédagogie ne vaut rien contre le vécu, la frustration et le ressassement. Elle nourrit au contraire ces sentiments. Le discours antiraciste généralisé à tous les rejets comporte une illusoire incantation qui rassure ceux qui s'y réfèrent mais n'émène pas la conscience de ceux qui trouvent qu'il y a trop d'étrangers. L'argument selon lequel le racisme anti-immigrés conduit à un regain d'antisémitisme ne touche pas ceux à qui il s'adresse. L'assimilation entre juifs et Arabes est refusée par les intéressés et apparaît en décalage avec le conflit israélo-arabe, si présent dans les références identitaires des uns et des autres. L'insistance justifiée des juifs sur l'irréductibilité de la Shoah à toute autre persécution marque cet écart fondateur. La lutte contre le racisme anti-immigrés ne se fera pas dans le symbolique mais dans le traitement social des problèmes de la cohabitation entre personnes d'origines ethniques diverses. Cet aspect concret est mal compris par les apôtres de l'indignation moralisante, qui, eux, ne fréquentent pas d'immigrés dans leur vie quotidienne.

Olivier Roy est universitaire, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

métro, le RER, le train, l'avion quiconque lance un propos raciste. Personnellement, je ne laisse rien passer.

Intervenir, c'est avoir une réplique acerbe à certaines paroles que leur auteur croit des plus fines. Si l'épicière du coin lance à la cantonade : « Vous comptez votre monnaie comme une youpinie », répondons lui : Eh oui, chère madame, c'est pour moi un compliment !

Intervenir, c'est quitter un repas, un cocktail, toute autre espèce de réunion parce qu'on y tient des propos racistes. Intervenir, c'est refuser d'entendre toute « bonne » plaisanterie sur les juifs.

La pédagogie est un bon moyen de lutte. Mais elle est inutile pour certains adultes ou vieillards qui semblent avoir la nostalgie des « vomissements des années 30 », comme l'a dit Fanny Ardant. A ce niveau de la pathologie, une intervention ponctuelle, bien placée, est plus efficace que l'homophilie.

JANINE HENIN  
Cergy-Pontoise

### Formes

— Que sont ces formes, Abbas, sur ces papiers ?  
— Ce sont des hommes, madame, ce sont des hommes !  
— On empaie donc les hommes, ici ?  
— Ce sont des juifs, madame, ce sont des juifs !  
— Je croyais qu'on les avait tous brûlés ?  
— Il reste les morts, madame, il reste les morts !  
CLAIRE FRETTE  
Eu.

### Les murs qu'on abat

Au risque d'être accusé de « réaction », on s'interroge pourtant sur le degré d'intelligence de ceux qui ont conçu le slogan PS « Le racisme sera-t-il le mur des Français ? »

L'adhésion au mur de Berlin relevant de la sophistique, le lecteur en tire la conclusion, erronée sans doute, que les « murailles » doivent être abattues, les frontières ouvertes, le tiers et le quart-monde accueillis, etc.

Le Front national leur dit un grand merci.

E. LÉONARD  
Paris

### Les homosexuels aussi

Lors d'une conférence de presse à Copenhague, deux jours après les profanations du cimetière de Carpentras, Jean-Marie Le Pen, traité de nazi par un journaliste, a rétorqué : « Je ne suis pas plus nazi, monsieur, que vous n'êtes homosexuel — du moins je l'espère pour vous... »

Un récent sondage publié par *Télérama* notait que, presque à égalité, les historiens d'Arabes, de juifs et d'homosexuels étaient ceux qui faisaient riez le plus les Français. Un autre sondage, cette fois dans les colonnes du *Monde*, indiquait que les deux tiers des cadres du Front national vantaient d'un bon œil une loi contre les homosexuels. Autant que ceux qui désignent une « épandage de l'avortement » ou qui trouvent que les juifs ont trop de pouvoir.

Ne peut-on rêver à un SOS-Racisme qui, tout en prenant la défense des juifs et des Arabes, se mobiliserait pour refuser l'infériorisation des femmes et le déshonneur des homosexuels ?

FRANK ARNAL  
Paris



### ROYAL QUARTZ

10, rue Royale  
75008 PARIS

Un pre



# ÉTRANGER

Le dialogue américano-soviétique et l'Allemagne

## L'attitude de Moscou se durcit

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Moscou, M. Guennadi Guassimov, a brièvement commenté jeudi 17 mai les informations diffusées quelques heures plus tôt à Bonn concernant la suspension du retrait des troupes soviétiques de RDA (le Monde du 18 mai). « Le règlement des problèmes relatifs au retrait des troupes soviétiques de RDA dépendra des résultats des négociations de Vienne sur la réduction des armements classiques en Europe et du règlement politique du problème allemand », a-t-il notamment déclaré.

M. Guassimov a ainsi démenté les interprétations les plus optimistes qui attribuaient la décision de suspendre le retrait à des difficultés « techniques » d'hébergement et de reconversion des soldats. Cette décision est politique, elle est liée au différend qui oppose l'Union soviétique à ses partenaires dans le cadre de la conférence « 2 + 4 » sur l'Allemagne, à propos du statut militaire de l'ac-

tuelle RDA, du sort des troupes soviétiques (380 000 hommes) qui y sont stationnées et plus globalement de l'appartenance ou non de la future Allemagne unifiée à l'OTAN. Le fait que la décision soviétique ait été connue le jour même où le secrétaire d'État américain, M. James Baker, entamait à Moscou avec son homologue, M. Chevardnadze, les discussions préparatoires au sommet Bush-Gorbatchev qui aura lieu dans deux semaines n'est sans doute pas non plus dû au hasard.

M. Guassimov a rappelé que la décision de réduire de 50 000 hommes d'ici la fin de 1991 les effectifs soviétiques stationnés en Europe de l'Est avait été prise unilatéralement par M. Gorbatchev en 1988. Depuis, a-t-il ajouté, des accords ont été conclus avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie en vue d'une évacuation totale par l'armée rouge, qui a déjà commencé. Ces accords rendent en effet caduque, d'un point de vue numérique, la décision de 1988, puisqu'ils concernent 75 000 soldats en Tchécoslovaquie et 52 000 en Hongrie. La décision de 1988 portait toutefois également sur la RDA, le partage des troupes entre ces trois pays n'ayant pas été publiquement précisé. Deux divisions

blindées ont quitté la RDA l'année dernière, et les Allemands semblaient avoir reçu l'assurance que deux autres les suivraient ce mois-ci.

La suspension de ce mouvement a donc surtout une fonction politique et psychologique. Politiquement, elle confirme un raidissement des positions soviétiques dont les Occidentaux comprennent une grande complexité dans les négociations sur l'Allemagne. L'Union soviétique paraît ainsi dire qu'elle ne quittera pas la RDA tant qu'un règlement qui lui convienne n'aura pas été trouvé à la question allemande.

### Discussions sur le désarmement stratégique

Psychologiquement elle peut inquiéter l'opinion allemande, lui donner le sentiment que les choses se gâtent et que l'URSS pourrait mettre des bâtons dans les roues de l'unité, et contribuer ainsi à lancer en Allemagne un débat sur les alliances militaires que les Occidentaux redoutent et qui jusqu'à présent n'était pas vraiment ouvert.

Parallèlement, les Soviétiques, qui traînent les pieds depuis des semaines dans les négociations sur

le désarmement conventionnel à Vienne, pourraient y faire des propositions nouvelles. Du côté occidental, la dernière proposition en date est d'établir à 195 000 hommes le plafond des troupes américaines et soviétiques stationnées dans les deux Allemagnes, étant entendu qu'il s'agit d'un plafond et que les Soviétiques pourraient être dans l'incapacité de le remplir s'ils devaient évacuer la RDA. Du côté soviétique, on en est toujours à une vieille proposition d'un plafond de 700 000 hommes stationnés pour l'ensemble de la zone centrale, qui est d'ores et déjà dépassée.

Ce sujet n'avait pas encore été abordé jeudi à Moscou entre la délégation américaine conduite par M. James Baker et la partie soviétique. Les négociateurs ont cependant travaillé d'arrache-pied pendant une partie de la nuit sur la question de la réduction des armements stratégiques. « Si les différences étaient considérées comme insurmontables, nous ne travaillerions pas si intensément », a déclaré à la presse un haut responsable américain. « D'un autre côté, je ne veux pas dire que nous arriverons à les surmonter », a-t-il cependant ajouté.

CLAIRE TRÉAN

## L'harmonie entre MM. Bush et Kohl semble parfaite

Le chancelier Kohl est un hôte fréquent de Washington, et ses rencontres avec le président Bush ne se comptent plus. Pourtant, sa brève visite de jeudi 17 mai, en compagnie de MM. Genscher, ministre des affaires étrangères, et Stoltenberg, ministre des finances, était présentée comme importante, à quinze jours du sommet américano-soviétique, et au moment où les Soviétiques donnent l'impression de vouloir retarder au maximum l'échéance d'une Allemagne unie membre de l'OTAN.

### WASHINGTON de notre correspondant

En fait, si MM. Bush et Kohl sont préoccupés par l'attitude de Moscou, ils l'ont bien caché, et le chancelier a semblé plus heureux et plus confiant que jamais dans l'avenir, lors de la précédente visite du chancelier, début mars, un léger nuage troublait le ciel des

relations germano-américaines : c'était encore le temps où M. Kohl entretenait à dessein l'ambiguïté sur les frontières avec la Pologne, et M. Bush avait discrètement marqué sa déception devant le maintien d'une telle attitude, est obstacle à l'élévation, du moins de manière à satisfaire les Américains, et l'harmonie semble parfaite.

### Pas de statut spécial

Tandis que M. Kohl exprimait une fois de plus sa gratitude pour le soutien américain à l'unification allemande, M. Bush allait sans doute au-devant de ce que pensent la plupart des partenaires européens de la RFA en déclarant : « Quarante-cinq ans après la fin de la guerre, il n'y a pas de raison pour qu'une Allemagne unifiée et démocratique soit soumise à un statut spécial (...) Elle doit être totalement souveraine, libre de choisir ses alliances ». Des propos que le chancelier a complétés aussitôt : « Une Allemagne unifiée se servira de son droit (...) d'appartenir à une alliance. C'est et ce sera toujours l'Alliance atlantique ». Pas question d'une « Allemagne non alignée qui balance entre deux camps ».

Reste bien sûr l'obstacle soviétique, et comme l'explique un haut fonctionnaire américain, « il est important de continuer à persuader M. Gorbatchev que l'Allemagne unie doit appartenir à l'OTAN ». Comment réussir à le convaincre, et à quel prix ?

Le président Bush a nettement exclu l'hypothèse d'un statut spécial de l'Allemagne au sein de l'Alliance, en évoquant son rôle de « membre à part entière, intégré à sa structure militaire ». Au cours d'une conférence de presse, on a tenté de faire préciser à M. Kohl si cela impliquerait à terme la présence de troupes appartenant à son allié américain, qui non seulement accorde désormais une attention prioritaire au point de vue allemand, mais fait tout son possible pour faciliter le maintien au pouvoir de la coalition dirigée par M. Kohl.

Après quoi le chancelier a quitté Washington, où il reviendra très prochainement, avec toutes les raisons d'être satisfait de l'attitude de son allié américain, qui non seulement accorde désormais une attention prioritaire au point de vue allemand, mais fait tout son possible pour faciliter le maintien au pouvoir de la coalition dirigée par M. Kohl.

JAN KRAUZE

Visite du président chinois à Brasilia. — Le président de la République Yang Shangkun, est arrivé le jeudi 17 mai à Brasilia, en provenance du Mexique, pour une visite officielle de quatre jours. Le Brésil est le premier partenaire commercial de la Chine en Amérique latine, et les deux pays devaient signer vendredi un accord de coopération économique prévoyant notamment la création d'entreprises mixtes. Le président Yang Shangkun se rendra ensuite en Uruguay, en Argentine et au Chili. — (AFP)

LUC ROSENZWEIG

## Le chancelier allemand, l'homme pressé

Suite de la première page

Si, comme cela a été le cas jusqu'à présent, le chancelier Kohl peut plier les événements à sa volonté, le traité qui vient d'être signé n'aura qu'une vie éphémère : moins de six mois. La RDA aura cessé d'exister le jour où son premier Parlement librement élu décidera, à l'automne prochain, de se faire hars-kiri et proclamera l'adhésion du pays à la République fédérale. Des élections générales devraient suivre, dont on ne voit pas très bien comment un chancelier si gâté par l'histoire pourrait les perdre.

Tout l'art du chancelier Kohl, dans la période qui s'est ouverte avec la chute du régime communiste est-allemand et l'ouverture du mur de Berlin, a été de feindre qu'il était emporté par le mouvement de l'histoire alors qu'il en maîtrisait au moins quelques-uns des ressorts. L'évolution des événements doit tout autant déterminée par l'action ou la non-action du gouvernement de Bonn que par la dynamique interne de la « révolution pacifique d'automne » du peuple de la RDA.

Le refus d'accorder toute aide substantielle au gouvernement de Hans Modrow, même élargie aux représentants de la « table ronde » de l'opposition de Berlin-Est, a contribué à augmenter le flot des réfugiés, dramatisant une situation dont l'issue ne pouvait plus être trouvée que dans des mesures radicales. On s'est attaché, consciemment ou inconsciemment, à limiter le champ des possibles, des solutions intermédiaires, des étapes progressives pour ne laisser libre qu'une seule voie vers l'unité : celle du Blitzkrieg politico-diplomatique. « Le chancelier, c'est un peu le général Bismarck de l'opérette

d'Offenbach qui n'a qu'une tactique : foncer droit devant et cogner avant qu'il ne soit », constate un diplomate occidental, qui n'hésite pas à évoquer la tactique de l'armée allemande en mai 40 pour illustrer le style pseudo-diplomatique d'Helmut Kohl.

Fort heureusement, cela reste une allégorie, et au-delà peut-être de la « doctrine » qu'Helmut Kohl défend au nom de la démocratie, des droits de l'homme et d'une certaine idée qu'il a de l'Allemagne et de l'Europe, qui n'est pas fondamentalement antagoniste de celle de ses partenaires au sein de la CEE et de l'OTAN. L'impératif qui conduit son action est celui de sa réélection : qui pourrait reprocher cela à un homme politique dans une démocratie ? Il faut se souvenir qu'à l'automne 1989, quelque semaines avant le fameux 9 novembre, Helmut Kohl était un homme dont l'avenir politique se présentait sous l'aspect le plus sombre. Son parti perdait une élection régionale après l'autre, l'extrême droite était en pleine ascension, et seule son habileté manœuvrière lui avait permis d'échapper à un putch fomenté au sein de la CDU par MM. Heiner Geissler et Lothar Späth, respectivement secrétaire général du parti et ministre-président du Bade-Wurtemberg.

### Éviter les dottements

La popularité croissante de son adversaire désigné, le social-démocrate Oskar Lafontaine, contrastait avec la lassitude de l'opinion à l'égard d'un Helmut Kohl dont beaucoup, même parmi ses amis politiques, disaient : « Ah ! celui-là, je ne veux plus le voir ! ». Les indéniables succès de sa politique économique et la prospérité du pays,

ses succès diplomatiques, ne lui profitaient en rien. L'irruption de la question nationale lui a permis de changer totalement la donne et de pouvoir espérer raisonnablement devenir le premier chancelier de l'Allemagne unifiée d'après-guerre.

Il lui fallait, pour cela, faire coïncider le calendrier de l'unification allemande avec celui des élections législatives, éviter toute période de flottement qui permettrait au peuple de souffler, de se demander si la méthode Kohl est vraiment la meilleure pour l'équilibre intérieur et extérieur de l'Allemagne. Dès que le rythme se ralentit, dès que l'histoire devient moins dramatique et plus routinière, que la raison se substitue à la passion, la situation devient pour lui dangereuse : on a pu le constater le 13 mai, lors des élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe où les électeurs ouest-allemands ont clairement manifesté leur rejet de l'unification menée au pas de charge. Cette attitude n'est pas le seul fait des gens de gauche et des tenants du « chauvinisme du bien-être » rendus anxieux par le coût de l'unification. Elle se retrouve à des degrés divers dans les milieux économiques et de la grande industrie, et même au sein de la Bundesbank.

### Profiter de la bonne conjoncture

Le 14 mai, la réponse du chancelier à cet avertissement consistait à donner un nouveau coup d'accélérateur à l'unification : il se ralliait à la proposition de ses alliés libéraux de transformer les élections au Bundestag du 2 décembre prochain en élections fédérales à l'échelle de toute l'Allemagne. Helmut Kohl ne voit son salut électoral que dans l'appartenance à la majorité CDU, d'une RDA ou les sociaux-démocrates n'ont pas réussi à se défaire de l'image d'un parti de pasteurs protestants, et dans les ponctions que pourraient effectuer sur l'électio-



PANCHO

rat SPD un Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste) que les sondages donnent entrant dans le Parlement de l'Allemagne unie. Helmut Kohl se sent conforté dans son attitude par une conjoncture internationale qui lui semble actuellement favorable et qu'il veut utiliser avant qu'elle ne se détériore : il est assuré d'un appui quasi inconditionnel de Washington, grâce, notamment, à l'influence exercée sur le président Bush par l'ambassadeur américain à Bonn, M. Vernon Walters, un septuagénaire dont la culture est encyclopédique et les idées sont simples : il pense que l'OTAN ne peut aujourd'hui conforter sa victoire politique et morale qu'en s'appuyant sur une grande Allemagne solide et sans états d'âme, telle qu'elle est incarnée par le chancelier Kohl. Ce dernier, qui ne fait pas mystère du peu d'avenir qu'il prête à M. Gorbatchev, est prêt à saisir le moment de désarroi dans lequel se trouvent les dirigeants soviétiques pour leur mettre le marché en main : nous prenons à

## Un premier pas vers l'union étatique

Le traité d'Etat instituant une Union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA comporte un préambule et trente-huit articles qui définissent le cadre légal et financier de cette union.

Le préambule prend acte du fait qu'une « révolution pacifique » a eu lieu en République démocratique allemande à l'automne de 1989 et indique que les parties contractantes sont décidées à « réaliser bientôt l'unité de l'Allemagne dans la liberté et dans le cadre d'un ordre de paix européen ».

L'union monétaire, économique et sociale est « le premier pas important réalisé vers l'établissement d'une union étatique selon l'article 23 de la Loi fondamentale

de la République fédérale et une contribution à l'unification européenne, en tenant compte du fait que les aspects extérieurs de cette union sont l'objet de discussions avec les gouvernements de la France, de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique ».

L'article premier précise que « l'économie sociale de marché est le fondement de l'ordre économique des parties », et que cet ordre est déterminé par « la propriété privée, la libre concurrence, la formation libre des prix et la libre circulation du travail, du capital et des services ».

Au chapitre 2, sont rassemblées les dispositions réglant l'union monétaire et fixant les taux de conversion du mark est en mark ouest. L'article 10 stipule que « la Bundesbank exerce les pouvoirs qui

lui sont conférés par la loi sur l'ensemble du territoire couvert par l'union monétaire. Elle met en place, à cet effet, une administration provisoire à Berlin et jusqu'à quinze filiales en République démocratique allemande, pour lesquelles on utilisera les succursales de la banque d'Etat de la RDA ».

Le chapitre 3 définit le cadre de l'union économique. Il précise qu'il est mis un terme aux accords de Berlin régissant le commerce interallemand et indique que les parties « s'efforceront de créer aussi rapidement que possible les conditions d'une abolition totale des contrôles douaniers à la frontière interallemande ». En matière de commerce extérieur, il est indiqué dans l'article 13 que « les relations commerciales extérieures de la RDA, en particulier celles existant avec le COMECON doivent être

protégées et développées dans l'intérêt mutuel des partenaires ».

Le chapitre 4, consacré à l'union sociale, prévoit la création, avec l'aide de la RFA, d'un système de sécurité sociale, d'assurance-vieillesse et d'assurance-chômage.

Enfin, le chapitre 5 détermine la manière dont la RDA doit adapter ses structures budgétaires à celles de la République fédérale, par l'instauration d'un système fiscal direct et indirect. Il est précisé que « la prise de crédits dans les budgets publics par les instances territoriales en RDA devra se faire en accord avec les ministères des finances de RDA et de RFA », et que « la République fédérale prendra en charge, dans une période de transition le déficit budgétaire de la RDA dans une limite de 22 milliards de deutschemarks pour le deuxième semestre 1990 et de 35 milliards pour 1991 ».

**Maurice Denuzière**  
JE TE NOMME LOUISIANE

L'histoire aussi passionnante qu'un roman : découverte, colonisation et vente de la Louisiane.

420 pages  
149 F

مركز من الأصل



## DIPLOMATIE

### La crise lituanienne au centre des entretiens Baker-Chevardnaze

Suite de la première page

Or, parmi ces résolutions, figurent les trois textes - sur la nationalité, la propriété et le service militaire - qui avaient motivé l'instauration des sanctions économiques en vigueur depuis le mois dernier.

D'où le demi-succès du pouvoir central qui peut aujourd'hui considérer, à la fois, que la Lituanie continue sur le fond de violer la constitution soviétique, mais a néanmoins pris en compte les demandes formulées dans l'ultimatum qui avait précédé les sanctions. C'est en ce sens qu'il n'y a maintenant plus d'obstacle réel à leur levée et qu'une partie serrée va se jouer dans les tous prochains jours.

L'alternative est simple. Ou bien Vilnius et Moscou ont seulement voulu faire assaut de bonne volonté pour améliorer leurs images respectives et les choses s'arrêteront là. M. Gorbachev a marqué un point en montrant, à la veille de son entretien de ce vendredi matin avec M. Baker et à deux semaines du sommet de Washington, qu'il n'était pas fermé au dialogue.

Les autorités de Vilnius ont également bien joué, puisqu'elles ont sorti du formalisme intrajugant, ont fait exactement, en suspendant les « effets » de leur déclaration d'indépendance, ce que leur avaient suggéré MM. Kohl et Mitterrand, et renvoyé ainsi la balle dans le camp soviétique.

Peut-être cela n'ira-t-il pas plus loin. Mais on a pris langue et les Litvaniens ont ouvert, de facto, les négociations. La résolution présentée jeudi à M. Gorbachev indique, en effet, que « la Lituanie est prête à discuter de la question d'une période de transition au cours de laquelle l'indépendance serait complètement appliquée. Il est nécessaire, poursuit le texte, de garantir durant cette période l'indépendance et la continuité de l'Etat de Lituanie, ainsi que la fonctionnalité de son gouvernement légitime ».

Si on lit entre les lignes, cela veut dire qu'à la condition que cela ne remette en question ni l'indépendance ni le fonctionne-

La préparation de la Conférence sur l'union politique des Douze

#### Les intentions des gouvernements restent floues

de notre envoyé spécial

Les parlementaires européens ont tous fait part de leur satisfaction de se voir associés aux réformes institutionnelles en gestation, jeudi 17 mai, à l'occasion de la réunion préparatoire à la conférence intergouvernementale sur l'union politique envisagée pour la fin de l'année (le Monde du 17 mai).

En réalité, hormis quelques points précis, les ministres des Douze s'en sont tenus à des généralités. M. Roland Dumas n'est contenté d'une déclaration très « lisse », ne donnant aucune indication sur le projet franco-allemand qui pourrait être présenté au prochain conseil européen de Dublin, les 25 et 26 juin prochains. Certaines délégations ont toutefois tenu à mettre en exergue les aspects qui leur tenaient à cœur. La délégation allemande a insisté pour que les compétences communautaires soient nettement définies par rapport aux compétences nationales. L'Italie a émis des doutes quant à la possibilité d'accorder au Parlement le pouvoir de formuler des propositions de loi. M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, et M. Jacques Delors, président de la Commission, se sont notamment prononcés contre l'idée de créer une deuxième Chambre européenne, composée de représentants des Parlements nationaux.

Les commissaires européens ne pensent pas que leurs intérêts et ceux des parlementaires convergent nécessairement. Le compte rendu du séminaire de réflexion que la Commission a tenu le week-end dernier stipule que, pour certains commissaires, « dans des circonstances bien définies, un droit d'initiative pourrait être donné au Parlement européen. Ce pouvoir supplémentaire éventuel pose toutefois la question de la légitimité démocratique de l'Assemblée et, en particulier, de la possibilité de sa dissolution. Plusieurs membres de la Commission estiment que ce pouvoir de dissolution ne pourrait être attribué à la Commission, qui n'est pas une institution élue ».

MARCEL SCOTTO

ment des actuelles institutions lituanienes, les dirigeants indépendants accepteraient que la Lituanie soit, durant une période à déterminer, indépendante sans l'être, se considère comme telle alors qu'elle ne le serait pas au regard du droit soviétique - Bref, entre dans cette période de transition que prévoit la loi sur les modalités de sortie de l'URSS.

C'est la première fois que les dirigeants lituanienes vont, officiellement, aussi loin dans la voie des concessions de fond. Si l'on veut saisir la portée, l'échec n'est pas couru d'avance, la résolution lituanienne offrant de solides bases à des discussions sur la définition d'un compromis. Car sur le fond, la véritable difficulté est d'arriver à définir un statut qui serait celui d'un état pleinement indépendant, mais appartenant cependant à un ensemble dont la carte épouserait celle de la future ex-union soviétique. On parviendrait ainsi à ce que la Lituanie, puis l'ensemble des pays baltes, puissent sortir de l'URSS, tout en restant dans ce que M. Gorbachev appelle l'union redéfinie. Or cette recette magique existe, logique et répondant à d'évidentes exigences : c'est l'ins-

tauration d'une communauté de défense, l'appartenance à un système de sécurité commune et intégrée. Et que dit la résolution remise à M. Gorbachev ? Que la direction lituanienne souhaite discuter « de la possibilité de participer à un système de défense », qu'elle est prête à aborder « les questions de défense et de sécurité sur la frontière occidentale de la Lituanie (concrètement parlant du maintien des bases soviétiques) et des liens avec la région de Kaliningrad » (c'est-à-dire de l'accès à cette enclave russe sur la Baltique).

Dernier point : la Lituanie, est-il dit, souhaite à la fois « garantir à ses citoyens le droit d'autodétermination concernant le service militaire et sauvegarder les intérêts de l'Union soviétique ». Cela signifie - et cela au moment où l'armée soviétique s'oriente vers une professionnalisation - que des citoyens lituanienes pourraient, sur une base volontaire, servir dans l'armée de cette hypothétique communauté de défense.

Beaucoup de choses restent à faire. Ce n'est pas la fin de la tension, qui connaîtra bien des rebondissements, mais un cadre de négociation est pour la première fois esquissé. Une suspension de la déclaration d'indépendance ouvrirait immédiatement la voie, dit le communiqué de Tass, à une discussion de l'ensemble des problèmes ».

BERNARD GUETTA

### Suppression du visa pour les Allemands de l'Est le 1<sup>er</sup> juin

#### La convention de Schengen devrait être signée « avant le 1<sup>er</sup> juillet »

La convention nécessaire à l'application de l'accord de Schengen, conclu en 1985 entre la RFA, la France et les pays du Bénélux, devrait être signée « avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain » a indiqué, jeudi 17 mai à La Haye, le secrétaire d'Etat néerlandais aux Affaires étrangères, M. Piet Dankert, à l'issue de la réunion des cinq ministres chargés du dossier Schengen dans leurs pays respectifs.

LA HAYE

de notre correspondant

Les pays du groupe des cinq entérineront la convention du même nom le 19 juin « si possible ». « Sa signature ne dépend plus que de détails techniques ou de rédaction », nous a indiqué le négociateur français, M. Hubert Bina. Précédant avec méthode, les cinq ministres européens ont rouvert le dossier là où ils l'avaient laissé en suspens en décembre dernier, à la demande de la RFA, désireuse de revoir le texte à la lumière

de son unification avec la RDA (le Monde du 27 avril).

Dans l'intervalle, des élections ont eu lieu en Allemagne de l'Est. Bonn et Berlin ont engagé des discussions concrètes, et les pays de la CEE ont accepté l'inclusion à terme de l'actuelle RDA. La France et le Bénélux ont donc accepté, comme le souhaitait la RFA, que le dispositif de Schengen soit étendu « aux territoires de la RDA, dès l'unification des deux Etats allemands ». D'ici là, la RFA tiendra ses partenaires « informés » de la progression des négociations interallemandes sur les aspects relevant de l'accord. Un de ces points concerne la liberté de circulation accordée par Berlin-Est aux ressortissants d'un certain nombre de pays tiers. Bonn semble avoir donné des garanties à ce sujet. « Nous avons commencé à harmoniser la politique des visas de la RFA et de la RDA », a déclaré le négociateur ouest-allemand.

A partir du 1<sup>er</sup> juin prochain, les détenteurs d'un passeport est-allemand se rendant pour moles de quatre-vingt-dix jours en France ou au Bénélux ne seront plus contraints de demander un visa.

Cette mesure s'appliquera de façon rétroactive. Les Hongrois et les Tchécoslovaques ne bénéficieront pas encore de la même facilité de circulation, mais, selon M. Dankert, les pays du groupe de Schengen « vont continuer de se concerter ».

S'agissant du droit d'asile, les ministres ont décidé d'amorcer la convention dans un sens conforme aux suggestions du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Le HCR souhaite que la convention fasse des références plus explicites aux textes internationaux existants.

Une dernière nouveauté a été introduite, à la demande de La Haye, pour tenter de passer aux critiques sur la soustraction des textes de Schengen à toute procédure de contrôle démocratique. Les décisions du comité exécutif de Schengen (qui sera créé après la procédure de ratification, pour gérer au jour le jour le processus) pourront être suspendues pendant deux mois à la demande d'un Etat, le temps pour celui-ci de « prendre le pouls » de son Parlement ou de son opinion publique.

CHRISTIAN CHARTIER

## EUROPE

### ROUMANIE : à la veille des premières élections libres

#### La victoire de M. Ion Iliescu semble certaine

Pour les premières élections libres, dimanche 20 mai en Roumanie, 16,8 millions d'électeurs sont inscrits et la participation devrait être forte. Les Roumains doivent désigner, outre leur président de la République, 387 députés et 119 sénateurs, chargés d'élaborer une nouvelle Constitution. Les sondages, certes peu fiables, prévoient un succès pour le Front de salut national (FSN), qui gouverne la Roumanie depuis la chute de Ceausescu.

Pour le scrutin présidentiel, M. Ion Iliescu devrait l'emporter au premier tour, laissant derrière lui les deux candidats des partis « historiques », MM. Radu Campeanu (national-libéral) et Ion Ratu (national-paysan). Le FSN devrait se tailler la part du lion à la Chambre des représentants et au Sénat, dont l'élection se déroule à un seul

tour. Si quatre-vingt-deux partis briguent les suffrages des électeurs, seuls le FSN, les trois partis historiques (avec les sociaux-démocrates) et peut-être un des partis écologistes seront représentés valablement.

La campagne électorale, terminée officiellement jeudi à minuit, a été émaillée de nombreux incidents, visant généralement l'opposition. Mais, jeudi, à Timisoara, ce sont des candidats du FSN qui ont été frappés.

Deux meetings se sont déroulés le 17 mai à Bucarest. Place des Aviateurs, plus de 20 000 partisans du FSN ont fait un triomphe à Ion Iliescu qui - pour la première fois - apparaît depuis le début de la campagne - a stigmatisé « les forces de droite », et au premier ministre Petre Roman. A quelques encablures de là, plusieurs

milliers d'étudiants et de lycéens rejoignant en cortège les manifestants qui occupent la place de l'Université depuis maintenant plus d'un mois.

Alors que, de part et d'autre, des slogans vengeurs étaient criés, à la télévision, les trois candidats à l'élection présidentielle se montraient fort courtois entre eux pour leur premier débat contradictoire. Prévu pour durer deux heures, il se prolonge jusqu'à minuit. Prolongation qui ne permet pourtant pas à l'un d'entre eux de « triompher » : les trois candidats, mise à part une passe d'armes remarquée entre MM. Ion Iliescu et Ion Ratu sur la transition vers l'économie libérale, ont débité de longs monologues.

J.-A. F.

### Radu Campeanu, de l'exil au pragmatisme

BUCAREST

de notre envoyé spécial

S'il n'avait pas payé chèrement son attachement au Parti libéral, on pourrait dire de Radu Campeanu qu'il est avant tout un pragmatique. Et les mauvaises langues ajouteraient qu'il n'y a pas loin entre pragmatisme et opportunisme. Mais l'histoire de cet homme né en 1924 à Bucarest, qui, président des étudiants libéraux, fut arrêté en 1947 pour passer six années en prison et trois en déportation témoigne de ses convictions.

« Liberté » en 1956, il doit alors commencer une « requalification » difficile dans l'industrie du bâtiment. S'il n'a pas d'activités politiques clandestines, il continue néanmoins à voir quelques-uns de ses anciens amis. « A la fin de nos conversations, nos décisions, en perspective d'interrogatoires possibles de la Securitate, des sujets que nous avions abordés : les femmes, les films, les journaux... » En 1973, il est arrêté - la Roumanie a besoin de devises et trouve là le moyen de s'en procurer - 10 000 dollars (avec son fils) par des amis qui déposent l'argent en Suisse.

Ingénieur à Paris dans une société de construction (« Je sais ce que c'est que de porter une bouteille d'oxygène sur le dos »), Radu Campeanu reprend ses activités politiques et participe à toutes les actions en faveur des droits du peuple roumain. « La Ligue française des droits de l'homme, même si elle a accompli des actions utiles, était une affaire socialo-communiste ». Il écrit des lettres fustigeuses à Jean-Paul Sartre. « Quand je pense qu'il protestait contre la colline de Bader en Allemagne. S'il était venu voir où nous étions parqués et le sac de paille sur lequel nous dormions ».

Le 5 janvier 1990, il est de retour à Bucarest. « Ce qui m'a le plus frappé, ce fut le visage des Roumains, marqués par des séjours de soufre ». Désigné par son parti pour défendre les couleurs du libéralisme lors de l'élection présidentielle, il mène une campagne



Radu Campeanu, ancien président des étudiants libéraux, fut arrêté en 1947 pour passer six années en prison et trois en déportation.

#### Un futur Premier ministre ?

Ainsi, s'il se dit partisan de l'application du point huit de la proclamation de Timisoara - qui demande l'interdiction de se présenter aux élections pour tous les membres de l'ancienne nomenclature - il ne voudra jamais dire si, selon lui, Ion Iliescu fait ou non partie de cette nomenclature. Ainsi, il oscille pendant plusieurs mois entre le boycottage et la participation au scrutin du 20 mai.

De même, s'il se dit de cœur avec les manifestants de la place de l'Université, il ne cherchera pas à mettre au point avec eux des actions communes. S'il est partisan de la privatisation de l'économie, il n'est pas aussi sûr que Ion Ratu sur la rapidité avec laquelle ce changement doit se faire. Autant d'éléments qui font dire ici, à beaucoup, que Radu Campeanu pourrait être un jour le premier ministre de Ion Iliescu. Mais on dit tellement de choses en Roumanie...

J.-A. F.

### Ion Ratu, un léger accent anglais...

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Tous les jours, depuis cinquante ans, j'écris mon journal intime. Bien sûr que j'écris en roumain ! Il est touchant, Ion Ratu, soixante-trois ans, lorsqu'il veut prouver que, malgré cinquante années d'exil, son cœur n'a jamais quitté sa patrie et que sa seule véritable passion à l'été, est de rentrer en Roumanie. Il faut dire qu'avec sa chevelure soigneusement argentée, son nez papillon, son costume de la meilleure coupe et le léger accent anglais dont il ne peut se débarrasser, même dans sa langue maternelle, il dénote considérablement dans un pays dont on ne peut dire que l'éloignement est aujourd'hui la vertu première.

Principale cible des militants du Front de salut national, le candidat du Parti national-paysan à l'élection présidentielle a du moins le mérite - et c'est important au pays de toutes les ambiguïtés - de ne pas cacher ce qu'il est : un exilé devenu milliardaire et qui estime que son expérience pourra être utile au moment où la Roumanie veut s'orienter vers une économie libérale.

Car de l'expérience, il en a, et légèrement mégalomane comme le sont souvent ceux qui ont réussi par leur seule force, il n'hésite pas à raconter sa vie. Et comme celle-ci est loin d'être anonyme, on l'écoute... Né en 1917 à Turda, en Transylvanie, d'une famille qui comptait « un grand héros roumain » dont le statue orne la place de la ville, Ion Ratu, après des études de droit, est envoyé comme « chancelier » - « un grand mot pour un petit poste » - à Londres.

En avril 1940, il demande l'asile

politique, effrayé par la montée du mouvement pro-nazi de la Garde de fer qui sévit dans son pays. Il poursuit ses études de sciences économiques au Royaume-Uni - où il a la chance d'avoir Keynes en personne comme professeur, mais aussi de danser au cours d'une soirée avec une fille du général de Gaulle. Journaliste, il « profite » d'un début de tuberculose et d'un

dit-il, j'aimais voyager et je parlais beaucoup de langues. » Outre le roumain, l'anglais, le français, l'allemand et le hongrois qu'il parle couramment, il avoue, non sans coquetterie, « se débrouiller » en espagnol et en italien.

En 1937, il crée sa propre compagnie, la Ion Ratu shipping qui fait de lui un des armateurs les plus riches de la place. Mais il n'y a jamais eu la cause roumaine et, en 1935, il décide de s'y consacrer davantage. Son but : grouper tous les exilés roumains du monde, ce qui aboutit, en 1984, à la création de l'Union mondiale des Roumains libres.

Les événements de Timisoara le surprennent alors qu'il se trouve à Paris. Il fait un tour des capitales occidentales et est convaincu, « d'avoir peut-être quelque chose à dire », il revient le 24 janvier à Bucarest, après cinquante ans d'exil. « Je me rappelle un pays pauvre, heureux, une vie lumineuse et je retrouve un pays triste, sale, une ville poussiéreuse... » S'il n'avait aucune intention, du moins l'affirme-t-il, de briguer la candidature suprême, c'est la comité directeur de son parti qui l'a désigné par quarante-quatre voix sur soixante-dix. Les autorités lui offrent de nombreux bâtons dans les roues, notamment en lui interdisant de créer un groupe de médias « indépendant » ou même de publier son propre journal. « On m'accuse, soit de vendre le pays, soit de l'acheter », dit-il en souriant. Catholique pugnace, mais « ouvert » - « pas question, précise-t-il, par exemple, d'interdire l'avortement », son véritable credo reste l'économie libérale. Il faut dire que celle-ci ne lui a pas été facile.

JOSÉ-ALAIN FRALON

### TCHECOSLOVAQUIE : entrant dans la campagne électorale

#### Le président Havel annonce ses choix

Prenant la parole, jeudi 17 mai, devant une centaine de milliers de personnes rassemblées place Vencosa à Prague, six mois après la manifestation réprimée du 17 novembre qui marqua le point de départ de la « révolution de velours », le président Vaclav Havel s'est finalement impliqué dans la campagne en vue des premières élections libres des 8 et 9 juin.

« Je ne voterai pas pour ceux qui nous ont menti pendant quarante ans

et qui, par là, vont maintenant nous dire la vérité. Je voterai pour des personnes rassemblées place Vencosa à Prague, six mois après la manifestation réprimée du 17 novembre qui marqua le point de départ de la « révolution de velours », le président Vaclav Havel s'est finalement impliqué dans la campagne en vue des premières élections libres des 8 et 9 juin.

Celui-ci arrive légèrement en tête des sondages, devant l'Union chrétienne-démocrate, en Bohême et en Moravie. Mais en Slovaquie, l'homme de ce mouvement, l'Union chri-

tiennisme (VPN), est devancé par les chrétiens-démocrates et même par le Parti communiste. M. Havel s'y est aussi rendu jeudi, prenant la parole à Košice (Slovaquie de l'Est), avec le premier ministre Marian Calfa, un candidat du mouvement. Dans la capitale slovaque, Bratislava, c'est M. Alexander Dubcek, le leader du « printemps de Prague », également candidat du VPN, qui a tenu meeting jeudi. (AFP)

MONDI  
diplomatie

chez votre



## AFRIQUE

ALGÉRIE : en réussissant à mobiliser ses troupes

### Le FLN a repris l'initiative politique

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé, jeudi 17 mai, à Alger, à l'appel du Front de libération nationale (FLN), « pour la défense du processus démocratique » et la « fidélité aux idées de Novembre » (1954), au cours duquel le FLN déclencha la lutte pour l'indépendance. Des trois grandes manifestations qui, en moins d'un mois, se sont succédées dans la capitale, la dernière est sans conteste la plus importante.

ALGER

de notre correspondant

Sans doute l'avait-on enterré un peu vite. Mais, le FLN, une fois de plus, vient de montrer qu'il savait se sortir des situations délicates. Démarquant devant la montée des partis d'opposition, il rentre en scène, organisant une manifestation qui soutient la comparaison avec celles organisées par les islamistes et les partis de gauche (le Monde daté 22-23 avril et 12 mai).

C'est, en effet, un petit exploit qu'ont accompli les responsables du parti qui, en quelques jours seulement, ont réussi à mobiliser les moyens pour assurer le succès de leur marche. Dans un pays où la nonchalance bureaucratique entrave souvent les meilleures idées, ce n'est pas là promesse minime.

Judi matin, place du 1<sup>er</sup> mai, c'est l'Algérie profonde qui était au rendez-vous, travailleurs des campagnes venus des coins les plus reculés du pays. Encadrés par les activistes du parti, ils ont, presque au pas de charge, entamé la traversée d'Alger restée quasi indifférente devant ce défilé paysan.

Peu de femmes et à peine plus de jeunes dans cette manifestation où le costume du cadre de l'administration « cloignait la gandoura du paysan, où l'ancien combattant marchait auprès du militant professionnel. Défilé au patriotisme sourcilieux. Rapports de la bonne information : intimait-on à la presse étrangère - hérisse de milliers d'insignes nationaux d'outils émergeaient quelques rares portraits du président Châdli et du défunt président Boumedienne. Les banderoles appelaient à la « démocratie », à la « tolérance » et aux « réformes » et stigmatisaient « la corruption ».

■ RECTIFICATION. - Le lieutenant-colonel Alain Le Caro commande pas le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 18 mai. Le lieutenant-colonel Le Caro commande le Groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale (GSIGN), qui, avec trois cent cinquante hommes, comprend le GIGN, fort de quatre-vingt-dix hommes l'escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN), fort de cent quarante hommes, et le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), fort de cent vingt hommes.

Les marcheurs ont aussi consacré Ben Bella.

Le FLN avait besoin de se redonner confiance. Jeudi matin, El Moudjahid, le quotidien du parti, soulignait, dans un éditorial, que cette marche soit l'occasion pour le FLN « d'enclencher le processus de son redéploiement, de son renouveau ». Pour son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, la manifestation devait montrer que le parti entendait revenir « aux traditions de militantisme saines en se démarquant des méthodes bureaucratiques ».

Rude tâche. S'il est incontestable que le succès de jeudi mettra au cœur des militants, il n'est pas certain qu'il suffise à éliminer un parti à la recherche de son identité perdue et dont la direction se déchire entre factions rivales.

L'organisation de la journée aura montré que contrairement au Front islamique de salut (FIS) bien implanté parmi la jeunesse pauvre des villes, tranchée sociologiquement, le FLN, lui, recrute ses gros bataillons dans les milieux ruraux, là où le chef de famille vote pour toute sa maison. Une difficulté que les élections locales du 12 juin devraient refléter, limitant le raz-de-marée que beaucoup pronostiquent à l'avantage des intégristes.

GEORGES MARION

### La visite de M. Nelson Mandela à Alger

Vingt-huit ans après...

Des milliers de jeunes, en majorité des étudiants, sont venus saluer M. Nelson Mandela, jeudi 17 mai, dans la salle couverte du stade olympique. Fièrement accueilli, le cou cent d'un foule aux couleurs algériennes, le vice-président de l'ANC (Congrès national africain), poing levé, a fait face à cette foule qui agitait drapeaux palestiniens, fanions algériens et cartons proclamant « Une voix, un vote ». Dans son allocution, M. Mandela a surtout demandé que les sanctions économiques exercées contre son pays ne soient pas levées avant que l'apartheid n'ait définitivement disparu.

M. Nelson Mandela était venu pour la dernière fois à Alger, en 1962, quelques semaines à peine après l'indépendance. Il y avait reçu un enseignement militaire. C'est à son retour d'Afrique du Sud qu'il avait été emprisonné. Au cours de cette visite, il a notamment rencontré M. Mohamed Abdelaziz, président de la République algérienne, et le colonel Le Caro, à l'époque chef de la République algérienne, et le colonel Le Caro, à l'époque chef de la République algérienne, et le colonel Le Caro, à l'époque chef de la République algérienne.

G. M.

## LE MONDE Mai 1990 diplomatique

- **EXPLOSION DES CONFLITS EN UNION SOVIÉTIQUE.** - Alors que s'accroît la crise lituénienne, M. Gorbatchev doit faire face, dans une autre région stratégique, l'Asie centrale, à la dislocation des pouvoirs locaux et à la résurgence de l'islam nourrie par de formidables inégalités sociales. Un nouveau casse-tête pour Moscou, qui cherche à mettre en œuvre une réforme économique, risquant d'accroître encore les écarts entre riches et pauvres.
- **AMBITIONS IRAKIENNES.** - La persistance du conflit israëlo-palestinien accélère la course aux armements dans la région, la prolifération des armes chimiques et des missiles. Face à un Israël expansionniste, l'Irak affirme sa volonté de prendre la direction d'un monde arabe déboussolé par la distance entre Moscou et Washington.

Egalement au sommaire :

- **L'AFRIQUE NOIRE EST-ELLE PERDUE ?** par René Dumon.
- **A L'EST :** quelque chose de gigantesque a pris fin, par John Berger.
- **PSYCHIATRIE :** abroger l'internement psychiatrique, par Lucien Bonnafé.
- **CINÉMA :** le cercle des cinéastes disparus, par Michel David.

En vente chez votre marchand de journaux

## ASIE

### Pékin dément la défection de son ancien représentant à Hongkong...

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a démenti, jeudi 17 mai, que l'ancien directeur de l'agence Chine nouvelle à Hongkong, M. Xu Jiatun, ait demandé l'asile politique aux États-Unis (le Monde daté 13-14 mai). Officiellement, selon le ministère des affaires étrangères, il « est parti faire du tourisme et prendre du repos » chez l'Oncle Sam. Le département d'État avait confirmé l'arrivée, début mai, avec un visa de tourisme valable un an, du « gouverneur fantôme » chinois à Hongkong, mis à la retraite en février pour avoir tenu en 1989 des propos favorables au capitalisme.

S'il fallait une preuve du caractère politique du départ de M. Xu, on l'a vue vendredi dans la presse de Pékin : le sujet a été jugé trop sensible pour que même la déclaration du ministère soit publiée, ce qui aurait confirmé officiellement le départ du plus haut responsable communiste à être passé à l'Ouest dans l'histoire de la République populaire.

Un vote de défiance

L'affaire vient à point nommé pour les milieux libéraux de Hongkong, inquiets de l'avenir de la colonie britannique, promise à la rétrocession à Pékin dans sept ans. Ils soulignent que le départ furtif d'un haut responsable ayant appartenu au PCC pendant un demi-siècle représente un « vote de défiance » cinquant envers Pékin. M. Xu avait été chargé pendant sept ans de promouvoir la face souriante du communisme chinois dans l'une des plus prospères places financières du monde.

Cette défection déstabilise l'union à accroître la tension entre Hongkong

et un continent communiste méfiant envers les influences perverses du capitalisme. L'émoi vient s'ajouter à celui créé depuis le début du mois par un incident rocambolesque dans lequel des policiers communistes ont kidnappé deux officiers de la police maritime de Hongkong et cinq marins. Ils enquêtent sur un trafic de voitures de luxe volées dans la colonie et escamotées vers le continent. Le rapt a eu lieu dans les eaux territoriales de Hongkong. Les officiers ont été relâchés, mais pas les marins.

C'est dans cette atmosphère qu'a été inauguré jeudi le nouveau siège - soixante-dix étages - de la Banque de Chine à Hongkong, dont l'architecte est le célèbre I. M. Pei. Il ne manquait qu'un nom parmi les invités : M. Pei lui-même, qui a juré, après le massacre de Pékin il y a un an, de ne plus travailler pour les communistes chinois.

FRANCIS DERON

Selon le « Washington Post »

### M. Bush a demandé à M. Mitterrand de ne pas vendre de frégates à Taiwan

C'est à la suite d'un coup de téléphone de M. Bush au président Mitterrand au début de l'année que la France a refusé de vendre six frégates à Taiwan (le Monde du 9 janvier), rapporte le Washington Post. Selon son correspondant à Paris Jim Hoggland, le président américain a déclaré à son homologue français que la stabilité en Asie serait renforcée si Taiwan restait dépendante des fournitures d'armes américaines. A l'époque, on avait pensé que Paris avait cédé aux pressions de Pékin, qui avait

### ... et rejette les propositions de dialogue de Taïpeh

Pékin a répondu jeudi 17 mai par une fin de non-recevoir aux propositions de dialogue « inter-gouvernemental » formulées deux jours auparavant par le président taiwanais, M. Lee Teng-hui (le Monde du 17 et du 18 mai). « Notre position est on ne peut plus explicite. Nous l'avons exposée à maintes et maintes reprises », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, ajoutant qu'il ne pouvait s'exprimer qu'« à titre personnel ». Les relations avec Taiwan n'étant pas du ressort de son ministère.

La Chine se refuse à envisager d'autres négociations qu'entre les deux partis au pouvoir, le PCC et le Guomintang, ni d'autre solution que celle d'« un pays, deux systèmes » déjà appliquée à Hongkong. Même si elle se déclare prête à assouplir encore ce système. (AFP)

## DROITS DE L'HOMME

### Cri d'alarme des Nations unies sur le sort des « boat-people »

« Une tragédie humanitaire majeure » est imminente pour les réfugiés de la mer vietnamite si les pays de premier accueil appliquent à partir du mois de juillet le projet de rapatriement forcé des réfugiés dits « économiques », a déclaré jeudi 17 mai le chef du bureau asiatique du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, M. Sergio Vieira de Mello. Ces pays - tous asiatiques - veulent en effet mettre fin à partir du 1<sup>er</sup> juillet au

moratoire d'application du rapatriement forcé, jusqu'à présent uniquement appliqué par Hongkong.

Ces pays ont condamné, dans un communiqué rendu public jeudi à Manille, les États-Unis et le Vietnam, qui refusent tous deux une telle mesure. Ils affirment que le « fardeau » financier de l'accueil « est devenu intolérable » et protestent contre la continuation des « départs clandestins du Vietnam ». Il y a actuellement dans des

camps en Asie environ cent mille « boat-people » dans l'attente de visas d'accueil.

D'autre part, la Grande-Bretagne vient de suggérer aux États-Unis d'accueillir à Guam des milliers de réfugiés vietnamiens qui se trouvent dans des camps à Hongkong. Londres répond ainsi aux critiques formulées, entre autres, par Washington à la suite du rapatriement forcé de réfugiés « économiques » par les autorités de la colonie britannique. (AFP, Reuters)

## Rides et science

### Le Rétinol contre le temps

La nouvelle décisive venue des États-Unis

NEW YORK - Il y a deux facteurs de vieillissement de la peau : le temps et le soleil. Le problème des rides, qui constitue depuis toujours une préoccupation scientifique, a probablement trouvé une solution grâce au professeur John Voorhees, Président de la faculté de dermatologie de l'Université de Michigan aux USA. Ce dernier a publié une étude définitive sur la question dans « American Medical Association », en confirmant que la clé de la jeunesse de la peau était un rétinol.

La valeur scientifique de cette découverte est très importante. Outre ses conséquences sur le plan médical, les conséquences sur le plan cosmétique intéressent des millions de personnes.

Ainsi on a découvert, de ce côté-ci de l'océan, qu'une multinationale agissant en pharmacie, produisait un cosmétique appelé Anti-Age Retard dont le principe actif est le rétinol, qui est en mesure de réduire, visiblement, le nombre et la profondeur des rides.

Le rétinol appartient à la famille des rétinoïdes, mais c'est un alcool et il ne provoque ni irritations, ni contre-indications organiques.

Cette nouvelle prometteuse cosmétique est distribuée également dans quelques pharmacies françaises, par la multinationale Korff, dont le siège est à New York. Elle est formulée pour des peaux de 25, 35 et 45 ans.

TRECA cad  
sommier articulé à commande automatique

toutes dimensions

**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
37, Av. de la République 75001 PARIS  
Tel. 43.57.46.35 - Métro : PARENTHESE

## POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®

Cortexyl est un antiasthénique dit psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.

SOEKAMI-LEFRANCO laboratoires  
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret

R-P. P

هكذا من الأصل



## AMÉRIQUES

### RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : les élections générales

#### Contestations et tensions après la publication des premiers résultats

SAINT-DOMINGUE  
de notre correspondant

La tension est très vive en République dominicaine, où le dirigeant social-démocrate, José Francisco Peña Gómez, a lancé jeudi 17 mai un appel au dialogue entre les deux principaux candidats à la présidence, Juan Bosch et Joaquín Balaguer.

COLOMBIE : attentat à la voiture piégée. Trente-cinq personnes ont été blessées lors d'un attentat à la voiture piégée perpétré le jeudi 17 mai à Carthagène, sur la côte caribéenne. Parmi elles figurent une Française et son fils. Une charge de quelque soixante-dix kilos d'explosifs avait été placée dans une voiture stationnée à proximité d'un centre commercial. L'attentat a été revendiqué par une organisation liée au groupe des « extraditables », qui s'oppose à l'extradition vers les États-Unis des trafiquants de drogue colombiens. (AFP)

guer. afin d'« éviter un bain de sang ».

Un peu plus tôt, le leader du Parti de la libération dominicaine (PLD), Juan Bosch, avait appelé le peuple à descendre dans la rue « pour s'opposer à la fraude colossale » organisée, selon lui, en faveur du président Balaguer. Plus de trente heures après la fermeture des bureaux de vote, à peine la moitié des résultats ont été publiés par le conseil électoral. L'avantage de M. Balaguer, candidat du PSD, s'est effrit au cours des dernières heures : selon le dernier bulletin du conseil rendu public jeudi soir, il ne mène désormais qu'avec 35 % des voix, contre 34 % pour M. Bosch et 23 % pour M. Peña Gómez.

L'actuel président Balaguer doit sa première place à l'apport des voix du Parti Quisqueyan dominicain (PQD), une petite formation d'extrême droite fondée par le général Elias Wessin Y Wessin, l'actuel ministre des forces armées, qui avait organisé en 1963 un coup d'État contre Juan Bosch. La population, qui avait voté dans l'ordre mercredi,

attend avec une nervosité croissante la publication des résultats définitifs. Les rumeurs de plus en plus alarmistes courent la capitale alors que les Dominicains sont privés d'informations radio et télévisées par une décision du conseil électoral qui a imposé une stricte censure sur les médias audiovisuels.

Tout à tour inquiets et excités, des groupes de militants viennent des nouvelles au siège des partis. Des soldats équipés d'armes de guerre sillonnent la capitale. Hasard ? A la veille des élections, le président Balaguer avait accordé une « augmentation substantielle » de la solde des militaires.

JEAN-MICHEL CAROIT

### ÉTATS-UNIS

#### Verdict de culpabilité dans le crime raciste de Bensonhurst à New-York

Joseph Fama, l'un des deux jeunes Blancs inculpés du meurtre d'un adolescent noir l'été dernier à Bensonhurst, dans le quartier populaire de Brooklyn (New-York), a été reconnu coupable de meurtre, jeudi 17 mai. Il risque une peine allant de vingt-cinq ans de prison à la détention à perpétuité. Pour parvenir à ce verdict, il aura fallu aux jurés dix jours de délibérations orageuses dans les locaux de la cour suprême de Brooklyn cernés en permanence par une foule de manifestants. Tant il est vrai que le meurtre de Yusef Hawkins, ce jeune Noir de seize ans, tué par balles le 23 août dernier alors qu'il se trouvait dans le quartier blanc de Bensonhurst pour y acheter une

voiture d'occasion, avait soulevé une vague d'indignation à New-York, et pesé lourd dans l'élection à la mairie qui s'était soldée, en novembre, par la victoire du candidat noir David Dinkins. (AFP)

Deux condamnés à mort exécutés. Deux condamnés à mort ont été exécutés par injection mortelle, jeudi 17 mai à l'aube aux États-Unis : Léonard Laws, quarante ans, dans le Missouri pour avoir tué un couple de vieillards en 1980 pour les voler ; et Johnny Ray Anderson, trente ans, au Texas pour avoir tué son beau-frère en 1981 afin de toucher une prime d'assurance. (AFP)

### HONDURAS

#### Les Américains perdent la « guerre de la banane »

Le monopole exercé depuis un siècle par les multinationales bananières américaines Chiquita Brand et Standard Fruit au Honduras a pris fin, jeudi 17 mai, avec la décision de la cour d'appel de San Pedro Sula d'accorder à la société britannique Fyffes le droit d'exporter des bananes honduriennes.

La controverse, qualifiée au Honduras de « guerre de la banane », avait commencé en avril dernier lorsque la Compagnie agricole de Sula (CAGSA) avait rompu le contrat d'exclusivité qui le liait à la Tela Railroad Company (filiale de Chiquita Brand) jusqu'en décembre 1991, en vendant également des fruits à la Fyffes. Pour répliquer à cette « peau de banane » britannique qui écorchait son monopole, la Tela avait alors obtenu d'un tribunal la mise sous séquestre de 82 000 caisses de fruits achetées par la Fyffes.

Les producteurs indépendants avaient pour leur part lancé un appel au gouvernement pour commercialiser leurs fruits à de meilleurs prix : la Fyffes offrait quatre dollars par caisse contre un dollar pour la Tela. Du coup, le cour d'appel de San Pedro Sula a tranché jeudi en faveur des Britanniques : les 82 000 caisses de bananes de la Fyffes seront livrées... (AFP)

### PÉROU : après dix ans d'existence

#### Le Sentier lumineux semble divisé

LIMA

de notre correspondant

Un secteur du Parti communiste-Sentier lumineux, qualifié de « révisionniste » par l'aile dure, a annoncé jeudi 17 mai à l'occasion du dixième anniversaire de ses premières actions de guérilla, qu'il abandonne de façon temporaire la lutte armée : « Le moment est arrivé de mettre le holà au crime pour le crime, au culte de la personnalité et du fondamentalisme idéologique », dit le tract distribué dans la région d'Ayacucho qui précise : « Nous nous retirons de façon temporaire de la lutte armée, mais non pas de la lutte idéologique, pour examiner

et évaluer toutes nos brillantes actions de cette décennie, et revenir avec de nouvelles énergies ».

Après cette critique de l'usage de la violence pour la violence et du culte de la personnalité (le fondateur et leader du parti, le professeur de philosophie Abimael Guzman, qui se fait appeler « Président Gonzalo », « phare de la révolution mondiale », est directement visé), le PCP-base d'Ayacucho lance deux consignes : « Développons les bases d'appui, donnons de l'impulsion à la guerre de mouvement et à la guerre populaire jusqu'à notre retour, lequel sera pour bientôt ».

Ce tract est-il authentique et, dans l'affirmative, que représente ce secteur

dissent ? Le journal *El Diario*, porte-parole du PCP-SL, a sorti un numéro spécial pour le « dixième anniversaire d'une guerre populaire victorieuse ». Mais sous presse avant que ce tract ait été diffusé, il commente néanmoins les informations concernant la division réelle — entre l'aile « militariste » et l'aile « politique ». Mais il les attribue à une « campagne psychologique visant à camoufler les coups démolisseurs assénés au vieux État et orchestrée par les services psychologiques de l'armée de terre ». Il faudra encore un peu de temps pour savoir si les divisions au sein du Sentier lumineux prennent une ampleur susceptible de modifier réellement sa stratégie.

NICOLE BONNET

## PROCHE-ORIENT

### IRAN

#### L'opposition libérale dénonce le « despotisme » du régime

Dans une atmosphère de complet flottement, près d'un an après la mort de Khomeiny, le régime iranien étale au grand jour ses divisions, dont l'opposition libérale — musclée jusqu'à présent — paraît décidée à profiter.

« Le peuple comprend que la bonne voie n'est pas encore distinguée de la mauvaise, et les responsables du pays ne prennent pas une position ferme face aux deux fac-

tions » (dominant le pouvoir) : c'est dans la presse, que le fils de l'imam défunt, M. Ahmed Khomeiny, s'est livré, jeudi 17 mai, à cette attaque contre les dirigeants, joignant les troubles-fête pour souligner que les responsables feraient mieux de « parler moins et agir plus », à défaut de quoi, ils perdraient définitivement la confiance des Iraniens.

Le même jour, le président Rafsanjani, engagé dans une délicate entreprise de séduction dirigée vers

l'Occident pour extraire le pays de son isolement et le sortir, enfin, de la crise économique qui menace directement son pouvoir, a lancé une mise en garde aux « durs » du régime. Il a appelé à la vigilance contre « les excès que des amis inconscients ou jusqu'auboutistes pourraient commettre dans la société avec leurs actions extrémistes ».

Et cela, au moment où la garde prétorienne du régime s'est lancée dans une campagne répressive de « moralisation » qui semble se heurter à une certaine résistance de la part de la population, déjà ébranlée par les difficultés économiques. Parallèlement, les tentatives d'ouverture à l'Ouest continuent de faire l'objet d'après et paralytants — débats qui obligent M. Rafsanjani à constamment loucher et, finalement, à faire du sur-place.

#### Réponse modérée

Enlisé dans les luttes intérieures, le chef de l'État a vu s'ouvrir devant lui un nouveau « front ». Forcé à la plus extrême discrétion par les pressions — souvent musclées — exercées par le régime, l'opposition libérale vient de se manifester de façon spectaculaire, par une « lettre ouverte » adressée samedi dernier à M. Rafsanjani. Elle y dénonce le « despotisme » et la « dynastie cléricale » qui ont mené le pays, véritablement « pillé », « au bord du précipice », le livrant aux grandes puissances « que l'on était supposé combattre ».

Signée par 90 personnalités, dont M. Mehdi Bazargan, qui fut premier ministre de Khomeiny, 14 ex-ministres, d'anciens militaires et un religieux, cette lettre a bénéficié d'une large publicité au sein de la population (elle a, notamment, été diffusée par *Voice of America* et la BBC en persan).

Nouveau flottement ou signe d'une timide ouverture intérieure, la réponse de M. Rafsanjani a été modérée. Tout en déclarant, jeudi, qu'il n'y avait pas de place en Iran « pour les courants politiques pervers », il a souligné que « personne ne rejette ceux qui s'engagent à servir le peuple ».

YVES HELLER

### ISRAËL

#### M. Shamir obtient un nouveau délai pour former un gouvernement

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le président israélien, M. Haim Herzog, a accordé, jeudi 17 mai, un répit de trois semaines supplémentaires au chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, qui tente toujours de former une coalition majoritaire restreinte avec les partis religieux et l'extrême droite. Attelé à la tâche depuis le 27 avril, M. Shamir peine — et bougonne — tant les exigences des petites formations sont importantes. Il en va de la distribution des portefeuilles ministériels, mais aussi du programme politique qui serait celui d'une telle majorité : quand il s'agit des territoires occupés, l'extrême droite ne veut même pas entendre parler du programme de Camp David prévoyant l'autonomie pour la Cisjordanie et la bande de Gaza.

La crise a été ouverte il y a deux mois, avec la rupture de la majorité d'union nationale Likoud-travailleurs, formée à l'issue des élections indécises de 1988. L'union nationale a volé en éclats après que le parti de M. Shamir eut refusé d'aller vers le dialogue israélo-palestinien que proposaient les États-Unis. Chargé, le premier, d'essayer de former un gouvernement dominé par la gauche, le chef travailliste, M. Shimon Peres, a échoué, faute d'avoir su rallier les partis religieux.

Les difficultés que rencontre à son tour M. Shamir amènent la presse à spéculer sur une possible reconduction de l'union nationale. Le premier ministre intermédiaire le souhaite, tout comme, dit-on, le numéro deux travailliste et ancien ministre de la défense, M. Itzhak Rabin. Dans deux semaines, M. Rabin entend défier M. Peres à la tête du Parti travailliste. Si l'opération réussissait, il resterait une semaine à MM. Rabin et Shamir, qui ne s'entendent pas mal, pour conclure un accord.

ALAIN FRACHON

(Publicité)

#### MARCHÉ DE L'ART : QUAND L'ORIENT MONTE À PARIS

Qu'il provienne de l'Iran, de l'empire ottoman, du Maghreb, les objets d'art islamique connaissent un boom impressionnant sur les grandes places internationales. Une enquête en cours d'Arabes, avec les interviews de Maurice Segura, Daniel Mallinque et Jean Soumlet.

Dans le numéro de mai d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris (tel. : 46.22.34.14)

### COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG VILLE DE KEHL

#### APPEL D'OFFRES AVEC CONCOURS

#### APPEL DE CANDIDATURES POUR UNE CONSULTATION INTERNATIONALE

La communauté urbaine de Strasbourg et la ville de Kehl lancent un appel de candidatures pour une consultation internationale d'équipes pluridisciplinaires en vue de la définition d'un parc d'aménagement pour le territoire allant de la place de l'Étoile à Strasbourg à la gare de Kehl.

Il s'agit pour la communauté urbaine de Strasbourg et la ville de Kehl de structurer, de part et d'autre du Rhin, l'entité urbaine actuelle, d'affirmer sa vocation internationale, en promouvant de nouveaux sites d'accueil d'activités de haut niveau, de programmes culturels, ou d'autres fonctions, articulés autour d'un nœud important de communications et valorisant le patrimoine fluvial et portuaire présent.

La mission demandée consiste en la production :  
- d'un schéma d'aménagement ;  
- de la stratégie de mise en œuvre progressive de ce schéma.

Les équipes admises à la consultation seront constituées de la manière suivante :

- compétence principale : urbaniste ;

- compétences associées : architectes, paysagistes, designers, plasticiens ;

- pour les spécialités qui suivent, il sera admis qu'un même bureau d'études puisse faire partie de plusieurs équipes :

● économistes, spécialistes de la gestion publique urbaine notamment financière et réglementaire ;

● ingénieurs en infrastructures de transports ;

● écologues.

Le dossier de candidature consistera en :

- une description de l'équipe ;

- un curriculum-vitæ par personne ;

- un dossier de références mentionnant les travaux (réalisations, participations à des concours...) en rapport avec l'objet de la présente consultation ;

- un dossier de notoriété comprenant les articles de la presse spécialisée nationale ou internationale concernant ces travaux.

Ce dossier permettra au jury de sélectionner les équipes (4 à 6) admises à la consultation. Cette sélection sera faite dans un délai d'un mois à partir de la date limite de dépôt des candidatures.

Les équipes admises à la consultation disposeront d'un délai de huit mois pour remettre leurs propositions après l'envoi par les maîtres d'ouvrage du programme et du règlement de la consultation.

Dans un délai de trois mois et sous réserve de la conformité des prestations fournies aux éléments du cahier des charges, une indemnité sera accordée par les maîtres d'ouvrage, sur proposition du jury, aux équipes admises à la consultation. Cette indemnité modulée en fonction de la qualité et de l'importance des prestations fournies sera en principe d'une valeur de 250 000 F (H.T.).

Une exposition au public des propositions est prévue ainsi que des publications.

Un dossier sommaire d'analyse du site est disponible sur demande écrite à l'agence d'urbanisme pour l'agglomération strasbourgeoise, 8, rue Brûlée, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-32-84-40.

Date limite de dépôt des candidatures : 31 mai 1990 à 10 heures.

Adresses où doivent être déposées ou transmises les candidatures :

Communauté urbaine de Strasbourg

Centre administratif

1, place de l'Étoile - BP 1049/1050F

67070 STRASBOURG CEDEX.

Les candidatures sont soit déposées au bureau 334 du centre administratif sous enveloppe fermée munie d'une inscription mentionnant l'objet de l'appel de candidatures, soit acheminées par voie postale à l'adresse indiquée ci-dessus.

Tous les documents doivent être rédigés en langue française et en langue allemande.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'agence d'urbanisme, 8, rue Brûlée à Strasbourg. M. Messalli : tél. : 88-32-84-40.

Date d'envoi à la publication : 30 avril 1990.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



OMEGA CONSTELLATION  
EN OR 18 CT OU EN ACIER ET OR  
POUR TOUS LES TEMPS FORTS DE VOTRE VIE



# L'Européen lit the European



AUJOURD'HUI, SOYEZ UN EUROPÉEN INFORMÉ.

"THE EUROPEAN", LE PREMIER HEBDOMADAIRE EUROPÉEN DE ROBERT MAXWELL, EN 64 PAGES, EXPLIQUE, RACONTE, COMMENTE, MATÉRIALISE L'EUROPE EN COULEURS. AVEC "THE EUROPEAN" VIVEZ L'EUROPE D'AUJOURD'HUI: L'EUROPE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, L'EUROPE ARTISTIQUE, CULTURELLE, SPORTIVE... DANS "THE EUROPEAN" L'INFORMATION EST OBJECTIVE, OUVERTE SANS DÉFORMATION, TELLE QUELLE. POUR "THE EUROPEAN" UN RÉSEAU DE CORRESPONDANTS ET DE JOURNALISTES SPÉCIALISÉS DANS TOUTES LES PRINCIPALES CAPITALES DE L'EUROPE RECUEILLE, TRIE, TRADUIT ET EXPÉDIE LES INFORMATIONS. "THE EUROPEAN" DES COMMENTAIRES CONSTRUCTIFS, OUVERTS QUI METTENT EN LUMIÈRE LES ÉVÉNEMENTS ESSENTIELS À LA DÉMOCRATIE. "THE EUROPEAN" UN OUTIL D'INFORMATION POUR LA VIE QUOTIDIENNE ET POUR PLACER SES REVENUS. UNE SOURCE DE RENSEIGNEMENTS, D'OFFRES D'EMPLOI SANS FRONTIÈRE. L'EUROPE À SUIVRE DANS "THE EUROPEAN".

## THE EUROPEAN

Europe's first national weekend newspaper

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

POLITIQUE

Le Front national, l'immigration et le débat sur le racisme

M. Chirac dénonce M. Mitterrand et M. Le Pen comme responsables de la « dérive morale »

M. Chirac amplifie le combat contre le racisme et la xénophobie et concentre son offensive contre M. Le Pen dont on avait noté le ton virulent lors de son discours de Molsheim, le vendredi 4 mai.

Le président du RPR veut également éviter de donner l'impression que son hostilité résolue à l'extrême-droite signifie un quelconque rapprochement avec les socialistes. Il avait montré lors de la préparation de la table ronde sur l'immigration en plaçant pour l'annulation puis le report de celle-ci.

Le président du RPR a fait la synthèse de ses critiques en disant, jeudi 17 mai, devant les militants de son parti dans le Val-de-Marne son « inquiétude croissante au sujet de la dérive morale dont la responsabilité incombe tout autant à M. Mitterrand qu'à M. Le Pen ».

Il a précisé à propos de M. Le Pen : « Il est grand temps que les Français se rendent compte que cet homme est dangereux pour l'unité nationale, pour les valeurs chrétiennes et humanistes qui sont le fondement de notre société ». Il a ajouté : « Avant 1981 on n'entendait pas parler du racisme comme d'un problème d'actualité. Il est un peu facile de reconnaître à M. Le Pen et à son charisme la totale responsabilité de l'accroissement de l'influence politique de l'extrême-droite. Il y a une autre origine, c'est la volonté délibérée de M. Mitterrand qui a tout fait pour provoquer et culpabiliser les Français pour permettre au Front National de s'imposer et pour affaiblir la droite ».

M. Chirac a conclu : « Quelle responsabilité vis-à-vis du pays que d'avoir déchaîné les forces que nous voyons aujourd'hui ? Quelle responsabilité de s'être engagé dans cette voie, vis-à-vis de l'histoire ? Quelle audace que de se déguiser en père-la-pudeur, en professeur venu, en donneur de

leçon de morale, alors que c'est lui qui porte la responsabilité essentielle ! »

M. Chirac a d'autre part évoqué l'abandon par le bureau exécutif du parti socialiste du droit de vote des étrangers pour estimer que « le PS a reculé » et que le RPR a gagné une bataille. Désormais pour le RPR un « deuxième combat s'engage » sur la réforme du Code de la nationalité.

M. Juppé : « combats-le ! »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, estime lui aussi, dans une interview à Paris Match, « qu'entre les socialistes discrédités et les perversions de l'extrême-droite, les gaullistes doivent représenter l'alternative (...) en donnant aux Français des points de repère comme l'attachement à la nation, à la patrie, à la fierté nationale ». M. Juppé ajoute : « Le Pen est un adversaire. Désignons le comme tel. Combatoisons-le ».

Le secrétaire général du RPR a pré-

cisé au cours d'un point de presse qu'il attendait de M. Rocard qu'il prenne « l'engagement tout à fait solennel » de ne plus soulever le problème du droit de vote des étrangers et que si la question était posée en raison de l'évolution du droit de la communauté européenne elle serait soumise à référendum. Sur ce problème M. Méhaignerie, président du CDS a estimé que « les socialistes s'étaient fourvoyés » car « la participation aux élections ne peut se faire que par l'acquisition de la nationalité ».

Enfin M. Yvon Briant, président du CNI reproche dans un communiqué de vouloir faciliter les naturalisations dans le but de « s'assurer à n'importe quel prix des bataillons électoraux d'origine étrangère ». La naturalisation selon lui « ne peut être que la conclusion d'un processus d'intégration ».

A.P.

POINT DE VUE

La lâcheté de la droite

par Hugues Dewavrin

NOTRE manque de combativité vis-à-vis du Front national devient de moins en moins supportable. Depuis cinq ans, j'entends presque quotidiennement : « Vous avez raison, l'extrême droite est malsaine, démagogique, dangereuse mais, de grâce, ne provoquons pas, n'exaspérons pas des électeurs qui nous ont quittés et que nous devons récupérer ». Au nom de ces sacro-saints rendez-vous électoraux, nous restons cois.

Le moins que l'on puisse dire est que l'enfant prodige se fait attendre. Nous avons perdu beaucoup de temps et le résultat est là : le Front national est devenu incontournable pour la droite. Elle perdra avec lui. Elle perdra sans lui. Notre silence va nous coûter cher.

L'extrême droite s'est développée essentiellement sur deux terrains :

— Le machiavélisme de M. Mitterrand. Une loi électorale sur mesure a donné au Front national une audience et une tribune à l'Assemblée qui a amplifié son message. Que la gauche évite donc toute leçon de morale.

La lâcheté de la droite, tout du moins d'une bonne partie de celle-ci. Lâcheté à la fois intellectuelle, morale et électorale. Notre stratégie de l'esquive a permis à M. Le Pen, en toute liberté, de « surfer » avec son insouciance démagogique, sur des thèmes porteurs en temps de crise économique et morale.

Il a facilement trouvé un écho réel au sein d'une opinion de droite qui n'avait plus comme repères que ceux de ses extrêmes. Aujourd'hui, 31 % des Français rejoignent les thèses du Front national sur le thème de l'immigration (Figaro-Sofres, mars 1990). Dans un autre domaine, je suis consterné d'entendre le leader de l'extrême droite proposer la suppression de l'impôt sur le revenu sans qu'aucun responsable politique ne lui réclame des comptes !

Enfin et surtout, la multiplication des calembours odieux, les allusions antisémites ont eu d'incalculables conséquences sur des esprits faibles. Peu à peu, nos condamnations se sont banalisées comme, malheureusement, les propos de l'intéressé. Nous n'avons pas été suffisamment attentifs à ce qu'il faut bien appeler une dérive vichyste.

Dans ce climat de démobilisation, la fermeté et le courage de certains ont été payants.

— La fermeté de François Létard et de Michel Noir ne les a pas privés de scores électoraux. A Cannes, au cœur d'une région qui bascule, le Parti républicain a gagné triomphalement en ignorant l'extrême droite.

— Le courage des organisateurs

des Etats généraux de Villepin, qui ont produit sur l'immigration, sujet à combien tabou, un texte équilibré et efficace, mérite aussi d'être salué.

Tout n'est donc pas perdu. Louis Pauwels met maintenant en garde ses lecteurs contre la montée en puissance du Front national et, Charles Pasqua, contre toute attente, vient le chevalier blanc de la lutte anti-Le Pen. Inattendu, mais utile !

Le prix à payer

Le rendez-vous, le vrai rendez-vous est devant nous : il est inévitable. L'extrême droite est en mesure de nous faire perdre plusieurs centaines de cantons au mois de mars et de cinquante à cent circonscriptions aux élections législatives.

L'impasse est totale. Avec ou sans elle, nous savons tous que nous sommes voués à l'échec. Il ne reste qu'une issue : réduire l'audience du Front national en le désignant de la façon la plus expéditive comme un adversaire politique ; et le combattre au grand jour. Le choc risque d'être violent et le prix à payer élevé, très élevé.

Mon propos ne sera pas du goût de beaucoup d'élus, engoissés à juste titre par les prochains scrutins. Je souhaite leur dire bien amicalement que perdre sur un « arrangement » avec l'extrême droite serait une pure folie. Pour éviter toute grandiloquence, oublions la morale et les convictions philosophiques, et restons sur le strict terrain de la tactique politique : l'extrême droite a besoin de sa marginalité pour se livrer à ses exercices favoris, la surenchère et la démagogie. M. Le Pen ne fera pas l'erreur de Georges Marchais. Il ne se diluera pas dans une quelconque solidarité d'alliance ou même gouvernementale, car il y perdrait son identité. Il se nourrit du discrédit de la classe politique ; il ne peut donc y appartenir. Spécifier sur un « embourgeoisement » du leader de l'extrême droite est un contresens.

N'essayons donc pas, une fois de plus, d'avancer en rasant les murs. Nous ne pourrions pas éternellement nous dérober à une clarification du paysage politique. Que ceux qui en douteraient encore pense à ce message de La Rochefoucauld : « La silence est la part la plus sûre de celui qui se défie de soi-même ».

► Hugues Dewavrin est secrétaire national du Parti républicain.

Le droit de vote des étrangers

Des socialistes indignés par le recul de leurs dirigeants

La décision prise par le bureau exécutif du PS d'abandonner pour le court terme la revendication du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers a provoqué, jeudi 17 mai, l'indignation de certains socialistes, qui reprochent à la direction de leur parti d'avoir cédé à la pression de la droite, elle-même soumise à celle de l'extrême droite.

M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, députée de l'Essonne, maire d'Atthis-Mons, demande que le comité directeur examine la décision du bureau exécutif concernant le droit de vote

des étrangers lors de sa prochaine réunion, le 16 juin, car, estime-t-elle, « le mandat du congrès [de Rennes] n'allait pas dans le sens de l'ajournement » de ce principe. « Dénouant un « renoncement aux objectifs et aux idéaux de démocratie » du PS, M<sup>me</sup> Lienemann estime que « le moyen le plus efficace de combattre les thèses de Le Pen réside dans une pratique politique renouée » qui suppose la « cohérence » entre les actes et les discours.

Voisin de M<sup>me</sup> Lienemann dans l'Essonne, M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur, qui anime avec M. Julien Dray la Nouvelle Ecole socialiste, juge que « Le Pen vient de marquer un point formidable ». « Mon parti

décide, quelques jours après Carpentras, de maintenir dans ses chaînes d'impuissance électorale et de silence cinq une autre communauté, bouc émissaire du racisme, à l'heure de tous les dangers pour elle (...) Nous payons cher, très cher le ticket d'entrée à la table ronde organisée par le premier ministre. M. Mélenchon redoute que, après avoir été amené à abandonner le droit de vote, le PS n'en vienne à envisager la réforme du code de la nationalité.

« Jusqu'où ira-t-on ? »

Plusieurs sénateurs socialistes avaient proposé à l'autisme dernier, une proposition de loi tendant à instaurer ce droit. M. Claude Estier, président du groupe, qui avait co-signé cette proposition, s'est retranché derrière la décision du bureau exécutif. « Il s'agit d'un objectif qui n'est pas réalisable pour l'instant, à-t-il expliqué, car il implique une réforme de la Constitution qui n'est pas envisageable. L'opinion n'y est d'ailleurs pas prête. Cela reste une question importante, un objectif à atteindre. En 1993 avec la suppression des frontières, la question du vote reviendra automatiquement sur la table ».

Les autres signataires de la proposition ont exprimé leur total désaccord avec la décision du bureau exécutif. M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), fabiusien, a exprimé son « profond mécontentement ». « Nous ne sommes pas dupes des arguments qu'on nous oppose. Nous savons parfaitement que cela pose un problème constitutionnel. Faut-il reculer pour autant ? », a-t-il déclaré avec M. Paul Lorient (Essonne). Ce dernier, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a lui

aussi, exprimé sa « déception ». M. Guy Allouche (Nord), maurroyiste, ne déçoit pas. « Comment cette décision a-t-elle été prise ? demandait-il. Il n'y a eu ni comité directeur ni convention. Il aurait été tellement plus judicieux que l'on puisse en débattre. Sur le fond, c'est encore plus grave. En 1984, on a reculé sur la laïcité ; en 1990, on recule sur cette question. On a déjà reculé en économie, dans le social, sur le plan de l'éthique... Mais jusqu'où ira-t-on ? N'a-t-on pas hypothéqué, d'ores et déjà, les prochaines élections législatives ? »

M. Allouche a récusé d'un trait l'argument de l'hostilité de l'opinion publique. « Comment a-t-on procédé pour la peine de mort ? A-t-on gagné pour faire la politique de nos adversaires ? Depuis quand fait-on évoluer les mentalités en se taisant ? », s'est-il demandé. Pour le sénateur du Nord, « il s'agit d'un enterrement de première classe, pour faire plaisir à ceux qui ont été pénétrés par les idées du Front national, au moment où il y a une véritable prise de conscience ».

M. Le Pen qualifie les socialistes d'« inter-nazis ». — Le président du Front national a fait, jeudi 17 mai, un nouveau jeu de mots, à propos des socialistes et de leur décision de renoncer provisoirement au vote des étrangers, en affirmant qu'il s'agit d'une « recrudescence » annonçant « la débâcle des inter-nazis (internationaux socialistes) ». M. Jean-Marie Le Pen se félicite de cette décision, dont il « s'honore d'avoir été le principal artisan », et appelle les « citoyens à une vigilance accrue pour faire échec à la dérive totalitaire du système ».

Au Parti communiste

La direction et les « reconstruteurs » préparent le vingt-septième congrès

L'Humanité du vendredi 18 mai annonce que la prochaine réunion du comité central du PCF se déroulera les 19, 20 et 21 juin. M. Georges Marchais présentera un rapport intitulé sur « la préparation du vingt-septième congrès du parti ». Il y a quelques jours, le secrétaire général a proposé aux membres du comité central (le Monde du 17 mai) que ce congrès se tienne du 18 au 22 décembre, ce qui coïncidera avec le soixante-dixième anniversaire du PCF.

Les « reconstruteurs », rassemblés derrière MM. Marcel Rigout, Claude Poperey et Félix Damette, craignent que ce congrès ne soit « celui de la regression personnelle ». Présentant une « contribution à l'élaboration du programme des communistes français », jeudi 17 mai à Orléans (Val-de-Marne) en présence de M. Gaston Viens, le maire de la ville exclu du parti à l'occasion des municipales de mars 1989, ils ont réclamé « de profondes modifications des statuts et du fonctionnement du parti ».

notamment l'abandon du centralisme démocratique.

M. Damette a estimé que « le PCF a franchi un nouveau seuil dans son processus de décomposition » et il a fusillé « la pantalonnade » qu'a constituée, selon lui, « l'opération motion de censure », qui a « contribué à décrédibiliser un peu plus le PCF et à aggraver le trouble chez les communistes ».

Livres anciens sur les PROVINCES DE FRANCE 2 catalogues par an Librairie GUÉNÉGAUD 10, rue de l'Odéon 75006 Paris Tél. : 43-26-07-91

Dans une résolution condamnant les « actes de barbarie »

Le Parlement européen appelle à la mobilisation des gouvernements contre « la menace du racisme »

Le Parlement européen a adopté, jeudi 17 mai, une résolution présentée condamnant la profanation de Carpentras. « Profondément horrifiée » par ces « actes de barbarie », l'assemblée de Strasbourg a appelé les gouvernements, les forces politiques, culturelles et sociales de l'Europe à se mobiliser pour « endiguer la menace du racisme et de l'exclusion ».

ouvertes ou sous-entendues d'antisémitisme proférées récemment par certains politiciens », la résolution condamne aussi le « révisionnisme ». M. Henri Chabert (RPR, France) a souligné qu'à ses yeux ce n'est pas « une simple opinion, mais qu'il devait être apprécié comme un délit ». La résolution s'en prend également au racisme en général. M<sup>me</sup> Djida Tazdait (Verts, France) ayant fait remarquer que « d'autres minorités étaient victimes de l'exclusion ».

En l'absence de M. Le Pen, M. Bernard Antony a assuré que si on ajoutait à la dénonciation des profanations de cimetières juifs celles de cimetières chrétiens, son groupe pourrait voter le texte. Mais M. Karol Dillen (Vlaams Block, Belgique), au nom des Droites européennes, proféra dans l'hémicycle des propos particulièrement virulents évoquant les profanations de « cimetières catholiques pendant la guerre d'Espagne par les socialistes, les communistes et les anarchistes, en Algérie par les musulmans et celle, récemment, de la tombe de Jean-Pierre Strebis ». Il traita de « salauds », de « hyènes », de « charognards », les politiciens à l'émotion sélective.

Les élus d'extrême droite approuvèrent donc les passages de la résolution qu'ils jugeaient acceptables, repoussant ceux où ils s'estimaient mis en cause. Mais lors du scrutin sur l'ensemble de la résolution, ils votèrent contre le texte approuvé par tous les autres, seul M. José Mendes Bota, un social-démocrate portugais (PPD), membre du groupe libéral, s'abstenant.

THIERRY BRÉHIER

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

L'horreur de Carpentras ne concerne pas que la France. Les députés européens ont voulu le manifester jeudi 17 mai : tous les groupes, à l'exception des conservateurs britanniques (Démoctates européens), avaient déposé des projets de résolution. Ils se sont entendus, avant même leur discussion, pour les synthétiser en une proposition commune, sauf, bien entendu, le Front national (Droites européennes), que chacun tenait à maintenir à l'écart.

Sur tous les bancs, en effet, les amis de M. Jean Marie Le Pen ont fait figure d'accusés. Dans la proposition qu'il avait rédigée pour le groupe libéral, M. Yves Gaffand (radical, France) condamnait « ceux qui par les mots empoisonnent l'atmosphère antisémitisme ». Cette formule a été reprise dans le texte commun, qui a simplement ajouté la mention du « racisme ». M<sup>me</sup> Nicole Fontaine (CDS, France) a encore été plus nette lors de son intervention dans l'hémicycle, mettant en cause le « fonds de civilisation » du Front national, qui use « du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme », et s'en prévalant directement « à l'antisémitisme déclaré des organes de presse de ce mouvement ».

Soulignant que « de tels ouvrages sont encouragés par des expressions

Le congrès des élus socialistes

Les jospinistes sont amers après l'élection d'un rocardien à la FNESSR

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Les quelque cinq cents participants présents pour la première journée du congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESSR), jeudi 17 mai à Strasbourg, ont consacré leurs premiers échanges à la représentation de la gauche au sein de l'association des maires de France, à la question des finances locales et à celle des modes de scrutin, sans apporter dans l'examen de ces dossiers aucune véritable passion.

Les conversations portaient davantage, dans les couloirs, sur les conditions dans lesquelles M. Jean-Pierre Joseph, président du conseil général du Gers, avait été désigné, la veille, par le bureau exécutif du parti comme président de la FNESSR.

Le vote des fabiusiens en faveur de M. Joseph (le Monde du 18 mai) provoquait l'amertume des jospinistes, tandis que les proches du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, expliquaient qu'ils avaient mis en garde leurs amis contre le risque d'une telle issue s'ils choisissaient comme candidat M. André Laignel plutôt que M. Edmond Hervé.

maire de Rennes, susceptible de réunir un consensus.

M. Mauroy a tiré lui-même la leçon de cette péripétie, dans son intervention au congrès, en déclarant que, après le congrès de Rennes, il était bon que le PS « dépassât les clivages de courants ». Pour le premier secrétaire, le choix de M. Joseph montre que l'appréciation portée sur les hommes peut l'emporter sur les logiques de clans.

Les représentants de Socialisme et République, courant de M. Jean-Pierre Chevènement, ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils ont demandé que la décision du bureau exécutif soit reconsidérée, faute de quoi ils présenteraient au conseil national de la FNESSR, qui devait entériner le choix de M. Joseph vendredi soir, la candidature d'un des leurs, M. Christian Prost, président du conseil général du Territoire-de-Belfort.

Les responsables des courants, réunis vendredi matin, devaient aussi tenter de s'entendre sur le cas de M. Guy Vadepied, jospiniste, secrétaire général de la FNESSR, menacé de perdre son poste.

P. J.





Ogilvy & Mather

racisme

DE VUE

## La lâcheté de la droite

par Maurice Druart

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Le racisme est un problème qui ne cesse de se poser. Il est présent dans toutes les sociétés, à toutes les époques. Il est une des causes principales de la violence et de la destruction. Il est une des plus grandes plaies de l'humanité.

Ford Motor Company présente...

# Aérostar by Ford, made in the U.S.A.\*



*\*La législation nous l'imposant, nous sommes obligés de traduire, plus prosaïquement, par : l'Aérostar est fabriqué aux USA par Ford. Avec toutes nos excuses, et en espérant que cela n'aura pas troublé votre rêve. Ajoutons simplement que plus de 300 concessionnaires Ford seront ravis de vous faire essayer cette belle américaine dès aujourd'hui.*

Ford France.

3615  
FORD

Pour plus d'informations :

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



هكذا من الأصل



## POLITIQUE

Au Parlement de Strasbourg

### M. Giscard d'Estaing cherche à rassembler le centre droit européen

M. Valéry Giscard d'Estaing tisse patiemment sa toile au Parlement européen. Présider le groupe libéral ne lui suffit plus. Il voudrait à Strasbourg, comme il l'a été à Paris, être le fédérateur de l'opposition à la majorité de gauche qui existe dans l'Assemblée des Communautés européennes.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

« L'Union », l'ancien président de la République s'en est fait le chantre national. Il voudrait aujourd'hui en être le meneur en Europe. Mais la tâche est au moins aussi délicate à Strasbourg qu'à Paris.

Les résultats des élections européennes de l'an dernier, s'ils ont pleinement satisfait M. Valéry Giscard d'Estaing en France, l'ont déçu au niveau européen. La gauche a renforcé sa puissance au Parlement, interdisant à l'ancien président de la République française d'y jouer un rôle aussi important qu'il l'envisageait. Il espérait, sauf circonstances imprévisibles, devenir président de l'Assemblée des Communautés. Il n'a même pas pu parvenir à réunir l'ensemble des élus de la droite française dans un seul et même groupe. Les députés centristes ont rejoint, sauf M<sup>me</sup> Simone Veil, les démocrates-chrétiens du PPE ; même ceux de la liste qu'il conduisait se sont séparés, les RPR retrouvant le groupe RDE qu'ils composent pour l'essentiel, les autres allant chez les libéraux.

La présidence du groupe libéral n'a

été pour lui qu'une consolation, d'autant plus mince qu'il a vite mesuré que les faibles effectifs de celui-ci (49 membres) ne lui accordaient qu'un rôle réduit face aux deux massives formations que sont le groupe socialiste (180 membres) et le PPE (121). Ainsi, par exemple, il a dû partager le rapport de l'importante commission institutionnelle sur la constitution de la future Europe unie avec M. Emilio Colombo (démocrate-chrétien italien) et même avec M. Maurice Duverger ( élu sur la liste des communistes italiens).

La présidence, l'ancien chef de l'Etat français l'occupe pourtant avec une assiduité et une constance qui ont forcé l'admiration. Nul n'imaginait qu'il se plierait d'aussi bonne grâce aux pesantes servitudes de cette fonction, qu'il participerait avec autant de persévérance aux multiples réunions qu'impose une telle présidence, même lorsqu'elles ne sont que techniques, même lorsqu'elles ne se préoccupent que de la bonne marche du Parlement. A Strasbourg, M. Giscard d'Estaing est un chef de groupe comme les autres.

#### La stratégie du dîner

Cette démonstration ainsi faite, il peut passer à une autre étape de son implantation. Déjà, dans les mois suivants l'élection, il avait réussi, non sans difficultés, à organiser un dîner, les mardis soir de chaque session, de tous les élus de l'opposition française. Cette rencontre est maintenant devenue un rendez-vous régulier que ne continue à boycotter que M<sup>me</sup> Simone Veil, même si ce dîner

ne permet pas d'aboutir à une unification des positions comme le souhaitait son initiateur. Fort de ce nouveau succès, M. Giscard d'Estaing a pu passer à une nouvelle étape. Mardi 15 mai, il a invité, avec l'accord de M. Christian de La Malène, le président des élus strasbourgeois du RPR, les conservateurs britanniques à participer à ce dîner mensuel. Officiellement, il ne s'agissait que de réfléchir ensemble à l'avenir de l'Europe. En fait, l'objectif allait bien au-delà.

L'analyse de M. Giscard d'Estaing est simple. Si la droite anglaise a été si longtemps hostile à la Communauté européenne, c'est parce qu'elle n'y voyait qu'une machine socialiste. Il faut donc lui démontrer qu'il y a aussi une conception libérale de la construction européenne. Pour cela, le mieux est de travailler avec les conservateurs anglais. Libéraux et conservateurs prennent le plus souvent des positions identiques, ou en tout cas fort proches.

Pourquoi alors ne pas aller au-delà ? Divisée en trois groupes (libéraux, démocrates européens des conservateurs britanniques, rassemblement des démocrates européens du RPR), la droite a du mal à se faire entendre face au centre et à la gauche. Depuis longtemps, les conservateurs cherchent un regroupement plus important. A l'ouverture de cette législature, ils avaient fait des appels du pied pressants au RPR.

Une fusion des trois groupes est-elle envisageable ? Beaucoup le souhaitent, même si elle est difficile. D'abord parce que chacun a trouvé des alliés (des Irlandais pour le RPR,

des Portugais pour les libéraux) qui ne sont pas prêts à cohabiter avec les conservateurs britanniques. Ensuite, parce qu'il n'est pas très enthousiasmant de s'associer à l'image de Mme Thatcher. Enfin, parce que les divergences continuent à être fortes entre le RPR et les autres sur la construction européenne. Ainsi, par exemple, mercredi 16 mai, ces élus ont voté contre un rapport sur l'Union économique et monétaire ou se sont abstenus. L'ont approuvé, en revanche, les libéraux et les conservateurs.

La difficulté ne rebute pas M. Giscard d'Estaing. Patiemment, il pousse ses pions, sachant que l'autorité intellectuelle qu'il a facilement acquise à Strasbourg, le prestige que nul ne lui conteste en forment le fédérateur d'une droite unie. Dans son entourage, on imagine ainsi que pourrait être créé, en attendant mieux, un « intergroupe » sur le modèle français. D'autant que l'offensive de charme ne s'arrête pas là. L'ancien président de la République veut aussi renforcer ses liens avec les chrétiens-démocrates et dans l'immédiat avec ceux dont il se sent le plus proche, les Espagnols du Parti populaire qui ont adhéré au PPE. Ceux-ci devraient être les prochains invités d'un dîner de l'opposition française.

Sur le terrain européen comme sur le terrain national, la stratégie de M. Giscard d'Estaing ne change pas. Il a été l'homme de l'union de l'opposition en France. Il a choisi l'Europe. Il voudrait bien être l'homme de l'union de l'opposition du centre droit européen.

THIERRY BRÉHIER

PHILIPPE BOUCHER

La visite du président de la République en Polynésie

### M. Mitterrand souhaite que le Conseil du Pacifique sud intensifie ses actions

La dernière journée de M. Mitterrand en Polynésie a été consacrée, jeudi 17 mai, à une visite à l'île de Rurutu, puis à un déjeuner privé avec l'explorateur Paul-Emile Victor à Bora-Bora. En fin d'après-midi, le chef de l'Etat a présidé, à Papeete, le Conseil du Pacifique sud, créé en 1985, qui s'était réuni, la dernière fois, à Paris, en février 1986. Outre M. Rocard et sept membres du gouvernement, assistaient à cette réunion les six ambassadeurs de France dans la région (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu), les représentants de l'Etat dans les TOM, les représentants des élus de Nouvelle-Calédonie, Polynésie et Wallis-et-Futuna. M. Mitterrand devait quitter Papeete vendredi matin 18 mai pour être de retour à Paris samedi dans la soirée.

PAPEETE

de nos envoyés spéciaux

M. Mitterrand a souligné, jeudi 17 mai, au cours d'une longue conférence de presse, l'importance qu'il attache aux travaux du Conseil du Pacifique sud, dont l'ambition est de mettre, dans cette région du monde, « les instruments de la modernité au service du développement ». Comme la France entend s'y employer à titre national et au sein de la Communauté européenne. Le relevé des décisions prises à Papeete par le Conseil confirme cette volonté d'action dans trois domaines : la formation et la recherche ; l'environnement ; la protection des hommes et des ressources.

Formation et recherche : l'université française du Pacifique dispose bientôt d'un deuxième cycle et d'un institut universitaire de formation des maîtres. Elle accuei-

lera dès cette année des étudiants étrangers, introduira des enseignements adaptés aux besoins spécifiques régionaux et installera en juin prochain un conseil scientifique et culturel pour faciliter les échanges inter-universitaires dans cette zone. Une première conférence internationale sur la formation professionnelle et technique se tiendra à Nouméa avant la fin de cette année. Les moyens de la recherche scientifique, fondamentale et appliquée seront renforcés. A l'automne, une réunion de coordination des organismes de la recherche scientifique française dans le Pacifique sud se réunira à Nouméa.

Environnement : la création prochaine d'un observatoire permanent de surveillance de l'environnement devra assurer la collecte et la diffusion des données sur le milieu naturel en collaboration continue avec les organismes étrangers correspondants. La France participera activement à la mise en œuvre effective des dispositions de la convention de Nouméa sur la protection des ressources naturelles et de la convention de Wellington sur les filets dérivants.

Protection des hommes et des ressources : afin de permettre une intervention efficace des équipes de secours en cas de catastrophe naturelle dans la zone, il a été décidé de constituer des réserves de matériels de secours d'urgence. Pour faciliter l'utilisation coordonnée des moyens mis en œuvre en cas d'urgence, les pays qui feraient appel à l'assistance de la France ou participeraient avec elle aux secours seront tenus informés des dispositions prises. Enfin, la France épaulera l'action de surveillance des Etats voisins qui la solliciteront pour la surveillance de leurs zones maritimes.

A. Ch. et A. R.

Au Sénat

### Modification du code de la Sécurité sociale

Les sénateurs ont adopté à l'unanimité, jeudi 17 mai, le projet de loi modifiant le code de la Sécurité sociale et relatif aux prestations familiales et aux aides à l'emploi pour la garde des jeunes enfants.

Le texte, présenté au nom du gouvernement par M<sup>me</sup> Hélène Dorziac, secrétaire d'Etat chargée de la famille, concerne le volet législatif de la politique familiale du gouvernement. Les sénateurs ont adopté deux de ses dispositions principales, à savoir l'extension de l'allocation de rentrée scolaire à de nouvelles catégories de bénéficiaires et aux enfants âgés de seize à dix-huit ans, et la légalisation de la

« prestation spéciale assistance maternelle », mise en place dans le cadre de l'action des caisses.

Les sénateurs ont adopté la suppression de la prestation dite « jeune fille au foyer ». En revanche, ils ont rejeté celle du revenu familial garanti, proposée par le gouvernement du fait de la mise en place du RMI. M. Guy Robert (U.n. contr.), rapporteur de la commission des affaires sociales, a expliqué que cette suppression ne pourrait intervenir tant que le gouvernement n'aurait pas apporté de réponse satisfaisante au problème des droits aux allocations familiales des bénéficiaires du RMI.

G. P.

### Adoption de la réforme des procédures de saisie

Les sénateurs ont adopté, mercredi 16 mai, le projet de loi relatif à la réforme des procédures civiles d'exécution. Tous les groupes ont soutenu ce texte, à l'exception du groupe communiste, qui a voté contre.

Les sénateurs ont introduit plusieurs précisions dans le projet de loi, tendant soit à humaniser les procédures de saisie, soit à renforcer les moyens des débiteurs pour rentrer en possession de leur dû. Ils ont adopté un amendement du gouvernement limitant les possibilités de saisie-vente au domicile du débiteur, lorsqu'il tend au recouvrement d'une « petite » créance — autre qu'alimentaire — dont le montant, fixé par décret, ne dépasserait pas 3 000 francs. La saisie-vente pourra toutefois être autorisée par le juge de l'exécution si le recouvrement de la

créance s'avère impossible par voie de saisie sur compte de dépôt ou sur le salaire du débiteur.

A l'initiative de M. Etienne Dailly (RDE), les sénateurs ont adopté, contre l'avis du gouvernement, un amendement autorisant les clercs de justice à procéder aux constats, qui devront toutefois être contresignés par l'huissier de justice, civilement responsable des actes de son clerc. M. Pierre Arpaillange, le garde des sceaux, qui s'est opposé à cette mesure revendiquée depuis longtemps par la profession, a estimé qu'elle risquait d'« altérer » la force des actes de justice, jusqu'alors réservés aux seuls titulaires du statut d'officier ministériel. Une qualité « essentielle », selon M. Arpaillange, « pour justifier les prérogatives de puissance publique dont les huissiers sont investis ».

(Publicité)

### Le CRIF remercie

Monsieur Jean KAHN, président du CRIF, et les membres du comité directeur tiennent à remercier la population parisienne venue si nombreuse à leur appel, pour dire dans le silence et la dignité son refus du racisme et de l'antisémitisme.

Ils ont été tout particulièrement sensibles à la présence exceptionnelle du Président de la République, du Premier Ministre, d'un grand nombre de membres du gouvernement, du Maire de Paris et de nombreux élus appartenant aux différentes familles politiques de notre pays.

Ils expriment leur reconnaissance à toutes les autorités religieuses et morales qui, autour de M<sup>gr</sup> DECOURTAY, du Pasteur STEWART et des représentants de la Grande Mosquée de Paris, ont ainsi manifesté leur solidarité avec la Communauté juive de France et tous ceux qui se sentent menacés par une idéologie d'exclusion.

Enfin, ils se réjouissent tout particulièrement d'avoir eu, à leur côté toutes les organisations des Droits de l'Homme, syndicales et franco-maçons qui ont contribué à la réussite de cette grande démonstration.

### JOURNAL D'UN AMATEUR

C'ETAIT trop simple, trop beau, trop rassurant ; trop nostalgique aussi pour des enjeux qui sont devant nous et non pas derrière, comme pour rappeler le temps où l'on ne faisait pas seulement cortège pour des inscriptions, mais au nom des idées. Il y avait de l'illusion dans ce défilé pour conjurer Carpentras, même si l'était nécessaire, même si c'était été une inquiétude supplémentaire qu'il ne coulait pas enfin dans Paris, lieue auquel répandaient de plus courtes rivières en province.

Qui a défilé, lundi, la gauche ou la droite ? Agacés que pareil chivage puisse être restauré quand le défi est posé à la nation tout entière, les optimistes répondront : le peuple de France. Admettons.

Il a d'abord paru des hommes politiques en grand nombre, de haut et petit lignage, pour qui cette profanation, cyniquement parlant, ne tombait pas si mal. Il ne manquait que M. Giscard d'Estaing et M. Le Pen. Tous les autres ont saisi là l'occasion de retrouver une vertu et de se faire amnistier de l'amnistie : ceux qui l'avaient votée comme ceux qui regardaient ailleurs lorsqu'elle est passée.

Le temps d'une foule, les hommes politiques cessaient d'être une profession inapte à inventer ce qui la guérirait du discrédit où elle se laisse tomber et dont la loi d'amnistie n'est que le révélateur.

Les plus sincères faisaient au moins d'une pierre deux coups : manifester leur émotion et obtenir l'absolution de leurs délinquances et de leurs accommodements. Au travers de leurs partis respectifs, aucun ne peut prétendre à l'innocence.

Car, tout de même, si l'on en veut à déverser sur le pavé de la capitale, dans un indescriptible désordre, outre un chef de l'Etat, des premiers ministres par poignées et des ministres à la louche, s'il a fallu appeler à la rescousse une telle épaisseur de symboles, c'est aussi que, jusqu'alors, ou bien la bataille n'a pas été engagée, ou bien elle a été conduite en dépit du bon sens.

Or une telle bataille, peut-on, un millième de seconde, imaginer de la perdre ? Ces solennités enquêtrices dépêchées à Carpentras, n'est-ce pas leurs frères « civils » qu'il aurait fallu expédier, multipliés par cent, sur tout la territoire et depuis dix ans ?

COMMENT se fait-il donc que cette bataille donne constamment l'impression d'être d'abord une bataille de l'arrière ? Bien sûr, il faut aller chercher dans leurs repaires trop paisibles les nazis en retraite et les collaborateurs réinsérés, mais doit-ce être pour perdre de vue que les plus dangereux, aujourd'hui, sont ceux qui n'ont encore rien à se reprocher, ni au regard de la loi, pour la plupart, ni même, le plus souvent, à l'échelle de la morale ? Faut-il demander à la pauvre justice d'offrir le bon visage que détourne la politique ? Sa battre avec l'Histoire ou dégarer l'avenir ?

Pourtant, là encore, les dirigeants de ce pays, qu'ils aient le pouvoir ou qu'ils y prétendent, font craindre qu'ils ne soient en retard d'une analyse ou d'un soupçon.

Que le Front national puise son inspiration idéologique dans la thèse de la supériorité

raciale ou nationale, cela saute tellement aux yeux que ses chefs finiront bien par s'en vanter. Mais il y a beau temps que ce stade est dépassé. Le Front national, qui a toutes les raisons de se sentir en pleine forme, n'a pas de motifs de croire que sa progression doive s'arrêter. Il en a déjà converti beaucoup qui pourraient passer pour inconvertibles.

A présent, fût-ce encore à mots couverts, le discours du Front national vise l'Etat bien au-delà de la contestation d'une de ses valeurs. On a défilé contre le racisme, mais la menace pèse sur les libertés. Le programme d'un tel parti, puisque c'en est un, ne se borne pas à prôner l'expulsion des étrangers ; c'est celui d'un Etat national, dont une malheureuse ville qui n'y pouvait mais sera l'enseignante française pour l'éternité : Vichy. Sous Vichy, il n'y avait pas que, si l'on ose dire, des lois anti-juives.

Il est vrai que s'exprimer ainsi, à cette occasion, c'est succomber à un aveuglement, à une dérive que l'on n'avait pas, auparavant, entendu ses porte-parole s'inquiéter des dérives racistes. L'accusation serait injustement sans fondement : politiquement, c'est autre chose. Carpentras, ce n'est peut-être pas la main du Front national ; mais les émeutes de Carpentras, où vont-ils, sinon au Front national ?

Le minimum que l'on puisse dire de ce mouvement, dans ce domaine, c'est qu'il est du type permissif. Ce qui s'est passé à Carpentras ne détonne pas tant que cela dans le mobilier idéologique du Front national.

Ne voir de ce mobilier que le seul élément aux couleurs du racisme et de la xénophobie serait commettre, derechef, l'erreur qui consistait à croire, lors des premiers succès du Front national, que ce serait un feu de paille, juste bon à arranger les affaires électorales du Parti socialiste et à dégranger celles de la droite. N'y revenons pas, certains l'ont cru de bonne foi.

Parmi les multiples causes qui expliqueront, plus tard, ce qui est déjà avéré de la réussite du Front national, droite et gauche peuvent se donner la main, la première plus coupable, puisqu'elle a occupé le pouvoir plus longtemps.

A tort ou à raison, une partie de la population se plaignait de la présence des étrangers. Fantômes ou recherche d'un bouc émissaire pour des périodes difficiles, peu importe. Les plaintes étaient un fait. C'est l'un des inconcevables enseignements du docteur Freud : dans l'affirmation d'une erreur, ce qui faut d'abord prendre en compte, pour parvenir à corriger cette erreur, c'est l'affirmation.

La gauche a fait un peu de spectacle, notamment avec les Minguettes en 1981,

puis on s'est mis à surveiller la bonne tenue du franc. De son côté, la droite a longuement hésité avant de s'abstenir, quand même, d'entourner la trompette xénophobe. Non sans longner anxieusement un cheval de retour qui l'aurait contribué à lui montrer l'innanité de ses alarmes, cette partie débousoyée de la population s'est satisfaite du discours dur avec lequel se consolent toujours les mécontents laissés en plan.

A propos de l'« Amateur » d'il y a quinze jours (le Cadeau), un conseiller du premier ministre fait (gentiment) observer que, dès 1988, 250 millions de francs ont été consacrés à la rénovation des HLM, cela dans le cadre d'un programme de cinq ans. Soit dix ans ergoter, une telle somme, ce n'est jamais qu'un demi-Van Gogh au cours du jour. Quand tout va si mal, va-t-on marchander les millions, ces broutilles au regard d'un budget de l'Etat qui est de 1 300 milliards, du budget social qui monte à 1 500 milliards, des sommes fabuleuses que charment les collectivités locales ?

Il n'y aurait donc pas d'argent dans ce pays qui en regorge pour couper les poches à la pira menace qu'il connaît la démocratie depuis qu'elle est en place ? Car si le racisme n'est pas la finalité du Front national, mais pie, il est le canal par lequel il fait passer la rage. Lutter contre les motifs d'exaspération (fondés ou non, ce n'est pas la question), c'est lutter contre le Front national. Le couvrir de horions verbaux n'a aucun intérêt, au contraire, probablement.

En ce moment et depuis des semaines, des centaines d'Africains, hommes et femmes, adultes et enfants, campent dans un square du vingtième arrondissement de Paris après avoir été expulsés légalement de logements vides qu'ils occupaient illégalement dans le quartier. La nouvelle s'est répandue, des reportages ont été faits.

Comme d'habitude, les mêmes bénévoles se dévouent et n'attendent pas, pour cela, une récompense qui ne risque pas de venir. La Mairie de Paris dit qu'elle a la loi pour elle, ce qui est exact : l'Etat dit que cela ne le concerne pas, ce qui l'est tout autant. Personne ne bouge. Quel peut être le résultat ? Que l'apitoiement gagne les témoins et le pays ? C'est de l'humour grinçant. Bien plutôt des électeurs pour le Front national qui, s'il fait bien son métier, a déjà dû envoyer des émissaires sur place pour faire monter l'ambiance parmi les riverains du square.

S'il y avait un état d'urgence, si ce n'est un état de siège, quand les esprits déraillent, il y a longtemps que le gouvernement aurait dû le décréter. A intervalles réguliers, le mot de « valeurs » apparaît dans le débat politique, puis il disparaît. Quand va-t-il retrouver sa place pour ne plus la quitter ? Le défilé de lundi, pour illusoire qu'il reste, s'il a un lieu pour ces valeurs, au nom de la valeur des valeurs, n'aura pas été un coup pour rien ou pour la bonne conscience. Mais c'est le gouvernement qui peut le dire, afin d'entraîner le pays à sa suite.

Des proches juges pour



12. Mission des CCDS ne sont pas agréés  
13. Soixante-dix galeries ouvertes la soir  
13. Le Festival de Cannes

15. La Monde sans visa  
24. La Monde en tête de la presse quotidienne nationale

## Comment sauver la justice des pauvres

Le rapport de la commission Bouchet sur la réforme de l'aide légale propose de substituer la solidarité nationale à la charité

Chargée par le premier ministre au mois de décembre dernier, une plénière grave des avocats, d'un rapport destiné à réformer le système de l'aide légale, la commission de la section du rapport et des études du conseil d'Etat présidée par M. Paul Bouchet - devait présenter ses conclusions la veille du 18 mai. Alors que le projet de réforme des professions juridiques et judiciaires, ce rapport pourrait aboutir au dépôt d'un projet de loi à l'Assemblée.

La fièvre s'était emparée depuis de longs mois des avocats. Ils le répétaient, de colloque en colloque : le système français de l'aide légale, fixé par la loi de 1972, cette aide que l'Etat octroie aux plus démunis pour leur permettre de se défendre au civil et au pénal (1) ne fonctionne plus. Les justiciables les plus pauvres ne sont pas défendus décemment. Et les avocats ne supportent plus le poids, financier comme psychologique, de cette aide, à laquelle les barreaux, en contrepartie de leur monopole de défense, sont tenus.

### Le droit d'être défendu

Az mois de novembre dernier, les avocats, inquiets aussi devant une réforme des professions juridiques et judiciaires (le Monde du 3 avril) qui semble, à beaucoup, plus inspirée par le souci de défendre des parts de marché à la veille de l'Europe de 1993 que de répondre aux exigences d'un Etat de droit, les avocats avaient donc lancé, souvent à contrecoeur, un mouvement de grève de l'aide légale. Sans être tout à fait surpris, le ministre de la Justice qui devait, au même moment, faire face à d'autres conflits - les prisons, les fonctionnaires de justice, la négociation ardue sur le rapprochement des avocats et des conseils juridiques, décidait de réunir une commission chargée de proposer son un replanage du système, mais sa véritable réforme.

Maintenant la pression, les avocats continuent leur mouvement de protestation, avec une intensité variable (Paris n'a jamais fait grève) jusqu'au mois de mars.

Pendant ce temps, la commission Bouchet, dans une totale confidentialité entendait tous les interlocuteurs intéressés par la question. Le travail

a été fait en profondeur et une mission à même été envoyée à l'étranger. Remis comme convenu, le 30 avril, au premier ministre, le rapport, qui provoque déjà des réserves au ministère de l'Economie, des finances et du budget a fini par être rendu public près de trois semaines plus tard.

On est loin, aujourd'hui, de la notion de charité qui guidait, en 1851, le premier texte fondant assistance judiciaire, conçue pour « concilier les sentiments de générosité et d'amour de la justice avec la misère et la pauvreté ». Le droit d'être défendu n'est pas une aumône, ou ne devrait plus l'être. C'est un devoir pour un Etat de droit que de le garantir. La France, à cet égard, n'est pas en situation de donner des leçons. Elle ne lui consacrer que 7 F par habitant, contre 98 F en Angleterre et au Pays de Galles, 30 F en RFA, 34 F aux Etats-Unis, 60 F aux Pays-Bas. A l'étranger, même si certains systèmes sont en crise, les seuils d'attribution sont plus élevés, les domaines couverts plus vastes et les avocats mieux rétribués.

L'Etat français a dépensé 400 millions de Francs, en 1989 pour aider les plus pauvres à se défendre, soit 2,6 % d'un budget qui ne représente lui-même que 1,36 % du budget de l'Etat. Le système est aujourd'hui non seulement chiche, mais mal adapté. Alors que les tribunaux vivent une explosion des contentieux (10,5 millions de décisions rendues en 1972, 17 millions en 1984, 14 millions en 1987, dernière année dont les chiffres sont connus), le système dérive, car les plaifonds de ressources n'ont pas suivi l'érosion monétaire, pas plus que n'est prise en compte l'accroissement du coût de la justice. En 1972, lors de la création de l'aide légale, il fallait pour en bénéficier gagner moins de 900 F, c'est-à-dire le Smic ou un peu plus. Le plafond est aujourd'hui fixé à 3 465 de revenus mensuels (le chiffre n'a pas changé depuis 1986), c'est-à-dire bien que le Smic (4 428 F nets). Dans ces conditions, beaucoup sont laissés au bord de la route.

Les professionnels qui supportent très inégalement la charge de défendre les plus défavorisés n'ont, pas plus, de raisons d'être satisfaits. Sur 180 tribunaux de grande instance, vingt et un supportent la moitié des commissions d'office. 25 % sont assurés par les seuls tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Nanterre. Encore y a-t-il plus de six mille avocats à Paris, et cent soixante à Bobigny (Seine Saint-Denis). Leur indemnisation est trop faible et établie selon un barème trop rigide qui ne tient compte ni de la



spécialisation requise, ni le temps passé (ainsi une affaire prudhomale est-elle rétribuée forfaitairement 1 120 F et un divorce, quelle que soit sa complexité, 2 250 F).

« Il faut mettre fin au paradoxe selon lequel la France, qui dispose d'un Etat de droit perfectionné et d'un système social des plus avancés, se trouve fortement en retard pour l'aide juridique qui se trouve pourtant au confluent de ces deux domaines ».

### Les principales mesures

Pour la commission Bouchet, c'est une première évidence. Il faut étendre l'aide judiciaire qui couvre l'accès aux juridictions à l'ensemble des procédures judiciaires. Le dispositif actuel excluant de l'aide judiciaire la consultation juridique préventive du procès, a pour effet pervers de pousser à engager un contentieux pour bénéficier d'une aide. Il faut aussi permettre aux mineurs d'avoir un avocat rémunéré quel que soit le type de procédure et ouvrir le droit d'être défendu devant les commissions telles que celles statuant sur le surendettement ou celles de conciliation sur les loyers.

Le plafond de ressources doit

être réévalué : il devrait être fixé au niveau du SMIC pour l'aide totale et à une fois et demi minimum ou deux fois maximum celui-ci pour l'aide partielle (par comparaison, en Suède, le plafond est de 16 000 F bruts mensuels).

Il faut limiter le temps perdu par les avocats en généralisant les contrats de procédure entre les barreaux et les tribunaux et les rendez-vous judiciaires. Des avocats à mi-temps ou à temps plein devraient, pendant une période déterminée (deux à trois ans), se consacrer, comme aux Etats-Unis et au Québec, à la mission d'aide judiciaire.

Il faut aussi plus d'indemniser les avocats, il faut les rémunérer sur la base de l'évaluation du coût réel de leur travail. Il n'est pas pour autant question de parvenir à des honoraires équivalents à ceux réclamés à une clientèle non aidée. Il faut évaluer le montant réel des frais engagés par les avocats (le montant moyen serait de 320 francs l'heure) et celui du travail fourni (une dizaine d'heures en moyenne par dossier). Le rapport reste flou sur la somme qu'il conviendrait de verser et ne fournit que des comparaisons avec les pays étrangers. Avec des barèmes diffé-

rents selon les catégories de litiges, le forfait devrait être modulé à la baisse en cas de dossier simple et à la hausse en cas de diligences exceptionnelles.

Pour le financement - pris en charge jusqu'ici exclusivement par l'Etat et supporté en creux, par le barreau, on devrait mettre à contribution l'ensemble des collectivités locales, les CARPA (Caisse de règlement pécuniaire des avocats), les caisses d'allocation familiales et des fondations.

Le crédit gratuit pour l'aide partielle et l'assurance de protection juridique (avec libre choix de l'avocat rénuméré directement par l'assureur) devraient être généralisés.

Un fonds national d'aide juridique et un conseil national devraient être chargés d'organiser le nouveau système. A l'échelon régional, des groupements d'intérêts publics ou des établissements publics seraient chargés de recevoir les financements locaux et de mettre en œuvre une politique décentralisée. La gestion comptable serait assurée par les CARPA.

Tout cela coûtera de l'argent : quatre fois plus qu'aujourd'hui selon une simulation nécessairement imparfaite. C'est beaucoup. Ou c'est peu, selon le prix que l'on attache au droit des moins fortunés à être défendus.

AGATHE LOGEART

Les députés adoptent en seconde lecture le livre I du code pénal

## La peine d'emprisonnement maximale en matière correctionnelle est portée à dix ans

Par 283 voix contre 156, les députés ont adopté en seconde lecture, jeudi 17 mai, le livre I du code pénal, présenté au nom du gouvernement par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux.

Seul le groupe PS a voté pour. L'UDF et l'UDC se sont abstenus, le RPR et le PC ont voté contre. Plusieurs modifications ont été apportées au texte issu de la seconde lecture du Sénat. Les députés ont notamment rétabli la responsabilité pénale de toutes les personnes morales à l'exception de l'Etat. Ils ont supprimé la notion de légitime défense des biens et le caractère automatique de l'application de la peine de sûreté pour certains crimes, introduits par le Sénat. En revanche, dans sa volonté de renforcer la durée maximum des peines d'emprisonnement en matière correctionnelle, portée de sept ans à dix ans.

La politique des petits pas se révèle payante. A l'issue de cette quatrième lecture parlementaire, les deux assemblées sont parvenues à rapprocher leurs points de vue sur un grand nombre de dispositions du livre I du code pénal. La volonté de rechercher l'accord le plus large possible a d'ailleurs dominé les débats, tant à l'Assemblée qu'au Sénat. L'effort est d'autant plus méritoire que, comme l'a souligné le garde des sceaux, « avant d'être un chef d'œuvre juridique, un code pénal doit exprimer l'accord général de la société sur les valeurs qu'elle entend protéger ou promouvoir ».

C'est donc avec une évidente satisfaction que le rapporteur du projet au nom de la commission des lois, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), a déclaré la liste des dispositions adoptées conformes par les deux assemblées, et celles qui étaient, selon lui, susceptibles de l'être. C'est dans ce même souci de consensus que M. Marchand a proposé à l'Assemblée de « faire un effort considérable de rapprochement avec la position du Sénat, en acceptant de renforcer la durée maximum des

peines d'emprisonnement en matière correctionnelle, portée par les sénateurs de sept à dix ans.

En première lecture, cette disposition avait été supprimée par les députés, mais un débat s'était engagé sur la question de la répression des délits en matière de trafic de drogue - qui relèvent du tribunal correctionnel - jugée unanimement insuffisante. Les députés s'étaient interrogés sur l'opportunité de renvoyer ces délits devant la cour d'assises afin de disposer d'une échelle de peines plus étendue, ou de prévoir pour eux, en matière correctionnelle, des peines d'exception.

Les difficultés de la procédure dans les affaires de trafic de stupéfiants, qui concernent souvent des dizaines d'inculpés, ont incité les députés à renoncer à ce transfert vers la cour d'assises. Quant à prévoir des peines d'exception, le rapporteur a indiqué que ce serait « fâcheux » dans un texte « qui pose des principes ». Ces arguments ont emporté la conviction des députés, qui ont accepté de « durcir » le texte en allongeant, pour l'ensemble des peines correctionnelles, la durée maximum de l'emprisonnement.

### La peine de sûreté

Les députés ont adopté un amendement du gouvernement réintroduisant la responsabilité pénale des personnes morales, à l'exception de l'Etat, « pour les infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou leurs représentants ». Ils ont supprimé l'irresponsabilité pénale en cas de légitime défense des biens, voulue par le Sénat et le gouvernement. Sur la question de la peine de sûreté, un clivage s'est dessiné nettement entre, d'un côté, les trois groupes de l'opposition et de l'autre, le gouvernement et les groupes socialistes et communistes. Le débat a moins porté sur la durée de cette peine de sûreté - fixée, par les sénateurs, à trente ans dans les cas de crimes « particulièrement odieux » au lieu des dix-huit ans retenus par l'Assemblée - que sur le caractère automatique de son application. Pour M. Marchand, « faire un effort considérable de rapprochement avec la position du Sénat, en acceptant de renforcer la durée maximum des

de la peine de mort ».

Le garde des sceaux et le rapporteur ont défendu une position radicalement différente. Pour M. Arpaillange, il est nécessaire de « sauvegarder la pleine liberté d'appréciation du juge », car « toute peine inéluctable serait incompatible avec les nécessités reconnues par tous aujourd'hui, de l'individualisation de la sanction ». Les députés sont donc revenus au texte initial, tout en soulignant que la durée de la peine de sûreté pourrait être allongée, pour les crimes les plus graves, lors de la discussion en commission mixte paritaire.

Au-delà de ces trois points fondamentaux, plusieurs modifications ont été apportées au texte du Sénat : les députés ont réintroduit, en matière correctionnelle, l'obligation de motivation pour toute peine d'emprisonnement sans sursis, et supprimé le caractère automatique des peines complémentaires (interdictions, déchéances, incapacités) liées à des condamnations pénales.

Un autre amendement a réintroduit les dispositions particulières en faveur des mineurs coupables d'infractions. A l'initiative de M. Toubon, le texte précise en outre que « le mineur de sept ans n'est pas responsable » et que le mineur de treize ans « n'est passible d'aucune peine ». Contre l'avis du garde des sceaux, M. Marchand en a vu la ressource de M. Toubon, en invoquant pour la responsabilité pénale de l'enfant, non plus les valeurs morales de la société, mais celles, des « pères de l'Eglise », qui ont fixé à sept ans l'âge de raison.

PASCAL ROBERT-DIARD

## Devant le tribunal correctionnel de Marseille Des proches des Forces libanaises jugés pour trafic de stupéfiants

Le tribunal correctionnel de Marseille a jugé, les 15 et 16 mai, dix Libanais accusés de trafic de drogue au profit de la milice chrétienne des Forces libanaises de Samir Geagea. Depuis Beyrouth, les Forces libanaises ont affirmé n'avoir jamais reçu « un quelconque financement provenant du trafic de drogue ».

### MARSEILLE

de notre correspondant

On sait bien que l'autofinancement des factions armées libanaises dans la guerre qui les oppose entre elles relève du secret de Polichinelle et que la vente massive de haschisch et d'héroïne à partir des productions de la plaine de la Bekaa y pourvoit largement. Mais il est rare qu'on aborde le sujet avec autant de franchise, de clarté et de preuves qu'on l'a fait devant la septième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille, présidée par M. Antoine Duraud, où étaient jugés des trafiquants de drogue ayant reconnu travailler pour les Forces libanaises de Samir Geagea.

Parmi eux, Marie L. Lakkis, trente-deux ans, qui affirme avoir longtemps été la maîtresse du chef des Forces libanaises. Elle reconnaît les faits qui lui sont reprochés mais précise : « Je suis une combattante, je n'ai pas agi par intérêt personnel mais parce que j'appartiens et je suis

liée par le cœur et le sang aux plus hauts responsables des forces chrétiennes du Liban ».

En somme, il y aurait des moments où le trafic de stupéfiants relèverait des intérêts supérieurs d'une cause et trouverait sa justification. Le frère de Marie, Jean L. Lakkis, qui était parmi les plus fidèles du chef de la milice chrétienne qui dirigeait le trafic depuis Beyrouth, n'affirme-t-il pas avoir été « ministre des finances » du « gouvernement » Geagea ?

Pour les policiers qui ont remonté la filière, comme pour les magistrats qui jugent ses membres, les raisons politiques ne doivent pas cacher la réalité d'un trafic qui a porté sur 40 kilos d'héroïne. A partir d'une première saisie, le 22 septembre 1988, dans un appartement de Marseille et après l'arrestation d'Edmond Mayne et Karabet Ilandjian, chez qui ont été découverts 730 grammes d'héroïne, les policiers ont remonté la piste qui les a conduits jusqu'au Liban.

### Armes et munitions

Dans un autre appartement situé dans le seizième arrondissement de Paris, occupé par Walid Keirallah, directeur général de la société Aramex, dont le siège est à Beyrouth, les enquêteurs trouvaient 4,5 kilos d'héroïne en provenance directe du Liban, arrivés par paquets-poste ou dissimulés dans des cintres creux ser-

vant à présenter des collections de vêtements. La marchandise était écoulée dans la région parisienne et l'est de la France par deux cousins, Antoine et Joseph Rahmé. Walid Keirallah a reconnu qu'il travaillait pour Jean L. Lakkis, mais a précisé qu'il ne touchait pas d'argent pour le prix de ses services » et qu'après avoir accepté une première livraison contre promesse d'un portefeuille ministériel en cas de victoire, il avait cédé à des menaces répétées contre lui-même et sa famille et avait dû continuer.

Même ambiguïté chez Marie L. Lakkis, qui tantôt se présente comme une combattante et tantôt comme un second rôle qui s'est borné à « rendre service » et a transmis les consignes de Walid Keirallah en livrant des « clients » du réseau.

A quoi ont été consacrées les sommes importantes récoltées ? On s'en doute, mais la filière « livraisons » semble avoir été complètement distincte de celle qui se chargeait de l'achat des armes et des munitions.

Dans son réquisitoire, le procureur de la République, M. Fabienne Azzi, a réclamé des peines de vingt ans d'emprisonnement par défaut pour Jean L. Lakkis et son complice Mansour Farid Mansour, tous deux au Liban, de quatorze pour Marie L. Lakkis, de seize ans pour Walid Keirallah, et de dix ans pour Edmond Mayne et Karabet Ilandjian. Le jugement sera rendu le 22 mai.

JEAN CONTRUCCI

هكذا من الأصل



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

## Les leçons de Strangeways

Suite de la première page  
Restriction des visites, activités insuffisantes, peu de possibilités de travail par manque d'encadrement : la dégradation de l'univers carcéral est largement dénoncée, y compris par les gardiens et le corps des visiteurs bénévoles. Le ministère de l'intérieur (Home Office), principalement visé, s'en préoccupait, bien avant Strangeways. Le voici sommé d'agir plus vite.

### Vingt-deux heures à trois

Les Britanniques ont vécu derrière les caméras la destruction, aile par aile, de cette Bastille. Dans ce miroir grossissant, l'opinion a contemplé « ses » détenus et délinquants, notamment des hommes enfermés à perpétuité, autorisés à témoigner — en direct ! — dans la presse. John Baloen, trente-quatre ans, artisan en bâtiment, sorti de prison depuis quatre mois après une peine de trois ans pour homicide involontaire, a raconté l'humiliation quotidienne du matricule B82116-4 à Wandsworth, la vieille prison londonienne : vingt-deux heures enfermés à trois dans une cellule prévue pour un. « Imaginez-vous face à face avec votre mari pendant vingt-deux heures. On finit par se boxer. Les matons se contentent de vous garder au frais. Ils ne vous reconnaissent pas toujours, avec tous les va-et-vient de détenus. Leur seule façon de garder le contrôle est de vous abaisser. Parfois, ils pissent dans votre lit... »

Dans ce débat, qui ne s'est pas terminé avec la reddition des mutins, les gardiens de prison se sont retrouvés en première ligne, accusés d'impuissance face à l'agitation ou d'inhumanité. John Evans, responsable de l'unique syndicat des gardiens, la National Association of Prison Officers, renvoie, de son côté, la balle au minis-

tère de l'intérieur, dont dépend, au Royaume-Uni, l'administration pénitentiaire. La limitation au nom de l'austérité du recours systématique aux heures supplémentaires, qui permettaient aux gardiens d'arrondir leur salaire, a aggravé, selon lui, le manque de personnel. Et donc affaibli le contrôle. Le gouvernement n'a pas procédé aux embauches supplémentaires, pourtant promises après l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement, connu sous le nom de « Fresh Start Deal » parce qu'il oblige à « partir tôt » au lieu de faire double journée. Porte-parole des trente mille gardiens, M. Evans ne cache pas sa réprobation : « Ils n'y connaissent rien ».

### Un habitant sur mille en détention

Le règlement interne n'a pas échappé au déballage général. Le système britannique impose la ségrégation des détenus pour crimes et délits sexuels. Cela, afin de les protéger d'éventuelles menaces de leurs co-détenus. Cet « article 43 » du règlement était déjà très critiqué par de nombreuses associations humanitaires, pour qui la ségrégation excite les haines et interdit toute réinsertion. La rébellion de Strangeways, là aussi, a aiguillé la réflexion. Pendant trois semaines, toute l'Angleterre a cru volontiers que les mutins avaient « sauté sur le quartier des 43 » : « vingt détenus pendus et castrés », ont titré des journaux. Il a fallu un décompte à l'unité près des 1 650 pensionnaires pour que le pays se rende à une autre évidence : la rumeur était infondée. On s'est mis alors à remettre en cause cet article, puis bien d'autres, du règlement.

La surpopulation — près d'un habitant sur mille est incarcéré au Royaume-Uni — s'est accentuée au fil des ans. Seulement 6 % des prisonniers le sont pour crime violent

(sexe, meurtre ou tentative). Le prévenu, avant même son procès, est le plus souvent enfermé sur-le-champ. Cet engorgement est un trait chronique du système. Dès 1979, à la suite d'une vague de violentes révoltes, le rapport May avait préconisé la destruction de Strangeways, de Dartmoor, dans les landes du sud, ainsi que des réformes de fond. Il ne fut que très partiellement suivi.

En dix ans, un tiers du parc carcéral a été renouvelé, sans que l'on ferme les anciens bâtiments. Les prisons dites « locales », datant souvent, comme Strangeways, de l'époque victorienne, logent encore près de 30 % des détenus. « Les prisons sont comme les rues d'une ville. Plus vous en ouvrez, plus le trafic augmente et plus les embouteillages s'aggravent », commente, désabusé, un haut responsable du Home Office. Résultat : deux personnes en moyenne dans une cellule individuelle alors que les sentences tendent à s'allonger.

Un net coup de frein a cependant été donné par le secrétaire à l'intérieur, M. David Waddington, en 1983, en limitant les détentions provisoires et l'emprisonnement des jeunes en dessous de vingt-et-un ans. Selon les données officielles, la population pénale a chuté de 5 % l'année suivante (48 154 détenus en juin 1989). Mais l'effort est resté largement insuffisant.

### Grands remèdes

Aujourd'hui, les autorités semblent enfin décidées à appliquer à ce mal chronique de grands remèdes. Et le Home Office, conservateur, paraît dépassé par son audace, le rapport travailliste de 1979. A contre-courant d'un public volontiers répressif, il entend désormais réduire le recours à l'emprisonnement en développant les peines de substitution : amendes pour indémniser la victime ou la collectivité, travaux d'intérêt général, liberté contrôlée. L'application dépend cependant des juges, attachés à leur indépendance, et qui ont, au Royaume-Uni, la main lourde en matière de justice pénale : un magistrat vient de condamner à trois semaines d'emprisonnement un adolescent espagnol en vacances accusé d'avoir pris un flacon factice de parfum dans une vitrine brisée. Lors des émeutes de Trafalgar Square.

Le projet de loi de février sur « crime, justice et protection du public », qui étend le régime « jeunes » à l'ensemble des délinquants, a entraîné des sa publications une levée de bouilliers. D'usage dans les rangs des professions concernées que sur les bancs du Labour ou même sur ceux du parti conservateur, qui voit, il est vrai, dans le désengorgement des prisons une source d'économies (un détenu coûte 10 000 Francs par mois à la collectivité). Devant ces réactions, le Home Office a atténué la portée du texte. Après la tourmente Strangeways, la polémique sur la réforme pénale a donc repris de plus belle et les réformistes ont réparti à l'assaut : « Le Home Office ne doit pas reculer. N'est-il pas déjà trop tard ? »

DANIELLE ROUARD

(1) En matière d'emprisonnement, le Royaume-Uni pour l'année 1988-1989, avec un détenu pour mille habitants, se situe devant la Turquie (0,94 pour mille), la France (0,77) et les Pays-Bas (0,40). Source : Conseil de l'Europe.

Metz : un preneur d'otages arrêté au terme d'une course-poursuite. — Un homme qui avait pris en otage deux magistrats au palais de justice de Metz, jeudi 17 mai, a été arrêté dans la soirée. Noureddine Benghela, vingt-trois ans, entendait obtenir la libération de son amie, une jeune fille mineure qui venait d'être arrêtée après avoir tenté d'écouler un chèque volé chez un commerçant messin.

### MÉDECINE

Contestation de la liste officielle des laboratoires de procréation médicalement assistée

## Les CECOS ne sont pas agréés par le gouvernement

Les responsables des centres d'études et de conservation du sperme (CECOS) sont furieux. Aucun des centres qu'ils dirigent — il en existe vingt en France — ne fait partie de la liste des laboratoires de techniques de procréation médicalement assistée (PMA) officiellement agréés qui vient d'être établie par le ministère de la santé. Cette liste, communiquée lundi 14 mai aux DDASS (directions départementales de l'action sanitaire et sociale) et aux DRASS (directions régionales de l'action sanitaire et sociale) comprend 79 laboratoires — 40 privés et 39 publics — chacun de ces centres étant dorénavant autorisé à pratiquer tous les actes de PMA et donc en particulier à créer des banques de sperme.

Après avoir rendu publique le 2 décembre 1988 la liste des soixante-quatre centres habilités à mettre en oeuvre les techniques de PMA le ministère de la Santé avait pensé élaborer deux autres listes d'agrément : celle des laboratoires de PMA et celle des banques de sperme. Finalement, il a donc été décidé de n'élaborer qu'une seule liste. Et d'en exclure pour de simples raisons d'ordre juridique et administratif les CECOS.

Ces derniers sont en effet le plus souvent des associations loi de 1901, en quelque sorte héber-

gés par les centres hospitaliers universitaires. « De ce fait, indique-t-on dans l'entourage de M. Claude Evin, le ministre de la Santé, nous ne pouvions pas dans l'immédiat au moins leur donner d'agrément. Pour cela, ils doivent d'abord modifier leur statut juridique ». Une telle procédure assure-t-on est actuellement en cours et on précise que de toute manière agrément ou pas « l'activité des SECOS ne sera pas interrompue ».

Il n'en reste pas moins vrai nous a déclaré le professeur Jacques Lansac, le président de la fédération des SECOS que nous sommes dans une situation juridique aberrante puisque nous n'avons pas d'existence légale. Et en outre, du fait de cette situation, le système des SECOS dont tout le monde se plaint à reconnaître le caractère exemplaire de son code de déontologie risque de pâtir de ces décisions gouvernementales. « Rien n'interdit en effet aujourd'hui à un laboratoire de PMA de créer sa propre banque de sperme voire même s'il le souhaite de redistribuer les donneurs ».

Au ministère de la Santé où l'on est visiblement très embarrassé par cette affaire, on reconnaît que tout cela « pose problème » et qu'il convient sans tarder de tout faire pour accorder une existence officielle aux SECOS.

## Des abus répétés

Pour ce qui est des procréations médicalement assistées dans leur ensemble, les problèmes sont encore plus complexes. Car à la grande confusion concernant les banques de sperme humain s'ajoute l'incohérence qui règne dans le domaine de la fécondation in vitro. On sait en effet que l'homologation décidée en décembre 1988 par le ministère de la Santé, qui autorise quatorze équipes médicales à pratiquer la fécondation in vitro, ne met pas en oeuvre cette technique et des techniques similaires n'est en aucune manière respectée, de très nombreuses équipes non agréées continuant ouvertement à travailler, certaines d'entre elles ayant par ailleurs engagé une action en justice contre le ministère de la Santé. Outre qu'elles mettent en lumière l'impuissance des pouvoirs publics à faire ici respecter les décisions prises, cette situation fait craindre les plus sérieuses dérives.

### Un cadre législatif

Il prévoyait la gratuité du don de spermatozoïdes, d'ovules et d'embryons et précisait que la procréation médicalement assistée ne pourrait être admise qu'en faveur des personnes vivant ensemble, au mariage ou maritalement, et souffrant de stérilité. Autant de principes qui devraient être inscrits dans un cadre législatif et non, comme c'est le cas aujourd'hui, pâtir de la voie réglementaire retenue par le précédent gouvernement, une voie d'autant plus fragile que la limitation du nombre des équipes agréées se heurte souvent à de puissants intérêts catégoriels et financiers.

Or, après avoir été chaleureusement accueilli par l'actuel premier ministre et soutenu par plusieurs des ministres de l'actuel gouvernement (parmi lesquels MM. Claude Evin et Pierre Arpaillange), cet avant-projet de loi est au centre d'une vive controverse, différents groupes de pression souhaitant,

pour des raisons parfois opposées, sinon qu'on l'oublie du moins que l'on prenne dans ce domaine « le temps de réfléchir ».

Il y a quelques jours (Le Monde du 18 avril) les professeurs J. M. Dubernard, député RPR de Lyon et François Mattei réclamaient dans ces colonnes la tenue d'une session extraordinaire du parlement sur ces questions. Pour sa part, Mme Michèle Barzach, ancien ministre de la Santé s'est prononcée, mercredi 16 mai, pour la création d'une mission d'information sur les problèmes de bioéthique après que M. Claude Evin eut indiqué qu'il était favorable à une initiative parlementaire sur ces problèmes. On ne connaît toutefois toujours pas l'actuelle position de l'hôtel Matignon sur ces questions essentielles de société pas plus qu'on ne connaît celle de l'Elysée.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) Connu sous le terme d'avant-projet de loi Brabant (du nom de M. Guy Brabant, président de la section du rapport et des études au conseil d'Etat) cet avant-projet de loi élaboré au total par une dizaine de spécialistes travaillant en liaison avec le comité national d'éthique aborde différents domaines comme l'intégrité du corps, le diagnostic prénatal, les comités d'éthique, les prélèvements d'organes, la procréation médicalement assistée ou encore les registres épidémiologiques.

## Le lobby des détenus

Les associations d'aide aux détenus sont particulièrement puissantes au Royaume-Uni. La NACRO (Association nationale pour le soutien et la réinsertion des délinquants), la plus importante, ne compte pas moins de mille cinq cents employés. C'est presque une PME, financée notamment par des subventions du... ministère de l'intérieur. Presque un lobby aussi, qui publie bulletins, statistiques et enquêtes.

La Nacro aide à la réinsertion des prisonniers. Elle se bat pour obtenir que les familles aient le droit de visiter les détenus, en cas de contestation. Ou pour le remboursement de leurs frais de

déplacement lorsque la centrale est éloignée : sous certaines conditions « d'éligibilité », le ministère de l'intérieur paie en effet un voyage par mois aux familles.

Fondée en 1966, l'association milite également pour la généralisation des peines de substitution. Sur ce terrain, elle a apporté ce que l'un de ses responsables appelle « un soutien critique » à la réforme pénale du gouvernement conservateur. La ministère de l'intérieur l'a même consultée pour élaborer son projet de loi, situation inédite en France.

D. R.

### A Paris

## Organisation d'une manifestation demandant un référendum sur la peine de mort

Dans sa première édition de vendredi 18 mai, France-Soir fait son titre de « une » sur un défilé, prévu samedi 19 mai à Paris, de trente-sept familles dont un enfant a été assassiné. « Le cortège, sans banderole ni slogan, se rendra à l'Elysée pour remettre une lettre ouverte au président de la République et un million de signatures réclamant un référendum sur la peine de mort », précise le quotidien du matin. En page intérieure, M. Marcel Normand, l'un des avocats de ces familles déclare que ce rendez-vous « n'a aucune coloration politique puisque la loi du 9 juillet 1981 abolissant la peine de mort a été votée à la fois par les parlementaires de gauche et les parlementaires de droite ».

Sur la totalité de sa dernière page, le journal Présent daté du jeudi 17 mai annonçait cette « manifesta-

tion nationale ». Dans un petit encadré en page intérieure, le quotidien d'extrême droite précisait que « l'AGRF demande à tous ses sympathisants de s'associer à la grande manifestation », en indiquant que « le rendez-vous a été fixé par M. Rogot, président de Laissez-les vivre, à 14 h 30, au métro Solferino ».

L'AGRF (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne) est une association satellite du Front national dirigée notamment par M. Bernard Antony et M. Georges-Paul Wagner, membres du bureau politique du parti d'extrême droite. Elle se veut concurrente du MRAP et de la LICRA. Laissez-les vivre est une association radicalement opposée à la libéralisation de l'avortement.

### SCIENCES

## Le réacteur Superphénix à l'arrêt jusqu'en juin en raison d'une fuite sur un circuit secondaire

### LYON

de notre bureau régional

Le réacteur à neutrons rapides Superphénix, situé à Creys-Malville (Isère), restera sans doute à l'arrêt jusqu'en juin, en raison des travaux rendus nécessaires par la détection d'une fuite de sodium liquide, non radioactif, sur un circuit secondaire transportant la chaleur jusqu'à l'un des quatre générateurs de vapeur.

Cette petite fuite, d'un volume de 10 litres selon la direction de la centrale et de 30 litres selon d'autres sources, s'est produite dans la nuit du 27 au 28 avril, à la soudure d'un raccord en forme de « T », entre une tuyauterie de transport du fluide caloporteur et un circuit de purification de ce fluide, d'un diamètre de 25 mm.

La fissure a été provoquée par la fatigue thermique de la soudure, soli-

citée près de 30 000 fois depuis l'entrée en fonctionnement, au moment du mélange du sodium chaud (230°) et du sodium froid (180°).

La détection de la fissure, invisible à l'œil nu, a nécessité une campagne de radiographies. Cet incident de fonctionnement a provoqué une « vérification en chaîne » des tuyauteries des quatre générateurs de vapeur et donc l'arrêt de la centrale, qui n'a pas l'autorisation de fonctionner avec seulement trois de ces « boucles ».

D'autres fissures étaient en train de se former, pour les mêmes raisons, sur un deuxième circuit. Les deux derniers ne présentant que des défauts d'aspect, déjà décelés avant la mise en service de la centrale, la direction de l'établissement fait installer un mélangeur de sodium sur le circuit endommagé.

GÉRARD BUÉTAS

LES CHEFS D'ENTREPRISE PRÉFÈRENT LES EXPERTS-COMPTABLES...

A SUIVRE LUNDI

CONSEIL RÉGIONAL PARIS ILE DE FRANCE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGRÉÉS



# CULTURE

## ARTS

### Nouvelle flambée des ventes à New York

« Au Moulin de la Galette », de Renoir, s'est envolé à 78 millions de dollars chez Sotheby, jeudi 17 mai

NEW YORK

de notre correspondant

« Soixante et onze au téléphone... Qui dit mieux ? Soixante-douze ? Dans la salle ? » M. John Marion, le commissaire-priseur et président de Sotheby's North America connaît bien son monde. Mais il sait aussi entretenir le suspense. La salle retient son souffle quelques secondes. Pas de surenchère. « Soixante et onze millions de dollars », dit-il. Dernier coup d'œil. « Adjudé ! ». Sur un simple coup de téléphone émanant d'un acheteur resté anonyme, l'une des toiles les plus célèbres de Pierre-Auguste Renoir, *Au Moulin de la Galette*, a été vendue le 17 mai pour ce prix astronomique, majoré des 10 % de commission, soit 78,1 millions de dollars au total (plus de 430 millions de francs).

Un record pour ce peintre impressionniste dont l'une des œuvres, *La Promenade*, avait atteint 10,3 millions de livres sterling (plus de 100 millions de francs) le 4 avril 1989, lors d'une vente aux enchères chez Sotheby's Londres. Mis à prix à 25 millions de dollars, *Au Moulin de la Galette* pouvait être vendu deux fois plus cher compte tenu de la hausse des prix constatée depuis près de trois ans sur le marché de l'art.

La même estimation avait été faite précédemment pour le *Portrait du docteur Gachez*, de Van Gogh qui, quarante-huit heures auparavant, avait pu être vendu les

records (82,5 millions de dollars chez Christie) et était revenu à un directeur de galerie de Tokyo, qui aurait agi pour le compte d'un de ses clients, M. Ryoei Saito, ancien président d'une puissante société de presse, la Daishowa Paper Manufacturing (le Monde du 17 mai).

Mais il est incontestable que l'artiste flamand bénéficie en ce moment d'une prime importante, due à sa légende et à son destin tragique. Le *Portrait du docteur Gachez* a été réalisé à Auvvers-sur-Orne, en juin 1890, un mois avant le suicide du peintre. Cet élément émotionnel a pu jouer auprès des collectionneurs, estimant certains professionnels. C'est sans doute pour cette raison que Renoir n'a pas supplanté Van Gogh au « hi-parade » des toiles les plus chères du monde où figurent, au troisième rang, les *Iris*, de Van Gogh, adjugés en novembre 1987 pour 53,9 millions de dollars, précédant record, doublement battu, cette semaine à New York. A côté du succès rencontré par le *Moulin de la Galette* — une version plus grande de cette toile est accrochée au musée d'Orsay —, d'autres peintures ont aussi atteint des prix-plafonds au cours de cette même vente.

Ainsi, la *Fugue*, de Wassily Kandinsky, une œuvre exécutée en mars 1914, a été vendue 20,9 millions de dollars — bien au-delà des prévisions, — de même que *l'Anniversaire*, de Marc Chagall (1923), adjugé 14,85 millions de dollars.

« Van Gogh, Picasso, Chagall, restent des valeurs sûres, même dans un marché qui semble digérer les prix très élevés atteints ces temps », explique M. Michael Findlay, l'un des experts de Christie's.

En une seule vente, cette maison aura réalisé 269 millions de dollars de chiffre d'affaires le 15 mai et sa concurrente, Sotheby's, davantage (286 millions) deux jours plus tard. Dans les deux cas, certaines œuvres (15 % à 20 % du total environ) ont certes trouvé preneur à des prix inférieurs à la fourchette basse des estimations, mais le succès global de ces adjudications semble avoir effacé les mauvais souvenirs des précédentes ventes d'art contemporain. Et de leurs cours en baisse. Pour un temps.

SERGE MARTI

Le Parlement européen vote contre l'Exposition universelle de Venise. Par 195 voix contre 15, le Parlement européen a adopté jeudi 17 mai, une résolution demandant au gouvernement italien de retirer la candidature de Venise pour l'Exposition universelle de l'an 2000. Le projet a soulevé de violentes polémiques en Italie et dans le monde entier (le Monde du 17 janvier). La décision définitive du Bureau international des expositions sera connue le 14 juin prochain.

## Ouvert le soir

Soixante-dix galeries de Saint-Germain-des-Près font du zèle : le temps d'un week-end elles exposent en nocturne et le dimanche

Petersbourg en 1894, l'était quand il s'appelait Yvan Pouni et se rangeait parmi les partisans les plus fervents du cubisme et du futurisme. Converti au constructivisme, puis collègue de Chagall à Vitebsk après la révolution d'Octobre, il émigra en Finlande en 1919 puis à Paris en 1923.

Il était alors l'un de ces cubistes dits « de la seconde génération », qui exécutait d'esquisses variations sur la mandoline et le compotier de Picasso.

### Nabisme anachronique

A la galerie Coard, qui évoque ce méconnu, on ne verra cependant que très peu d'œuvres de cette inspiration et bien plus de petits formats plus tardifs où l'admiration que Pouny voua à Bonnard l'incite à pratiquer une sorte de nabisme anachronique aussi étrange qu'adroit. La matière picturale est un peu grasse, les jeux de valeur très habiles, le dessin lâche et allusif. Il faut de la patience pour apprécier cet art absolument ennemi du tapage à l'œil.

Il en faut autant pour percevoir l'intensité des dessins de Louis Souter, qui étudia la musique avec Yeaye, puis la peinture à Paris et finit enfermé vingt ans durant dans un asile de vieillards par sa famille lasse de ses extravagances. Dans sa chambre, Souter a crayonné inlassablement des visions de violence

d'après la Bible et Shakespeare ainsi que des scènes allégoriques. Le trait est dur, les lignes fermes, la construction d'une impressionnante vigueur.

Deux autres expositions personnelles pour finir. Jacques de La Ville, qui n'a jamais renoncé à la méthode de travail qu'il mit au point au temps du nouveau réalisme, a arraché et découpé les affiches pauvres et scabreuses des messageries roses. Le résultat de ces manipulations de sociologue est souvent drôle et d'une cruauté justifiée. Quant au peintre Berge, spécialiste de l'art africain, a confié ses murs, il démontre un savoir-peindre et un sens de la composition fort au-dessus des pochades et croquetons des hommes à la mode qui font, ailleurs, l'essentiel du spectacle. On veut croire que la sobriété de ses abstractions sombres et denses trouvera, malgré son inactualité, des yeux pour l'apprécier.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot. Galerie Barbié et Beitz, 9, rue Mazarine. Galerie Apomixie, 19, rue Guénégaud. Galerie Monbrison, 2, rue des Beaux-arts.

Toutes les galeries seront ouvertes les 18 et 19 mai de 11 heures à 20 h 30 sans interruption et le dimanche 20 mai de 15 heures à 20 heures.

## MUSIQUES

### Ouverture en fanfare face au Léman

Dutilleux, Stern, Rostropovitch, héros du Festival

EVIAN

de notre envoyé spécial

Au balcon du petit Théâtre Antoine-Riboud, quatre trombones, deux percussions et trois piccolos ; au-dessus, devant le fronton néoclassique, deux trompettes ; sur la terrasse du Casino, encore deux trompettes, et sur le paré, en face, Mikhaïl Rostropovitch, maître des cérémonies. Il lève le bras, et c'est comme un envol de colombes : une musique gaie, légère, des phrases irisées comme des bulles de savon se répondent d'une plate-forme à l'autre, ponctuées par la caisse claire ou la cymbale ; dans l'air du soir, les notes fuient à tire-d'ailes au milieu des hirondelles ; les fifres-piccolos saluent la compagnie en un bref adieu aigrelet et cavalier.

C'était jeudi, à 20 heures, pour l'ouverture du 15<sup>e</sup> Festival d'Evian, la création d'une petite *Fanfare*, écrite par Henri Dutilleux, qui servira désormais d'emblème au Festival.

La foule, nombreuse et huppée, entrainait alors dans la salle rénovée du Casino, dont la nouvelle disposition permet d'accueillir plus de huit cents personnes sur des gradins de bois qui favorisent l'acoustique. Ce fut un prétexte solennel que l'ouverture de *Léonore* n°3 de Beethoven par l'Orchestre du Curtis Institute de Philadelphie, dirigé par Rostropovitch dans des tempi et des phrases parfois curieux mais avec l'intensité d'un ouragan en ces *allegro* et *presto*, comme un formidable appel d'air où s'engouffrait la liberté.

Puis Dutilleux était exalté, cette fois par l'invité d'honneur du Festival, Isaac Stern, pour qui il avait composé cet admirable *Concerto pour violon* si bien nommé *Arbre des songes*. Avec cette merveilleuse sonorité, généreuse, charnue, nourrie d'humanité, ce style si pur et intuitif, le grand artiste américain tissait de l'intérieur un rêve infini au milieu de mille sonorités étranges et belles, pouvant tout à coup à l'orchestre des fémurs sur un monde merveilleux, descendant dans des gouffres pleins de mystère, ou se laissant entraîner par de hardis instrumentistes dans des courses de feu vers la lumière (1).

On en sortait grisé, ébloui (malgré une certaine confusion des sonorités orchestrales dans cet espace trop restreint), après avoir acclamé Isaac Stern très ému, auquel le ministre de la culture, Jack Lang, venait de remettre la cravate de commandeur de la

Légion d'honneur.

L'atmosphère épique de Chostakovitch convenait mieux à la salle, lors de l'interprétation phénomenale de sa *Cinquième Symphonie*, que Rostropovitch dirigeait comme un torrent d'images contrastées, roulant les unes sur les autres : solitude glacée, rêve de bonheur promptement évanoui, marche de robots hallucinante, bals de cochons caricaturaux, promenades « heureuses » pour donner le change au censeur, pandémonium surchauffé aux cris terribles, jusqu'à cette ultime montée progressive et glorieuse, de palier en palier, à grands coups de cymbales et de timbales, pour célébrer le paradis soviétique... Sous cette poigne animée par une frénésie visionnaire, l'Orchestre du Curtis avait pris une couleur, un relief et une force prodigieuse.

JACQUES LONCHAMPT

CBS a publié le Concerto de Dutilleux et celui de Peter Maxwell Davies, enregistrés par Isaac Stern, sur disque compact (MK 42449).

### Tentative de sauvetage de l'opéra contemporain

Un fonds de création lyrique, équivalent de l'avance sur recettes pour le cinéma, est désormais mis en œuvre pour encourager l'effort des établissements d'opéra en faveur du répertoire contemporain. Créé à l'initiative de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), de la direction de la musique et de la danse au ministère de la culture, de la société civile pour l'administration des droits des artistes interprètes (ADAMI) et de la Fondation pour la création musicale (FCM), ce fonds, doté de 3,6 millions de francs pour l'année 1990, se veut une aide « automatique et incitative » en faveur de nouvelles productions ou de reprises, jugées par un comité formé tout exprès, en dehors de tout critère esthétique, pour leurs seules garanties de professionnalisme (nombre de répétitions et de représentations). Cette aide, qui vise à dénouer un état de crise (un seul opéra créé cette saison, et une seule reprise), pourra atteindre 600 000 francs pour une seule production.

► Renseignements : SACD - 11 bis, rue Bailly, 75009 Paris. Tél. : 40-23-45-07 et 40-23-44-98.

## CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons. Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière, il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe. Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux. Pour construire, le génie des lieux s'impose.

**SINVI**  
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris  
Tél : (1) 40 67 31 86

مكتبة من الأصل



# Cannes 90

de nos envoyés spéciaux

**Soirée russe à Cannes.** Pendant que sur les écrans Panfilov égrène les prologues d'une révolution à venir, la vodka coule à flots à bord d'un bateau soviétique ancré au large de la Croisette. Les producteurs s'y bousculent. Les Américains ont une bonne longueur d'avance sur les Européens. A terre, les déclarations de René Bonnel, de Canal Plus, sur la faiblesse du cinéma français continuent de faire des vagues.

## SÉLECTION OFFICIELLE

« La Mère », de Gleb Panfilov

### Le mythe fondateur

Un trouble, une sensation de déjà vécu, un retour en arrière vertigineux. Enchaînements d'images d'un calme presque surnaturel.

Il s'agit de la Mère, de Gleb Panfilov, troisième adaptation du roman de Gorki après celle Poudovkine en 1926 et de celle de Donskoff en 1955 : il s'agit de la préhistoire du communisme (le mot n'est pas prononcé), de l'éveil politique de la classe ouvrière en Russie dans les années 1894 à 1902, du modeste premier défilé du 1<sup>er</sup> mai, de l'humble premier drapeau rouge agité. Il s'agit, dans une facture d'une orthodoxie époustouflante, de remonter sans sourcilier au mythe fondateur. Pourquoi ? Pourquoi l'Evangile lorsque la messe est dite ?

A Cannes sont projetés huit films soviétiques. C'est la moindre des choses, l'année du jamais. On ne peut se détacher du lancinant Taxi Blues, de Lounguine, de l'enfance déchirante de Kanieski, présent dans « Un certain regard » avec Bouge pas, meurs et ressuscite, titre qui résume si bien ce qu'on a souffert, ce qu'on espère pour le cinéma russe aujourd'hui. Lounguine, Kanieski sont terriblement vivants, terriblement ressuscités.

On en attendait autant de Panfilov. Certains de ses films ont été interdits (Le Thème, pendant sept ans), il s'est tu assez longtemps, on le savait en possession d'une technique royale, on voulait un retour enivrant. On est appelé à visiter un monument édifiant. La Mère, jouée par l'insusable muse aux yeux clairs du cinéaste, Inna Tchourikova, regarde, sans ciller

jamais sous son fichu résigné, son mari ivrogne tituber dans la chaleur du laminoir, son fils grandir, révolté, en apprenant bientôt à lire Spartacus...

Avant d'être poignardée, beaucoup, beaucoup, beaucoup plus tard par un membre de la police secrète, la mère aura brodé « A bas l'autocratie » sur l'étendard des naissances révoltes et entendu crier par une poignée de jeunes gens à peine exaltés une phrase qui fera ensuite son chemin : « Proletariats de tous les pays, unissez-vous ! »

A un moment, dans le film de Panfilov, toujours très beau à regarder, classique si on est de bonne humeur, académique si on est mal luné, il m'a semblé reconnaître le tsar Nicolas II bien mélancolique, entouré de sa jolie famille mélancolique aussi, comme si elle savait le sort qui lui serait bientôt réservé. Plus étonnant, dans une autre scène, il me semble avoir vu la tombe de Karl Marx à Londres. Des mains pieuses y plantaient des fleurs bleues, un acteur chauve au bon sourire - ce devait être Lénine - écrivait un moustique insolent qui venait de lui piquer le front.

Après trois heures vingt de projection, c'était peut-être une hallucination ? Hélas, non.

DANIEL HEYMANN

« Tilai », d'Idrissa Ouedraogo

### La loi du village

Pourquoi donc est faite la loi, sinon pour être transgressée.

Dans l'une des langues parlées au Burkina-Faso, *Tilai*, signifie « la loi ». C'est le titre du film d'Idrissa Ouedraogo. La loi donne au père le pouvoir de répudier sa femme, d'en épouser une plus jeune. Il l'avait pourtant promise à son fils aîné, qui, revenu après deux ans d'absence, se révolte contre ce qu'il considère, en dépit de la loi, comme une trahison. La jeune femme l'aime toujours. Avec la complicité d'une adolescente, elle va le rejoindre. L'adultère est découvert. Les hommes de la famille tirent à la courte-paille pour savoir qui ira appliquer la loi, c'est-à-dire poignarder le coupable. Le sort tombe sur le frère cadet, qui fait seulement semblant et aide l'autre à s'évader.

Ainsi, de désobéissance en transgressions les hommes et les femmes parviennent plus ou moins bien à construire leur bonheur. Les femmes surtout, malgré leur état de dépendance, ou à cause de cet état même, car tout leur étant interdit : dès qu'elles font un pas, elles sont en faute, et il n'y a que le premier pas qui coûte.

Présent au dernier festival pour la Quinzaine des réalisateurs avec *Yaaba*, très belle histoire d'une amitié entre un gamin et une vieille dame souriante que le village considère comme une sorcière, le film d'Idrissa Ouedraogo se trouve cette année en compétition. *Tilai* ne peut pas être comparé aux mastodontes hollywoodiens ou assimilés. Si l'on s'en tient aux critères habituels, c'est un film fauché, avec des acteurs non professionnels.

L'Afrique de Ouedraogo est moins propre que celle de la *Capitaine du désert*. C'est une terre craquelée, dure, exigeante, avec quelque chose de biblique : la nature impose une existence centrée sur des tâches essentielles, sur des désirs

simples. Par sa mystérieuse simplicité, *Tilai* pourrait être un film biblique. Il est en tout cas une surprise heureuse, un ovin dans l'ensemble de la sélection.

COLETTE GODARD

## UN CERTAIN REGARD

« L'Or d'Abraham », de Jörg Graser ;

« Cantique des pierres », de Michel Khleifi ; « Le Sacrement », de Hugo Claus

### Contestations

Génération nazie, plus l'infatigable, plus une fête de famille flamande.

*L'Or d'Abraham* est une production indépendante d'Allemagne de l'Ouest. Son auteur, Jörg Graser, écrivain, scénariste, homme de cinéma et de télévision, a trente-neuf ans. Le film a causé un choc par sa violence, sa passion polémique contre la persistance de l'idéologie nazie. Dans un village de Bavière, qui ressemble à un chrono de calendrier, un vieil aubergiste, Alois Hunzinger, respecté de tous, a été gardien du camp d'extermination d'Auschwitz. Sa fille, qui le savait, est partie avec une bande de hippies depuis des années. Elle revient - c'est Hanna Schygalia, très « fascinéenne » - pour revoir sa fille Annamail, dont elle ne s'est jamais occupée, et qui a maintenant quatorze ans.

Ce retour, réunion toute symbolique d'une famille au passé chargé, coïncide avec un voyage d'Alois en Pologne, en compagnie de Karl Lechner, un livreur de bière. Du côté d'Auschwitz, il récupère son trésor de guerre : un coffre contenant les dents en or de juifs gazés dont il veut maintenant tirer profit.

Cet acte mercantile fait resurgir, évidemment, l'horreur tranquille-

ment acceptée par Alois, provoque une réaction en chaîne qui détruit moralement Karl Lechner, d'abord complice indifférent (né en 1938, il ne se croyait pas concerné) et fait de la jeune Annamail la victime expiatoire des crimes du grand-père. Jörg Graser n'a pas forcé la note, même s'il a brodé, fort habilement, des situations romanesques sur une histoire réelle. Pour lui, un aïoli reste un nazi. Robert Dietl, acteur extraordinaire, montre par ses comportements et ses discours, hétéroclites, antisémites jusqu'au délire, que cette génération ne pense pas avoir de mauvaise conscience à purger.

De plus, le film, fermement réalisé, met en cause dans cette micro-société villageoise le nazisme, la police, les autorités qui préfèrent camoufler en drame individuel de famille une affaire politique extrêmement gênante. Jörg Graser, une bonne fois pour toutes, dérange l'ordre de l'oubli.

Né à Nazareth en 1950, Michel Khleifi tourne en Belgique. Il avait, en 1987, connu un grand succès avec *Noces en Galilée*, qui proposait, avec un idéalisme arrangeant tout le monde, une solution au problème israélo-palestinien, par l'union des « hommes de bonne volonté ».

Dans *Cantique des pierres*, il a

durci ses positions. Cette nouvelle œuvre est beaucoup plus intéressante. Elle s'attache, dans un style à la fois documentaire et poétique, à la représentation de l'intifada, la révolte des Palestiniens des territoires occupés.

Il n'y a pas là de passion partisane ni de consensus diplomatique. Le film est beau, puissant, actuel, mais bizarrement encombré d'une histoire d'amour entre un Palestinien et une Palestinienne qui se retrouvent après vingt ans, et dont les rapports et le langage rappellent trop - et mal - *Hiroshima mon amour*.

*Le Sacrement*, de Hugo Claus, se situe dans un village flamand pendant les années 50, et place la contestation sur le terrain de l'étude de mœurs. Comme chaque année, une famille se réunit pour célébrer l'anniversaire de la mort de la mère, dans la maison d'un curé, dont la sœur aînée ex gouvernante. La cordialité obligée s'efface vite. Hugo Claus installe une ambiance semi-fantastique d'hypocrisie sociale et religieuse.

En quelques scènes tragiques, il brise le tabou de l'homosexualité, fusille avec une étonnante violence les compromis bourgeois et l'absence de charité d'un prêtre. Ce ne sont pas des films tièdes.

JACQUES SICLIER

## Canal Plus sur la sellette

Polémique sur la Croisette : certains producteurs supportent mal les ambitions de la chaîne payante

Les déclarations de René Bonnel (*Le Monde* du 12 mai), ont beaucoup ému la Croisette. Le responsable du cinéma à Canal Plus pèse lourd sur le marché du film dont il est un des plus gros acheteurs. Que le premier client du cinéma français (250 millions de francs d'achats l'an dernier), se décide à sauter le pas et annonce son intention de devenir producteur, voilà que tous les professionnels s'inquiètent. Qui garantira qu'un film produit par Canal Plus ne bénéficiera pas de conditions privilégiées lorsqu'il sera acheté par la chaîne payante ?

Au ministère de la culture et au Centre national de la cinématographie, on ne cache pas non plus une certaine irritation : comment les responsables de Canal Plus peuvent-ils critiquer une réglementation alors qu'ils doivent en partie leur succès à quelques privilèges : le droit de diffuser, avant les autres chaînes, un plus grand nombre de films ? Pascal Rogard, responsable de la Chambre syndicale des producteurs, lui, « digère » mal les critiques de René Bonnel sur la qualité des films français.

« Il leur reproche de ne pas remplir les salles. A-t-il oublié que la chute de la fréquentation est contemporaine des débuts de Canal Plus ? Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude. Comment peut-on affirmer que le cinéma français manque de talent et que ses productions sont, à quelques exceptions près, misérables ? Au demeurant, les responsables de Canal Plus peinent par ingratitude : en 1985, lors des difficultés de la chaîne payante, tous les producteurs de cinéma ont voté à son secours.

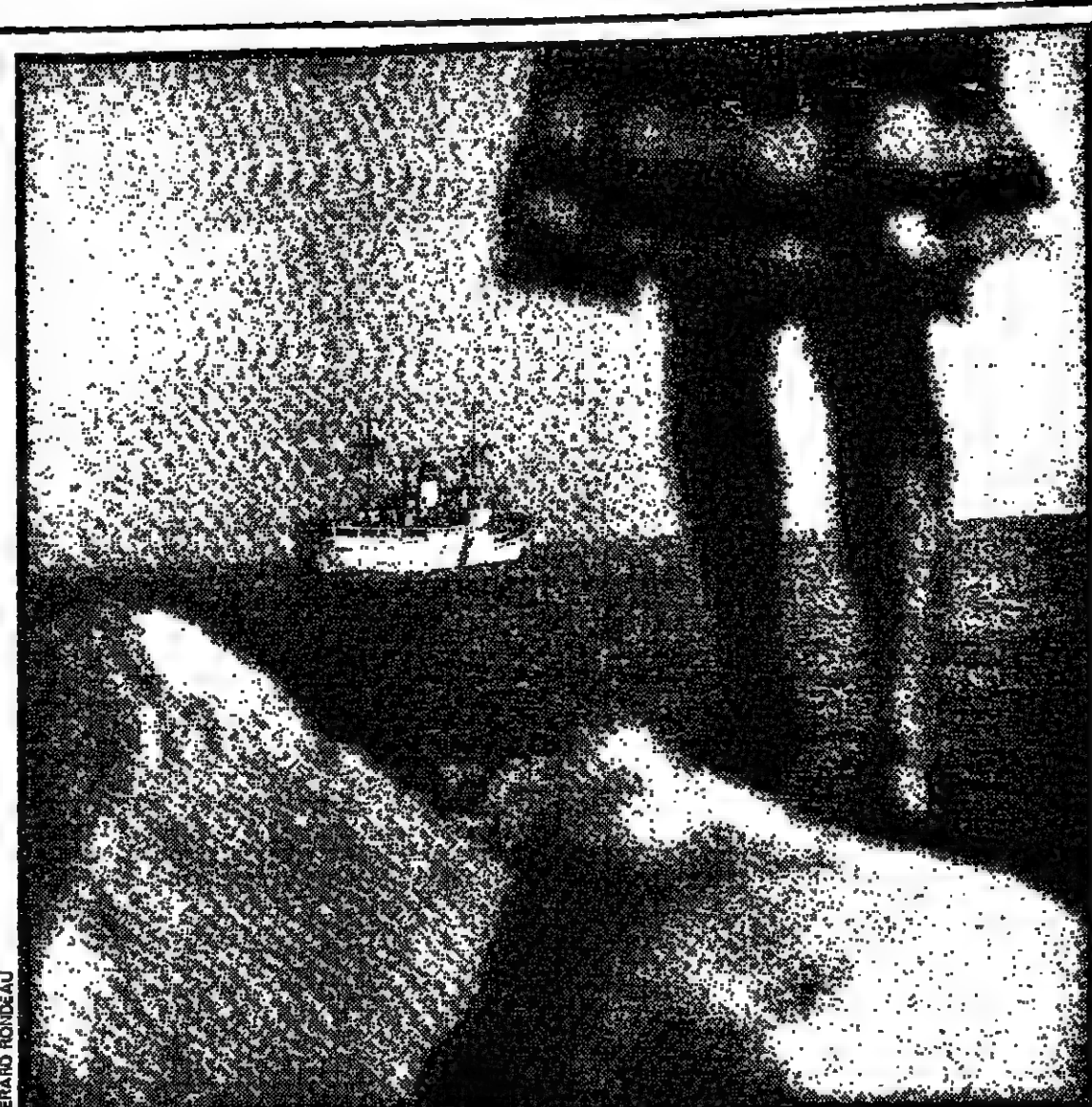
« En fait, la chaîne veut produire pour se constituer des actifs durables et faire ainsi face à une inéluctable baisse de rentabilité de son fonds de commerce, le jour où elle devra affronter la concurrence du câble. Stratégie compréhensible mais difficilement acceptable : Canal Plus, qui paye très cher certains maîtres de football, va-t-il exiger une part du capital de l'Olympique de Marseille ou du Paris-Saint-Germain ?

« Une chaîne payante qui jouit d'un monopole de fait sur le marché ne peut pas devenir producteur de films sans troubler le jeu de la concurrence. Le gouvernement doit clarifier très rapidement sa position et préciser les règles du jeu comme il l'a fait pour les rapports entre producteurs de télévision et diffuseurs. Nous souhaitons que Canal Plus reste un simple diffuseur. Si la chaîne payante veut aider le cinéma français à produire des œuvres plus ambitieuses, elle peut très bien augmenter ses prix d'achat pour les projets qu'elle veut soutenir.

« Cela dit, René Bonnel a raison de souligner le vieillissement de certains aspects de la réglementation. La profession et les pouvoirs publics doivent se concerter pour redéfinir les rapports entre le cinéma et la télévision à la lumière des changements intervenus depuis dix ans. On peut ainsi assouplir le contingentement des films diffusés par les chaînes pour les inciter à diffuser des œuvres d'art et d'essai. Les films devraient pouvoir être édités en videocassette avant de passer sur une chaîne payante. Enfin, il faut trancher la querelle des quotas, choisir entre la défense purement économique du cinéma européen ou le soutien des langues et des cultures européennes. »

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS LACAN

□ Cannes 89, par Gérard Rondeau. - Stars et strass, badouits et starlettes, le photographe Gérard Rondeau expose jusqu'au 23 juin à la FNAC Montparnasse ses « souvenirs » du Festival de Cannes 89.



## Vodka

LES Russes arrivent, ils sont arrivés en bateau. Un paquebot ancré au large, et qui s'appelle Odessa Films. Ils y ont donné une fête. Les productions soviétiques sont nombreuses dans toutes les sections, les officiels se sont déplacés à l'occasion de la présentation du film de Panfilov, la Mère.

Pour préparer les invités à voir sans faillir les trois heures vingt de projection, il y avait largement de quoi boire. Les Russes ont une réputation à soutenir et l'ont soutenue. Les Américains avaient, comme d'ha-

bitude, devancé les Européens et probablement mis en route des accords de coproduction. On avait pensé aux Français, on leur avait laissé l'eau minérale. Les Russes n'en boivent pas.

Les navettes du retour trimballaient des gens bien habillés et qui chantaient des cantiques parce qu'ils croyaient la mer déchaînée. Le lendemain, la fiancée du marin regardait au loin et attendait toujours.

C. G.

« Harry Plotnick seul contre tous », de Michael Roemer

### Les avatars d'une comédie

Tournée il y a vingt ans, la « Jewish comedy » de Michael Roemer, présentée hors catégorie à Cannes sort enfin sur les écrans.

Harry Plotnick n'a vraiment pas de chance. Petit bookmaker à la man- que, il n'a fait que neuf mois de prison, mais cela a suffi pour qu'il retrouve tout son univers à la dérive. Son petit racket dans le Bronx (il employait démocratiquement Juifs, Blacks, Latinos et Asiatiques) est au bord de l'effondrement : il ne peut même pas s'offrir un interlude lan-

goureux avec une blondinette prostituée sans que sa sœur aînée fasse irruption dans la chambre avec un vaporisateur pour lui soigner son rhume. Mieux (ou pis ?) : sa famille entend le remettre dans le droit chemin.

Un échec de call-girls, de surbours dans le métro, de pique-niques de mafiosi, de gangsters sino-cubains, de défilés de mode rayon lingerie, de bar-mitzvah et de circoncisions, constitue la toile de fond de cette « Jewish comedy » très pince-sans-rire agencée en tableaux plus ou moins libres. Mais cette satire originale exige du spectateur qu'il fasse son travail :

regarder. Roemer ne mâche pas ses images. Pour bien les apprécier, il faut avoir l'œil porteur.

Pourtant, l'œuvre de Michael Roemer a bien failli rester dans un tiroir. Tourné (en noir et blanc) il y a plus de vingt ans, le film ne connut, à l'époque, aucune sortie commerciale. Le metteur en scène, né à Berlin en 1928, débarqua aux Etats-Unis à la fin de la guerre, étudia à Harvard, avant de s'intéresser à l'art dramatique, puis de se lancer dans le documentaire et le film éducatif. En 1962, il s'associe avec Robert Young, ancien de Harvard et futur réalisateur (*Alambic*), caméra d'or à Cannes

en 1978). Ensemble (Roemer à la réalisation, Young à la caméra), ils coproduisent une série d'émissions puis, en 1964, *Nothing but a man* (primé à Venise), l'un des premiers films à traiter en profondeur du mouvement des droits civiques en Alabama et au Mississippi.

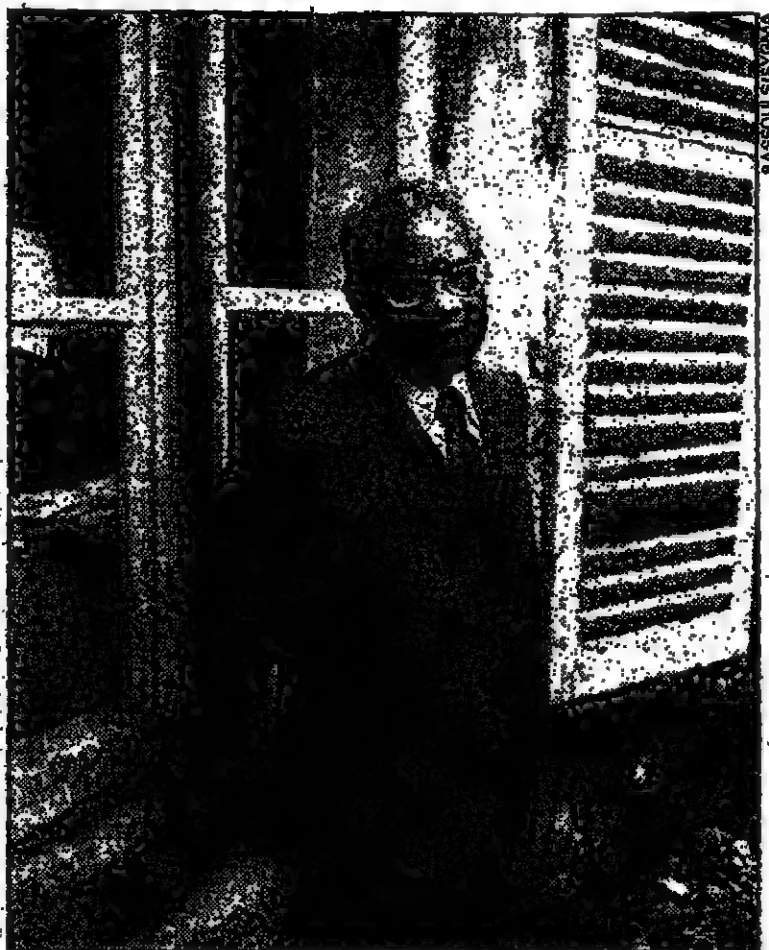
Impressionné, le président de la King Screen propose de financer leur prochain projet. Roemer opte pour la comédie, engage une série d'acteurs parlant yiddish et un bon nombre de non-professionnels. Mais les premières projections - privées - ne déclenchent que des quintes de toux hostiles : le film resta au placard.

En mars 1989, Roemer décide d'offrir à ses enfants toute son œuvre sur cassette. Y compris *Harry Plotnick*. Il ressort la copie des oubliettes, la porte au labo pour transfert vidéo - et s'arrête pile en entendant le technicien hurler de rire dès la première séquence. Il présente le film aux Festivals de Toronto et de New York : l'accueil critique est délectant, l'accueil public à l'unisson. Désormais, c'est au public français de découvrir ce cinéaste qui, sans le savoir, il y a vingt ans, préfigurait Jim Jarmush.

HENRI BEHAR



## La Martinique en mots d'auteurs



Aimé Césaire



Marie-Reine de Jaham



Suzanne Dracius-Pinault

**F**ORT-DE-FRANCE, le chef-lieu de la Martinique, qui se veut aussi « la plus importante cité des Petites Antilles (1) » (150 000 habitants avec les communes adjacentes), accueillait ce printemps les premières Journées de la francophonie des Amériques, inspirées notamment par les créolistes de l'université Antilles-Guyane.

On y vit et entendit beaucoup l'écrivaine (2) québécoise Denise Bombardier (à laquelle son patronyme fournirait un sobriquet parfait), le romancier judéo-irakien Nafim Kattan, devenu l'un des animateurs de la culture canadienne, ou Virgin Tanase, car les francophones qui se respectent ne sauraient désormais se réunir sans un représentant de la nouvelle recrue Roumanie.

Chacun attendait Aimé Césaire. Le député et maire de Fort-de-France (3), Senghor des Amériques et père américain de la négritude, fils reconnu mais rebelle du pape surréaliste André Breton, est un monument vivant, une machine politique et littéraire en fonctionnement comme il y en a peu dans le monde. A ne pas rater, donc, cette sorte de François Mitterrand des Caraïbes (né en 1913, Aimé Césaire est l'aîné de trois ans du chef de l'Etat).

### Un royaume écologique

Las ! Un télégramme de la mairie avait refusé l'hommage que les Journées se proposaient de rendre au poète. Commentaire in petto d'un de ses proches : « Césaire craignait qu'on n'en profite pour l'étouffer sous les fleurs et qu'on ne l'embaume, et puis qu'à travers l'éloge de la créolité on ne fasse le procès de la négritude. » Une simple phrase révélatrice du nouveau déchirement moral et intellectuel — ou à tout le moins du débat serré — s'amorçant dans cette île, aujourd'hui la plus prospère de toute la mer des Caraïbes.

Deux éléments matériels sautent en effet aux yeux dès l'arrivée : d'une part, ni l'industrie (faible) ni le tourisme (discret) n'ont beaucoup abîmé ces 1 100 km<sup>2</sup> de monnaie forêt vierge trempant dans une mer hyaline ; le préjudice causé par les détergents aux écrevisses des torrents mérite certainement d'être pris en considération mais n'est tout de même pas suffisant pour discréditer ce royaume écologique qu'est restée la Martinique.

D'autre part, le flot des véhicules (près de 150 000 pour 355 000 habitants), souvent neufs, circulant sur les routes bien asphaltées de l'île. On a dû mal à demander son chemin, faute de piétons, ce qui n'était pas le cas il y a un lustre ou deux. Et il faudra bientôt, si ce n'est déjà programmé, que le

« L'élévation de notre niveau de vie ne nous a pas apporté la paix intérieure... » Négritude et créolité, complexité antillaise, à travers le prisme de la littérature et de ceux qui la servent.

Patrimoine protégé quelques-unes de ces modestes maisons locales en planches et toiles noyées dans la verdure, remplacées à grande vitesse par des villas blanc et rouge qu'en métropole on qualifierait de « coquettes ».

Certes, le revenu minimum d'insertion (RMI) est versé à 13 000 personnes, soit 12,5 % des liens actifs ; certes, 100 000 à 150 000 Martiniquais vivent en France métropolitaine (d'où ils contribuent d'ailleurs à l'aisance insulaire) ; certes encore plus de la moitié des 12 milliards de francs du produit intérieur brut annuel provient de transferts publics (le Monde du 21 février et du 10 avril) ; certes, et d'une certaine façon c'est un comble, la Martinique ne produit plus que 53 % du sucre qu'elle mange et ses ananas à l'air si innocent sont pourtant subventionnés jusqu'à l'embarquement par la Commission de Bruxelles.

### Le tiers colonial

Certes, certes, on peut accuser les « certes » mais l'île n'est plus sous-développée ; elle ne vit plus, en tout cas, comme une contrée sous-développée. Au nord-est de Fort-de-France, à l'entrée d'un village, on lit bien : « Sainte-Marie, commune qui s'élève, vous souhaite la bienvenue. Embellissement et responsabilité. » C'est, souffle notre collègue du Figaro, le même mélange de candeur et de langue de bois qu'au Burkina. « A cette énorme différence près qu'en Martinique les routes sont bonnes... »

Pas besoin d'aller si loin : un simple coup d'œil sur les îles proches de Sainte-Lucie et de la Dominique montre la différence. Les gouvernements indépendants (et anglophones) de ces deux voisines, se souvenant du lointain passé français ayant précédé leur britannisation, ont d'ailleurs adhéré à la francopho-

nie dans l'espoir d'on ne sait trop quelle manne « linguistique ».

Bref, les Martiniquais auraient pu tranquillement jouer de ce qui, d'un certain point de vue, peut être considéré comme une décolonisation réussie — du moins comparée à tant d'autres. « L'élévation de notre niveau de vie ne nous a pas apporté la paix intérieure, bien au contraire, confie un jeune prof, car, d'un côté notre intellect étant plus libre, nous avons voulu résoudre nos contradictions, par exemple le conflit négritude-créolité. D'un autre côté, nous sentons bien que notre confort matériel n'est pas dû à notre production mais à ce que la France veut bien dépenser pour nous garder. Songez que tout fonctionne, ici, en dépit de la départementalisation depuis 1946, continue à toucher le fameux tiers colonial, en réalité 40 % de plus que son équivalent métropolitain... »

Les participants aux Journées francophones auraient bien aimé que la nouvelle génération d'écrivains martiniquais vienne leur décrire, peut-être leur expliquer, le face-à-face négritude-créolité, mais nos auteurs avaient disparu dans la nature. L'un avait ses cours à l'autre bout de l'île, l'autre n'était pas dans l'annuaire, le troisième prétendait ne pas avoir reçu d'invitation, bref chacun jouait les Césaire, je veux dire l'Arlesienne.

Enfin, à l'Hôtel Impératrice, vieux établissement sans prétention, tout en charmes simples, sur la place de la Savane, en plein cœur de Fort-de-France et rendez-vous intellectuel local, nous dégustâmes Patrick Chamoiseau, né en 1953, éducateur de prison et à qui on doit, principalement, les Chroniques des sept misères, sur la Martinique d'hier comme le titre l'indique.

Chamoiseau est aussi le co-auteur, en 1989, avec deux plumes de son âge — le romancier Raphaël Confiant et l'uni-

versitaire Jean Barnabé — de ce fameux *Eloge de la créolité*, dédié notamment à Aimé Césaire et à son rival littéraire inexpiable (à présent « exilé » aux Etats-Unis) Edouard Glissant. Un « éloge » du mélange antillais — « Ni Européens, ni Africains, ni Asiatiques, nous nous proclamons Créoles ! » — qui veut couvrir le vieux cri exclusivement négro-africain de Césaire : « A force de penser au Congo, je suis devenu un Congo bruissant de forêts et de fleuves. »

Dès lors pourquoi une dédicace d'autant plus perdue que l'Eloge est candidat à la succession du *Cahier d'un retour au pays natal*, bible des Antilles françaises littéraires depuis sa publication par Césaire à Paris, dans le numéro d'août 1939 de la revue *Volontés* ? « Parce que la négritude est une réduction, une négation de la complexité antillaise. Parce que cette négritude, encore dominante, est historiquement dépassée. Sans Césaire, que je n'ai d'ailleurs jamais rencontré, aussi étrange que cela puisse paraître dans cette île minuscule mais hérissée de barrières, sans Césaire, je n'existerais pas comme auteur. Ce n'est pas une raison pour accepter le blocage de notre vie culturelle à cause d'une théorie qui a joué son rôle mais aujourd'hui a fait son temps ! » répond Chamoiseau.

Langage encore plus carré de la part de Raphaël Confiant, harponné dans le hall de notre hôtel où il s'était imprudemment aventuré après deux rendez-vous manqués. Cet enseignant, auteur de plusieurs romans en créole, a publié en français, il y a deux ans, *Le Nègre et l'Amiral*, robotisé tableau de la Martinique sous le règne de l'amiral Robert, délégué de Pétain, et on attend beaucoup de son prochain texte, *Eau de café*, prévu chez Grasset en septembre.

« En littérature, Césaire n'est pas antillais, ni même américain, il est hexagonal. On s'ébahit qu'il ait trouvé une erreur dans le dictionnaire des Blancs, qu'il se préoccupe des Indiens de l'Inde. Fort bien, mais il ne parle jamais créole en public et il ne s'est jamais soucié d'écrire sur les immigrés hindous qui l'ont élevé dans le village de Basse-Pointe où son père était percepteur », raconte Confiant avec une ironie sans pitié.

Il continue : « La créolité est le contraire du refus de l'autre puisque, à nos yeux, est antillais pas seulement le négro mais qui-conque se créolise, y compris le métropolitain. Que ceux qui ne veulent pas se créoliser respectent au moins nos coutumes et ne nous imposent pas les leurs ! De même, je dis aux Antillais de France : « N'infligez pas à vos voisins votre musique, vos bruits, votre façon de vivre ! » La créolité est le seul moyen d'éviter tout rejet, car même le béké, le Blanc d'ici, exclu men-

talement de la Martinique par la négritude, y est réintégré par la créolité. Et pourtant, moi qui vous dis ça, je suis arrivé à près de quarante ans sans m'être jamais entretenu avec un béké ! »

Ces terribles békés sont tout au plus trois mille de nos jours à la Martinique, soit quatre fois moins que leurs ancêtres des dix-septième et dix-huitième siècles, fils de flibustiers ou têtes brûlées à part. Ces békés, qui donneront son plus grand amour à Napoléon, Joséphine de Beauharnais, qui n'acceptèrent que contraints et forcés l'abolition de l'esclavage en 1848, possèdent encore en 1990 près de 80 % des meilleures terres martiniquaises !

### L'œil du béké

On ne les voit guère car beaucoup vivent dans les replis boisés de l'île, où les plus modestes sont surnommés « békés-goyaves », mais ils restent omniprésents, presque magiques, en dépit, ou peut-être en partie au moins, à cause de leur insignifiante présence politique. Le proverbe « L'œil du béké brûle l'œil du négro », lui, a toujours cours.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ  
Lire la suite page 19

(1) Archipel d'une trentaine d'îles principales, de statuts divers, totalisant moins de 20 000 kilomètres carrés de terre ferme et s'étendant sur quelque 1 000 kilomètres, de Saint-Thomas (Etat-Unis) à la Grenade (indépendante depuis 1974). On y ajoute parfois Trinidad-et-Tobago, grande île située dans l'orbite du continent sud-américain.

(2) Ce féministe québécois est en train de s'imposer à travers la francophonie ; l'arabiste franco-tunisienne Jean Fontaine vient de publier en français *Ecrivaines tunisiennes* (éditions Gal-Savoir, 19 avenue Fort-de-France, 1000 Tunis, 160 pages).

(3) Aimé Césaire occupe cette double charge depuis 1945. Il a quitté le Parti communiste en 1956 et est aujourd'hui « apparenté socialiste ».

AMSTERDAM - STAVANGER - BERGEN  
ESBJERG - STAVANGER - BERGEN

La route directe pour les fjords

SCANDITOURS

Demandez la brochure à votre Agence de Voyages ou à  
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES  
36 rue Tréchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 42 38 65



# SANS VISA

## LA TABLE

### SEMAINE GOURMANDE

#### Jean de Chalusse

Inconnu du Michelin bien sûr, le petit restaurant style Belle Époque de Jean-Charles Diehl, tout récent, avant, qui mieux est, pour chef Alain Mestas (ancien de Prunier Traktir qui, entre parenthèses, est vendu et ne semble point près de ré-ouvrir), fait la joie des gourmants du quartier comme de ceux venus de loin et appréciant cette cuisine gasconne si goûteuse ou en tout cas à base de produits les meilleurs de là-bas, avec le pot de saucisses sèches d'Ustaritz marinées, la salmone (truite saumonée du meilleur élevage) en tartare, les chipirons comme au Biscaya et pimentons de morue du poquillo, cochonnailles basquaises aux petites vertes (lentilles), etc.

Ajoutez-y un blanc de rascasse à la moelle et au medoc, la joue de raie au vin jaune jurassien, une salade aux foies blonds et après le fromage de brebis

venu directement du pays, des desserts agréables, le tout arrosé de vins honnêtes menant à des additions de 250 F/350 F, avec, aux déjeuners, un menu de semaine (180 F). Ouvert le dimanche pour les repas familiaux de fête, dans l'ambiance simple et sincère de l'amitié. Fermé samedi midi seulement. Plats du jour.

► **CHEZ LAUDRIN**  
154, bd Pereire,  
75017 Paris.  
Tél. : 47-23-53-53.  
Salon 28 couverts.  
Petite terrasse « noctambule » agréable.  
Carte bleue - A.E.  
Chiens acceptés.

#### Chez Laudrin

Nouvelle carte de saison, ici (mais toujours illustrée par le délicieux humoriste qu'est Barrouse) et toujours, aussi, le bar d'entrée et l'accueil de Jacques Billaud, le patron, la longue salle « cabine de navire » d'une élégante et lumineuse tenue, les plats classiques (très poissons),

ce qui n'exclut point les tripes, le pied de porc aux pommes en l'air, la bavette au poivre et la jambonnette de canard rabelaisienne. Mais, au rayon « marin », notez la filete de capitaine, la bourride de baudroie, la brochette océane, la marmite du pêcheur au Noilly. Et les vins servis en magnums et comptés au décimètre selon la consommation. Une bien agréable maison. Compter 350 F.

► **CHEZ LAUDRIN**  
154, bd Pereire,  
75017 Paris.  
Tél. : 47-23-53-53.  
Fermé samedi et dimanche.  
CB - A.E. Chiens acceptés.

#### A la grâce de Dieu au Vésinet

Je n'en ai point parlé depuis qu'il s'est installé ici, Daniel Bellerose ! Il y a deux ou trois ans. Grande maison et petits prix, ne nous étonnons pas qu'il affiche souvent complet avec sa carte-menus à 110 F aux vastes propositions : gratin de petites quenelles Nantua, civet de canard aux pâtes fraîches, civet de lapin aux deux purées et nombreux desserts, petits vins à moins de 100 F.

► **A LA GRACE DE DIEU**  
75, boulevard Carnot,  
78110 Le Vésinet.  
Tél. : 34-80-05-44.  
Ouvert tous les jours.  
Salon 35 couverts.  
Carte bleue. Chiens acceptés.

#### Michel Rubod à Commeny

On a connu Michel Rubod des années au « piano » de Jacqueline Fenix à Neuilly. Transformant un ancien café commentrien (c'est comme cela qu'on dit !) en aimable restaurant moderne, il donne libre cours à son imagination (tempérée par une sagesse de bon chef) : pistou de graines tranches aux queues de langoustine, cuscous de foie gras de canard, bordelaise de saumon aux navets, croquant de rognon de veau, etc. Avec une carte des vins intéressante et un saint-pourpain au verre. Menus de 110 F à 195 F. A la carte, compter 280 F/380 F.

► **MICHEL RUBOD**  
47 rue Jean-Jacques-Rousseau,  
93600 Commeny.  
Tél. : 70-64-45-31.  
Fermé dimanche soir et lundi.  
Carte bleue. Chiens acceptés.

#### La Fontaine à Creuzier-le-Vieux

A quelques kilomètres de Vichy, l'endroit où il faut aller pour bien manger hors cure ! Cuisine d'une dame d'ARC, Marguerite Trompeau, qui, dans sa petite auberge, au calme, cuisine solidement : en tête le fameux et historique canard à la Du Chambert (ici une canette). Menu à 120 F. A la carte, 200 F/250 F.

► **LA FONTAINE**  
03300 Creuzier-le-Vieux.  
Tél. : 70-31-37-45.  
Fermé mardi soir et mercredi.  
A.E.-D.C.-C.B.  
Chiens acceptés.

## Lyon fine gueule

Un guide dans sa vingtième édition et un trophée nouveau, celui des « Mères »

L'est difficile de parler de Lyon, la ville aux trois fleuves : Rhône, Saône et Beaujolais (ainsi disait-on du temps que ledit beaujolais n'était pas du jus de betterave autant que de raisin !), sans évoquer le cher Marcel Grancher et son livre d'amour, *Lyon la cendrée*, si tendrement évocateur. J'aime Lyon. Même si, depuis quelques années, j'ai eu peu d'occasions de retrouver mes promenades dans les traboules, mes machons autour du pot goulissant avec de bons amis, le « gars Paul » en tête (lisez Boccuse !).

Vingt ans ! C'est justement vingt années d'existence que peut compter le mini-guide *Lyon gourmand*, signé d'André et Christian Mure et dont l'édition 1990 vient de paraître. Avec ses quarante-quatre nouvelles maisons citées, il est réconfortant. Alors que la restauration lyonnaise avec le Michelin du même millésime peut broyer du noir, si j'ose écrire. C'est ainsi que le guide rouge a supprimé l'étoile du *Fédora* (240, rue Marcel-Mérieux), qui a « trois lions » chez Mure (gotha de la cuisine), et celle des *Fantassques* (45, rue de la Bourse) qui a deux lions. Pourquoi ?

Mais Lyon, ce n'est pas seulement Paul Boccuse et les couronnes des guides : *Léon de Lyon* (de J.-P. Lacombe, fils de Paul), la *Mère Brazier* (Carmen et Jacotte, fille et petite-fille de la « Mère »), Gérard Nandron (fils de Joannès), Christian Bourillot, Pierre Orsi, le souvenir de Léa en la traditionnelle antépassade du tablier de sapeur (*la Voûte*, 11, place Antonin-Gourju), Chavante en sa *Tour rose* et aussi Roger Roucou (son enseigne, la *Mère Guy*, existe depuis l'an 1759 !)... Ce sont aussi les bouillons.

Le guide d'André et Christian Mure nous y conduit d'une fourchette sûre, de chez le successeur du bon Drevet à la trogne violacée (*Chez Georges*, 8, rue du Gare) au *Café du Jura* (25, rue Tupin), du *Café des fédérations* (8, rue Major-Martin) à *Ma Vigne* (23, rue Jean-Larivière), du *Pastur* (83, quai Perrache, avec ses soirées « guignol »), à la *Méunier* (11, rue Neuve), etc. J'en oublie bien sûr, n'étant pas gène de tradition ni de cœur.

Mais je voudrais surtout signaler, au 42, cours Franklin-Roosevelt, le *Bernachon Passion* (tél. 78-52-23-65), petite maison sous la houlette de la fille de Boccuse et de son mari, fils du roi des chocolatiers Bernachon. Des petits déjeuners aux thés (jusqu'à 18 h 30), trois occasions de découvrir (à midi autour du poisson du jour et d'une viande garnie) des desserts inoubliables.

Enfin, je fais confiance aux Mure père et fils et citerai donc l'« homme du jour » de leur guide 90 : Daniel Abattu, qui a repris le *Buffet de la gare* des Brotteaux.

Mais Lyon a toujours ses bonnes « mères ». Depuis l'ancêtre, la célèbre Mère Fil-



lioux (et sa classique poularde), elles ont fait la renommée de la cuisine lyonnaise, ce qui explique pourquoi l'ARC et ses cuisiniers aujourd'hui célèbres ont baptisé « Trophée des Mères lyonnaises » le concours culinaire qui vient de se dérouler à Vichy.

A Lyon, il y a encore des femmes au « piano ». Christiane, ses lyonnaises, à l'enseigne *Chez Mounier* (3, rue des Maronniers), M<sup>me</sup> Vachez au *Coquemar* (23, montée de Fourvière), Marcelle (*Chez Marcelle*, 71, cours Vitton), Huguette à *l'Habit rouge* (10, rue du Lieutenant-Colonel-Prévost), et quelques autres... Sans oublier M<sup>me</sup> Brazier, qui ont donné, pour cette année 1990, le nom de leur aïeule au Trophée des Mères lyonnaises.

Nous y voilà donc. Il y eut dix finalistes pour présenter leur plat au jury présidé par M<sup>me</sup> Castaing, la cuisinière du *Beau Rivage* de Condrieu, qui prit, l'an dernier, retraite bien méritée. La lauréate en fut Elisabeth Bourgeois, pour sa poularde truffée.

fée Mère Filioux escortée de son clair bouillon garni de quenelles truffées. A noter que cette Dame d'Arc est au *Mas Tourteron* (à Gordes, 84220). Tél. : 90-72-00-16) et parfaitement ignorée du Michelin. Elle a ainsi gagné le grand prix gastronomique du conseil général de l'Allier, remis pas son président, le sénateur Jean Chuzel, éminent gourmet s'il en fut et défenseur de son vin de Saint-Pourçain-Sioula.

Deux jeunes élèves d'écoles hôtelières féminines s'inscrivent à la suite : pour le deuxième prix, Barbara Tremolet, qui réalisa un soufflé de brochet en sauce aux écrevisses, et pour le troisième prix, Florence Giraudot, avec un bûche de brochet au coulis d'écrevisses. On le voit, l'inspiration d'essence lyonnaise fut partout présente pour cette première année. On ne pouvait que s'en réjouir et, selon le mot d'un membre du jury, ce Trophée fut « un ton au-dessus des concours culinaires habituels ».

LA REYNIÈRE

**GASTRONOMIE**

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 7 H DU MATIN.

**LA CHAMPAGNE**  
La grande tradition de la région  
10 rue de la République  
Paris 10  
Réservation : 48 74 44 78

**CHEZ HANSI**  
La grande tradition  
3, place de la République  
Paris 10  
Réservation : 48 74 44 78

**DANS UNE AMBIANCE DES "ANNÉES 30"**  
Menu du jour de midi à 1 h 30 du soir

**BOEUF SUR LE TOIT**  
Plateau de fruits de mer, huîtres  
Cassoulet d'oie  
Sole à la Plancha  
Tourte de pigeon  
sauce périgourdine  
Piano, bar  
34, rue du Colisée, Paris 8  
Réservation : 43 59 83 88  
TLO. LES RESTAURANTS QUI RACONTENT PARIS

**AVANT OU APRÈS SPECTACLE**  
Menu du jour de 19 h 30 à 1 h 30 du matin

**VAUDEVILLE**  
Plateau de fruits de mer, huîtres  
Filet de morue fraîche  
au jus de truffe  
Fricassée de volailles  
à la langoustine  
Coquillages chauds  
Face à la Bourse dans un décor  
authentique des "années 30"  
29, rue Vivienne, Paris 2  
Réservation : 42 33 39 31  
Parting Bourse en face du Vaudeville  
TLO. LES RESTAURANTS QUI RACONTENT PARIS

**AVEC TRAIN + HOTEL PARTEZ**

Un forfait « à la carte », départ tous les jours, de votre gare SNCF, en 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> classe, avec durée de séjour selon votre choix.

53 destinations (printemps-été 1990) en France et à l'étranger. Plus de 350 hôtels proposés.

**QUELQUES EXEMPLES :**

- PARIS, au départ de MARSEILLE : à partir de 754 F ;
- NANTES, au départ de REIMS : à partir de 594 F ;
- BRUXELLES, au départ d'ORLÉANS : à partir de 620 F ;
- VENISE, au départ de PARIS : à partir de 1 104 F.

Ces prix comprennent, par personne :

- le billet de train aller et retour en 2<sup>e</sup> classe ;
- l'assurance « rapatriement » ;
- une nuit d'hôtel en chambre double, avec petit déjeuner.

**RENSEIGNEZ-VOUS :**

- dans toutes les gares SNCF ;
- dans les agences de voyages FRANTOUR ;
- par Minitel : 3615 code TH.

**INDEX DES RESTAURANTS**  
Spécialités françaises et étrangères

<p><b>ANTILAISES</b></p> <p>DOUCEURS DES ILES 3, rue de Bruxelles, 9<sup>e</sup> Tél. : 45-26-68-20. Discotèque</p> <p><b>BOURGUIGNONNES</b></p> <p>CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, Tél. : 45-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.</p> <p><b>CRÉOLES</b></p> <p>LA VILLA CRÉOLE 39, rue d'Antin, 2<sup>e</sup> Recom. Boutin Gourmand - Piano le soir</p>	<p><b>FRANÇAISES TRADITIONNELLES</b></p> <p>RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I<sup>er</sup>, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.</p> <p><b>MAÎTRE CORBEAU</b> 43-27-19-30 F. sam. Déj. dim. 6, rue d'Armoillé, 17<sup>e</sup>. Parking assuré.</p> <p><b>LA COUR COLBERT</b>, 12, rue Hôtel-Colbert (5<sup>e</sup>), 43-54-61-99. TLJ. Cadre XVII<sup>e</sup> authent. PMR 200 F.</p> <p><b>ARTOIS ISIDORE</b> - 42-25-01-10 11, r. d'Artois, 8<sup>e</sup>. F. sam. midi, dim.</p>	<p><b>WAGON 7</b> - Tél. : 42-93-41-57 7, rue Bournaill, 17<sup>e</sup></p> <p><b>LYONNAISES</b></p> <p>LA FOUX, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 43-23-77-66. Alex aux fourneaux.</p> <p><b>SARLADAISES</b></p> <p>LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8<sup>e</sup>. 45-23-21-62. Dîner périgourdin 130 F s.e.</p> <p><b>SUD-OUEST</b></p> <p>LA TABLE DE L'OIE 14, r. F. Flocon, 18<sup>e</sup> - F. sam. midi, dim. 46-06-72-01 Menu 90, 120 F. Carte env. 100 F</p>	<p><b>CATALANES</b></p> <p>LA SARDANA, 4, rue de Chaligny, 12<sup>e</sup>. TLJ. 43-43-02-44. Spéc. catalanes et franç.</p> <p><b>DANOISES ET SCANDINAVES</b></p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.</p> <p><b>ETHIOPIENNES</b></p> <p>ENTOTTO 45-37-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup> Dorowott, Beyayenotou av. Tadjera.</p>	<p><b>INDIENNES</b></p> <p>MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M<sup>re</sup> Violette. SCE NONSTOP J. 23 h 30. Vend. sam. j. 1 h. Cadre luxueux.</p> <p><b>SAPNA</b> 160, r. de Charenton, 12<sup>e</sup> F. dim. - 43-46-73-11. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.</p> <p><b>ITALIENNES</b></p> <p>L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13<sup>e</sup>. 45-89-08-15. F. dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.</p>	<p><b>PORTUGAISES</b></p> <p>SAUDADE, 34, r. des Bourdonnais, 1<sup>er</sup> (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PERENNITE. PRIN MARCÓ POLO CASANOVA 18.</p> <p><b>THAILANDAISES</b></p> <p>CHIENG-MAI 12, r. Frédéric-Sauton, 5<sup>e</sup> 43-23-45-43. F. dim. déj. Thai 90,30 F.S.C.</p> <p><b>VIETNAMIENNES</b></p> <p>NEM 46, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.</p>
---	---	--	---	---	---



## SANS VISA TOURISME

# Sonnailles d'Aubrac

L'AN dernier on avait compté quatre mille véhicules garés le long des routes et dans les prés alentours et estimé à quelque 15 000 personnes la foule attirée sur l'Aubrac par la Fête de la transhumance. Dimanche 27 mai, ce record sera peut-être battu. Cette manifestation a été imaginée en 1987 par les Lions Clubs d'Espalion et du Gévaudan pour faire revivre une tradition séculaire. Chaque année, à la fin du printemps, quand l'herbe se fait rare dans la vallée et sur les Causses, bergers et troupeaux s'élançaient vers les pâturages de l'Aubrac. Montés à la Saint-Urbain, ils en redescendaient à la Saint-Géraud, à la mi-octobre.

Un rythme inscrit dans l'instinct des bêtes et dans la mémoire de ceux qui se souviennent de « ce bruit de sonnailles qui annonçait le départ des troupeaux pour l'Aubrac ». Voilà bien longtemps que cloches, clapets et esquilles ont cessé de résonner dans les rues de Rodez. Reste l'estive et son importance économique pour la zone

*La transhumance n'est plus une nécessité. Elle est devenue une fête.*

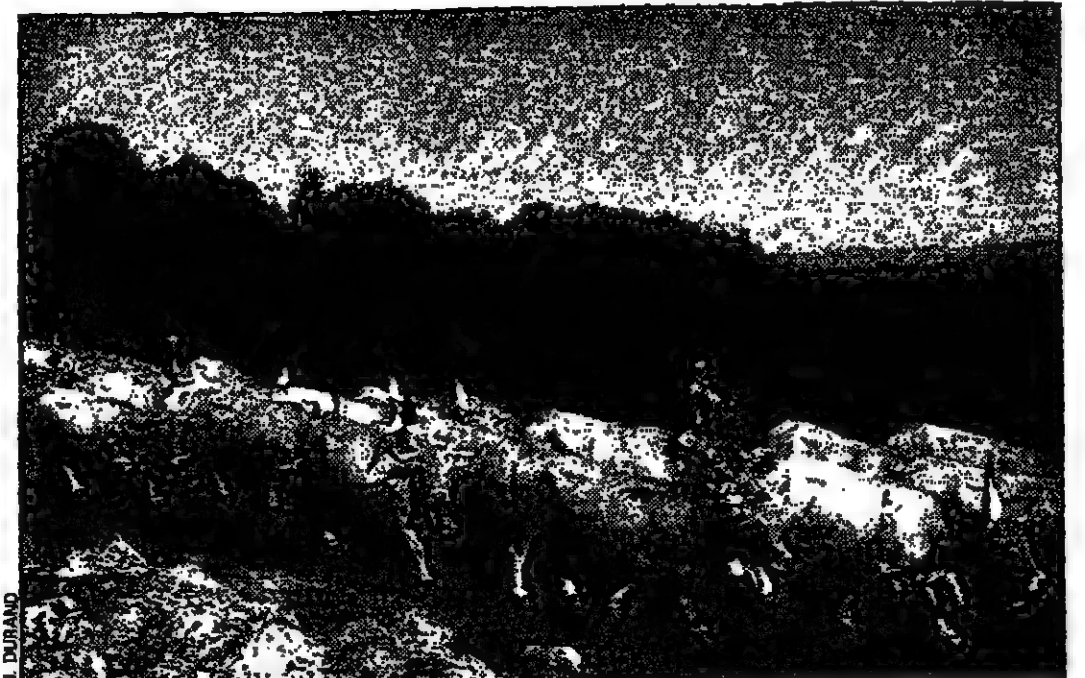
d'élevage de l'Aubrac, vaste plateau désertique à cheval sur l'Aveyron, la Lozère et le Cantal.

Certes, les objectifs de production ont changé : la traite a pratiquement disparu, et les troupeaux sont aujourd'hui constitués de vaches dont les veaux prennent du poids dans les pâturages d'altitude avant d'être expédiés en Italie. Mais l'augmentation du cheptel exige que les champs d'en bas soient libérés pendant l'été pour faciliter la fauche des prairies et le stockage du foin nécessaire pour l'hiver. D'où la perpétuation de l'estive et, l'Aubrac n'étant pas

extensible, la flambée des prix de location, qui ont doublé en dix ans. Si les « montagnes » — parcelles — buron — affichent toujours complet, les prix, pour toute la saison, se sont stabilisés autour de 1 200 francs pour une vache et son veau.

La transhumance a encore de beaux jours devant elle, mais n'en a pas moins perdu et sa forme traditionnelle et sa vocation première : la fabrication, sur place, dans les burons, du fromage de Laguiole. Une activité qui, il est vrai, imposait aux buronniers une solitude de quatre mois. Aujourd'hui la plupart des bêtes gagnent le haut pays en camion et, en mai 1989, une dizaine de troupeaux seulement participaient à la fête, soit environ huit cents bêtes sur les quelque quarante-deux mille (vaches et veaux) qui se sont rendues sur les trois cents « montagnes » de l'Aubrac.

Reste qu'en la circonstance le nombre est secondaire. L'important, c'est de renouer avec la tradition. « Nous voulons que ce soit



comme avant », explique Raymond Bioulac, président de l'association Transhumance Aubrac. Objectif atteint l'année dernière, à en juger par l'émotion de Maria Malavergne, la dernière agricultrice de Saint-Côme, descendue à l'aube de sa petite terrasse dominant la place pour contempler le spectacle des troupeaux s'abreuvant à la fontaine avant d'attaquer l'ascension vers le plateau enbaumé de fleurs. « Si on ne voyait pas monter les vaches, la vie ne serait plus la même... C'est notre pays et c'était la vie de nos parents. » Nostalgie qui cache mal la tristesse qu'inspirent tous les volets clos. « Quand j'avais vingt ans, le village comptait quarante-neuf paysans ; il n'en reste plus que trois. »

Là-bas, dans le village d'Aubrac envahi par une foule bon enfant, aux sons de la Cabrette du Haut-Rouergue, la kermesse réunit bêtes et gens. Pour André Valadier, éleveur sur l'Aubrac, président de la coopérative laitière Jeune Montagne, conseiller régional de Midi-Pyrénées et président de la commission agricole de cette assemblée, cette fête est celle d'un pays mais aussi celle d'une race, la race d'Aubrac (robe couleur de miel), qui, après avoir frôlé la disparition, connaît aujourd'hui une seconde jeunesse. Bonne marchandise et bonne laitière, robuste et résistante, l'Aubrac est surtout très prolifique : une moyenne de quatre-vingt-dix-neuf veaux pour cent vaches.

« Il n'y a pas d'éleveur sans un brin de passion », remarque M. Valadier. Les décorations — drapeaux tricolores, branches de houx, fleurs et pompons — plantées sur les larges colliers de cuir tressés traduisent la légitime fierté de l'éleveur présentant à la foule le fruit de son travail.

« Nous sommes ici, explique Raymond Cayrel, maire de Saint-Chély-d'Aubrac et président de la commission agricole du conseil général, dans un pays de culture et de tradition. » Une

tradition qui veut vivre, ainsi qu'en témoignent la réhabilitation de la race Aubrac et la relance de la fabrication locale du célèbre couteau de Laguiole. La coopérative Jeune Montagne, sans être parvenue à redonner à l'estive sa vocation laitière (on ne trouve plus, sur le plateau, que quatre burons où l'on traite encore les vaches), s'attache à préserver les règles ancestrales de la fabrication du fromage de Laguiole, tout en mettant au point un aligot (1) surgelé qu'elle commercialise avec succès.

Quant au tourisme, carte maîtresse d'un département privilégié pour le ski de fond, la pêche et la randonnée équestre,

il peut, lui aussi, s'enraciner dans la tradition, à l'image du golf de Mezeyrac, fruit de la volonté d'un agriculteur non golfeur, Eugène Batut, qui a pourtant retrouvé l'esprit d'un sport dont on oublie souvent qu'il fut inventé par des bergers écossais. Un retour aux sources illustré avec humour par la devise du club : *Peasant and New (2)*, qui, à sa façon, exprime la volonté d'un pays qui vit.

PATRICK FRANCES

(1) Plat traditionnel de l'Aubrac, composé de tarte fraîche de Laguiole, de pommes de terre et de crème fraîche.  
(2) Par allusion au nom du Club de Saint-Andrews, en Ecosse, le Royal and Ancient Golf Club, considéré comme « La Mecque du golf ».

## Repères

Cette année, la Fête de la transhumance aura lieu le 27 mai et, sur le trajet de Salgues à Aubrac, on pourra déguster des escargots et des tripoux.

● **S'informer**  
A Paris, à la Maison de l'Aveyron, 46, rue Berger, 75001 Paris, tél. : 42-36-84-63. A Laguiole, au syndicat d'initiative, 12210 Laguiole, tél. : 65-44-35-94. Et à Lozère Accueil Aveyron, carrefour de l'Agriculture, 12008 Rodez, Cedex, tél. : 65-73-77-33, pour toutes les informations sur l'hébergement, les stages, les activités sportives ou culturelles.

● **Comment s'y rendre**  
Par avion, pour 650 F, avec Nouvelles Frontières (départ le vendredi à 10 h 55, retour le lundi à 12 h 30) ou avec la TAT (1 840 F aller et retour), qui effectue deux liaisons quotidiennes et propose un certain nombre de tarifs réduits.

Par la route, jusqu'à Rodez (640 km de Paris), d'où l'on gagne Aubrac (à 60 km) par Bozouls, Espalion et Saint-Côme-d'Olt.

● **Sports**  
Un golf, le Country Club de Mezeyrac (Mezeyrac, Soulagues-Bonneval, 12210 Laguiole, tél. : 65-44-41-41). Une formule s'adresse aux cavaliers maîtrisant les trois silures : six jours de randonnée sur l'Aubrac en compagnie d'un guide de tourisme équestre, avec accueil en gîte d'étape, 2 400 F tout compris. Départ les 18 juin, 2 et 9 juillet, 6 et 27 août et 3 septembre. Renseignements auprès de la Maison de l'Aveyron.

● **A lire**  
Le Guide bleu Midi-Pyrénées (Hachette, 178 F). Au sujet de la transhumance : la Vie rurale dans les massifs volcaniques, d'Alfred Durand (Laffitte Reprints, Marseille, 1980).

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Aquitaine

##### ENTRE MER ET MÉDOC

**HOTEL RESTAURANT \*\*\*NN**  
Parc fleur 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, golf, 1/2 pension 275 F.  
LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES.  
Tél. : 56-28-28-46  
Fax : 56-38-51-01.

#### Côte d'Azur

##### 06400 CANNES

**HOTEL FIGURE \*\*\*NN**  
5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. : 97-02-75  
Fax : 93-39-19-48  
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.  
Climatisé, luminosité, chambre TV couleur, Tél. direct, minibar.

##### 06500 MENTON-GARAVAN

**HOTEL VILLA NEW YORK \*\***  
Forfait 7 jours/7 nuits 1/2 pension à partir de 1 536 F, chambre D. W.-C. ou S. W.-C., climat., T.V., Jardin. Parking clos. Vue panoramique. Tranquillité. 100 m. des plages et 10<sup>e</sup> Monaco.  
LOGES DE FRANCE  
Tél. : 93-35-78-69, Fax : 93-28-55-07.

#### NICE

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
31, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-38-39-60  
Petit centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambre TV couleur, minibar, téléphone direct, minibar.

#### HOTEL LA MALMAISON

Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
30 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité  
42, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-47-62-56 - Tél. : 47-04-18  
Tél. : 93-16-17-99.

#### Montagne

##### LA SAVOIE AUTHENTIQUE

**CHALET DE L'OULE ROUGE - XVIII<sup>e</sup> \*\***  
Alt. 1 600 m. Logis de France. Guide Auto-Journal. Calme, détente, nature. Exposition panoramique plein sud.  
Famille SIBREUX LA CHAL, 73530 SAINT-JEAN-D'ARVES.  
Tél. : 79-53-78-99.

#### Paris

##### SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
De 280 à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

#### Provence

##### AIX-EN-PROVENCE

**HOTEL RESIDENCE**  
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
L'HOTEL PARTICULIER  
Tél. : 42-38-29-92

#### CÉVENNES

**Restaurant - hôtel \*\*\*\***  
LES DEMEURURES DU RANQUET  
Authentique mas cévenol aménagé à flanc de colline sous les bois de chênes, calme et ressourçant assurés.  
Tél. : 66-77-51-63  
Tousses 30140 ANDUZE

#### DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montferrat). Site exempt microclimat, prom., musical. UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table.  
Chambres gd et petit d'hiver. Miraillo Colombe. Tél. : 75-26-12-89.  
Amberg du vieux village d'Aubrac, 24110 Noyes - Fax : 75-26-38-18.

#### Guise

##### LUGANO

**L'HOTEL WASHINGTON \*\*\***  
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking 1/2 pension : 85, 69 - à 79 - par pers.  
Tél. : (1941) 91-56-41-36.

#### TOURISME

##### Hautes Pyrénées

**HAUT DOUBS (500 m alt.) 3 h de Paris** par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Vues et Lignes accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII<sup>e</sup>, confort, rénov. au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuis. soignée et équipée, chère 2 ou 3 avec sdb, WC. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation, échecs, peinture à l'huile, fabrication du pain, découvertes environnement.  
Tarif à partir de : 1 800 F/semaine par enf. Tél. : (06) 81-38-12-51.  
La Cité d'Agassiz - La Longeville 25650 MONTBENOIT.

## WASHINGTON DC, VOL DIRECT PAN AM POUR 3890 F\*

CHACQUE JOUR, UN AIRBUS A310 PAN AM ASSURE LA LIAISON PARIS/ WASHINGTON DC. UNE LIAISON SANS ESCALE AVEC TOUT LE CONFORT PAN AM ET UN TARIF SUPERPRICE : 3890 F. AINSI, VOUS NETES PLUS QU'A 9 HEURES DU CAPITOLE, DU MUSÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE, DE LA MAISON BLANCHE ET DU MEMORIAL DE LINCOLN ET DE JEFFERSON, TOUS LES CHEFS-D'ŒUVRE QUI FONT DE WASHINGTON LA VILLE DU PASSÉ QUE CELLE DE L'AVENIR DES ÉTATS-UNIS. WASHINGTON DC EST AUSSI LE POINT DE DÉPART IDEAL POUR DÉCOUVRIR LA RICHESSE DES PAYSAGES ET LES IMMENSES PLAGES QUI CARACTÉRISENT LA VIRGINIE. D'AUTRE PART, SACHEZ QU'AVEC PAN AM, UNE ROIS A WASHINGTON DC VOUS DISEZ DE CORRESPONDANCES IMMÉDIATES POUR LOS ANGELES ET LA PLUPART DES GRANDES VILLES AMÉRICAINES. SI VOUS DESIREZ EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE OU PAN AM AU 42.66.45.45.

\*TARIF US SUPERPRICE VALABLE JUSQU'AU 20 JUILLET 90 ET ENTRE LE 16 AOÛT ET LE 30 SEPTEMBRE 90. POUR VOIS ALLER-RETOUR AU DÉPART DE PARIS EN CLASSE ÉCONOMIE, 7 JOURS MINIMUM, 21 JOURS MAXIMUM. RÉSERVATION 14 JOURS AVANT LE DÉPART. BILLETS NON REMBOURSABLES.



**PAN AM**  
MIEUX QUE JAMAIS.

هكذا من الأصل



# SANS VISA ESCALES



## De vaisseaux en châteaux

Présentation raffinée, itinéraire baignant dans l'art, Koré (86, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 42-93-28-58) propose « De La Fayette à Loti ou deux siècles d'expéditions maritimes » qui fait revivre le passé glorieux de la marine française du dix-septième au dix-huitième siècle. En introduction, visite du Musée de la marine à Paris, puis direction La Rochelle, d'où les marins cinglaient vers l'Afrique et le Nouveau Monde. On y admirera le cabinet de curiosités du contrôleur des guerres, Clément Lafaille, et l'hôtel Fleury, l'un des hôtels particuliers rochelais cachés derrière de hauts murs à balustrades. On abordera Rochefort par la mer, face à la Corderie royale. Pendant près de deux cents ans, c'est à Rochefort que La Fayette, La Pérouse et maints autres navigateurs célèbres firent armer leurs vaisseaux, et la Corderie, arsenal construit pour Louis XIV, est l'un des rares témoins de l'architecture industrielle antérieure à la Révolution.

On connaît pour l'avoir vue en photo l'extravagante maison de Pierre Loti, pourtour de civilisations qu'il a aimées, notamment la reconstitution de la mosquée des Omeyyades avec son chatoiment de couloirs, ou le salon turc. Privé de la salle à manger Renaissance de l'écervain. Du 12 au 16 juin et du 4 au 8 septembre, 7 950 F, tout compris. La recherche de la plus haute qualité, en tout, explique le prix de ce voyage. Egalement proposé en deux jours. Consulter aussi le récent Guide bleu Poitou-Charentes sous couverture souple, 572 p., 168 F.

## Haut Atlas du nord au sud

A moins de trois heures d'avion des capitales européennes, le Haut Atlas est une chaîne de montagnes parmi les plus importantes de la planète : 800 kilomètres de long, une douzaine de sommets de plus de 4 000 mètres d'altitude, ensemble impressionnant auquel Montagnes Magiques consacre un numéro hors série. On y découvre des paysages contrastés très différents des massifs européens par « la lumière

particulière qui les nimbe, l'extrême nudité du terrain et la violence des couleurs ». Sa culture berbère est caractérisée par ce que l'un des auteurs appelle « une parcellisation ordonnée et hiérarchisée des espaces géographiques et sociaux ». La géographie, le climat, la faune, la flore, les sociétés et leurs coutumes, le patrimoine architectural des villages d'altitude en pied ou en pierres sèches, et les activités touristiques : une étude précise et complète (116 p., 35 F).

Dans le Haut Atlas précisément, Espaces Montagnes (Maison l'Etoile, 64260 Bescat, tél. : 59-21-04-00) a préparé deux randonnées avec mules de bât pour le transport des bagages : en quinze jours, une traversée nord-sud, de Zawiatt-Ahmal à Ouaïd Bouhachem, en huit jours, avec l'ascension du Toubkal (4 160 mètres). L'une et l'autre au plus près de la vie des villages : on loge chez l'habitant quand on ne bivouaque pas. Départs de juin à octobre. Version longue : 7 355 F à partir de Toulouse et Bordeaux, 7 885 F à partir de Paris. Version courte : 4 830 F et 5 480 F.

## Grands airs de Finlande

Quand un pays nordique se voue à l'art cela donne le Festival de Finlande où se produiront, l'espace, d'un été, quelques-uns des meilleurs interprètes internationaux. En effet, ce n'est pas un, mais seize festivals principaux qui auront lieu du 3 juin au 9 septembre.

Deux opéras, dont *Madame Butterfly*, seront montés au Festival d'Ilmajoki du 7 au 17 juin, tandis que le Festival de Naantali (10-24 juin) permettra d'écouter des ensembles d'orchestre de chambre : Académie de St-Martin-in-the-Fields, Finlandia Sinfonietta, quatuor Sibelius notamment. Le Tchèque Josef Suk, l'Italien Aldo Ciccolini, la pianiste russe Elisabeth Leonskaia, seront au nombre des solistes.

L'identité européenne, le développement politique et économique de l'Europe de l'Est, la place des minorités, la culture et la mystique ainsi qu'un programme de musique classique et ethnique marqueront l'été de Jyväskylä (11-21 juin). Le Festival de Seinäjoki (30 juin-29 juillet) est la plus connue des manifesta-

tions finlandaises. On y entendra cette année Aldo, le Vaisseau fantôme et des récitals de Peter Schreier, Tom Krause et Brigitte Fassbaender. Le jazz rythmera du 12 au 15 juillet les soirées de Pori. Bach, Brahms et la musique de chambre hongroise (Liszt, Kodaly, Ligeti) seront à l'honneur à Kuusmo (15-29 juillet), la musique moderne à Viitasaari (18-25 juillet) et l'orgue à Lahti (30 juillet-5 août).

Le Festival de Turku, du 10 au 19 août, annonce d'importantes schubertiades et la participation de la Chapelle royale, dirigée par Philippe Herreweghe, de Barbara Hendricks et de Martha Argerich.

On peut se procurer la brochure des festivals et tous renseignements auprès de l'Office de tourisme de Finlande (13, rue Aubert, 75009 Paris, tél. : 42-66-40-13). Places de 280 à 700 F environ pour les opéras, de 100 à 300 F environ pour les concerts.

## Adriatique flamboyante

La nostalgie est au programme, de Ljubljana, capitale de la Slovénie, à Zagreb, capitale de la Croatie, puisque ce voyage yougoslave porte la marque du brillant empire des Habsbourg. A Ljubljana on verra des églises baroques et des bâtiments Art nouveau, sans oublier les constructions de Placnik, le célèbre architecte slovène. On visitera ensuite les grottes de Postojna, parmi les plus vastes du monde avec leurs vingt kilomètres de galeries souterraines, les haras de Lipizza où sont élevés les étalons blancs de la célèbre cavalerie espagnole de Vienne et le monastère de Castagna-Vizza.

A Trieste, l'ancienne cité vénitienne bâtie sur une colline domine la ville monumentale du dix-neuvième siècle, utopie de François-Joseph : les venelles s'opposent aux boulevards rectilignes.

On trouvera le palais en belvédère de Maximilien,

joyau de l'architecture romantique à Miramar, du gothique flamboyant et des œuvres de Carpaccio dans la cathédrale de Koper, l'ancienne Capodistria, et la basilique eucharistique de Porec, chefs-d'œuvre de l'architecture byzantine. La nuit devrait être douce sur l'île de Brioni, dans l'ancienne résidence du maréchal Tito.

Avant Zagreb, on se rendra à Fula (son amphithéâtre romain est le plus grand du monde après le Colisée) puis à Opatja, prestigieuse station balnéaire de l'Empire austro-hongrois où l'on logera à la villa Angiolini qui fut propriété de l'empereur François-Joseph. A Mosonice, village fortifié, on regardera le panorama de la côte d'Istrie. Zagreb est la réplique slave de la Vienne de François-Joseph.

Du 9 au 15 septembre, 7 900 F, par personne en chambre double, tout compris, auprès du Monde et son histoire (82, rue Talbott, 75008 Paris, tél. : 45-26-26-77).



# Le Valais

Pour trouver le bon chemin

**Les 4 Vallées**

4. Bettmeralp 1941 28 27 12 91 / 27 24 01	11. Verbier/Val de Bagnes 1941 26 31 62 22	15. Portes du Soleil: Champéry-Planachaux 1941 25 79 11 41
7. Crans-Montana 1941 27 41 30 41 / 41 21 32	12. Nendaz 1941 27 88 14 44	Morgins 1941 25 77 23 61
10. Leukerbad 1941 27 63 11 11	13. Veysonnaz 1941 27 27 10 53	Val d'Iliez-Les Crânes Champoussin 1941 25 77 20 77
	23. Sonniage Halden am Lötschberg 1941 28 46 12 73	

Valais

Vous avez-il échappé la domination des stations touristiques ?

Non

Proportion 80%

Valais Magazine avec la carte des randonnées et les cartes topographiques 1:50 000

A la carte à l'heure de Valais

Un ou Valaisanne du Valais

Rue de la Vallée 10

1000 Courmayeur

Tél. 04 77 22 31 99

Fax 04 77 22 31 99

## CLUB SANGHO AGADIR

La liberté à son club

situé dans l'un des plus beaux jardins d'Agadir, avec accès direct à la plage.

## MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

## RESIDENCES

06500 MENTON-GARAVAN

STUDIOS STANDING. Bord de mer.  
A partir de 1 450 F par semaine.  
Tél. : 93-35-78-69. Fax : 92-28-55-07.

CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE : A LOUER

Appartements luxueusement aménagés.  
Tél. : 193941/5228933.  
Télécopie : 193941/5203721.

## Islande

## BIENVENUE AU PAYS

## QUE LA LUMIERE A CHOISI

ALANTOURS vous propose de découvrir "votre ISLANDE". Voyages individuels; location de 4 X 4, randonnées à pied, à "Vélo de Montagne", à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel, etc.

à titre d'exemple :

Circuit découverte

"PANORAMA DE L'ISLANDE"

Circuit accompagné

11 jours Paris/Paris

11.320 F

Circuit aventure

"L'ISLANDE SAUVAGE"

Randonnées en petits groupes

15 jours Paris/Paris

11.800 F

Demandez la brochure ALANTOURS "DESTINATION ISLANDE"

à votre agent de voyage ou

5, rue Danielle Casanova

75001 PARIS

Tél. : (1) 42 96 99 78

un vrai spécialiste de l'Islande.

LIC 1053

166

## Martinique mots d'années

En 1989, Martinique a été marquée par de nombreux événements. Parmi eux, la célébration du centenaire de la libération de la Martinique, qui a été l'occasion de nombreuses manifestations culturelles et sportives. On a également vu la naissance d'un mouvement de jeunesse, le Mouvement pour la Martinique, qui a pour objectif de promouvoir le développement de l'île et de défendre ses intérêts. Enfin, la Martinique a été marquée par la mort de son premier président, le général de Gaulle, qui a été un grand soutien de la Martinique.

## THENES : 1 520 F

Depuis le 1er janvier 1990, les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES

Les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES

Les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES

Les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES

Les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES

Les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES

Les billets de 1 520 F sont en circulation. Ils sont valables pour les voyages en train et en avion.

VOYAGES



# SANS VISA DÉCOUVERTE

## La Martinique en mots d'auteurs

Suite de la page 15

C'est Suzanne Dracius-Pinalie, jeune romancière, qui nous l'a appris dans sa maison des hauts de Fort-de-France, déjà en pleine végétation tropicale, non loin d'une copie minoritaire du Sacré-Cœur de Montmartre. Cette mulâtresse - le mot est admis - qui se dit « négron-pâtissière » car elle a passé une partie de sa vie à Paris, en a ramené une franchise que la bienséance éteint sans doute chez ses pareils restés dans le terroir. A ses yeux, « les Antillais ne sont pas africains. La négritude mal comprise a même pu susciter du racisme anti-Blancs, notamment à l'égard des métros ».

### « Peaux-sauvées » et « tout-coolie »

Les « métros », on l'aura compris, ce sont les Blancs France ou « z'oreilles ». Mais qui sont les « capres », les « coolies », les « peaux-sauvées » ? Au fur et à mesure que Suzanne explique, on prend conscience que cette société fondée sur toutes les nuances de la peau (comme le Liban est construit sur les menues différences de rite religieux ou l'Angleterre sur les plus infimes distinctions sociales), décrite en 1952 par Michel Leiris, reste, grosso modo, inchangée.

Un « capre » (féminin « capresse ») est un métis de Noir et de mulâtresse, un « peau-sauvée » mérite ce surnom s'il est plus clair que le moins foncé de ses deux parents. Un « échappé-coolie » est le fruit d'une union entre Noir et Hindou, et il pourra donc échapper à la catégorie des « tout-coolie », sans doute la moins prise de pays, à moins que ce ne soit les « Noirs-Congo », travailleurs libres, mais « très foncés », am-

nés après la fin de l'esclavage, encore reconnaissables à leur patronyme africain, mais auxquels leur petit nombre a permis de se faire oublier peu à peu.

Et les « chabins » (et « chabines ») ? Vous donnez votre langue au chat ? Ce sont des Blancs avec des traits négroïdes, les cheveux crépus, par exemple. Les « chabins » sont d'autant plus appréciés qu'ils appartiennent à la catégorie « dorée », autrement dit ayant les cheveux clairs.

Mais, curieusement, tout le monde est « nég » (« nègre » et plus généralement « homme », comme on dit « homme » en espagnol), y compris les mâles békés qui, au fil des générations, ont rempli l'île de mulâtres « naturels », tout en interdisant farouchement le moindre contact entre leurs femmes et les Noirs. Impossible de glaner à travers les siècles l'histoire d'un amour entre une békée et un nègre !

Marie-Reine de Jaham connaît peut-être quelques vieux secrets à ce sujet. Le seul écrivain béké martiniquais vivant résidant à Paris. Cette jeune femme n'avait pas été invitée aux Journées francophones. A défaut de pouvoir l'interroger sur békitude, créolité et négrité, on pouvait lire son unique roman, *la Grande Békée*. A voir la couverture, son éditeur le destinait plutôt au public de gare. Effectivement, l'intrigue à ressorts peut parfaitement empêcher de dormir dans les transports parisiens.

*La Grande Békée* est également et surtout l'histoire du long combat, pendant la première partie du vingtième siècle, d'une Martiniquaise blanche, prête à tout pour maintenir le rang des siens et en même temps vivant en parfaite intimité - et en tout bien tout honneur - avec

des négs, mulâtres, capres, peaux-sauvées, chabins et autres coolies, échappés ou encore 100 % hindous. *La Grande Békée*, à sa manière, illustre la créolité sans le savoir. « C'est dans Jaham que j'ai enfin compris le rapport mystérieux et compliqué des békés avec les dus (nourrices noires) », notait Raphaël Confiant.

Dans cette Martinique où le black n'est pas vraiment beautiful, où le Blanc sent encore le soufre - le soufre rouge, car béké viendrait d'un mot africain signifiant cette couleur -, la créolité, à condition qu'elle soit assumée par tous, pourrait peut-être apaiser la sourde guerre quotidienne des bruns et des mats, des crépus et des dorés, du lait et du jais. Mais il faudra beaucoup de temps, beaucoup de livres, beaucoup d'amours.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

## Sous l'arbre du voyageur

QUE l'on lise sous l'arbre du voyageur, gigantesque éventail vert apporté jadis de Madagascar et parfaitement acclimaté aux Antilles, arbre qui offre sa sève à l'assouffissement et son tronc souple au lecteur ?

Si vous ne deviez emporter qu'un seul titre, que ce soit *Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe*, de Michel Leiris (réédité récemment par Gallimard-UNESCO). Cet ouvrage, publié en 1955, reste, malgré son intitulé très universitaire, par son analyse aigüe et l'extrême richesse de son investigation sociologique (avec des traits de vie plus que savoureux), la meilleure introduction à la société et à la culture ultracompliquée des îles.

Marie-Reine de Jaham a sorti *la Grande Békée* chez Laffont (1989), qui doit également accueillir la suite de cette œuvre, *la Maître-Savane*, surnom martiniquais des meneurs d'hommes. Le roman de Suzanne Dracius-Pinalie, *L'autre qui danse* (1989), est disponible chez Seghers. Cet écrivain publiera bientôt un livre sur les séquelles de l'esclavage dans la Rome antique.

Réédité l'an passé par Présence africaine (Paris-Dakar), le bref *Discours sur le colonialisme* (59 pages) d'Aimé Césaire a été récemment réédité par le retour au pays natal, long poème (70 pages) de 1939 suivi d'un texte d'André Breton, s'impose toujours, en revanche, ainsi que d'autres poésies ou tragédies, par une écriture superbe, impérieuse, égale de Senghor et Saint-John Perse. Le *Cahier* est un autre considéré comme le texte fondateur de la négritude en poésie (réédité en 1988 par Présence africaine).

*Eloge de la créolité* (70 pages), de Jean Bernabé, Patrick Chamoiseau et Raphaël Confiant, a paru en 1989 chez Gallimard-Presses universitaires de France. Pour les créolistes, c'est déjà une pierre angulaire.

L'Harmattan publie ce mois-ci le *Dictionnaire de la négritude*, de Mongo Béti et Odile Tobner (250 p., 130 F).

Quant aux photos, on a aimé celles, déjà rétro et toutes noires et blanches, d'Ariette-Rose Lamey-nardie, rassemblées dans *Regards sur la Martinique des années 60*, avec une introduction de Roland Suvélor.

(Exbrayat, Lotissement « l'Eventée » n° 5, route de Balata, 97200 Fort-de-France, 100 clichés grand format, 120 F).

Le numéro d'avril 1980 du mensuel *Europe* consacré aux « littératures de Martinique et Guadeloupe » reste, à bien des égards, valable.

Le *Paris des étrangers* depuis un siècle, travail collectif publié sous la direction d'André Kaspi et Antoine Marès (Imprimerie nationale, 400 p., 220 F), contient notamment un fort chapitre sur les grands nègres de l'entre-deux-guerres : Césaire, Senghor, Joséphine Baker, etc.

Enfin, Patrick Poivre d'Arvor consacrera son « Ex Libris » du jeudi 24 mai aux « Tropiques des passions » : on y verra Césaire, Maryse Condé pour Margrave (Mercure de France). On y parlera également de ce béké de la Guadeloupe que fut Saint-John Perse ; du travail sur la magie antillaise de l'ethnologue Simone Henry-Valmore, et enfin de Jean-Marie Le Clézio pour *Strandanes* (Seghers), où il a rassemblé les devinettes créoles de l'île Maurice, cette Martinique de l'océan indien.

J.-P. P.-H.

Quand on n'a que 1h30 pour courir les boutiques, les bars, les restaurants, et aller en Angleterre, mieux vaut avoir le parking en dessous.

### ATHENES : 1520 F\* A/R

Départs tous les samedis à partir du 23 juin \* de 1520 F à 2180 F A/R.



Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou : V.O. Voyages 181, bd Peireire 75018 Paris - Tél. : (1) 40 53 07 11

### RANDONNÉES

### EXPÉDITIONS

### VOYAGES...

VERS LES GRANDS ESPACES

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc.



Doc gratuite : 30 av. des Femmes 75017 Paris 43.42.45.45

### PARIS / NEW YORK À PARTIR DE 2395 F A/R

ATTACHEZ VOTRE CEINTURE. SANS VOUS LA SERRER.

RIO DE JANEIRO	A/S 3195 A/R 4995	CARACAS	A/S 3090 A/R 4450
LOS ANGELES	A/S 1955 A/R 3710	BUENOS AIRES	A/S 3695 A/R 6095
SAN FRANCISCO	A/S 1795 A/R 3390	SANTIAGO	A/S 3795 A/R 6095
MIAMI	A/S 1190 A/R 2390	SEYCHELLES	A/R 5295
MONTREAL	A/S 3395 A/R 4995	ANTILLES	A/S 3195 A/R 5170
SAO PAULO	A/S 2560 A/R 4050	BANGKOK	A/S 3195 A/R 5170
MEXICO		SYDNEY	A/S 4620 A/R 7995

RENTREZ DANS VOTRE DESTINATION, DÉPOSÉZ VOS BAGAGES EN 10 MINUTES ET EN 10 CLASSES ET CLASSES AFFRÉES. PRESTATIONS HOTEL, RESTAURANT, LOCOMOTION DE VOITURE, SPECTACLES ET SÉJOURS À LA CARTE POSSIBLES. DÉPARTS ET RETOURS TOUS JOURS À 10 H 00 DÉPARTS : VOUS CÔTÉZ BANCAIRE.

### ACCESS voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLS. 6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02. Fax (1) 45 08 63 35. LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEUX. TEL. 78 63 67 77.

Etre la meilleure compagnie vers l'Angleterre ne nous suffit pas ; nous avons voulu être incomparables, inégalables : nous avons investi plus d'un milliard de francs dans notre flotte ; plus d'un milliard pour transformer nos navires en palais flottants. Nous avons acquis de nouveaux navires, plus vastes, plus lumineux, à la mesure de nos ambitions. Et sur leur modèle, nous transformons tous les autres pour vous offrir le rêve.

	Nouveaux centres	Nouveaux aménagements	Capacité véhicule supplémentaire	Fréquence doublez l'espace
Câble-Dorville	•	•	•	•
Montique-Falkenstein	•	•	•	•
Départ-Neubrunn	•	•	•	•
Polysport-Randere	•	•	•	•
Styléport-Dun Langloire	•	•	•	•

Des restaurants chatoyants, des bars luxueux, des espaces-enfant multicolores, des discothèques étincelantes, des boutiques très parisiennes en duty-free. Et tout autour, une fée de couleurs, de matières fastueuses, inondées de lumière. Tout y est luxe et volupté.

Et pour que rien ne vienne troubler cette perfection, nous avons tout mis en œuvre pour faciliter votre parking : les parages de nos nouveaux navires sont deux fois plus vastes et rendent votre embarquement plus rapide ; ainsi, les seuls bouchons que l'on rencontre sont à bord, sur les bouteilles de champagne.

La nouvelle flotte Sealink, elle va vous éblouir.

Informations et réservations sur minitel 3615 Sealink ou chez votre agent de voyages.

**SEALINK**  
Jamais les traversées n'auront paru si courtes.

هكذا من الأصل







# AGENDA

VENDREDI 18 MAI

## CINEMA

### LA CINEMATHEQUE

**PALEIS DE CHAILLOT**  
(47-04-24-24)  
Peine d'or, Cannes 1940 : la bataille du rail (1948), de René Clément, 16 h ; Grand prix spécial du jury, Cannes 1972 : le Mémorial et le Pucier (1973), de Jean Eustache, 19 h.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**  
Le Châta des pays nordiques : les Frisons (1962, v.o. s.t.f.), de Mikko Niskanen, 14 h 30 ; la Traite des Blancs (1911), d'August Blom, les Ombres Diabliques (1920), d'Anders Wilhelm Sandberg, 17 h 30 ; Mikka (1980), v.o. s.t.f., de Pauli Mollberg, 20 h 30.

### VIDEOTHEQUE DE PARIS

2. grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles  
(40-26-34-30)

**Auto-dela du pèlerin** : Migrations : Paris-Orly-Paris (1987) de Annie Miller, Sauf dimanche et fêtes (1977) de Francoise Ode, Lily aime-moi (1974) de Maurice Dugowson, 14 h 30 ; Visages de l'Europe (1982) de André Martin, Pathologie du paysage (1988) de F. Samson, 18 h 30 ; Benlieux bleus : A vingt minutes par le RER (1980) de Richard Mailberg, Interdit aux moins de treize ans (1992) de Jean-Louis Berruelli, 18 h 30 ; Vivre la banlieue : Ici, ailleurs (1986) de C. Vildebois, l'Amour l'après-midi (1972) d'Eric Rohmer, 20 h 30.

### LES FILMS NOUVEAUX

**CHASSEUR BLANC, CUR NOIR**, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 3 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 4 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE TOUS**, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-59-83).

**LECTURES DIABOLIQUES**, (\*) Film américain de Tibor Takacs, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

### EXCLUSIVITES

**AFFAIRES PRIVEES** (\*) (A. v.o.) : UGC Rotonde, 4 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**ALWAYS** (A. v.o.) : UGC Rotonde, 4 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**APRES-APRES-DEMAIN** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**AU-DELA DU FEU** (fran.) : v.o. : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**AUX SOURCES DU NIL** (A. v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**BLAZE** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**BOURG-LA-FOLIE** (Carathea) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-59-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LA CAMPAGNE DE CIGRON** (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LA CAPTIVE DU DESERT** (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LOCK HOLMES** (Brit., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**EN ENEMIS** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 3, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS PAS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLES PAS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE CHAMPIONNAT DES CARTEPES** (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A. v.o.) : La Triomphe, 8 (45-74-93-59) ; v.f. : La Triomphe, 8 (45-74-93-59) ; République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**CINÉMA PARADIS (Fr.-It., v.o.)** : Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

**CONTE DE PRINTEMPS (Fr.)** : La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**CRIMES ET DÉLITS (A. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Logos II, 8 (43-54-42-34) ; La Triomphe, 8 (45-74-93-59) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; Studio 28, 18 (45-06-36-07).

**CYRANO DE BERGERAC (Fr.)** : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**IL GÈLE EN ENFER (Fr.)** : George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06).

**IL Y A DES JOIRS... ET DES LUNES (Fr.)** : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; v.f. : 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Marignan-Concorde, 5 (45-59-92-92) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LA VOCE DELLA LUNA - A PAR-TIR DU 18 MAI** : Film italo-français de Federico Fellini, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 6 (45-59-92-92) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

**LE DÉCALOGUE 3, TU NE CONVOKTERAS PAS LES BIENS** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-35-10-98).

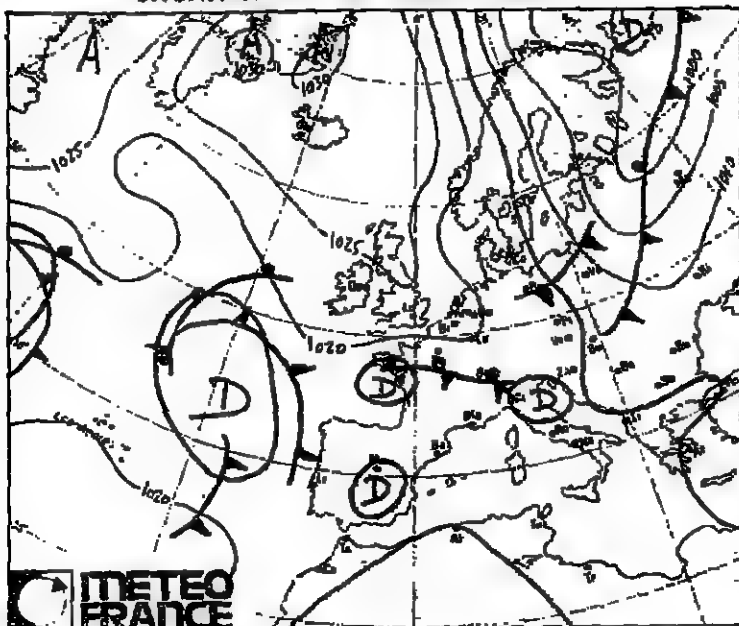
**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 16 (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wexler



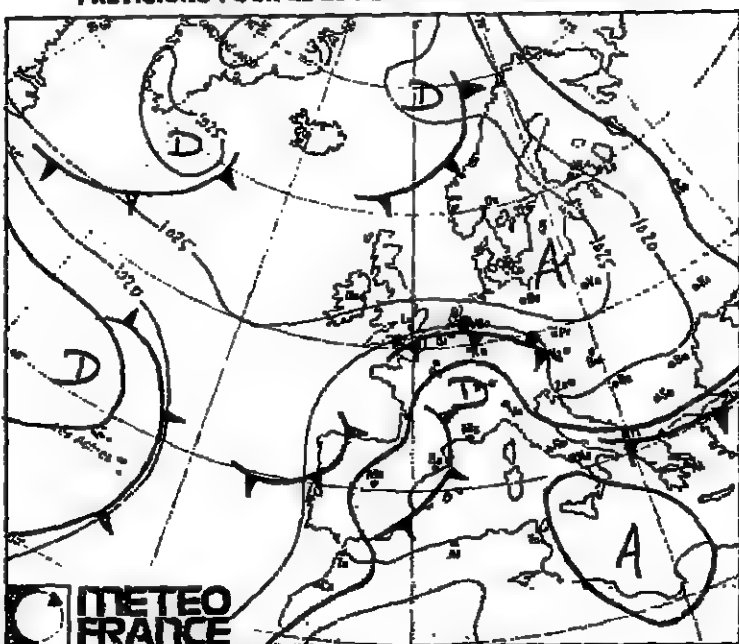
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 MAI 1990 A 0 HEURE TU

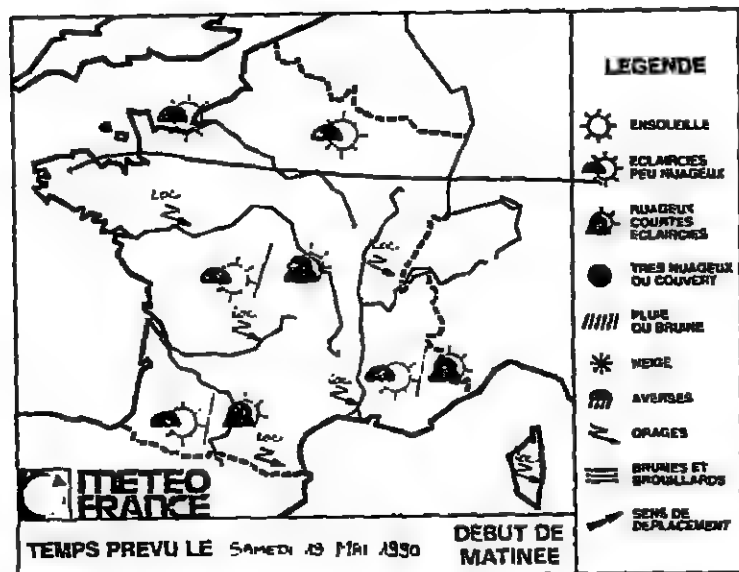


PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 18 mai à 0 heure et le dimanche 20 mai à 24 heures :  
Certe fin de semaine sera marquée par une tendance orageuse samedi, l'extrême nord du pays sera épargné, mais dimanche c'est l'ensemble du pays qui sera concerné.  
Samedi : orageux, sauf sur l'extrême nord.  
Sur les régions Nord, Picardie et Haute-Normandie, le ciel sera nuageux en cette journée de samedi.  
Partout ailleurs, des orages éclateront. Ils pourront être forts avec de la grêle et des précipitations localement importantes sur le relief. Sur la Corse et la Côte d'Azur, ils seront un peu moins nombreux.  
Le vent de nord-est soufflera en Manche à 40-60 km/heure.

Les températures minimales seront de l'ordre de 8 à 10 degrés sur la moitié nord, 10 à 12 degrés dans le centre et 13 à 15 degrés sur la moitié sud.  
L'après-midi, il fera de 18 à 22 degrés, après des côtes de la Manche, de 20 à 25 degrés sur le reste de la moitié nord et de 22 à 28 degrés sur la moitié sud.  
Dimanche : orages sur tout le pays.  
La journée de dimanche ressemblera beaucoup à celle de samedi. La seule différence, les orages n'épargneront plus l'extrême nord du pays : ils pourront toujours être forts sur le relief parfois accompagnés de grêle et de rafales de vent.  
Les températures minimales et maximales seront sans changement par rapport à la veille.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Villes météorologiques relevées entre le 17-05-90 à 6 heures TU et le 18-05-1990 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALJACC	20	13	N	TOULOUSE	24	13	D	LOS ANGELES	19	13	D
BARCELONE	20	13	N	TORONTO	20	13	N	MADRID	27	13	D
BORDEAUX	20	13	N	PORT-AU-PRINCE	30	23	A	MARSAHESH	28	15	D
BRESCIA	20	13	N	ALGER	28	18	D	MEXICO	29	13	D
CAEN	18	12	N	AMSTERDAM	18	7	C	MILAN	20	17	D
CHERBOURG	15	11	C	ATLANTA	28	18	D	MONTREAL	30	22	D
CLEMONTE-FE	23	14	C	BANGKOK	33	28	C	MOSCOW	18	12	C
DUPON	23	14	C	BARCELONE	24	15	D	NAIROBI	25	14	D
GRENOBLE-SH	23	14	C	BEIRUT	29	17	N	NEW-YORK	18	14	B
LILLE	21	10	D	BRUXELLES	20	7	D	OSLO	16	6	D
LYON	20	14	C	LE CAIRE	30	17	D	PALMA-DE-MAJ	29	15	D
MARSEILLE-MAR	20	10	D	COPENHAGUE	15	8	A	PEKIN	18	13	D
NANTES	21	15	N	DAKAR	27	21	D	ROMA	27	12	D
NICE	21	15	N	DELHI	41	27	N	SINGAPOUR	31	25	P
PARIS-MONTS	23	13	N	DUBLIN	17	14	N	STOCKHOLM	11	7	C
PAU	23	15	D	HONGKONG	27	14	N	SYDNEY	22	15	C
PERPIGNAN	23	15	D	ISTANBUL	27	14	N	TOKYO	22	16	N
RENNES	23	16	C	JERUSALEM	23	13	D	TUNIS	28	15	D
ST-ETIENNE	23	13	C	LISSABON	23	14	D	VARSOWIE	20	9	C
STRASBOURG	24	13	C	LONDRES	23	10	N	VIENNE	27	16	N
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
47456	drume	coif	ciel	nuage	orage	pluie	neige	neige	neige	neige	neige

\* = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

### Congrès à Villefranche-sur-Saône

Villefranche-sur-Saône accueillera du 2 au 4 juin le 63<sup>e</sup> congrès annuel de la Fédération des sociétés philatéliques françaises (FSPF). Comme il est de tradition, la Poste émettra à cette occasion un timbre-poste dont la vente générale est fixée au mardi 5 juin.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné et gravé par Pierre Albuissou, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Villefranche-sur-Saône (Rhône), les 2, 3, et 4 juin 1990, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au parc des expositions ; le 2 juin, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Villefranche-sur-Saône (boîte aux lettres spéciale).

► Souvenirs philatéliques : A. Navarro, 63<sup>e</sup> Congrès national, BP 72, 69659 Villefranche-sur-Saône.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle, Tél. 42-22-20-20



### En filigrane

« Claude Andréotto à Marigny. » - Claude Andréotto, dessinateur-graveur du récent timbre sur l'Institut du monde arabe et dessinateur des timbres du conseil de l'Europe (vente anticipée le 26 mai à Strasbourg) sera présent au carré Marigny, à Paris (avenue Gabriel, métro : Franklin-Roosevelt).

200 F port compris, auprès des éditions Bleu Turquoise, BP 41, 78690 Les Essarts-le-Roi. Tél. : 34-81-29-15).

« Anti-tabac. » - Timbre-poste spectaculaire émis par la Yougoslavie le 31 janvier : une main coupée stigmatise l'usage de la cigarette...



Le 20 mai, dans la salle du conseil de la mairie, accompagnée de souvenirs (enveloppes numérotées), Renseignements, commandes : Association Pégase, P. Greff, BP 20, 31650 Saint-Orens-de-Gameville.

L'association philatélique d'Auvergne-sur-Oise (Eure-et-Loire) célèbre le centenaire de la mort de Van Gogh avec une exposition philatélique du 20 au 26 mai, dans la salle du conseil de la mairie, accompagnée de souvenirs (enveloppes numérotées). Renseignements, commandes : G. Ducas, 5, rue des Gords, BP 15, 95430 Auvers-sur-Oise.

Une bourse multi-collections (timbres, télécartes, cartes postales) se déroulera dans la salle polyvalente de Brachy (Seine-Maritime), le dimanche 20 mai (renseignements : Yves Begos au 35-85-34-28).

Le dernier match de championnat de hand-ball de l'USAM Nîmes, virtuel champion de France, aura lieu le 24 mai contre l'US Créteil à Nîmes... avec un bureau de poste temporaire pour fêter l'événement. Souvenirs philatéliques (15 F plus port) : R. Maréchal, 25, avenue Genestet, 30320 Marguerites.

Le guide philatélique mondial du football. Le guide philatélique mondial du football est paru, alors que la Coupe du monde doit débiter en Italie le 8 juin. L'auteur, Jean-Louis Villesèche qui en son temps joua la coupe Gambardella avec le Nîmes olympique, répertorie plus de 4 800 timbres sur le thème du football, proposant un classement alphabétique par pays tout en respectant la chronologie des compétitions. Pas de catalogue sans cotation : les valeurs retenues pour chaque timbre ont été établies en fonction des estimations fournies par les principaux catalogues et des prix pratiqués par les spécialistes. L'ouvrage est agrémenté de près de 700 illustrations noir et blanc (Guide philatélique mondial du football).

NOSTALGIE

ouverture de 11 à 19 h  
samedis  
et dimanches  
de 10 à 20 h.

Métro :  
BASTILLE

Lisez  
Trouvailles

Organisation :  
tél. : 45 85 01 85

ANTIQUITES  
BROCANTE

A LA  
BASTILLE

11 AU 20  
MAI 1990

de l'antiquité  
à des prix  
de brocante

## LE WEEK-END DU CHINEUR

ILE-DE-FRANCE  
Samedi 19 mai  
Chartres 14 h. poupées, accessoires.  
Corbeil 14 h 30 Tableaux modernes.  
Saint-Germain-en-Laye 14 h 30 :  
armes, décorations. Verrières  
20 h 30 Tableaux modernes.

Dimanche 20 mai  
Auxerre 14 h 30 : gravures, livres.  
Chantilly 14 h 30 mobilier, objets  
d'art. L'Isle-Adam 14 h 30  
tableaux, orfèvrerie. La  
Varenne-Saint-Hilaire 14 h 30 :  
tableaux, sculptures modernes. Nanterre 14 h. Mobilier, argenterie. Sens 14 h 30 Mobilier, tableaux. Versailles Cheval-Légers 14 h 15 Tableaux, livres, Pontoise 14 h 15 Mobilier, tableaux.

Plus LOIN  
Samedi 19 mai  
Angers 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Auch 14 h 30 : archéologie, Extrême-Orient. Bordeaux 14 h Livres, Canes, 14 h. Affiches de cinéma. Contrexeville 15 h et 21 h. Mobilier, objets d'art. Orléans (rue du pot de fer) 14 h : mobilier, objets d'art. Vesoul 14 h. cartes postales. Vichy 14 h : mobilier, tableaux.

Dimanche 20 mai  
Amiens 14 h. Tableaux. Antibes 14 h 30 Mobilier, objets d'art. Bayeux 14 h. Mobilier, objets d'art. Contrexeville 15 h. et 21 h. mobilier, livres. Dijon 10 h et 21 h : Mobilier, objets d'art. Talence 14 h 30 Mobilier, tableaux.

Etampes 14 h. Mobilier, orfèvrerie. Gien 10 h Dessins. 14 h appareils photo. La Flèche 14 h Mobilier, tableaux. Louviers 14 h 30 Tableaux. Meaux 14 h Dessins, tableaux et sculptures modernes. Nice 14 h. Mobilier, objets d'art. Orléans (Impasse Notre-Dame du Chemin) 14 h. Affiches. Saint-Amand-Montrond 14 h 30 philatélie. Parthenay 14 h 30 Tableaux, mobiliers. Reims 14 h 30 Tapis. Troyes 14 h. Mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS  
Paris-Bastille. Vincennes. Chateau. Le Plessis-Robinson. Fontainebleau. Dijon. Lille. Eaux-à-Arnasac.

► Avis aux ressortissants autrichiens. - Les ressortissants autrichiens résidant à l'étranger sont autorisés à participer aux élections et référendums autrichiens sur le plan national à condition d'être inscrits, dans les délais prévus, sur les registres électoraux en Autriche et de disposer d'une carte d'électeur. Pour les prochaines élections législatives, les ressortissants autrichiens sont priés de s'adresser dès maintenant, et jusqu'au 15 juillet 1990, pour tous renseignements et envoi de formulaires d'inscription, à l'ambassade d'Autriche (6, rue Fabert, 75007 Paris, Tél. : 45-35-95-66) ou au consulat d'Autriche.

VITAL

le bon état  
de la peau

1er Salon  
du  
"Vieux-Vivre"

18 - 20 MAI  
Paris de  
Versailles

Beauté  
Forme  
Nutrition  
Environnement  
Habitat

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
630 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry,  
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Types LEMONDE  
ou 38-15 - Types LM

Impression  
de « Monde »  
12, rue M. Gaudin  
94552 IVRY

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO.

SERVICE A DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, ou indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# AGENDA

## Dimanche 20 mai

### RADIO-TÉLÉVISION

### Vendredi 18 mai

**TF 1**  
20.40 Variétés : Avie de recherche. Invité : Jackie Sardo.  
22.35 Magazine : 52 sur la Une.  
23.35 Série : Enquêtes à l'italienne.  
0.30 C'est à Cannes.  
0.40 Journal, Météo, Bourse.  
1.00 Feuilleton : Mont royal (2 épisodes).  
1.50 Info revue.  
2.50 Feuilleton : Ballerina.  
3.50 Documentaire : Histoires naturelles.

**A 2**  
20.40 Série : L'ami Giono.

**HAMSTER est heureux**  
grand succès de  
**L'AMI GIONO**  
Ce soir  
Antenne 2 - 20h40

21.35 Apostrophes.  
Magazine itinérant de Bernard Pivot. Invités : Pierre-Louis Béné, Jean-Louis de Fauquy, Lucie (Mémoires), note de l'éditeur Laurent Gréssem, Bouve-Méry (1902-1989), François Morend-Nagard (La Gelfin), Emmanuel Robès (Les rives du fleuve bleu).  
22.55 Journal et Météo.  
23.15 Cinéma : Les Misérables. ■■ Film américain de John Huston (1981). Avec Marilyn Monroe, Clark Gable, Montgomery Clift.  
1.15 La nuit du court métrage.

**FR 3**  
20.35 Magazine : Thelassa.  
21.35 Feuilleton : Les tisserands du pouvoir.  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 Magazine : Faut pas rêver.

23.50 Musique : Carnet de notes.

**PROMOTELEC**  
Un conseil  
Promotelec,  
ça vous change  
l'électricité.  
Paris 11 45 22 87 70

0.00 Documentaire : Aventures de l'esprit. Histoire du cinéma, de Jean-Luc Godard.  
2. Une histoire seule.

### CANAL PLUS

20.30 ► Téléfilm : Trafik. D'Alain Duvall, avec 800 Parisiens. Lindsay Duncan (1<sup>re</sup> partie).  
22.45 Flash d'informations.  
22.49 Le Journal du Festival.  
23.00 Cinéma : Les filous. ■■ Film américain de Barry Levinson (1987).  
0.50 Cinéma : Broadcast news. ■■ Film américain de James L. Brooks (1987, v.o.).  
2.55 Cinéma : Les veuves. ■■ Film français classé X de Burt Reynolds (1978).  
4.25 Cinéma : Le fou de guerre. ■■ Film franco-italien de Dino Risai (1985). Avec Coluche, Beppe Grillo, Bernard Blier.  
6.10 Les superstars du catch.

**LA 5**  
20.40 Série : Sur les lieux du crime.  
22.25 Téléfilm : Pour la peau de Mr. Wilde.  
0.00 Journal de minuit.  
0.30 Les incroyables (rediff.).  
1.30 La vallée des pouffiers.  
2.05 Tendresse et passion.  
2.30 Série : Volsin, volsin.

### 3.30 Le journal de la nuit.

### M 6

20.35 Téléfilm : Les demoiselles de Los Angeles.  
22.15 Série : Brigade de nuit.  
23.05 Destination danger.  
0.00 Informations.  
0.10 Capital.  
0.15 Sexy clip.

### LA SEPT

20.00 Documentaire : Cinéma de notre temps. Jacques Rivette (2<sup>e</sup> partie).  
20.55 Cannes instantané.  
21.00 Feuilleton : Zastrozzi.  
22.00 Danse : Coppélia. Ballet de Roland Petit.  
23.30 Documentaire : L'archipel sonore.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 février à Stuttgart) : Concerto pour clavier et orchestre en la majeur BWV 1055, de J.-S. Bach ; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en la mineur op. 89, de Chostakovitch ; Concerto pour clarinette et orchestre op. 74, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en la majeur, de Liszt, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. : Uros Lajovic ; sol : Nicholas Parle, clavier ; Vadim Repin, violon ; Martin Spangenberg, clarinette ; Suzanne Grunzmann, piano.  
22.20 Musique légère.  
23.07 Le livre des mélanges.  
0.30 Poissons d'or.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Andersen.  
21.30 Black and blue.  
22.40 Nuits magnétiques. Félix-Mondo.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

### TF 1

6.10 Série : Mémoires.  
6.35 Série : Passions.  
6.58 Météo (et à 7.48, 11.20).  
7.00 Série : Intrigues.  
7.25 Série : Côté cœur.  
7.55 Jardinez avec Nicolas.  
8.05 Le Disney club.  
10.10 Les animaux de mon cœur.  
10.35 Hic NRJ-TF1.  
11.25 Magazine : Auto-moto.  
11.55 Jeu : Tourné-mariage.  
12.30 Jeu : Le juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Un flic dans la mafia.  
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?  
15.40 Série : Côte Ouest.  
16.35 Tiroir à Longchamp.  
16.40 Dessins animés : Disney parade.  
18.00 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sclaire. Invité : Georges Marchais.

### en librairie

**GEORGES MARCHAIS**  
**DEMOCRATIE**

18.50 Loto sportif.  
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.  
20.40 Cinéma : Airport. ■■ Film américain de George Seaton (1986). Avec Burt Lancaster, Dean Martin, Jean Seberg.  
23.05 Flash d'informations.  
23.10 Cinéma : Les veilleurs. ■■ Film français de Philippe de Broca. Avec Jean-Claude Bouillon (1972). Avec François Périer.  
0.55 C'est à Cannes.  
1.05 Journal et Météo.  
1.30 Concert.  
Symphonie en ut, de Bizet ; Fenselle pour piano et orchestre, de Debussy.  
2.35 Téléfilm : L'année noire (1<sup>re</sup> partie).  
3.30 Documentaire : Histoires naturelles.

### A 2

8.00 Oscar et Deplind.  
8.40 Knock-Knock (rediff.).  
8.47 Jardinages.  
9.00 Connaitre l'islam.  
9.15 Emissions Israélites.  
9.30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.  
10.00 Présence protestante et le jour du Seigneur. L'honneur en secret : Salomon, de Patrice Chagnard.  
11.00 Messe, célébrée à la Chapelle de Paris.  
12.05 Dimanche Martin.  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Dimanche Martin (suite).  
14.55 Série : Mac Giver.  
15.50 L'école des fans.  
16.35 Série : La belle Anglaise.  
17.30 Documentaire : La planète des animaux.  
18.20 Magazine : Stade 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Série : Le Lyonnais.  
22.15 Magazine : L'œil en coulisses.  
De Fabienne Pascaud, Martine Chausson et Georges Paumier. Sommaire : Gérard Jugnot ; Nous, Théo et Vincent Van Gogh, de Jean Mèreud ; Le diamant rose, de Michel Partouret ; La peinture-décorateur Roberto Pini.  
23.15 Journal et Météo.

### FR 3

23.35 Série : Rush.  
8.00 Sandynamita.  
10.00 Jeu : Play bac.  
10.30 Magazine : Mascarnes. Présenté par Gladys Sey. Nous, Théo et Vincent Van Gogh, de Jean Mèreud ; Le diamant rose, de Michel Partouret ; La peinture-décorateur Roberto Pini.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine du monde rural.  
13.30 D'Alain Duvall. Cycle Frédéric Chopin. Concerto n° 1 en mi mineur, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Jan Krenz.  
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.  
Automobile : Rallye de l'Atlas ; Fun et surf en Guedeloupe ; Pongée sous-marine en Guedeloupe ; Volley-ball : France-Brazil.  
17.30 Magazine : Montagne. De Pierre Oudin et Jean-Pierre Locatelli.  
18.00 Amuse 3. Mollissimo ; Les torques.  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
20.00 Série : Benny Hill.  
20.35 Variétés : Chapiteau 3. Emission présentée par

Alexandre Kazan et Julien Courbet à Montpellier.  
Journal et Météo.  
Magazine : La diva.  
D'Henry Chapier. Invité : Françoise Dorin.  
23.00 Cinéma : Un envoyé très spécial. ■■ Film américain de Jack Conway (1939). Avec Clark Gable, Myrna Loy, Walter Pidgeon.  
0.45 Musique : Carnet de notes.

### CANAL PLUS

7.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.  
8.25 Cabou cadin.  
Gophers ; Barney ; Charlot, Pico et Benjamin.  
9.00 Le Journal du Festival (rediff.).  
9.05 Cinéma : Cher frangin. ■■ Film français de Gérard Mordillat (1988). Avec Luc Thillier, Marcus Colucci, Julie Jéquier.  
10.40 Cinéma : Les filous. ■■ Film américain de Barry Levinson (1987). Avec Richard Dreyfuss, Danny DeVito, Barbara Hershey.

### En clair jusqu'à 14.00

12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.  
13.00 Flash d'informations.  
13.05 Magazine : Cinéma été 1990.  
14.00 Téléfilm : Le piège. De Serge Mosi, avec André Dussolier, Grace de Capitani.  
15.40 Documentaire : La France sous tranquillisants. De Dominique Page. Les ravages du stress. Magazine : 24 heures. Rediffusion du 19 mai.  
17.25 Sport : Cyclisme. Tour d'Italie.  
17.50 Le Journal du Festival (rediff.).  
18.00 Cinéma : Et la femme enlève l'homme parfait. ■■ Film américain de Susan Seidelman (1987). Avec John Malkovich, Anna Magnani, Glenn Headly.

### En clair jusqu'à 20.30

19.35 Flash d'informations.  
19.40 Dessins animés : Ça cartoon.  
Présenté par Philippe Dana.  
20.30 Cinéma : La main droite du diable. ■■ Film américain de Costa-Gavras (1988).  
22.30 Flash d'informations.  
22.34 Le Journal du Festival.  
22.40 Cinéma : L'éclipse. ■■ Film franco-italien de Michelangelo Antonioni (1981). Avec Alain Delon, Monica Vitti, Francesco Rabati.  
0.40 Cinéma : Reanimator hospital. ■■ Film américain de Brett Leonard (1989). Avec Jeremy State, Danny Gochneuer, Cheryl Lawson.  
2.15 Documentaire : Les allumés...

### LA 5

6.30 Le Journal permanent.  
8.00 Dessins animés. Le triplé (rediff.) : Le triplé enchaîné (rediff.) ; Le triplé : Sandy Jonquille ; Le triplé : T'es le bonjour d'Albert ; Les triplés (rediff.) ; Vex-y Julie ! ; Les triplés : A plein gaz ; L'accidémie Nèges.  
11.25 Série : Wonder woman.  
12.30 Documentaire : Beauté sauvage. De Frédéric Rossif.  
13.00 Journal.  
13.30 Spécial. Drôles d'histoires.  
14.00 Sport : Moto.  
15.55 Série : K2000.  
15.50 Série : Supercopier.  
16.50 Magazine : Télé-matches dimanche.  
18.00 Série : Riptide.  
18.50 Journal images.  
19.00 Divertissement : Les fileux capiteux.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Cinéma : Le piège. ■■ Film britannique de John Huston (1973). Avec Paul Newman, Dominique Sanda, James Mason.

### 22.25 Téléfilm : La jeune Lady

Chatterley 2.  
23.50 Magazine : Ciné Cinq.  
0.00 Journal de minuit.  
0.10 Les fileux capiteux.  
0.40 Série : Les cinq dernières minutes.  
2.15 Série : Tendresse et passion.  
2.40 Le Journal de la nuit.  
2.50 Tendresse et passion.

### M 6

6.00 Musique : Boulevard des clips (et à 0.35).  
7.50 Variétés : Multitop.  
9.00 Jeu : Pour un clip avec toi.  
10.30 Variétés : Fréquentar.

11.00 Série : L'île fantastique.  
11.55 Infoconsommation.  
12.00 Informations : M 6 express.  
12.05 Magazine : Sport 6 première.  
12.35 Série : La petite maison dans la prairie.  
14.10 Série : Cosby show.  
14.40 Série : Commando du désert.  
15.10 Série : Les envahisseurs.  
16.05 Magazine : Adventure.  
16.15 Série : Brigade de nuit.  
17.05 Série : Vegas.  
18.00 Informations.  
18.05 Série : Devlin connection.  
19.00 Magazine : Culture pub.  
19.30 Série : Murphy Brown.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Cosby show.  
20.35 La cinquième offensive. ■■ Film yougoslave de Stipe Delic (1973). Avec Richard Burton, Irene Pappas.  
22.20 Magazine : Sport 6.  
22.25 Capital.  
22.35 Cinéma : Les tentations de Marianne. ■■ Film français de Francis Leroy (1972).  
0.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Murphy Brown (rediff.).  
2.00 Rediffusions.  
4.30 Feuilleton : Splendeur et misère des courtesanes. De Maurice Cazeneuve (1<sup>er</sup> épisode).

### LA SEPT

14.30 Cours d'Italien.  
15.00 Feuilleton : Zastrozzi (2<sup>e</sup> épisode). De David G. Hopkins.  
16.00 Film d'animation : La traversée de l'Atlantique à la rame. De Jean-François Laguionie.  
16.30 Documentaire : L'âge d'or du cinéma. De John Edwards, David Minge, Bayley Stuck.  
17.00 Documentaire : Cinéma de notre temps. Jacques Rivette (2<sup>e</sup> partie). De Jérôme Bazin, André S. Labadie et Alain Pagnier.  
18.00 Feuilleton : Zastrozzi (4<sup>e</sup> épisode). De David G. Hopkins.  
19.00 Danse : Coppélia. Ballet de Roland Petit.  
20.30 Documentaire : L'archipel sonore. D'André Boucoure-chiev et J.-P. Barget.  
20.55 Cannes instantané.  
21.00 Cinéma : La maudite galerie. ■■ Film canadien de Denys Arcand (1971). Avec Luce Guibault, Marcel Sabourin, René Caron.  
22.45 Court métrage : Le gros et le maigre. De Roman Polanski.  
23.00 Documentaire : France et France. De Clifford Chérin.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Sports et diversissements.  
22.35 Musique : Le concert. Sali Sidibe, chanteuse malienne.  
0.05 Clair de nuit.

### FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (en direct d'Evian) : School for scandal, ouverture, de Barber ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur op. 37, de Beethoven ; Concerto pour orchestre, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique du Curtis Institute of Philadelphia, dir. Michael Stern ; sol : Eugene Istomin, piano.  
23.05 Célébrations. Musiques traditionnelles.  
0.30 Archives dans la nuit.

**loto**  
TRIMOTIF DU 19 MAI 1990  
DU 19 MAI 1990

5 26 27 44 45 47 6

PRIMES TRIMOTIF : 1 2333 480.00 F  
2 333 480.00 F  
3 333 480.00 F  
4 333 480.00 F  
5 333 480.00 F  
6 333 480.00 F

PRIMES TRIMOTIF : 1 2333 480.00 F  
2 333 480.00 F  
3 333 480.00 F  
4 333 480.00 F  
5 333 480.00 F  
6 333 480.00 F

**EMISSION TV SPECIAL**  
ASSOCIATION POUR LA  
RECHERCHE SUR LE CANCER  
LE 19 MAI 1990  
11H15  
SUR FR3

De 15.00 à 19.00 La Sept

سكزا من الأصل



# COMMUNICATION

## Le débat sur le financement des télévisions publiques « La publicité est prise en otage »

nous déclare M. Jacques Bille

Plusieurs hommes politiques et professionnels de l'audiovisuel ont pris position en faveur de la suppression de la publicité sur les télévisions publiques. Les publicitaires expriment dans un communiqué, paru le 17 mai, leur opposition à cette éventuelle suppression. M. Jacques Bille, vice-président de l'Association des agences-conseils en communication (AACC), nous explique pourquoi.

« Quels sont les arguments que vous opposez à une éventuelle suppression des ressources publicitaires sur les télévisions publiques ? »

Les propositions faites en ce sens me semblent dangereuses. D'abord intellectuellement, car elles posent l'axiome inacceptable selon lequel une chaîne qui recherche de la publicité serait contrainte à gagner de l'audience par une programmation forcément médiocre. C'est une équation perverse. Publiée ou pas, la qualité d'audience est dans la nature d'une télévision : la BBC, qui n'en fait pas, tente d'accroître farouchement son audience face à l'ITV. A cela j'ajoute deux observations : c'est insulter les téléspectateurs que de prétendre qu'on les attire grâce à des programmes de mauvaise qualité. Et il est absurde de penser que la suppression de la publicité, comme par un coup de baguette magique, améliorerait ces derniers.

« Ces prises de position me paraissent par ailleurs dangereuses sur le

plan économique. On a l'air de penser qu'une fois enlevées aux chaînes publiques, les ressources publicitaires se reporteraient mécaniquement sur les autres médias, particulièrement sur les télévisions privées. Le paysage n'est pas si harmonieux qu'il paraît. Les investissements faits sur Antenne 2 et FR3, compte tenu de leur audience et de leur image, seraient forcément différents s'ils passaient sur telle ou telle télévision privée. On aboutirait donc à un encombrement sur TF1 - vue sa position dominante -, à un renchérissement des coûts et à leur déstabilisation totale.

« Une telle suppression équivaudrait à une perte globale : pour les supports, pour les annonceurs et pour les consommateurs. Regardez des émissions comme « Ushusita », « Apostrophes » ou « Thelassa » : elles sont très recherchées par les publicitaires, alors que leur audience n'est pas énorme. Elles montrent que la publicité ne va pas là où est la médiocrité. Que les audiences les plus recherchées ne sont pas les plus fortes. Et que les publicitaires sont prêts à payer cher des audiences « utiles ».

« Le problème central, c'est la programmation. En adoptant une politique de programmes conçus pour additionner des publics et les fidéliser, les chaînes publiques doivent pouvoir jouer de leur originalité tout en la préservant. A elles de mettre aussi en place une politique de marketing spécifique ».

« C'est donc un refus clair et net des propositions visant à supprimer la publicité sur Antenne 2 et FR3 ? »

« C'est a priori un refus de principe. La suppression des ressources publicitaires représenterait pour nous un recul. Une fois de plus, les hommes politiques jouent au mécano avec l'audiovisuel. Il y a

pourtant des lois, une instance de régulation. Le paysage est en voie de se fixer. Il a besoin de sérénité et de professionnalisme. Est-il besoin de ressortir une nouvelle loi sur l'audiovisuel ? »

« Le problème de l'audiovisuel public n'est pas dû à l'existence de ressources publicitaires. Et dans le débat qui s'amorce, la publicité est prise en otage. Dans un marché qui comprend six télévisions, les chaînes ne doivent pas jouer l'affrontement mais rechercher la complémentarité. Les publicitaires sont en quête d'audiences précises, segmentées.

« Aujourd'hui, rares sont les produits qui ont besoin d'être promus auprès d'une audience massive. Regardez des émissions comme « Ushusita », « Apostrophes » ou « Thelassa » : elles sont très recherchées par les publicitaires, alors que leur audience n'est pas énorme. Elles montrent que la publicité ne va pas là où est la médiocrité. Que les audiences les plus recherchées ne sont pas les plus fortes. Et que les publicitaires sont prêts à payer cher des audiences « utiles ».

« Le problème central, c'est la programmation. En adoptant une politique de programmes conçus pour additionner des publics et les fidéliser, les chaînes publiques doivent pouvoir jouer de leur originalité tout en la préservant. A elles de mettre aussi en place une politique de marketing spécifique ».

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ

## Les enquêtes du CESP sur le lectorat des journaux

### Le Monde en tête de la presse quotidienne nationale

La presse quotidienne reste le média le plus important en France avec 22 447 000 lecteurs. Mais, selon le Centre d'études des supports de publicité (CESP) qui vient de publier ses résultats d'audience (1) la moitié seulement (53,8 %) de la population française âgée de quinze ans et plus lit régulièrement un quotidien régional, 37,3 % un titre national. La lecture d'un quotidien national est plutôt le fait des hommes (58,9 %) du lectorat régional (35,4 %) et des cadres.

La presse régionale fidélise presque également les lecteurs masculins et féminins (51,3 % et 48,7 %), les 35-49 ans et les plus de 50 ans, tandis que les jeunes de moins de vingt-cinq ans représentent seulement 13,9 % de ses lecteurs. La pénétration des journaux est particulièrement forte dans l'Ouest (60,9 % de la population concernée lit un quotidien), dans l'Est (59,3 %) et dans le sud est et la région méditerranéenne (un peu plus de 50 %).

C'est Ouest-France, premier quotidien français par sa diffusion qui attire le plus grand nombre de lecteurs (2 347 000). Il caracole de

loin à la tête des 77 régionaux, son audience représentant quasiment le double de celles des journaux suivants (la Voix du Nord, Sud-Ouest, le Dauphiné libéré).

Le Monde se classe à la première place des neuf quotidiens nationaux, avec 1 594 000 lecteurs, juste devant le Parisien (1 465 000). Mais il distance nettement le Figaro dont l'audience est de 1 337 000 lecteurs. L'Equipe (1 133 000), Libération (1 048 000), France-Soir (968 000) lecteurs du quotidien et de son supplément gratuit France-Soir-Ouest, l'Humanité et la Croix.

(1) Résultats basés sur un cumul d'enquêtes réalisées auprès de 3 000 personnes en 1987 et en 1988 et de 3 800 personnes de mars 1989 à février 1990.

## CAMPUS

### Actualités télévisées à l'école

Trois cent soixante-dix collèges et lycées de l'académie de Bordeaux vont bénéficier au cours de l'année scolaire 1990-91 d'un outil pédagogique expérimental : cent vingt mille documents représentant trente ans d'actualités télévisées en Aquitaine. FR 3-Aquitaine, le rectorat de l'académie de Bordeaux et l'Etat ont signé une convention qui précise les modalités de l'expérience.

Les archives audiovisuelles de la station régionale ont été, depuis trois ans, restaurées et transcrites sur vidéo. L'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui en est le propriétaire, libère les droits sur cette banque d'images pendant un an. Les enseignants pourront choisir entre trois mille sujets régionaux répertoriés sur minitel par l'éducation nationale. Ils pourront commander la programmation de l'un d'entre eux au minimum deux jours à l'avance. Ces sujets (une trentaine à la fois) seront diffusés sur FR 3-Aquitaine entre 6 heures et 7 heures du matin sous forme d'émissions cryptées. Grâce à des décodeurs identiques à ceux de Canal Plus, et d'ailleurs fournis par la chaîne privée, les enseignants pourront repérer leurs sujets et les enregistrer sur magnétoscope pour en faire un usage pédagogique.

Cette expérience est soutenue et cofinancée par la DATAR (1,5 million de francs) et par FR 3 (500 000 francs). Elle fera l'objet, à l'issue de l'année scolaire, d'une évaluation pédagogique et financière. Si elle est positive, elle pourrait déboucher sur l'extension du procédé à d'autres régions, et susciter la création d'une industrie d'images à usage pédagogique.

### Chorale des grandes écoles

Le chœur et orchestre des grandes écoles, jouera des extraits d'Elis Mendelssohn et la Symphonie du Nouveau Monde de Dvorak, mercredi 23 mai à la salle Pleyel, à Paris. Il jouera aussi le 19 mai à Nancy et le 26 à Leiden, aux Pays-Bas.

### Serveur logidex

Digital et le Centre national universitaire sud de calcul de Montpellier (CNUSC) ont inauguré un serveur de logiciels Digital baptisé Logidex, accessible par le réseau Edunet reliant la trentaine d'universités et d'écoles d'ingénieurs françaises équipées de ce matériel.

## Décès

Après ses vingt mois de lutte contre le cancer, mené avec un courage hors du commun, il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

Jacques BALQUET,

à l'âge de quarante-cinq ans.

L'ont aidé dans ce combat : Chloé, son épouse, Gaëlle, Bodie et Claire, ses filles. Sa famille. Ses nombreux amis. Le professeur Honegger Et toute son équipe.

Selon son souhait, l'incinération aura lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée le samedi 19 mai, à 15 h 30, en l'église catholique française, Hottingerstrasse 36, 8032 Zurich.

Une célébration commémorative aura lieu ultérieurement en France.

« L'amitié est au hasard ce que la famille est à la nécessité. »

Tel est le message qui leur a transmis.

Chloé Balquet, Châlevé 6, 8044 Gockhausen (Suisse).

Le président. La direction générale. Le personnel de la Société générale alsacienne de banque, ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jacques BALQUET, député général pour la Suisse, survenu le 17 mai 1990, à l'âge de quarante-cinq ans.

Une messe sera célébrée le samedi 19 mai, à 15 h 30, en l'église catholique française, Hottingerstrasse 36, 8032 Zurich.

M. René Bricol, son épouse, Claude et David Probst, ses enfants, Stéphane et Mark, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon BRICOL.

Il a fait don de son corps à la science.

Lyon, Saint-Etienne.

M. Frédéric ESCOFFIER, avocat honoraire, a la douleur de faire part du décès de

M. Frédéric ESCOFFIER, née Simone Maillon, docteur en lettres, professeur honoraire à l'Institut catholique de Lyon.

La messe de funérailles a été célébrée le 4 mai 1990, en la chapelle de l'hôpital Sainte-Croix de Lyon (5<sup>e</sup>), dans la plus stricte intimité.

18 bis, rue Roger-Radisson, 69005 Lyon.

M. Claude Girard, son épouse, M. Florent Girard, ses enfants, Le docteur et M. Jacques Leveau et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. veuve André GIRARD, née Simone Lamé,

survenu le 16 mai 1990, en son domicile, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le samedi 19 mai, dans l'intimité familiale.

Un culte commémoratif sera célébré ultérieurement.

98, rue d'Assas, 75006 Paris.

M. René Martinet, M. Marguerite Colonieu, M. Jean-Claude Martinet, M. Frédéric Martinet, Et ses enfants, Elodie, Capucine et Violaine.

M. Pierre Martinet, ont la grande peine de faire part du décès de

Frédéric MARTINET,

leur petit-fils, fils, mari, père et frère,

survenu brutalement dans sa quarante-quatrième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité familiale.

Martine Barberon, Jean-Jacques Bataillon, Didier Ravaut, Jean-Charles Balat, Olivier Reims, Mathias Bloch, Catherine Le Guen, Jean-Eric Biron, Jean-Pierre Lendaiz, Emmanuel du Douët de Gravière, Ainsi que tous les collaborateurs, Et les membres de la SCP d'avocats (Martinet, Bataillon, Barberon, Ravaut et associés), ont la tristesse de faire part du décès de leur ami et associé,

Frédéric MARTINET,

avocat au barreau de Paris, survenu le 14 mai 1990, à Dakar (Sénégal).

208, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.

Le président Et les membres du conseil d'administration de l'ACAVI (Association des cabinets d'avocats à vocation internationale), ont la douleur de faire part du décès de leur secrétaire général

Frédéric MARTINET,

avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire général de l'association Juriste-démarin,

survenu le 14 mai 1990, à Dakar (Sénégal).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

18 bis, rue Roger-Radisson, 69005 Lyon.

Paris, Salvaire-Cajarc.

André SPINGA

s'est éteint le 7 mai 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

Que ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

M. Jean Thieulin, son épouse, Olivier et Cyrille, ses enfants, Les familles Thieulin et Ximénès, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marie-Françoise THIEULIN, née Ximénès, agrégée de l'Université,

survenu le 21 avril 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Tourny (Eure).

70, rue de Reims, 76000 Rouen.

## Anniversaires

Le 18 mai 1989, nous disions au revoir à

Jean-Philippe CUILLE.

Avec François et Matthieu, je remercie tous ceux qui ont su depuis nous aider à regarder la vie en face comme il l'aurait voulu.

Anne Cuillé.

Il y a un an déjà.

Marie-Thérèse MARY

nous quittait.

Ceux qui l'ont connue et aimée auront aujourd'hui une pensée pour elle.

## Communications diverses

SOS attentats appelle les lecteurs à s'associer en pensée à la cérémonie organisée à Brazzaville le 19 mai 1990 à la mémoire des victimes de l'attentat commis le 19 septembre 1989, sur le vol d'UTA au-dessus du Ténéré. Afin que nul n'oublie.

## CARNET DU MONDE

Numéros : 40-45-50-55

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

s'ils nous parviennent avant 8 h

au siège du journal,

7, rue de la Harpe, 75005 Paris Cedex 05.

Tél : 206 8081.

Télécopier : 45-88-77-13.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et abonnés : 77 F

Communications diverses : 90 F

Les lignes en capitales grasset sont

facturées sur le base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

## INSTITUT

### M. Jean-Denis Bredin reçu sous la Coupole

M. Jean-Denis Bredin a été reçu, jeudi 17 mai, à l'Académie française au fauteuil de Marguerite Yourcenar par M. Pierre Moineau. Les textes intégraux des deux discours paraîtront dans le Monde de demain daté dimanche 20-hundi 21 mai.

Il n'est pas dénué de Marguerite Yourcenar de voir son successeur entrer sous la Coupole avec une certaine timidité, entouré de ses deux parrains, le Père Carré et Bertrand Poirot-Delpech, et devant un parterre composé de tout ce que le monde judiciaire et politique compte de prestigieux. Au premier rang, devant les hauts magistrats et les avocats célèbres, avaient pris place plusieurs membres du gouvernement, dont le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas - qui fut longtemps un confrère de M. Bredin, le ministre de la culture, M. Jack Lang ; sur le côté était assis M. Robert Badinter président du Conseil constitutionnel, qui a été, pendant la quasi-totalité de sa carrière d'avocat, l'associé de M. Bredin.

M. Jean-Denis Bredin, dans la parfaite maîtrise d'une éloquence fondée sur une délicate rhétorique de la simplicité, a rendu à Marguerite Yourcenar un hommage qu'elle eût aimé, de ceux où l'on préfère l'exactitude à la flatterie. La suivant de sa naissance à Bruxelles le 8 juin 1903, à sa mort le 17 décembre 1987 dans l'île des

Monts-Déserts aux Etats-Unis. M. Bredin a retracé, avec élégance et précision, le parcours d'une femme vraiment libre, tout en sachant qu'il l'avait, évidemment, simplifiée et qu'il l'aurait, pour parler d'elle (...) ne pas cherché à tout prix dans ses attitudes, dans ses livres, la tranquillité d'une harmonie, les leçons d'une sagesse sans remous ; il l'aurait dit ses apprêts, ses désespoirs, ses folies.

M. Pierre Moineau, à lui, tracé un portrait subtil, drôle, élogieux mais sans complaisance, de M. Bredin, celui que les avocats de sa génération nomment « le tout premier d'entre nous ». Il a rappelé, comme il est d'usage, ses succès et ses œuvres, essais et romans. Il a su aussi parler de cet « enfant sage » premier de la classe dans son lycée, pendant la seconde guerre mondiale, mais déjà secrètement blessé, ayant déjà ce désir de ne jamais aller jusqu'au bout d'un des glorieux destins auxquels il semblait promis. Ainsi refusa-t-il d'entrer à l'Ecole normale supérieure, parce qu'il fallait y être « pensionnaire ». Ainsi, longtemps après, en 1976, alors qu'il était vice-président du mouvement des radicaux de gauche, cessa-t-il ses activités politiques. Mais, cette fois-ci, a souligné Pierre Moineau, il sera difficile de « faire un petit saut de côté », de s'échapper, car l'Académie est bien l'endroit où, nécessairement, on est rejoint par son destin.

Jo. S.

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

SPECIAL  
JUDAÏSME  
avec le Grand Rabbini SIRAT  
Alexandre ADLER  
Marek HALTER

Actualité religieuse  
JUDAÏSME  
N° 11 - 15 mai 1990

Actualité religieuse  
dans le monde

Lettre : 32 F port compris.  
Adressez votre règlement à :  
ARM Développement  
183, bd MALESHERBES  
75008 PARIS CEDEX 17



27. Champagne: accord négociants-viticulteurs  
Le comte du 4-Septembre menacé de fermeture

29. Première société est-européenne cotée à l'Ouest  
Le départ du fondateur d'Habitat

30. Les bénéfices de la C° financière de Suez  
Marchés financiers

Grâce à un déficit de la Sécurité sociale ramené à 8 milliards de francs

Forte hausse de la Bourse de Londres

## La « divine surprise »

Le débat sur la Sécurité sociale n'a pas fini de dérouter les Français. Régulièrement, on prévoit un déficit abyssal pour découvrir quelques mois plus tard une « divine surprise » grâce aux bonnes rentrées de cotisations générées par l'amélioration de l'emploi et l'évolution des salaires.

1990 ne déroge pas à la tradition : le ministre de l'économie « constate avec intérêt que la situation de la Sécurité sociale est moins grave » et, dans la foulée, évoque une éventuelle baisse des cotisations au profit des bas salaires.

Pourtant, cet optimisme repose sur des bases fragiles. En retenant les chiffres avancés par M. Bérégovoy, la détérioration des comptes de 1988 à 1990 atteint tout de même 8 milliards, alors que les recettes n'ont jamais progressé aussi fortement.

Malgré cela, la trésorerie de la Sécurité sociale devrait passer le cap de l'année sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des financements supplémentaires. En revanche, on voit mal comment il serait possible d'en faire l'économie début 1991.

Le ton rassurant adopté par M. Bérégovoy n'est d'ailleurs pas exempt de préoccupations tactiques. Rue de Bercy, on se méfie des conséquences de la prochaine contribution sociale généralisée.

Pour le ministre de l'économie, celle-ci devra réduire les charges sociales pesant sur les bas salaires, mais il n'est pas question qu'elle augmente le niveau des prélèvements obligatoires. A M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, d'en tirer les conséquences en maîtrisant par exemple davantage les dépenses de santé qui, n'a pas manqué de souligner le ministre de l'économie, dérapent actuellement au rythme de 10 % par an.

Même si la détérioration des comptes est pour l'essentiel imputable aux retraites, le point de vue de M. Bérégovoy ne peut être négligé. Dommage, pourtant, que le message codé adressé jeudi par le ministre de l'économie ne contribue guère à une meilleure lisibilité des comptes de la Sécurité sociale.

J.-M. N.

## M. Bérégovoy envisage de réduire certaines cotisations sociales

La prochaine réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale, prévue début juin, devrait faire état d'un déficit « d'une dizaine de milliards de francs » du régime général pour 1990, a déclaré, jeudi 17 mai, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. En novembre dernier, cette même instance avançait un besoin de financement de 11,1 milliards pour la même période.

La Sécurité sociale est dans un « état convenable » qu'il faut « prendre en compte ». A l'heure actuelle, la progression des

Selon le CNPF

### « L'économie française évolue aussi bien qu'il est possible »

« Compte tenu de sa capacité d'offre, l'économie française évolue aussi bien qu'il est possible », écrit le CNPF (Conseil national du patronat français) dans sa dernière note de conjoncture présentée à la presse jeudi 17 mai au matin. « L'expansion s'est modérée au second semestre de 1989, mais les craintes d'un ralentissement qui s'étaient fait jour en début d'année ne se concrétisent pas. La croissance reste soutenue et devrait se poursuivre à un rythme d'au moins 3 % l'an (...). La vigueur des investissements productifs ne se dément pas (...). Cette bonne conjoncture explique que les embauches s'accroissent ».

Abordant le thème du déficit du commerce extérieur, le CNPF écrit : « La situation s'est nettement redressée (...) et tout laisse penser que ce redressement devrait se poursuivre ».

Seul point d'ombre pour le CNPF : le taux d'épargne des entreprises a diminué, conséquence de la pression fiscale et de la lourdeur des frais financiers.

Dénouant les rumeurs de contrôle du groupe privé

## M. Jean-Luc Lagardère prend la défense de Dassault

Le président-directeur général du groupe Matra, M. Jean-Luc Lagardère, a pris avec passion, mercredi 16 mai, la défense du groupe Dassault devant les membres de l'Association de la presse anglo-américaine de Paris, en affirmant, contrairement à des rumeurs, qu'il n'avait pas été sollicité par le gouvernement français pour contrôler cette société, qui connaît des problèmes.

« Dassault », a dit M. Lagardère, « n'est pas dans une situation catastrophique, même si cette société mérite beaucoup d'attention. Au contraire, elle représente un potentiel important et une forte valeur dans un domaine où il y a, c'est vrai, des interrogations, comme il en existe aussi dans des entreprises américaines ou britanniques. » M. Lagardère faisait allusion aux difficultés rencontrées par le groupe Dassault dans ses exportations.

## Matra céderait au GIAT sa filiale Manurhin-Défense

Le groupe Matra a réservé une option au Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) pour la reprise, par ce dernier, de la totalité ou d'une partie du capital qu'il détient dans la société Manurhin-Défense, filiale de Matra-Défense-Espace. Un accord de principe est acquis, mais il reste à définir le schéma financier et les structures juridiques de ce projet de cession.

Employant 1 025 personnes dans ses usines de Cusset (Allier) et de Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône), pour un chiffre d'affaires de 750 millions de francs, Manurhin-Défense fabrique des armes légères, des roquettes antichars (comme l'Apilas), des équipements de missiles et de pyrotechnie. Cette société est détenue jusqu'à 80 % du capital, les 20 % restants étant dis-

tributés du régime général est de 7,5 % alors qu'il y a six mois les experts ne tablèrent que sur une croissance de 5,8 %. Le déficit prévu pour cette année représente « l'épaisseur d'un trait », a poursuivi le ministre au cours d'un point de presse. « Il n'en reste pas moins que la dérive des dépenses d'assurance-maladie demeure préoccupante (+10 %). C'est trop par rapport à notre croissance économique », a-t-il souligné.

Quant à la prochaine instauration d'une contribution généralisée à l'ensemble des revenus au profit de la Sécurité sociale - qui permettrait de mieux répartir le financement du régime général, qui pèse pour l'essentiel sur la masse salariale - elle ne doit pas être déconnectée de la nécessité, récemment affirmée par le chef de l'Etat d'améliorer la situation des bas et moyens salaires.

M. Bérégovoy a évoqué l'éventualité d'un allègement des charges pesant sur les basses rémunérations sans pour autant indiquer si cela devrait concerner les cotisations supportées par les entreprises ou celles acquittées par les salariés. Ce débat « n'est pas tranché », a-t-il souligné.

Le ministre s'est par ailleurs déclaré favorable à un « coup de pouce » sur le SMIC au 1<sup>er</sup> juillet prochain et a affirmé « ne pas être hostile » au « point de vue » du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, qui s'était prononcé pour un relèvement automatique de 1,5 %, auquel s'ajoutait un « coup de pouce » de 0,5 %. « Sur le chiffre fixé, il n'y a pas matière à discussion », a-t-il dit, tout en précisant qu'il laisserait au premier ministre « le soin de trancher ».

tions militaires (le Monde du 14 avril) et aux intentions prêtées à une partie de l'entourage du premier ministre - contre l'avis du ministre de la défense et de la délégation générale pour l'armement - de demander à d'autres industriels aéronautiques français de prendre en main les destinées du groupe privé.

« Je ne crois pas », a indiqué le président-directeur général de Matra, que M. Jean-Pierre Chevènement ait demandé à des industriels, comme Aérospatiale, Thomson ou Matra, de prendre le contrôle de Dassault. En tous les cas, on ne me l'a pas demandé, et je serais surpris qu'Aérospatiale décline cette invitation, si elle lui avait été faite. Il ne faut pas attacher cette société par des menaces de prise de contrôle ou de fusion, qui aboutiraient à sa noyade ».

## La Générale des Eaux se lance dans l'hôtellerie

Dans sa volonté de créer un groupe immobilier « pluriservices », l'immobilière Phénix, filiale de la Compagnie générale des eaux, entame une nouvelle diversification : elle vient de reprendre, avec l'intention de l'exploiter, le patrimoine hôtelier parisien de Jando (dont elle avait déjà acquis la moitié) : vingt hôtels (800 chambres) actuellement en rénovation, où elle va dépenser une centaine de millions de francs pour les transformer en trois étoiles. En outre, elle entend en acquérir encore dix autres dans les trois arrondissements (VIII, XV et XVI) où elle n'en possède pas.

La constitution d'une chaîne hôtelière prolongera l'activité de gestion de résidences de loisirs que mène la filiale de Phénix, Vacancel. La demande de chambres d'hôtel dans Paris est telle que l'opération paraît sans risques : Phénix va d'ailleurs se limiter à l'hébergement sans restauration. Le groupe a également repris à Jando Finance et entend rénover la moitié de la tour de bureaux périphérique (en bordure du boulevard périphérique) et du palace cannois Gray-d'Albion, qu'il n'entend pas exploiter, et

## M<sup>me</sup> Thatcher ne s'opposerait plus à une entrée de la livre dans le SME

M<sup>me</sup> Thatcher aurait enfin pris la décision, plus politique qu'économique, de faire entrer la livre dans le mécanisme de change du système monétaire européen (SME). Cet événement, tant attendu, pourrait avoir lieu dans les prochains mois. Ce qui n'est encore qu'une rumeur a suffi jeudi 17 mai à faire s'envoler la Bourse de Londres et à doper la livre. L'indice Footsie a progressé de 2,8 %, sa plus forte augmentation en une seule journée depuis novembre 1987.

LONDRES

de notre correspondant

La City, le patronat et une bonne partie de la classe politique sont convaincus depuis un certain temps déjà que l'entrée dans le SME serait bénéfique. M<sup>me</sup> Thatcher, par nostalgie du « grand large » et du passé impérial, ne voit pas ce qu'il y a de glorieux à arrimer la devise britannique à un système dominé par le mark ouest-allemand. Chacun connaissait ses arrière-pensées, et les porte-parole gouvernementaux esquivaient une souris entendue lorsqu'ils répétaient la formule convenue, inventée par la « Dame de fer », selon laquelle la Grande-Bretagne adhérerait au SME « lorsque le moment serait venu ».

La doctrine officielle n'a pas changé : l'entrée dans le SME ne pourra s'effectuer que lorsque la Grande-Bretagne aura un niveau

d'inflation comparable à celui de ses partenaires européens. Mais le ton n'est plus le même. Et surtout l'assurance des membres du cabinet qui ont pris la parole récemment sur ce sujet semble prouver que l'opposition de principe de M<sup>me</sup> Thatcher est tombée. Jusque-là, ils marchaient sur des œufs dès qu'il était question du SME, sachant trop bien quels étaient les sentiments de leur patronne à l'égard d'une institution qu'un de ses conseillers économiques préférés avait publiquement qualifiée de « mal fée ».

Augmentation du chômage

Les experts en sémantique du Financial Times avaient décelé un changement subtil dans les termes employés par M<sup>me</sup> Thatcher le 12 mai dans un discours devant les conservateurs écossais. Le chancelier de l'Echiquier, M. John Major, avait paru préparer les milieux d'affaires américains et européens à une entrée assez rapprochée dans le SME dans un entretien paru jeudi dans le Wall Street Journal. M. Major a été un peu plus loin jeudi soir lors du dîner annuel du patronat britannique. « Je suis sûr que nous gagnerons à adhérer au SME, et nous le ferons dès que nos conditions seront remplies. Mais il s'agit d'une discipline supplémentaire, qui doit renforcer notre prudence en matière monétaire, et non la remplacer », a-t-il déclaré.

La City est en tout cas persuadée que M<sup>me</sup> Thatcher a donné le feu vert à M. Major pour trouver la date la plus appropriée à l'ad-

sion de la Grande-Bretagne. Une banque américaine avançait celle du 11 juillet. De l'avis général, il ne s'agit plus désormais que de quelques mois.

La City était d'autant plus enthousiaste que le nombre des chômeurs a légèrement augmenté en avril, renversant une tendance constante depuis près de quatre ans, ce qui semble montrer que le refroidissement de l'économie voulu par M. Major est en cours. Le ministère de l'emploi a annoncé qu'il y avait 1 200 chômeurs de plus en avril, soit 1 605 600 au total en données corrigées des variations saisonnières. C'est la première augmentation depuis juillet 1986. La différence est cependant si minime que le taux, qui se situe dans la moyenne basse européenne, reste inchangé à 5,6 %.

Peu enclins à la préoccupation sociale, les analystes de la City estiment que l'événement va tempérer les revendications salariales, qui dépassent souvent 10 % en rythme annuel, et alimenter l'inflation.

M<sup>me</sup> Thatcher a déclaré de son côté que le nombre des chômeurs continuerait à s'accroître si l'augmentation des salaires n'allait pas de pair avec celle de la productivité. « Si nos coûts unitaires de travail progressent davantage que ceux de nos concurrents, le chômage augmentera », a-t-elle affirmé. Une stabilisation ou une augmentation modérée du nombre des chômeurs est désormais l'hypothèse la plus probable pour les mois qui viennent.

DOMINIQUE DHOMBRES

A Paris, près de la Madeleine

## Le mètre carré à 140 000 F

Nouveau record battu : le prix du mètre carré de bureau, à Paris, près de la Madeleine, nouveau triangle d'or après les Champs-Élysées et l'avenue Montaigne, approche aujourd'hui 140 000 francs : Parisbas va vendre en effet aux AGF (Assurances Générales de France) un immeuble de bureaux de 11 000 m<sup>2</sup> pour plus de 1,5 milliard et demi de francs.

Ce nouveau record a toutes chances d'être provisoire, pour plusieurs raisons : les grandes surfaces de bureaux sont rares au cœur le plus prestigieux de la capitale, et il n'y a aucune chance qu'elles se multiplient.

Tous les acteurs immobiliers ne cessent de comparer les prix parisiens aux prix de Londres, New-York ou Tokyo, ce qui pousse à la hausse ; enfin chaque acquéreur n'hésite pas, en période de forte spéculation, à « prendre son bénéfice », dès que la hausse des prix rend l'arbitrage suffisamment attrayant.

Par l'intermédiaire de l'Immobilier Phénix

## La Générale des Eaux se lance dans l'hôtellerie

Dans sa volonté de créer un groupe immobilier « pluriservices », l'immobilière Phénix, filiale de la Compagnie générale des eaux, entame une nouvelle diversification : elle vient de reprendre, avec l'intention de l'exploiter, le patrimoine hôtelier parisien de Jando (dont elle avait déjà acquis la moitié) : vingt hôtels (800 chambres) actuellement en rénovation, où elle va dépenser une centaine de millions de francs pour les transformer en trois étoiles. En outre, elle entend en acquérir encore dix autres dans les trois arrondissements (VIII, XV et XVI) où elle n'en possède pas.

La constitution d'une chaîne hôtelière prolongera l'activité de gestion de résidences de loisirs que mène la filiale de Phénix, Vacancel. La demande de chambres d'hôtel dans Paris est telle que l'opération paraît sans risques : Phénix va d'ailleurs se limiter à l'hébergement sans restauration. Le groupe a également repris à Jando Finance et entend rénover la moitié de la tour de bureaux périphérique (en bordure du boulevard périphérique) et du palace cannois Gray-d'Albion, qu'il n'entend pas exploiter, et



Par l'intermédiaire de l'Immobilier Phénix

## La Générale des Eaux se lance dans l'hôtellerie

Dans sa volonté de créer un groupe immobilier « pluriservices », l'immobilière Phénix, filiale de la Compagnie générale des eaux, entame une nouvelle diversification : elle vient de reprendre, avec l'intention de l'exploiter, le patrimoine hôtelier parisien de Jando (dont elle avait déjà acquis la moitié) : vingt hôtels (800 chambres) actuellement en rénovation, où elle va dépenser une centaine de millions de francs pour les transformer en trois étoiles. En outre, elle entend en acquérir encore dix autres dans les trois arrondissements (VIII, XV et XVI) où elle n'en possède pas.

La constitution d'une chaîne hôtelière prolongera l'activité de gestion de résidences de loisirs que mène la filiale de Phénix, Vacancel. La demande de chambres d'hôtel dans Paris est telle que l'opération paraît sans risques : Phénix va d'ailleurs se limiter à l'hébergement sans restauration. Le groupe a également repris à Jando Finance et entend rénover la moitié de la tour de bureaux périphérique (en bordure du boulevard périphérique) et du palace cannois Gray-d'Albion, qu'il n'entend pas exploiter, et

ne conservera peut-être pas. Un développement trop large dans l'hôtellerie pourrait entraîner quelques difficultés avec le groupe hôtelier Accor, dont la Générale des eaux est un actionnaire important avec 6,97 % du capital. Dans Paris, Accor n'a guère de trois étoiles (Novotel), mais une dizaine de deux étoiles (Ibis-Uribs).

G. H.

THF rachète les hôtels Crest. - C'est finalement Trust House Forte (THF), le premier groupe hôtelier britannique et l'un des premiers mondiaux, avec 900 établissements, dont 250 en Grande-Bretagne, qui a racheté pour 300 millions de livres cash (environ 2,8 milliards de francs) les 47 hôtels de la chaîne Crest (sur 55) mis en vente par le groupe britannique Bass. Ces hôtels d'affaires, trois ou quatre étoiles, vont compléter les 39 établissements du réseau Post House de THF. Le prix (environ 63 000 livres la chambre) est un peu inférieur aux prévisions des analystes financiers, qui tournaient autour de 350 millions de livres.

## INSOLITE

### Idees lumineuses

Quelques Français ont dû être surpris en recevant leur dernière facture de gaz et d'électricité. Que leur proposait EDF-GDF, deux établissements publics supposés leur fournir l'énergie capable, entre autres, de les chauffer et de les éclairer ? Une lampe de secours s'allumant automatiquement ! EDF redoutait-il tant ses propres pannes pour se mettre à distribuer des lampes de poche aux usagers ?

En réalité, la lampe de secours en question n'est que l'un des trois cadeaux proposés par EDF-GDF aux clients qui opteraient pour le paiement mensuel des factures... Les deux autres présents proposés sont une pendulette et une « parure de stylos ». Le premier permettra notamment à l'usager ayant opté pour les tarifs jours-nuit de vérifier que son compteur de nuit s'enclenche aux bonnes heures. Le second ne lui servira en tout cas plus à payer les factures de gaz et d'électricité puisque les sommes seront prélevées directement sur son compte...

مكتبة من الأصل







# ÉCONOMIE

## SOCIAL

En conflit avec la Sécurité sociale

### Le centre de santé du 4-Septembre est menacé de fermeture

Le dispensaire du 4-Septembre, à Paris, qui ne dispose plus de convention tarifaire à la suite d'une décision de la Caisse primaire d'assurance-maladie et applique à ses patients les tarifs d'autorité (honoraires de 4 à 8 francs), vient de faire l'objet d'une demande de saisie par l'URSSAF, qui lui réclame 431 000 francs d'arriérés de cotisations sociales après avoir refusé une demande d'échecancier.

La direction de cet établissement, dont un récent rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) soulignait qu'il illustre bien les difficultés dans lesquelles se trouvent les centres de santé dans leurs relations avec les caisses primaires (Le Monde du 10 avril), a lancé un appel à M. Claude Evin, ministre de la

solidarité, afin qu'il intervienne dans ce conflit. Dans une lettre adressée au ministre, M. Louis-Auguste Girault de Courcelle, directeur du centre, rappelle que le rapport de l'IGAS « préconise le conventionnement automatique des centres de santé » et redoute d'être contraint d'annoncer la fermeture de son établissement, dont les médecins ont accepté depuis trois mois d'être rémunérés au SMIC.

Le centre médical du 4-Septembre, dont la vocation est d'assurer « une médecine de qualité et à la portée de tous » en refusant notamment de dépasser les tarifs de la Sécurité sociale, a reçu le soutien du Comité national de liaison des centres de santé et de l'Union syndicale des médecins de centres de santé.

J.-M. N.

## AGRICULTURE

### Négociants et viticulteurs de Champagne ont conclu un accord

Les négociants et les viticulteurs champenois ont signé, jeudi 17 mai, un accord portant sur l'encadrement du marché des transactions sur le raisin pour les trois années à venir. Cet accord vient combler le vide créé par le non-renouvellement, en avril, du contrat interprofessionnel en vigueur depuis trente ans. Établi sur un engagement d'achat et de vente à un prix obligatoire du raisin, il a été dénoncé par le négociant en raison du

trop faible taux d'approvisionnement consenti aux maisons de champagne par les 15 000 vignerons.

L'accord conclu le 17 mai, qui vise à éviter une flambée des cours et une « anarchie » du marché, consacre le retour à un prix libre, mais proche d'un prix indicatif fixé par le Comité interprofessionnel des vins de Champagne (CIVC). Des plafonds d'achat ont en outre été fixés pour les négociants.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

#### OBJET

Liaison A. 29  
Pont de Normandie entre la route industrielle et la route de l'estuaire.

Communes de SANDOUILLE et OUDALLE

#### ENQUÊTES PUBLIQUES

#### 1<sup>er</sup> AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie et du département de Seine-Maritime informe le public que, par arrêté en date du 3 mai 1990, il sera procédé :

- à une enquête sur l'utilité publique du projet de liaison routière entre l'autoroute A. 29 et le pont de Normandie, sur le territoire des communes d'Oudalle et de Sandouville (en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement) ;
  - à une enquête publique relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, conformément à l'article 25 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 concernant le changement d'utilisation des zones du domaine public maritime sur le territoire des communes d'Oudalle et de Sandouville ;
  - à une enquête publique sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Oudalle et de Sandouville.
- Le dossier se rapportant à ces enquêtes, qui se dérouleront pendant 31 jours consécutifs, du 5 juin au 5 juillet 1990 inclus, sera mis à la disposition du public :
- à la sous-préfecture du Havre les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 8 h 30 à 16 h, les samedis de 10 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
  - à la mairie d'Oudalle les lundis et jeudis de 14 h à 16 h, les vendredis de 14 h à 15 h, les samedis de 11 h à 12 h (mardis, mercredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
  - à la mairie de Sandouville les lundis de 14 h 30 à 16 h, les mardis et jeudis de 17 h à 19 h, les vendredis de 10 h à 12 h, les mercredis de 10 h à 11 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).
- Afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser, par écrit, au président de la commission d'enquêtes à l'adresse de la sous-préfecture du Havre ou de ces mairies.
- Pendant la durée des enquêtes un dossier technique sera également déposé à titre d'information tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement à Rouen de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30.
- Pendant les trois derniers jours, les 3, 4 et 5 juillet 1990, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, l'un ou l'autre des membres de la commission d'enquêtes recevra en personne, à la sous-préfecture du Havre, les observations du public.
- La commission d'enquêtes sera présidée par :
- M. Maurice Roy, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, demeurant 5, avenue Louise, 95230 Saisy-sous-Montmorency.
- Avec lequel siègeront :
- M. Paul Collette, ingénieur divisionnaire des Travaux publics de l'État, en retraite, demeurant 12, rue des Fonds-Thiers à Mont-Saint-Aignan, 76130 ;
  - M. Rémy Davenne, ingénieur retraité de l'Ecole supérieure des géomètres experts et topographes, demeurant 1, résidence de Guise, 76260 EU.
- Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquêtes sera déposée aux mairies d'Oudalle et de Sandouville, à la sous-préfecture du Havre, à la direction départementale des infrastructures, à M. le président du tribunal administratif de Rouen, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, cité administrative, rue St-Sever à Rouen.
- Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

LE PRÉFET.

## TRANSPORTS

### Indian Airlines veut céder ses Airbus A 320

La compagnie Indian Airlines a commencé à proposer aux autres compagnies d'acheter ou de louer ses quatorze Airbus A 320 restants, et les quatre en instance de livraison, après l'accident d'un appareil de ce type, le 14 février, à Bangalore (Inde), qui avait fait 91 victimes. Depuis cette date, le gouvernement indien a interdit l'exploitation des Airbus A 320 en attendant les rapports qui ont mis en lumière les fautes commises par l'équipage de l'avion accidenté et les conditions « hasardeuses »

qui a été retenu. Air Afrique en achètera quatre exemplaires ferme et à pris quatre options. Par ailleurs, le désistement d'une compagnie de charters française lui permettra d'en récupérer un autre. Ces avions lui seront livrés de 1991 à 1995. Le coût de ces acquisitions est évalué à 3,5 milliards de francs.

Après avoir fait de cette affaire une arme de guerre contre le précédent premier ministre, M. Rajiv Gandhi, qui avait choisi l'avion, le gouvernement indien ne pouvait remettre l'Airbus, même blanchi, en service. Pour mettre fin à la coûteuse inactivité de ses avions (80 millions de francs par semaine), il a donc choisi de les vendre ou de les louer, et s'apprête à faire de la publicité à ce sujet.

Le président sortant de Philips, M. Cornelius Van der Klugt, a rejeté jeudi 17 mai à Bruxelles les accusations de « négligence » portées contre sa gestion, exprimant son amertume face « aux accusations sans fondement » dont il estime avoir été l'objet. « Il n'y a eu ni incompétence, ni ignorance, ni négligence » dans la gestion de Philips, a-t-il affirmé dans une déclaration lue à la presse, en marge d'un colloque sur l'union monétaire de la CEE. M. Van der Klugt a minimisé la crise traversée

par Philips : « Il y a simplement eu un petit problème au premier trimestre » parce que « pour la première fois en cinq ans il n'y a pas eu les résultats prévus ». Mais, selon lui, « des mesures fortes » seraient nécessaires « sur le plan de l'organisation » dans les deux branches faibles de Philips, l'informatique et les circuits intégrés. Enfin, il a affirmé avoir pris l'initiative de se retirer, car il s'agissait « du meilleur moyen de restaurer la confiance dans la société ». — (AFP)

## INDUSTRIES

### La crise à la tête du groupe néerlandais Le président de Philips se défend

Le groupe public français d'assurances, le GAN, va procéder dans le courant du mois de juin à une augmentation de capital de 2,5 milliards de francs, a annoncé jeudi 17 mai à Londres M. François Heilbronner, son PDG. « L'appel au marché se fera environ à 60 % en France, et à 40 % sur le marché international », a-t-il ajouté. Comme l'UAP, le GAN veut profiter des récentes ouvertures de la législation française sur la participation de l'État pour réduire la part publique de 85 à 75 %. Si l'on inclut

le rapprochement entre Orléans et le groupe CFP-Total, le GAN aura, à l'issue de cette opération, augmenté ses fonds propres de 3,6 milliards de francs en 1990. Cet apport d'argent frais devrait permettre au GAN de poursuivre une politique d'acquisition active. L'assureur a commencé l'année avec la prise de contrôle de la société d'assurance vie britannique General Portfolio (4 milliards de francs de primes en 1990). M. Heilbronner n'a pas exclu que le groupe procède à d'autres acquisitions de « sociétés moyennes en Europe ».

### Après le recours au marché de l'UAP Le GAN va augmenter son capital de 2,5 milliards de francs en juin

Le groupe public français d'assurances, le GAN, va procéder dans le courant du mois de juin à une augmentation de capital de 2,5 milliards de francs, a annoncé jeudi 17 mai à Londres M. François Heilbronner, son PDG. « L'appel au marché se fera environ à 60 % en France, et à 40 % sur le marché international », a-t-il ajouté. Comme l'UAP, le GAN veut profiter des récentes ouvertures de la législation française sur la participation de l'État pour réduire la part publique de 85 à 75 %. Si l'on inclut

le rapprochement entre Orléans et le groupe CFP-Total, le GAN aura, à l'issue de cette opération, augmenté ses fonds propres de 3,6 milliards de francs en 1990. Cet apport d'argent frais devrait permettre au GAN de poursuivre une politique d'acquisition active. L'assureur a commencé l'année avec la prise de contrôle de la société d'assurance vie britannique General Portfolio (4 milliards de francs de primes en 1990). M. Heilbronner n'a pas exclu que le groupe procède à d'autres acquisitions de « sociétés moyennes en Europe ».

Grève à la Société générale. — La CFTD s'est félicitée, jeudi 17 mai, du bon suivi du mouvement de grève auquel elle avait appelé, le jour même à la Société générale, pour protester contre « des conditions de travail déplorables » et « l'incapacité de la direction à entamer un dialogue social constructif ». La centrale syndicale, qui représente 35 % des voix aux élections professionnelles, avait notamment relevé une proportion de 95 % de grévistes à Bayonne, 80 % à Nancy et 50 % à Bordeaux et à Caen, où le mouvement devait être reconduit vendredi. La direction de la Société générale a, en revanche, estimé que seuls 3,98 % des effectifs avaient cessé le travail, cette proportion s'élevant à 4,13 % dans les services centraux parisiens et à 3,91 % dans les réseaux.

Opération « ville morte » à Morreux en solidarité avec l'industrie horlogère. — L'opération « ville morte », organisée jeudi 17 mai à Morreux (Doubs), à l'initiative de la municipalité (divers droite), en solidarité avec l'industrie et les salariés de l'horlogerie, a été largement suivie. Ce mouvement de protestation avait été décidé à la suite du dépôt de bilan, le 17 avril, de la société Catlin, cinquième entreprise horlogère de la région à devoir s'en remettre à la justice depuis le début de l'année. Pour l'heure, cette série de dépôts de bilan menace quelque quatre cent cinquante emplois au moment où la moitié de la population active de l'ancienne capitale de la montre (6 800 habitants) est encore employée dans ce secteur. Quatre cents personnes ont, par ailleurs, participé au « rassemblement pour l'emploi ».

(Publicité)

## BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société Anonyme au Capital de Lit. 1.000.000.000  
Régistrée à la S.R.L. 210.500.000.000  
Séjour Social : 8 Piazza della Scala, Milan - Registre des Sociétés no. 2774 - Tribunal de Milan

### RENVOI DE L'ASSEMBLÉE

Messieurs les Actionnaires sont informés que l'Assemblée ordinaire, n'ayant pas pu se tenir en première convocation en raison de l'absence du quorum, aura lieu en deuxième convocation le 25 Mai 1990 à 10h à Milan, 1 Piazza Belgioioso, ainsi qu'il était prévu dans l'avis de convocation déjà publié.

## REPÈRES

### RESERVES DE CHANGE

#### Hausse en France

Les réserves de change de la France ont augmenté de 15,4 milliards de francs en avril, atteignant à la fin du mois dernier 358,5 milliards de francs. Les seules réserves de devises ont augmenté en avril de 19,9 milliards de francs tandis que les avoirs en écus diminuaient de 4,6 milliards de francs.

### EXCÉDENTS COMMERCIAUX

#### Baisse au Japon

L'excédent du commerce extérieur japonais n'a été que d'un peu plus de 15 milliards de francs en avril, soit une diminution de 50 % par rapport à avril 1989. Pour la septième fois consécutive, les exportations ont baissé. Le ministère des finances nippon a déclaré que cette baisse risquait de se poursuivre, un nombre grandissant d'automobiles étant fabriquées à l'étranger. Inversement l'acier japonais est de plus en plus absorbé par le marché intérieur, les achats chinois et soviétiques se réduisant.

L'excédent commercial du Japon avec les États-Unis a baissé de 46,2 % en avril par rapport au même mois de 1989 pour revenir à 13,52 milliards de francs. L'excédent nippon avec la CEE a également baissé pour revenir à 7,84 milliards de francs (-36,1 % par rapport à avril 1989).

### COMMERCE EXTÉRIEUR

#### Déficit américain de 8,4 milliards de dollars en mars

Le déficit du commerce extérieur des États-Unis a atteint 8,4 milliards de dollars (environ 46,2 milliards de francs) en mars, après 8,1 milliards en février, ce qui était le meilleur résultat enregistré dans ce domaine depuis décembre 1983. Sur les trois premiers mois de l'année, le déficit américain atteint 23,8 milliards de dollars soit une moyenne mensuelle de 7,9 milliards de dollars, inférieure aux 8,8 milliards mensuels enregistrés au cours du premier trimestre 1989.

Le résultat de mars est obtenu malgré une progression très forte des importations (+10 %) qui, avec 41,7 milliards de dollars, ont trôné leur record absolu d'octobre 1989 (41,3 milliards), les exportations augmentant elles aussi rapidement (+4,6 %) pour atteindre 33,3 milliards de dollars.

### MATIÈRES PREMIÈRES

#### Baisse des prix pour la France

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont baissé (en francs) de 1,8 % en avril par rapport à mars. Sur un an (par rapport à avril 1989) les prix restent stables dans l'ensemble. Mais les prix des matières premières industrielles augmentent de 4,7 % alors que ceux des matières premières alimentaires baissent de 17 %.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

#### OBJET

Voie Sud III  
Itinéraire entre l'avenue Franklin-Roosevelt à Grand-Quevilly et l'autoroute A. 15 à Rouen  
Enquêtes publiques sur le territoire des communes de Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Rouen

#### 1<sup>er</sup> AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, informe le public que par arrêté en date du 27 avril 1990, il a été prescrit l'ouverture :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la voie Sud III entre l'avenue des Alliés (carrefour giratoire à la limite des communes de Grand-Quevilly et Petit-Quevilly) et l'avenue Jean-Rondeaux à Rouen, suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
  - d'une enquête publique en vue du classement en route express de l'itinéraire de la voie Sud III comprise entre l'avenue Franklin-Roosevelt à Grand-Quevilly et l'autoroute A. 15 à Rouen ;
  - d'une enquête publique sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Rouen.
- Les dossiers se rapportant à ces enquêtes qui se dérouleront du mardi 5 juin 1990 au jeudi 5 juillet 1990 inclus seront mis à la disposition du public dans les mairies de :
- Grand-Quevilly de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 heures, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 h 30 les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
  - Petit-Quevilly de 8 h 15 à 17 h 30 les lundis, mardis, mercredis et jeudis et de 8 h 15 à 16 h 30 les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
  - Rouen de 8 h 15 à 18 h 45 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).
- Pendant la durée des enquêtes, un dossier technique sera également déposé à titre d'information tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement à Rouen, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 30.
- Pendant les trois derniers jours, les 3, 4 et 5 juillet 1990, l'un ou l'autre des membres de la commission d'enquêtes recevra, en personne, les observations du public à la mairie de :
- Grand-Quevilly, le mardi 3 juillet 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;
  - Petit-Quevilly, le mercredi 4 juillet 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;
  - Rouen, le jeudi 5 juillet 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;
- La commission d'enquêtes sera présidée par :
- M. Jean-Pierre Bégin, directeur de préfecture en retraite demeurant Grande-Rue à Fécamp-sur-Risle, 77760.
- Avec lequel siègeront :
- M. Roger Colombat, géomètre-expert DPLG, 2, avenue René-Coty à Lillebonne, 78170 ;
  - M. Marcel Poira, ingénieur des TPE retraité, demeurant 28, boulevard de Verdun à Dieppe, 76200.
- Une copie du rapport d'enquête dans lequel la commission d'enquêtes aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée dans les mairies de Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Rouen, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, cité administrative, rue St-Sever à Rouen.
- Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

LE PRÉFET.

مكتبة من الأصل



Le Monde  
AUTOMOBILE

**Concession VAG. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren**  
proposant :  
■ UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m<sup>2</sup> pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, 300 m<sup>2</sup> supplémentaires.  
■ UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.  
■ UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de précises interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...  
Ouverture du lundi au vendredi de 9h à 19h, de samedi de 9h à 18h.  
Ouverture du samedi au lundi au vendredi de 9h à 19h, de samedi de 9h à 18h.  
Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.  
VAG Audi  
Etablissements Suffren 90 rue de la Fédération - 75015 Paris - Tél. : 47.54.09.53  
Accueil Après-Vente - 47, rue de la Fédération - 75015 Paris

**AUTOBIANCHI**  
AUTOBANCHI A112 LX  
mod. 84, bon état général,  
12 000 F à débiter  
THIERRY 45-55-91-82  
(p. 43-55, heures bar.)

**BMW**  
732 i AUTOM. 1600 cc.  
gris mét. verni, int. cuir, bleu,  
radio K7, alarme, jantes  
aluminium, 121 000 km, 42 000 F.  
INVOLUEZ 47-25-43-28, bar.  
47-25-27-28, dom.

728 i LUXE AUT., 1600 cc.  
gris mét. verni, int. cuir, bleu,  
radio K7, alarme, jantes  
aluminium, 121 000 km, 42 000 F.  
INVOLUEZ 47-25-43-28, bar.  
47-25-27-28, dom.

728 i LUXE AUT., 1600 cc.  
gris mét. verni, int. cuir, bleu,  
radio K7, alarme, jantes  
aluminium, 121 000 km, 42 000 F.  
INVOLUEZ 47-25-43-28, bar.  
47-25-27-28, dom.

**CADILLAC**  
RENE PETIT SA  
CADILLAC  
disponible, prix spécial.  
Nous consulter - 42-41-40-00

**CITROEN**  
4500 F. AUTOM.  
CÉDRIC DIESEL AUTOM.  
1600 cc, 120 000 km, 42 000 F.  
CYNAR 1600 cc, 120 000 km, 42 000 F.  
CX 25 DIESEL TURBO  
1600 cc, 120 000 km, 42 000 F.  
CX 25 DIESEL TURBO  
1600 cc, 120 000 km, 42 000 F.

**LANCIA**  
THEMA 2.0 IE, oct 88  
int. alcantara beige, ABS,  
jantes alu, pré-équipement,  
75 000 km, 48 000 F.  
HECKER 47-25-13-55, bar.  
45-55-55-50, dom.

**MASERATI**  
BI TURBO, mai 87, rouge,  
int. cuir beige, alarme,  
radio K7, clim.,  
60 000 km, 145 000 F.  
BALAZ 43-38-77-09  
(laisser message)

**MAZDA**  
121 CANVA TOP, mai 88,  
blanc, int. gris, capote  
retractable, 50 000 km,  
GRASSIN 80-75-41-10, bar.  
60-75-19-28, 20 h

**FORD**  
TRANSIT 11 CV ESS, 75,  
140 000 km, isolé, équipé  
camping-car, 2 places,  
cabine, Dacia, pneus,  
freins, échappé, 5 000 km  
int. cuir, 15 000 km  
contrôle tech. - RAS. Prix :  
14 500 F.  
Tél. : 47-54-09-53  
161-46-93-23

**HONDA**  
COUPE PRÉLUDE, juil. 88,  
mod. 88, gris mét., int. gris,  
radio K7, alarme, TO, clim.,  
65 100 km, 49 000 F.  
ZAMOTTO 42-38-71-51, bar.  
43-68-93-11, dom.

**ACCORD 2.0 16V EXL**  
juil. 87, mod. 88, gris mét., int. gris,  
radio K7, alarme, TO, clim.,  
65 100 km, 49 000 F.  
ZAMOTTO 42-38-71-51, bar.  
43-68-93-11, dom.

**PEUGEOT**  
Dard mat  
146, BD DE GRENELLE  
75015 PARIS 15 45 75 82 80  
3615  
DARD MAT

**Ford**  
**PAYEZ MOINS CHER**  
200 VÉHICULES DISPONIBLES  
OAB  
54, rue de la Reine  
92100 BOULOGNE  
Tél. 46-03-84-40

**NISSAN**  
MICRA 1.2, juil. 88, bleu  
marin, int. gris, radio K7,  
st. abs., 60 000 km, 50 000 F.  
BENTLEY 49-93-88-70, bar.  
47-58-46-54, sep. 20 h

**OPEL**  
CORSA 1.2 SP, nov. 88, noir  
mét., int. gris, 60 000 km,  
st. abs., 48-23-32-02  
(p. 411), 80-03-34-89  
sep. 18 h, 31 000 F.

**PEUGEOT**  
CORSA 1.0 MODA 3 P.  
sept. 89, noir verni, int. gris,  
st. abs., 48-23-32-02  
(p. 411), 80-03-34-89  
sep. 18 h, 31 000 F.

**RENAULT**  
R25 GTX, sept. 88, m. 89,  
bleu mét. verni, int. gris,  
radio K7, alarme, jantes  
aluminium, 121 000 km, 42 000 F.  
INVOLUEZ 47-25-43-28, bar.  
47-25-27-28, dom.

**RENAULT**  
R25 GTX, sept. 88, m. 89,  
bleu mét. verni, int. gris,  
radio K7, alarme, jantes  
aluminium, 121 000 km, 42 000 F.  
INVOLUEZ 47-25-43-28, bar.  
47-25-27-28, dom.

**UN NOUVEL ACCUEIL**  
AUX BUTTES CHAUMONT  
79 AVENUE SIMON BOLIVAR  
75019 PARIS 13 42 08 27 33  
Betzaris

DEMANDES  
D'EMPLOIS

Poste resp. ou sponsor  
de l'Est. J.F. J.F.  
dynamisme, Londres  
3 ans enseign. sup.,  
courtier de commerce,  
Nouveau rd. Londres SW18  
18N. Tél. : 81-543-34-59.

**FRANCE-ALLEMAGNE**  
33 ans, parfait bilingue  
anglais, maîtrise de l'allemand,  
18 ans d'exp. dans le  
commerce international,  
cherche dans le commerce  
international.  
Cherche une société solide  
avec filiales en RFA  
Ecrire sous le n° 7123  
Le Monde Publiée  
5, rue de Montmartre, Paris-7.

J.F. 30 ans, 3<sup>e</sup> cycle  
d'anglais, maîtrise de l'allemand,  
cherche dans le commerce  
international, 18 ans d'exp. dans le  
commerce international,  
cherche dans le commerce  
international.  
Cherche une société solide  
avec filiales en RFA  
Ecrire sous le n° 7123  
Le Monde Publiée  
5, rue de Montmartre, Paris-7.

Auteur-rédacteur, 34 ans,  
excellentes références,  
bonne culture générale,  
expérience journalistique,  
souhaiterait une collaboration  
dans un projet éditorial,  
concepteur et rédacteur.  
42-58-83-86.

J.F. 35 ans, dynamique, exp.  
en angl. formation, exp.  
de direction MJC, nov. 1988,  
bonne culture générale,  
expérience journalistique,  
souhaiterait une collaboration  
dans un projet éditorial,  
concepteur et rédacteur.  
42-58-83-86.

Commercial et animateur,  
Lotto, Valenciennes, anglaise,  
cherche représentation com.  
merciale en Chine.  
Lover Montillet,  
5, rue P.-Louis, 75015

American corporate officer, exp.  
multinationale, finance, distribu-  
tion, marketing, MBA OM, 75e,  
souhaiterait un projet. Paris.  
Tél. : M. Brokarmann  
43-06-62-70.

F. 40 ans, ch. poste direc-  
tion départ., 14<sup>e</sup> années,  
management, gestion resour-  
ces, formation, élaboration  
plans et campagnes de vente,  
vente, exp. dans groupe  
éditorial.  
Ecrire sous le n° 8999  
Le Monde Publiée  
5, rue de Montmartre, Paris-7.

Cadre tech./com. spécialiste  
vignes, vins, matériel, domi-  
ciliation, gestion, gestion resour-  
ces, formation, élaboration  
plans et campagnes de vente,  
vente, exp. dans groupe  
éditorial.  
Ecrire sous le n° 8999  
Le Monde Publiée  
5, rue de Montmartre, Paris-7.

J.H. anglais, 22 ans, licencié  
philos. Sciences Po, ch.  
emplois très prop. consid.  
Ecrire : PETER FITTON, 75e,  
Boulevard Cluse, Roford,  
Nantes DN22 6PA, G.B.

L'AGENDA

**Bijoux**  
PARIS 10<sup>e</sup>  
Pour bébé, 7 mois, rech.  
nurse très exp., 10 ans exp.,  
détail, 10 a. exp. réf. vérif.  
Ecr. coord. de ven.  
Tél. : 45-04-86-45

**Éditions**  
Éditeur rech. pr. nouvelles  
scifi, écon., et sociales,  
manuscrits sur l'entreprise,  
économie, succès au succès.  
Le livre de l'entreprise.  
BP 334-09  
75428 PARIS CEDEX 09.

**Informatique**  
Vend. remise jusqu'à 35 %. PC  
et autres dont portable Compaq  
Toshiba. Garantie 3 ans TVA.  
Tél. : 47-55-84-16.

**Jeune fille**  
**au pair**  
**USA**  
Ch. J.F. au pair pr. juil., doc.  
m. de cond. (plus de  
15 a.) pr. période 1 an, 2  
ans, 2 1/2 a., 3 ans, 4 ans,  
5 ans, 6 ans, 7 ans, 8 ans,  
9 ans, 10 ans, 11 ans, 12 ans,  
13 ans, 14 ans, 15 ans, 16 ans,  
17 ans, 18 ans, 19 ans, 20 ans,  
21 ans, 22 ans, 23 ans, 24 ans,  
25 ans, 26 ans, 27 ans, 28 ans,  
29 ans, 30 ans, 31 ans, 32 ans,  
33 ans, 34 ans, 35 ans, 36 ans,  
37 ans, 38 ans, 39 ans, 40 ans,  
41 ans, 42 ans, 43 ans, 44 ans,  
45 ans, 46 ans, 47 ans, 48 ans,  
49 ans, 50 ans, 51 ans, 52 ans,  
53 ans, 54 ans, 55 ans, 56 ans,  
57 ans, 58 ans, 59 ans, 60 ans,  
61 ans, 62 ans, 63 ans, 64 ans,  
65 ans, 66 ans, 67 ans, 68 ans,  
69 ans, 70 ans, 71 ans, 72 ans,  
73 ans, 74 ans, 75 ans, 76 ans,  
77 ans, 78 ans, 79 ans, 80 ans,  
81 ans, 82 ans, 83 ans, 84 ans,  
85 ans, 86 ans, 87 ans, 88 ans,  
89 ans, 90 ans, 91 ans, 92 ans,  
93 ans, 94 ans, 95 ans, 96 ans,  
97 ans, 98 ans, 99 ans, 100 ans,  
101 ans, 102 ans, 103 ans, 104 ans,  
105 ans, 106 ans, 107 ans, 108 ans,  
109 ans, 110 ans, 111 ans, 112 ans,  
113 ans, 114 ans, 115 ans, 116 ans,  
117 ans, 118 ans, 119 ans, 120 ans,  
121 ans, 122 ans, 123 ans, 124 ans,  
125 ans, 126 ans, 127 ans, 128 ans,  
129 ans, 130 ans, 131 ans, 132 ans,  
133 ans, 134 ans, 135 ans, 136 ans,  
137 ans, 138 ans, 139 ans, 140 ans,  
141 ans, 142 ans, 143 ans, 144 ans,  
145 ans, 146 ans, 147 ans, 148 ans,  
149 ans, 150 ans, 151 ans, 152 ans,  
153 ans, 154 ans, 155 ans, 156 ans,  
157 ans, 158 ans, 159 ans, 160 ans,  
161 ans, 162 ans, 163 ans, 164 ans,  
165 ans, 166 ans, 167 ans, 168 ans,  
169 ans, 170 ans, 171 ans, 172 ans,  
173 ans, 174 ans, 175 ans, 176 ans,  
177 ans, 178 ans, 179 ans, 180 ans,  
181 ans, 182 ans, 183 ans, 184 ans,  
185 ans, 186 ans, 187 ans, 188 ans,  
189 ans, 190 ans, 191 ans, 192 ans,  
193 ans, 194 ans, 195 ans, 196 ans,  
197 ans, 198 ans, 199 ans, 200 ans,  
201 ans, 202 ans, 203 ans, 204 ans,  
205 ans, 206 ans, 207 ans, 208 ans,  
209 ans, 210 ans, 211 ans, 212 ans,  
213 ans, 214 ans, 215 ans, 216 ans,  
217 ans, 218 ans, 219 ans, 220 ans,  
221 ans, 222 ans, 223 ans, 224 ans,  
225 ans, 226 ans, 227 ans, 228 ans,  
229 ans, 230 ans, 231 ans, 232 ans,  
233 ans, 234 ans, 235 ans, 236 ans,  
237 ans, 238 ans, 239 ans, 240 ans,  
241 ans, 242 ans, 243 ans, 244 ans,  
245 ans, 246 ans, 247 ans, 248 ans,  
249 ans, 250 ans, 251 ans, 252 ans,  
253 ans, 254 ans, 255 ans, 256 ans,  
257 ans, 258 ans, 259 ans, 260 ans,  
261 ans, 262 ans, 263 ans, 264 ans,  
265 ans, 266 ans, 267 ans, 268 ans,  
269 ans, 270 ans, 271 ans, 272 ans,  
273 ans, 274 ans, 275 ans, 276 ans,  
277 ans, 278 ans, 279 ans, 280 ans,  
281 ans, 282 ans, 283 ans, 284 ans,  
285 ans, 286 ans, 287 ans, 288 ans,  
289 ans, 290 ans, 291 ans, 292 ans,  
293 ans, 294 ans, 295 ans, 296 ans,  
297 ans, 298 ans, 299 ans, 300 ans,  
301 ans, 302 ans, 303 ans, 304 ans,  
305 ans, 306 ans, 307 ans, 308 ans,  
309 ans, 310 ans, 311 ans, 312 ans,  
313 ans, 314 ans, 315 ans, 316 ans,  
317 ans, 318 ans, 319 ans, 320 ans,  
321 ans, 322 ans, 323 ans, 324 ans,  
325 ans, 326 ans, 327 ans, 328 ans,  
329 ans, 330 ans, 331 ans, 332 ans,  
333 ans, 334 ans, 335 ans, 336 ans,  
337 ans, 338 ans, 339 ans, 340 ans,  
341 ans, 342 ans, 343 ans, 344 ans,  
345 ans, 346 ans, 347 ans, 348 ans,  
349 ans, 350 ans, 351 ans, 352 ans,  
353 ans, 354 ans, 355 ans, 356 ans,  
357 ans, 358 ans, 359 ans, 360 ans,  
361 ans, 362 ans, 363 ans, 364 ans,  
365 ans, 366 ans, 367 ans, 368 ans,  
369 ans, 370 ans, 371 ans, 372 ans,  
373 ans, 374 ans, 375 ans, 376 ans,  
377 ans, 378 ans, 379 ans, 380 ans,  
381 ans, 382 ans, 383 ans, 384 ans,  
385 ans, 386 ans, 387 ans, 388 ans,  
389 ans, 390 ans, 391 ans, 392 ans,  
393 ans, 394 ans, 395 ans, 396 ans,  
397 ans, 398 ans, 399 ans, 400 ans,  
401 ans, 402 ans, 403 ans, 404 ans,  
405 ans, 406 ans, 407 ans, 408 ans,  
409 ans, 410 ans, 411 ans, 412 ans,  
413 ans, 414 ans, 415 ans, 416 ans,  
417 ans, 418 ans, 419 ans, 420 ans,  
421 ans, 422 ans, 423 ans, 424 ans,  
425 ans, 426 ans, 427 ans, 428 ans,  
429 ans, 430 ans, 431 ans, 432 ans,  
433 ans, 434 ans, 435 ans, 436 ans,  
437 ans, 438 ans, 439 ans, 440 ans,  
441 ans, 442 ans, 443 ans, 444 ans,  
445 ans, 446 ans, 447 ans, 448 ans,  
449 ans, 450 ans, 451 ans, 452 ans,  
453 ans, 454 ans, 455 ans, 456 ans,  
457 ans, 458 ans, 459 ans, 460 ans,  
461 ans, 462 ans, 463 ans, 464 ans,  
465 ans, 466 ans, 467 ans, 468 ans,  
469 ans, 470 ans, 471 ans, 472 ans,  
473 ans, 474 ans, 475 ans, 476 ans,  
477 ans, 478 ans, 479 ans, 480 ans,  
481 ans, 482 ans, 483 ans, 484 ans,  
485 ans, 486 ans, 487 ans, 488 ans,  
489 ans, 490 ans, 491 ans, 492 ans,  
493 ans, 494 ans, 495 ans, 496 ans,  
497 ans, 498 ans, 499 ans, 500 ans,  
501 ans, 502 ans, 503 ans, 504 ans,  
505 ans, 506 ans, 507 ans, 508 ans,  
509 ans, 510 ans, 511 ans, 512 ans,  
513 ans, 514 ans, 515 ans, 516 ans,  
517 ans, 518 ans, 519 ans, 520 ans,  
521 ans, 522 ans, 523 ans, 524 ans,  
525 ans, 526 ans, 527 ans, 528 ans,  
529 ans, 530 ans, 531 ans, 532 ans,  
533 ans, 534 ans, 535 ans, 536 ans,  
537 ans, 538 ans, 539 ans, 540 ans,  
541 ans, 542 ans, 543 ans, 544 ans,  
545 ans, 546 ans, 547 ans, 548 ans,  
549 ans, 550 ans, 551 ans, 552 ans,  
553 ans, 554 ans, 555 ans, 556 ans,  
557 ans, 558 ans, 559 ans, 560 ans,  
561 ans, 562 ans, 563 ans, 564 ans,  
565 ans, 566 ans, 567 ans, 568 ans,  
569 ans, 570 ans, 571 ans, 572 ans,  
573 ans, 574 ans, 575 ans, 576 ans,  
577 ans, 578 ans, 579 ans, 580 ans,  
581 ans, 582 ans, 583 ans, 584 ans,  
585 ans, 586 ans, 587 ans, 588 ans,  
589 ans, 590 ans, 591 ans, 592 ans,  
593 ans, 594 ans, 595 ans, 596 ans,  
597 ans, 598 ans, 599 ans, 600 ans,  
601 ans, 602 ans, 603 ans, 604 ans,  
605 ans, 606 ans, 607 ans, 608 ans,  
609 ans, 610 ans, 611 ans, 612 ans,  
613 ans, 614 ans, 615 ans, 616 ans,  
617 ans, 618 ans, 619 ans, 620 ans,  
621 ans, 622 ans, 623 ans, 624 ans,  
625 ans, 626 ans, 627 ans, 628 ans,  
629 ans, 630 ans, 631 ans, 632 ans,  
633 ans, 634 ans, 635 ans, 636 ans,  
637 ans, 638 ans, 639 ans, 640 ans,  
641 ans, 642 ans, 643 ans, 644 ans,  
645 ans, 646 ans, 647 ans, 648 ans,  
649 ans, 650 ans, 651 ans, 652 ans,  
653 ans, 654 ans, 655 ans, 656 ans,  
657 ans, 658 ans, 659 ans, 660 ans,  
661 ans, 662 ans, 663 ans, 664 ans,  
665 ans, 666 ans, 667 ans, 668 ans,  
669 ans, 670 ans, 671 ans, 672 ans,  
673 ans, 674 ans, 675 ans, 676 ans,  
677 ans, 678 ans, 679 ans, 680 ans,  
681 ans, 682 ans, 683 ans, 684 ans,  
685 ans, 686 ans, 687 ans, 688 ans,  
689 ans, 690 ans, 691 ans, 692 ans,  
693 ans, 694 ans, 695 ans, 696 ans,  
697 ans, 698 ans, 699 ans, 700 ans,  
701 ans, 702 ans, 703 ans, 704 ans,  
705 ans, 706 ans, 707 ans, 708 ans,  
709 ans, 710 ans, 711 ans, 712 ans,  
713 ans, 714 ans, 715 ans, 716 ans,  
717 ans, 718 ans, 719 ans, 720 ans,  
721 ans, 722 ans, 723 ans, 724 ans,  
725 ans, 726 ans, 727 ans, 728 ans,  
729 ans, 730 ans, 731 ans, 732 ans,  
733 ans, 734 ans, 735 ans, 736 ans,  
737 ans, 738 ans, 739 ans, 740 ans,  
741 ans, 742 ans, 743 ans, 744 ans,  
745 ans, 746 ans, 747 ans, 748 ans,  
749 ans, 750 ans, 751 ans, 752 ans,  
753 ans, 754 ans, 755 ans, 756 ans,  
757 ans, 758 ans, 759 ans, 760 ans,  
761 ans, 762 ans, 763 ans, 764 ans,  
765 ans, 766 ans, 767 ans, 768 ans,  
769 ans, 770 ans, 771 ans, 772 ans,  
773 ans, 774 ans, 775 ans, 776 ans,  
777 ans, 778 ans, 779 ans, 780 ans,  
781 ans, 782 ans, 783 ans, 784 ans,  
785 ans, 786 ans, 787 ans, 788 ans,  
789 ans, 790 ans, 791 ans, 792 ans,  
793 ans, 794 ans, 795 ans, 796 ans,  
797 ans, 798 ans, 799 ans, 800 ans,  
801 ans, 802 ans, 803 ans, 804 ans,  
805 ans, 806 ans, 807 ans, 808 ans,  
809 ans, 810 ans, 811 ans, 812 ans,  
813 ans, 814 ans, 815 ans, 816 ans,  
817 ans, 818 ans, 819 ans, 820 ans,  
821 ans, 822 ans, 823 ans, 824 ans,  
825 ans, 826 ans, 827 ans, 828 ans,  
829 ans, 830 ans, 831 ans, 832 ans,  
833 ans, 834 ans, 835 ans, 836 ans,  
837 ans, 838 ans, 839 ans, 840 ans,  
841 ans, 842 ans, 843 ans, 844 ans,  
845 ans, 846 ans, 847 ans, 848 ans,  
849 ans, 850 ans, 851 ans, 852 ans,  
853 ans, 854 ans, 855 ans, 856 ans,  
857 ans, 858 ans, 859 ans, 860 ans,  
861 ans, 862 ans, 863 ans, 864 ans,  
865 ans, 866 ans, 867 ans, 868 ans,  
869 ans, 870 ans, 871 ans, 872 ans,  
873 ans, 874 ans, 875 ans, 876 ans,  
877 ans, 878 ans, 879 ans, 880 ans,  
881 ans, 882 ans, 883 ans, 884 ans,  
885 ans, 886 ans, 887 ans, 888 ans,  
889 ans, 890 ans, 891 ans, 892 ans,  
893 ans, 894 ans, 895 ans, 896 ans,  
897 ans, 898 ans, 899 ans, 900 ans,  
901 ans, 902 ans, 903 ans, 904 ans,  
905 ans, 906 ans, 907 ans, 908 ans,  
909 ans, 910 ans, 911 ans, 912 ans,  
913 ans, 914 ans, 915 ans, 916 ans,  
917 ans, 918 ans, 919 ans, 920 ans,  
921 ans, 922 ans, 923 ans, 924 ans,  
925 ans, 926 ans, 927 ans, 928 ans,  
929 ans, 930 ans, 931 ans, 932 ans,  
933 ans, 934 ans, 935 ans, 936 ans,  
937 ans, 938 ans, 939 ans, 940 ans,  
941 ans, 942 ans, 943 ans, 944 ans,  
945 ans, 946 ans, 947 ans, 948 ans,  
949 ans, 950 ans, 951 ans, 952 ans,  
953 ans, 954 ans, 955 ans, 956 ans,  
957 ans, 958 ans, 959 ans, 960 ans,  
961 ans, 962 ans, 963 ans, 964 ans,  
965 ans, 966 ans, 967 ans, 968 ans,  
969 ans, 970 ans, 971 ans, 972 ans,  
973 ans, 974 ans, 975 ans, 976 ans,  
977 ans, 978 ans, 979 ans, 980 ans,  
981 ans, 982 ans, 983 ans, 984 ans,  
985 ans, 986 ans, 987 ans, 988 ans,  
989 ans, 990 ans, 991 ans, 992 ans,  
993 ans, 994 ans, 995 ans, 996 ans,  
997 ans, 998 ans, 999 ans, 1000 ans,  
1001 ans, 1002 ans, 1003 ans, 1004 ans,  
1005 ans, 1006 ans, 1007 ans, 1008 ans,  
1009 ans, 1010 ans, 1011 ans, 1012 ans,  
1013 ans, 1014 ans, 1015 ans, 1016 ans,  
1017 ans, 1018 ans, 1019 ans, 1020 ans,  
1021 ans, 1022 ans, 1023 ans, 1024 ans,  
1025 ans, 1026 ans, 1027 ans, 1028 ans,  
1029 ans, 1030 ans, 1031 ans, 1032 ans,  
1033 ans, 1034 ans, 1035 ans, 1036 ans,  
1037 ans, 1038 ans, 1039 ans, 1040 ans,  
1041 ans, 1042 ans, 1043 ans, 1044 ans,  
1045 ans, 1046 ans, 1047 ans, 1048 ans,  
1049 ans, 1050 ans, 1051 ans, 1052 ans,  
1053 ans, 1054 ans, 1055 ans, 1056 ans,  
1057 ans, 1058 ans, 1059 ans, 1060 ans,  
1061 ans, 1062 ans, 1063 ans, 1064 ans,  
1065 ans, 1066 ans, 1067 ans, 1068 ans,  
1069 ans, 1070 ans, 1071 ans, 1072 ans,  
1073 ans, 1074 ans, 1075 ans, 1076 ans,  
1077 ans, 1078 ans, 1079 ans, 1080 ans,  
1081 ans, 1082 ans, 1083 ans, 1084 ans,  
1085 ans, 1086 ans, 1087 ans, 1088 ans,  
1089 ans, 1090 ans, 1091 ans, 1092 ans,  
1093 ans, 1094 ans, 1095 ans, 1096 ans,  
1097 ans, 1098 ans, 1099 ans, 1100 ans,  
1101 ans, 1102 ans, 1103 ans, 1104 ans,  
1105 ans, 1106 ans, 1107 ans, 1108 ans,  
1109 ans, 1110 ans, 1111 ans, 1112 ans,  
1113 ans, 1114 ans, 1115 ans, 1116 ans,  
1117 ans, 1118 ans, 1119 ans, 1120 ans,  
1121 ans, 1122 ans, 1123 ans, 1124 ans,  
1125 ans, 1126 ans, 1127 ans, 1128 ans,  
1129 ans, 1130 ans, 1131 ans, 1132 ans,  
1133 ans, 1134 ans, 1135 ans, 1136 ans,  
1137 ans, 1138 ans, 1139 ans, 1140 ans,  
1141 ans, 1142 ans, 1143 ans, 1144 ans,  
1145 ans, 1146 ans, 1147 ans, 1148 ans,  
1149 ans, 1150 ans, 1151 ans, 1152 ans,  
1153 ans, 1154 ans, 1155 ans, 1156 ans,  
1157 ans, 1158 ans, 1159 ans, 1160 ans,  
1161 ans, 1162 ans, 1163 ans, 1164 ans,  
1165 ans, 1166 ans, 1167 ans, 1168 ans,  
1169 ans, 1170 ans, 1171 ans, 1172 ans,  
1173 ans, 1174 ans, 1175 ans, 1176 ans,  
1177 ans, 1178 ans, 1179 ans, 1180 ans,  
1181 ans, 1182 ans, 1183 ans, 1184 ans,  
1185 ans, 1186 ans, 1187 ans, 1188 ans,  
1189 ans, 1190 ans, 1191 ans, 1192 ans,  
1193 ans, 1194 ans, 1195 ans, 1196 ans,  
1197 ans, 1198 ans, 1199 ans, 1200 ans,  
1201 ans, 1202 ans, 1203 ans, 1204 ans,  
1205 ans, 1206 ans, 1207 ans, 1208 ans,  
1209 ans, 1210 ans, 1211 ans, 1212 ans,  
1213 ans, 1214 ans, 1215 ans, 1216 ans,  
1217 ans, 1218 ans, 1219 ans, 1220 ans,  
1221 ans, 1222 ans, 1223 ans, 1224 ans,  
1225 ans, 1226 ans, 1227 ans, 1228 ans,  
1229 ans, 1230 ans, 1231 ans, 1232 ans,  
1233 ans, 1234 ans, 1235 ans, 1236 ans,  
1237 ans, 1238 ans, 1239 ans, 1240 ans,  
1241 ans, 1242 ans, 1243 ans, 1244 ans,  
1245 ans, 1246 ans, 1247 ans, 1248 ans,  
1249 ans, 1250 ans, 1251 ans, 1252 ans,  
1253 ans, 1254 ans, 1255 ans, 1256 ans,  
1257 ans, 1258 ans, 1259 ans, 1260 ans,  
1261 ans, 1262 ans, 1263 ans, 1264 ans,  
1265 ans, 1266 ans, 1267 ans, 1268 ans,  
1269 ans, 1270 ans, 1271 ans, 1272 ans,  
1273 ans, 1274 ans, 1275 ans, 1276 ans,  
1277 ans, 1278 ans, 1279 ans, 1280 ans,  
1281 ans, 1282 ans, 1283 ans, 1284 ans,  
1285 ans, 1286 ans, 1287 ans, 1288 ans,  
1289 ans, 1290 ans, 1291 ans, 1292 ans,  
1293 ans, 1294 ans, 1295 ans, 1296 ans,  
1297 ans, 1298 ans,



## AFFAIRES

### Première société est-européenne cotée à l'Ouest Ibusz, agence de voyages hongroise, va être introduite en juin à la Bourse de Vienne

La principale agence de voyages hongroise, Ibusz, sera à partir du 21 juin prochain, la première société est-européenne à être cotée sur une Bourse occidentale, celle de Vienne.

#### VIENNE

##### correspondance

Cette première, soigneusement préparée par la Gironzentrale, une des plus grandes banques autrichiennes, marquera au même temps le coup d'envoi officiel à la réouverture de la Bourse de Budapest, après quarante-deux ans d'absence du marché. Les actions d'Ibusz seront émises à Vienne et à Budapest en même temps.

Dans le cadre de sa privatisation partielle, l'agence d'Ibusz, basée à Budapest, a été achetée par la Gironzentrale, une des plus grandes banques autrichiennes, pour 200 millions de forints, soit 12 millions d'euros. Un paquet de ces actions nouvelles de forints, sera émis à Vienne et en outre, plus petit, de 80 millions, à Budapest. Il s'agit d'actions nominatives cotées à Vienne et forints en cours de jour ce qui ouvre la voie à la spéculation monétaire, selon les analystes. Le prix d'émission sera fixé à une date ultérieure.

Ibusz détient 30 % des parts du marché hongrois intérieur et vend 25 % des voyages et séjours des Hongrois à l'étranger. Le voyageur détient des participations dans quatorze entreprises dont trois hôtels, un parc de golf, une société d'assurance et une banque. Le grand modèle à suivre pour M. Szecsenyi est American Express, représenté en Hongrie par Ibusz. « Nous aimerions devenir Hungarion Express », dit-il.

L'argent frais qu'apportera l'introduction en Bourse sera essentiellement destiné à servir de capital social. Les 30 % de hausse du capital social réalisés en devises à l'étranger doivent financer une première étape d'expansion, « notamment pour augmenter nos parts du marché dans tous les domaines de nos activités », selon la direction générale.

Les spécialistes de la Gironzentrale qui ont fait leurs premières expériences dans le domaine des transactions financières avec l'Est par la vente réussie de Tungsram Hongrie à General Electric ont calculé depuis plus d'un an le marché hongrois pour trouver des entreprises ayant la capacité pour être admises à la Bourse. Selon

eux, « une dizaine environ font le poids », mais Ibusz leur a paru la plus indiquée pour débiter notamment en raison du nom de marque de ce voyageur dans une branche qui semble avoir un avenir prometteur à la suite de l'ouverture des frontières avec l'Europe de l'Est. Les Hongrois espèrent de leur côté avoir fait un bon choix pour insuffler un peu de tonus à la cote des la réouverture de la Bourse de Budapest.

A Budapest où le Parlement a voté en mars dernier les lois indispensables au fonctionnement d'un marché financier, les banques ont organisé depuis janvier 1988 des « journées boursières », trois fois par semaine, une sorte de « Bourse noire » où on négociait plusieurs centaines d'obligations et une douzaine d'actions de banques et d'entreprises d'Etat. Le volume des valeurs négociées oscillait entre 5 et 20 millions de forints par journée.

A partir du 21 juin, cinq entreprises seront introduites à la Bourse de Budapest, dont la chaîne de magasins Skala, la Banque de Budapest et Ibusz, selon les experts hongrois.

WALTRAUD BARYLI

#### Le départ du fondateur d'Habitat

### Sir Terence Conran, un designer saisi par le démon des acquisitions « à l'américaine »

Le départ de Sir Terence Conran, fondateur d'Habitat, de la présidence du groupe britannique Storehouse marque la fin d'une époque pour une compagnie symbole d'une certaine idée du confort à l'anglaise.

#### LONDRES

##### correspondance

C'est en 1964, en pleine vogue du « Swinging London », que

Terence Conran, designer de meubles modernes las de rechercher un réseau de distribution approprié à ses créations, ouvre une petite boutique dans Fulham Road. Le concept « Habitat » est né - un style confortable, fonctionnel et de bon goût, des couleurs pimpantes, des prix abordables - répondant aux exigences d'une clientèle jeune, de cadres et de professions libérales. La compagnie connaît un développement prodigieux qui témoigne l'ouverture de dizaines de magasins en Europe et aux États-Unis, la création d'un bureau d'esthétique industrielle et d'un vaste réseau de vente par correspondance.

Après l'introduction du titre en Bourse en 1981 et son anoblissement deux ans plus tard, le designer est saisi par le démon des acquisitions « à l'américaine ». Une véritable frénésie : il acquiert coup sur coup Mothercare (le Prénatal anglais), Health Insurance de la Coeur, Storehouse Stores (grands magasins), Blazer (boutiques de mode masculine), quelques restaurants et même une participation dans le capital de la FNAC.

#### La hausse des taxes

Succombant au surendettement et aux montages financiers risqués, le nouveau groupe Storehouse, mal géré, mal contrôlé, est financièrement très vulnérable. La hausse vertigineuse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne, qui casse le boom de la consommation, le vieillissement d'une gamme Habitat peu originale, copiée par tous les concurrents, la médiocre qualité de produits trop chers font plonger les bénéfices. L'abandon d'un patron-pêcheur totalement pris par sa Fondation de la création nationale et l'ouverture du Musée du design sur le site des docks rénovés de la Tamise accentuent les difficultés. Alors que Terence Conran doit annoncer pour la première fois des pertes de 2,5 millions de livres (25 millions de francs) pour l'exercice 1989, Storehouse est la proie d'une tentative d'OPA « hostile » du financier américain Ashtor Edelman, de peu avortée.

Sous la pression des banquiers affolés, un vaste programme d'assainissement est mis en place par le directeur général, Michael Julius : fermeture d'une dizaine de magasins en Grande-Bretagne, cession à Roux-Séguela-Coyse & Oudard du Conran Design Group, suppression de centaines de postes de travail. Aux yeux de la City, c'est pour le groupe une question de vie ou de mort, mais Sir Terence, cinquante-neuf ans, préfère rendre son tablier. Il a racheté à Storehouse le célèbre Conran Shop, niche dans l'ancien immeuble Michelin de Fulham Road, a un jet de pierre du premier magasin Habitat. Tout un symbole.

MARC ROZEN

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### EURIS

Le conseil d'administration d'Euris s'est réuni le 28 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Jean-Charles Nouri et a examiné les comptes de la société au 31 décembre 1989, qui se résument comme suit :

(en MF)	1988	1989
Résultat net social	20	57,2
Résultat distribué	0	46,4
Résultat net consolidé, part du groupe actionnaire	N.S.	152

Le résultat net consolidé n'est pas comparable à celui de l'année précédente, compte tenu de l'ajustement de la période de consolidation.

L'actif net réévalué, calculé en valorisant les titres cotés à leur valeur boursière et les titres non cotés à leur valeur comptable, s'élève à 3,2 MdF, au 30 avril 1990, soit 171 F par action. Compte tenu de l'exercice prochain de bons de souscription arrivant à échéance fin 1990, l'actif net réévalué s'élèverait à 3,5 MdF.

Depuis la création de la société en mai 1987, l'actif net par action s'est accru en moyenne de 20 % par an, à comparer à un taux moyen du marché mondial de 8,5 % et une évolution annuelle moyenne de l'indice CAC de 6,6 %.

L'exercice 1989 a été marqué par la constitution ou le renforcement de grandes participations stratégiques, notamment SPREF, Sofical, Novalliance, Contempra Blizny et Imetal. Euris figure désormais parmi les tout premiers actionnaires de ses groupes dont elle soutient le développement.

Euris a participé à plusieurs opérations de LBO en France et à l'étranger : DJ-France, Penbridge, Jussieu, Sportex.

Euris a également accru son implantation internationale en ouvrant des filiales en Grande-Bretagne et en Espagne, et en concluant un accord de coopération aux États-Unis avec Carlyle.

L'assemblée générale réunie le 9 mai 1990 a décidé la distribution d'un dividende de 2,50 F par action, formant avec l'avoir fiscal un revenu global de 3,75 F, avec option de paiement en action.

#### THYSSEN AKTIENGESellschaft

Le rapport intermédiaire portant sur l'évolution des affaires du Groupe Thyssen pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 1989 au 31 mars 1990 (1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 1989/1990) est disponible. Les personnes intéressées peuvent le demander auprès de :

#### L'EUROPÉENNE DE BANQUE

21, rue Laffitte  
92 304 08  
74428 PARIS Cedex 08  
Düsseldorf, mai 1990 La Direction

## MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Préfecture de la Haute-Vienne, Préfecture de la Corrèze.  
R.N. 20 - Liaison autoroutière  
LA CROISIÈRE-BRIVE-SUD

### AVIS D'ENQUÊTE

Une enquête publique préalable :

- au regard du caractère de route express des sections RAZES-LIMOGES (P.R. 38 + 575 à 56 + 650) et déviation de LIMOGES (P.R. 38 + 650 à 69 + 540) ;
- à l'attribution du statut autoroutier à la section des R.N. 20 et 1020 entre LA CROISIÈRE - P.R. 17 + 950 et BRIVE-SUD - P.R. 64 + 100 - sur le territoire des communes de SAINT-AMAND-MAGNAZEIX, BESSINES-SUR-GARTEMPE, RAZES, SAINT-SYLVESTRE, COMPREIGNAC, BONNAC-LA-COTE, LIMOGES, PANAZOL, FEYTIAT, BOISSEUIL, LE VIGEN, SAINT-HILAIRE-BONNEVAL, VICO-SUR-BREUILH, PIERRE-BUFFIÈRE, MAGNAC-BOURG, SAINT-GERMAIN-LES-BELLES et LA PORCHÈRE dans le département de la Haute-Vienne et des communes de MASSERET, SALON-LA-TOUR, SAINT-YHARD, UZERCHES, VIGORIS, ESPARTIGNAC, SAINT-JAL, PERPEZAC-LE-NOIR, SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER, SADRAC, DONZENAC, USSAC, BRIVES et NOAILLES dans le département de la CORRÈZE ;
- à la déclaration d'utilité publique des travaux consistant :

- 1) l'aménagement des sections de la R.N. 20 ci-après :  
- LIMOGES-PIERRE-BUFFIÈRE (P.R. 69 + 540 à P.R. 85 + 050)  
- PIERRE-BUFFIÈRE-MAGNAC-BOURG (P.R. 85 + 050 à P.R. 91 + 100)  
- MASSERET-SALON-LA-TOUR-PUY DE GRACE-DONZENAC (P.R. 4 + 300 à P.R. 38 + 700)  
- DONZENAC-échangeur de CANA au nord de BRIVE (P.R. 8 + P.R. 12 de la déviation de DONZENAC-R.N. 1020) ;
- 2) la réalisation d'une bretelle de raccordement de la R.N. 120 à l'échangeur au sud d'UZERCHES ;
- 3) les modifications liées à la suppression de l'échangeur à LA FONT TROUVÉE et les travaux annexes y afférant, sur le territoire des communes de NOAILLES et NESPOULS ;
- 4) la réalisation des installations nécessaires à l'exploitation de l'autoroute.

- à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes de :  
- BESSINES-SUR-GARTEMPE, LIMOGES, BOISSEUIL et PIERRE-BUFFIÈRE dans le département de la HAUTE-VIENNE ;

- UZERCHES et VIGORIS dans le département de la Corrèze

soit dépourvus du 7 juin 1990 au 11 juillet 1990 inclus.

La commission d'enquête sera ainsi constituée :

Président : M. Pierre SPOOR, 78 bis, rue François-Chénieux, 87000 LIMOGES  
Assesseurs : M. Marcel GERMANEUL, 25, avenue des Vignes, 87210 LE DORAT  
M. Gilbert DESCHAMPS, 6, chemin du Pouget, 19100 BRIVE

Suppléants : M. Raymond TRICARD, 38, rue Romain-Rolland, 87000 ROCHECHOUART  
M. Lucien MOUZAT, 17, rue Leconte-de-Lisle, 87000 LIMOGES  
M. Jean PESCHIEL, « L'Égo », 19270 USSAC.

Du 7 juin 1990 au 11 juillet 1990, le siège principal de l'enquête sera situé à la Préfecture de la Haute-Vienne à Limoges où le dossier sera mis à la disposition du public, de lundi au jeudi de 9 h à 16 h, le vendredi de 9 h à 15 h, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

Un registre subsidiaire, coté et paraphé par le Président de la commission d'enquête et un dossier seront déposés et resteront à la disposition du public durant la même période :

- à la préfecture de la Corrèze à TULLE du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- à la sous-préfecture de BELLAC, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;

- à la sous-préfecture de BRIVE, du lundi au jeudi de 8 h 45 à 11 h 45 et de 13 h 45 à 16 h 15, le vendredi de 8 h 45 à 11 h 45 et de 13 h 45 à 16 h ;

En outre, le dossier sera à l'enquête pourra être consulté pendant la même période, sauf les samedis après-midi, dimanches et jours fériés dans les mairies de :

pour le département de la Haute-Vienne :

- SAINT-AMAND-MAGNAZEIX, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h sauf les jeudis ;

- BESSINES-SUR-GARTEMPE, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 16 h, les samedis matins de 8 h 30 à 12 h ;

- RAZES, le lundi après-midi de 13 h 30 à 17 h 30, les mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 8 h 15 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, les samedis matins de 8 h 15 à 12 h ;

- SAINT-SYLVESTRE, tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, sauf les mercredis ;

- COMPREIGNAC, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- BONNAC-LA-COTE, tous les jours de 9 h à 11 h et de 14 h à 17 h, sauf les mercredis ;

- LIMOGES, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ;

- PANAZOL, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- FEYTIAT, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin de 8 h à 12 h ;

- BOISSEUIL, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin de 8 h 30 à 12 h ;

- LE VIGEN, du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 14 h à 16 h et le vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- SAINT-HILAIRE-BONNEVAL, du lundi au vendredi de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin de 8 h à 12 h ;

- VICO-SUR-BREUILH, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ;

- PIERRE-BUFFIÈRE, du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi matin de 10 h à 12 h ;

- MAGNAC-BOURG, du lundi au vendredi de 9 h-30 à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi matin de 9 h 30 à 12 h (sauf le dernier samedi du mois) ;

- SAINT-GERMAIN-LES-BELLES, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- LA PORCHÈRE, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

Pour le département de la Corrèze :

- BRIVE, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h ;

- DONZENAC, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h, le samedi matin de 8 h 30 à 12 h ;

- ESPARTIGNAC, du lundi au mercredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, le vendredi de 14 h à 18 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- MASSERET, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- SAINT-SYLVESTRE, le lundi et samedi matin de 10 h à 12 h ;

- NOAILLES, le lundi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30, le mardi de 13 h 30 à 18 h, le mercredi de 13 h 30 à 16 h 30, le jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h, le vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- PERPEZAC-LE-NOIR, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- SADRAC, le lundi de 14 h à 17 h, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h, le samedi matin de 10 h à 12 h ;

- SALON-LA-TOUR, les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le mercredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- SAINT-JAL, du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h et de 15 h à 17 h ;

- SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER, du lundi au samedi matin de 8 h 30 à 12 h ;

- SAINT-YHARD, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- USSAC, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h, le samedi matin de 8 h à 12 h ;

- UZERCHES, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

- VIGORIS, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi matin de 9 h à 12 h ;

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres déposés dans les lieux susdésignés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête (Préfecture de la Haute-Vienne à Limoges).

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un membre de la commission d'enquête en mairies de :

- SAINT-AMAND-MAGNAZEIX, le mercredi 13 juin de 14 h à 16 h ;

- BESSINES-SUR-GARTEMPE, le vendredi 15 juin de 9 h à 12 h, le lundi 2 juillet de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;

- RAZES, le lundi 18 juin de 14 h à 16 h ;

- SAINT-SYLVESTRE, le lundi 18 juin de 10 h à 12 h ;

- COMPREIGNAC, le mardi 19 juin de 10 h à 12 h ;

- BONNAC-LA-COTE, le mardi 19 juin de 14 h à 16 h ;

- LIMOGES, le mardi 20 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le lundi 9 juillet de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- PANAZOL, le vendredi 22 juin de 14 h à 16 h ;

- FEYTIAT, le vendredi 22 juin de 9 h à 11 h ;

- BOISSEUIL, le lundi 21 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le vendredi 6 juillet de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- LE VIGEN, le lundi 14 juin de 14 h à 16 h ;

- SAINT-HILAIRE-BONNEVAL, le lundi 25 juin de 14 h à 16 h ;

- VICO-SUR-BREUILH, le lundi 25 juin de 9 h à 12 h, le mercredi 4 juillet de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- PIERRE-BUFFIÈRE, le mercredi 20 juin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;

- MAGNAC-BOURG, le mardi 26 juin de 9 h à 11 h ;

- SAINT-GERMAIN-LES-BELLES, le mardi 26 juin de 14 h à 16 h ;

- LA PORCHÈRE, le mercredi 27 juin de 9 h à 11 h ;

- MASSERET, le vendredi 29 juin de 9 h à 11 h ;

- SALON-LA-TOUR, le lundi 28 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

- SAINT-YHARD, le lundi 25 juin de 9 h à 12 h et le vendredi 6 juillet de 9 h à 12 h ;

- UZERCHES, le lundi 21 juin de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30, le lundi 9 juillet de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30 ;

- VIGORIS, le vendredi 22 juin de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h et le mardi 10 juillet de 9 h à 12 h ;

- ESPARTIGNAC, le lundi 18 juin de 9 h à 11 h ;

- SAINT-JAL, le lundi 18 juin de 15 h à 17 h ;

- PERPEZAC-LE-NOIR, le mardi 19 juin de 14 h à 17 h et le mercredi 10 juillet de 14 h à 17 h ;

- SADRAC, le mercredi 27 juin de 9 h à 12 h et le lundi 3 juillet de 9 h à 12 h ;

- DONZENAC, le mardi 26 juin de 10 h à 12 h ;

- USSAC, le mardi 26 juin de 14 h à 16 h ;

- BRIVE, le jeudi 5 juillet de 10 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 15 h 30 ;

- NOAILLES, le mardi 3 juillet de 14 h à 16 h ;

- NESPOULS, le mardi 3 juillet de 10 h à 12 h ;

A la préfecture de la Haute-Vienne à Limoges : le mercredi 11 juillet de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

A la préfecture de la Corrèze à TULLE : le mercredi 20 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, mercredi 11 juillet de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

A la sous-préfecture de BELLAC : le mercredi 4 juillet de 14 h à 17 h ;

A la sous-préfecture de BRIVE-LA-CAILLARDE : le mercredi 4 juillet de 9 h à 11 h 45 et de 13 h 45 à 16 h ;

A l'issue de l'enquête, la commission d'enquête établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, aux sous-préfectures de Bellac et Brive, ainsi qu'aux préfectures de la Haute-Vienne et de la Corrèze, pour y être sans délai mises à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

مركز من الأصل



# MARCHÉS FINANCIERS

Pour l'exercice 1989

## Les résultats de Suez progressent de 51 % en brut et de 15 % en net

En 1989, la Compagnie financière de Suez a dégagé un bénéfice net de 4,06 milliards de francs, contre 2,68 milliards de francs en 1988, après traitement des comptes pour prendre en considération l'intégration globale de la Société générale de Belgique. Le nombre moyen d'actions de la Compagnie de Suez est passé de 77 millions à 101 millions (+31 %), par création et conversion de titres et augmentation de capital, la progression réelle du résultat net consolidé par action est de 15 %, ce résultat étant porté de 35,01 F à 40,13 F. M. Renaud de la Genière, président de la Compagnie, questionné sur l'exercice 1989, a répondu que, au regard des quatre premiers mois, compte tenu de l'augmentation des actions en circulation (115 millions en moyenne, contre 101 millions), au minimum le résultat par action serait maintenu, ce qui implique un profit net consolidé d'au moins 4,6 milliards de francs.

Sur le plan boursier, le coefficient de capitalisation des résultats, qui était de 9 en 1988, est passé à 11 fin 1989, pour atteindre 12 actuellement, et probablement revenir à 11 dans le courant

de 1990, sur la base des cours actuels. L'an dernier, l'augmentation des profits a été imputable, essentiellement, au retour à la santé de la Société générale de Belgique, avec un résultat porté de -0,14 milliard de francs à 3,3 milliards de francs.

Pour M. de la Genière, la décote de 15 % du cours de Bourse de l'action (475 F), par rapport aux 550 F, qui résultait d'une évaluation « très prudente », n'est pas justifiée par une holding opérationnelle, qui n'est pas seulement de portefeuille. Il a estimé le nombre des porteurs d'actions Suez à 800 000-850 000, contre 1 600 000 au moment de la privatisation, et précisé qu'à la prochaine assemblée générale une procédure anti-OPA sera mise en place, sous la forme d'une autorisation d'augmenter le capital donnée au conseil en cas d'attaque extérieure. En ce moment, le capital de la Compagnie appartient à 40 % aux actionnaires représentés au conseil d'administration, à 20 % aux autres grands actionnaires, à 37 % au public et à 3 % aux salariés.

F. R.

## Rapprochement sur le marché financier néerlandais

### La Rabobank envisage de s'associer avec Robeco

AMSTERDAM

de notre correspondant

Un nouveau mariage se dessine sur le marché financier néerlandais : il associera la banque coopérative Rabobank et le groupe de placements Robeco qui ont annoncé, mercredi 16 mai, leur intention de « copier étroitement » dans le domaine des fonds de placements.

L'accord entre la Rabobank et Robeco doit être formalisé « dans les mois qui viennent ». Il portera sur la commercialisation exclusive par la Rabobank des produits d'épargne de Robeco.

La banque d'Utrecht mettra sa clientèle et ses quelque 2 000 guichets à la disposition du groupe de Rotterdam qui, en retour, la fera bénéficier de sa créativité et de son expertise en matière de placements collectifs. Grâce à cet accord, la Rabobank - qui est la troisième banque des Pays-Bas et gère 40 % de l'épargne des particuliers néerlandais - étendra sa gamme de produits d'épargne : de son côté, Robeco pourra collecter de nouveaux fonds et renforcer sa position de première société d'in-

vestissement non américaine avec quelque 150 milliards de francs placés. Ce nouvel épisode du mouvement de restructuration qui agit le secteur financier néerlandais, l'alliance Rabobank-Robeco, ne concerne pas les activités bancaires et boursières de la première et ne remet pas en cause l'autonomie de gestion et la stratégie commerciale du second.

Ch. C.

Accord Renault-Toyota en Colombie. - Le constructeur automobile japonais Toyota va entrer à hauteur de 17,5 % dans le capital de Sofasa-Renault, la filiale colombienne de Renault. Il est accompagné par la maison de commerce Mitsui pour 7,5 %, de sorte que le groupe français conserve 75 %. L'accord prévoit que Sofasa-Renault construise 4 000 exemplaires de deux véhicules utilitaires à quatre roues motrices de Toyota, en plus des R4, R9 et R21 dont 11 000 exemplaires ont été montés en 1989.

NEW-YORK, 17 mai ↑

### Nouveau record

Après une journée de pause, le mouvement de hausse a repris jeudi 17 mai à Wall Street. Amorcé peu après l'ouverture, il s'est poursuivi durant presque toute la séance, mais relativement au ralenti. Ce qui n'a pas empêché le marché de battre un nouveau record d'altitude. A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles s'élevait à 2 531,71, avec un nouveau gain de 12,03 points. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1988 valeurs traitées, 828 ont monté, 653 ont baissé et 487 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, l'optimisme des investisseurs a été en grande partie entretenu par le dénouement négatif des tensions de change, une détente toutefois mise en défaut dans l'après-midi avec la légère remontée du dollar de l'argent à long terme. N'importe. Le résultat relatif satisfaisant du commerce extérieur pour mars, avec un déficit contenu à moins de 9 milliards de dollars (8,45 milliards très exactement, contre 6,1 milliards le mois précédent), a fait bonne impression autour du « Big Board ». L'activité a augmenté de 1 094,77 millions de titres ont changé de mains, contre 1 059,81 millions la veille.

VALEURS	Cours de 17 mai
Alcoa	64 5/8
A.T.T.	42 7/8
Bell	78 1/2
Boeing	72 3/4
Chemical Bank	25 1/2
Deere	40 1/2
Eastman Kodak	40 1/2
Exxon	47 7/8
General Motors	47 5/8
IBM	118 1/8
Johnson & Johnson	56 1/2
Merck	62 1/2
Microsoft	62 3/8
Motorola	68 1/8
Rockwell	55 3/8
Schering-Plough	56 7/8
Tesco	59 3/8
United Technologies	102 1/4
United States Steel	34 1/4
Verizon	49 7/8

PARIS 17 mai ↑

### Redressement

Après quatre séances de baisse ou de franche hésitation, comme mercredi où l'indice CAC 40 s'est maintenu à +0,04 %, l'heure était au redressement. Une vive réaction a suivi la publication du déficit commercial américain de mars attendu dans l'après-midi. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une note mitigée (+0,08 %), a donc très rapidement retrouvé la hausse dépassant le 1 % en début d'après-midi. Elle s'accroît encore pour atteindre 1,81 % à la clôture de 17 heures. Les investisseurs demeurent toutefois prudents avant la publication des statistiques outre-atlantiques, ce qui explique le niveau peu élevé des transactions. Toutefois, certains gestionnaires essaient d'après la baisse des séances précédentes, certains titres étaient revenus à des cours intéressants. Par ailleurs, la stabilisation du franc après l'achèvement des négociations de la semaine dernière a rassuré en partie les analystes.

Dans ce contexte, les principales pressions étaient exercées par le Comptoir des entrepreneurs, Euromarché et la Rochette. Cette dernière se replaçait après sa forte chute du début de semaine. Le raffermissement du cours du baril entraînant dans son sillage des valeurs pétrolières comme Total et Elf. Le titre Lafarge était encore recherché mais de façon plus modérée que la veille. 187 000 titres étaient échangés. Mercredi, 725 000 actions avaient été échangées, représentant environ 1,5 % du capital du cimetière. Pour la deuxième fois de l'année, Lafarge est à nouveau recherché, et les nombreux les plus diverses circulent : entrée dans le capital du britannique Hanson, cession par le groupe de son activité semencière ou encore regain d'intérêt des investisseurs étrangers après la présentation en début de semaine de cette firme à Londres et Edimbourg par ses dirigeants.

LONDRES, 17 mai ↑

### Vive hausse

Spéculation sur une entrée de la livre dans le système monétaire européen (SME) et la poursuite du mouvement de hausse ont entraîné le marché de Londres qui a terminé la séance de jeudi sur un gain de 2,8 %. L'annonce d'une progression du chômage en Grande-Bretagne, la première depuis juillet 1988, est donc passée pratiquement inaperçue.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a enregistré sa plus forte progression en points depuis novembre 1987, gagnant 63,3 points par rapport à la clôture de la veille à 2 284,5. L'indice FT des trente plus grosses valeurs a grimpé de 3,2 % à 1 795,7 points, en hausse de 55,9 points. Les échanges se sont élevés à 645 millions d'actions contre 461 millions la veille. Parmi les secteurs les plus favorisés, les pétroliers. Les assurances ont également avancé dans le sillage des récents résultats moins mauvais que prévu dans le secteur. Christie International a fortement progressé après l'augmentation de la participation de son principal actionnaire, ADT, à 20,2 %.

TOKYO, 18 mai ↓

### Léger repli

Effritement vendredi à la Bourse de Tokyo, qui a terminé la séance sur un repli de 0,2 %. L'indice Nikkei revenant à 32 013,72 points soit une perte de 47,88 yens.

La nette remontée du dollar face au yen et des ventes d'arbitrages sur le marché des actions expliquent cette baisse. De plus, les opérateurs attendent toujours la nouvelle qui pourrait justifier une sérieuse étape de hausse. En effet, après la récente chute du marché au début de l'année, la plupart des investisseurs sont prêts à renouer avec la force, déclarent les gestionnaires.

VALEURS	Cours de 18 mai	Cours de 17 mai
Alfa	1 070	1 070
Bombardier	1 380	1 380
Canon	1 740	1 720
Fujitsu	2 750	2 750
Honda Motor	1 810	1 800
International Electronic	2 220	2 220
Hitachi	1 800	1 800
Sony Corp.	8 750	8 800
Toyota Motor	2 430	2 420

## FAITS ET RÉSULTATS

Hasar prévoit une croissance de 19 % en 1990. - Dans la lignée des bons résultats trimestriels à fin mars 1990 (+19,5 % de chiffre d'affaires consolidé par rapport à la même période de 1989), le groupe Hasar prévoit un chiffre d'affaires 1990 de 22,5 milliards de francs (+19 %) et un résultat consolidé après impôts de 1,1 milliard de francs (contre 975 millions en 1989) (Le Monde du 14 avril). Le groupe s'est fixé pour objectif de réaliser 20 % de son activité à l'étranger contre 18 % en 1989. L'indice FT des trente plus grosses valeurs a grimpé de 3,2 % à 1 795,7 points, en hausse de 55,9 points. Les échanges se sont élevés à 645 millions d'actions contre 461 millions la veille. Parmi les secteurs les plus favorisés, les pétroliers. Les assurances ont également avancé dans le sillage des récents résultats moins mauvais que prévu dans le secteur. Christie International a fortement progressé après l'augmentation de la participation de son principal actionnaire, ADT, à 20,2 %.

L'année, les comptes n'étant plus affectés désormais par la consolidation de la filiale américaine Emery, effective depuis avril 1989, a précisé M. Siller. Sur la période janvier-avril, le bénéfice net a dépassé les 404 millions de DM de 1989, en dépit des difficultés rencontrées aux États-Unis et au Brésil. L'an dernier, le cash-flow consolidé a dépassé pour la première fois la barre du milliard de DM (1,035 milliards de DM). A ce niveau, il couvre largement les investissements qui devraient atteindre cette année entre 700 et 900 millions de DM. Le résultat par action a légèrement progressé de 30,50 DM à 31 DM en dépit de la dilution provoquée par deux augmentations de capital.

Severa Trent rachète une société américaine de traitement d'eau. - Severn Trent, deuxième société d'eau britannique, vient de prendre pour 65 millions de francs environ 80 % de Capital Controls, société de Pennsylvanie spécialisée dans la désinfection de l'eau. Celle-ci a fait l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 130 millions de francs et un bénéfice de 11 millions. Les 20 % restants seront détenus par les cadres de Capital Controls. C'est la première acquisition à l'étranger de Severn Trent depuis sa privatisation en décembre 1989.

## PARIS :

### Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amul Assurances	428	428	U.S.	1250	1248
Amul	106	100 80	U.S.M.	317	325
B.A.C.	255	255	U.S.M.	144 80	148
B. Demachy Ass.	575	575	U.S.M.	228	228 50
Bep Tarnaud	190	190	U.S.M.	225	225
B.I.C.M.	840	885	U.S.M.	203 10	205
Boroni L.	380	380	U.S.M.	1300	1325
Bouret (Lyon)	222	222	U.S.M.	500	508
Cable de Lyon	3280	3310	U.S.M.	600	590
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	1371	1380	U.S.M.	578	578
Calsol	582	581	U.S.M.	85	82
Cedif	765	760	U.S.M.	405	422
C.E.M.E.	2370	2422	U.S.M.	805	802
C.E.E.	352	352	U.S.M.	710	710
C.E.P.E.	284 50	291	U.S.M.	384 50	378 50
C.F.P.	220	227	U.S.M.	320	320
Courea d'Origny	732	760	U.S.M.	288 80	285
C.R.I.M.	1110	1124	U.S.M.	746	746
Codac	284	286	U.S.M.	353	353
Comag	370	376	U.S.M.	107	103 50
Comat	1081	1100	U.S.M.	558	558
Comet	410	428	U.S.M.	291	290
D.A.F.S.A.	210 50	210	U.S.M.	225	225
Dagblat	706	685	U.S.M.	345	344 50
Danville	1228	1219	U.S.M.	358	358
Danville	485	485	U.S.M.	204 80	200 50
Danville	189	186	U.S.M.	352	352
Danville	250	250	U.S.M.	189	188
Danville	14 85	15	U.S.M.	1188	1170
Danville	206	197			
Danville	452	458			
Danville	451	455			
Danville	248	248 80			
Danville	975	984			
Danville	281 80	290			
Danville	340 40	342			
Danville	152	152			
Danville	1251	1280			
Danville	300	301 20			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## Marché des options négociables le 16 mai 1990

Nombre de contrats : 18 886.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Boisjoly	690	33	29
CGS	690	33	7,50
EDF-Agencement	690	26	18
Evolution SA-PLC	50	3,15	5,50
Expo Disneyland SC	188	17	4
Expo	637	25	6
Lafarge-Cyrel	458	26,50	45
Michellie	140	5,50	10
Midi	1 280	54	9
Paribas	1 333	48	12
Paribas-Renault	775	34	4,90
Paribas SA	698	25,50	44
Rabobank-Poste CI	1 700	17	15
Saint-Gobain	448	47	3,50
Sources Pariet	448	2,50	5,80
Société générale	140	2,50	13,50
Suez-Financière	140	2,50	13,50
Thomson-CSF	140	2,50	13,50

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 mai 1990

Nombre de contrats : 80 244.

COURS	Options d'achat	Options de vente
Danville	102,72	102,72
Préfecture	102,72	102,72

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,555 ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 25-12-89)
Remontée très vive de la livre sterling, à 9,41 francs, après les déclarations du chancelier de l'Échiquier John Major s'engageant à soutenir le SME.	Valeurs françaises : 101,4
Le dollar s'est raffermi à 5,555 contre 5,529 la veille au closing. Le franc était solide à 3,3702 pour un mark contre 3,3727 au fixing de jeudi.	Valeurs étrangères : 94,9
FRANCFORT 17 mai 18 mai	(SBF, base 100 : 31-12-89)
Dollar (en DM) : 1,668	Indice général CAC : 548,15
TOKYO 17 mai 18 mai	(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Dollar (en yen) : 152	Indice CAC 40 : 2 078,79
MARCHÉ MONÉTAIRE	NEW-YORK (Index Dow Jones)
(effets privés)	15 mai 16 mai
Paris (18 mai) : 9796 + 976	Industrielles : 2 819,68
New-York (17 mai) : 8 118	LONDRES (Index Financial Times)

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	5,5365	5,5385	5,54
DM	1,668	1,668	1,668
Yen (100)	152	152	152

## TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 3/16	8 1/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 3/4
\$ Yen	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/4	7 3/8	7 1/2	7 5/8	7 3/4
DM	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 3/4
FR (100)	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 1/2	9 3/8	9 1/4	9 5/8	9 3/4
ES	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/4	11 3/8	11 1/2	11 5/8	11 3/4
£ (1 000)	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/4	14 3/8	14 1/2	14 5/8	14 3/4
F franc	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 5/8	9 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

(Publié)

**PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**  
**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT**

**AVIS**  
**D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE**  
**COMMUNES DE RUEIL-MALMAISON ET DE NANTERRE**

**AUTOROUTE A 86**  
**partie comprise entre le pont de Chateau à RUEIL-MALMAISON et le pont de Rouen à NANTERRE**

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 14 mai 1990, il a été ouvert une enquête préalable à :

- la déclaration d'utilité publique de la section Ouest du projet d'A 86 entre le pont de Chateau à Rueil-Malmaison et la rue Ernest-Renan à Nanterre ;
- l'engagement des travaux de sa section Est, entre la rue Ernest-Renan et le pont de Rouen à Nanterre ;
- la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de Nanterre.

Les pièces du dossier d'enquête pourront être consultées pendant trente et un jours consécutifs du 7 juin au 7 juillet 1990 inclus :

- en mairie de RUEIL-MALMAISON, service Foncier, 13, bd du Maréchal-Foch, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00, et le samedi de 8 h 30 à 12 h 00 ;
- en mairie de NANTERRE, direction des services techniques, 88, rue du 8-Mai-1945, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.

Le public pourra consigner ses observations sur les registres ouverts dans les lieux et aux dates et heures susvisées. Il pourra également les adresser à l'adresse ci-dessus, à l'attention du Président de la Commission d'enquête, où elles seront tenues à la disposition du public.

La Commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif est composée ainsi :

- Président de la Commission : M. Jean-Camille MORISSET, Conseiller Maître Honoraire à la Cour des Comptes, demeurant 113, rue d'Alsace, 75014 PARIS ;
- Membres : M<sup>me</sup> Hugues DESMIDT, Secrétaire Général de mairie Honoraire, demeurant 19, place du Général Leclerc, 92150 SURESNES ; M. Pierre CUISINIER, Directeur Départemental Honoraire des P.T.T., demeurant 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES.

Un membre de la commission d'enquête siègera :

- en mairie de RUEIL-MALMAISON, le mercredi 20 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00, le samedi 23 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00, le lundi 2 juillet 1990, de 14 h 00 à 17 h 00, et le samedi 7 juillet 1990, de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- en mairie de NANTERRE, le lundi 18 juin 1990, de 14 h 00 à 17 h 00, le mercredi 27 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00, et de 14 h 00 à 17 h 00, le samedi 30 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00, et le samedi 7 juillet 1990, de 9 h 00 à 12 h 00.

A l'issue de l'enquête, les copies du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans les mairies de Rueil-Malmaison et de Nanterre ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement des Hauts-de-Seine - Centre administratif - 167, avenue Joliot-Curie, 92000 NANTERRE, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est faite en application de l'article 12 du décret n° 85-553 du 23 avril 1985 (article R 11-14-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

**Le Monde-RTL**

**ENTREPRISES**  
à 22h15 sur RTL

Vendredi 18 mai  
M. Xavier Roy,  
PDG de MODEM Organisation

Lundi 21 mai  
M. Jean-Pierre Granier,  
directeur général  
de Quick France



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 17 MAI

Cours relevés à 18 h 09

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emulation Funds Incl.	Rechar- ter	VALUES	Emulation Funds Incl.	Rechar- ter	VALUES	Emulation Funds Incl.	Rechar- ter
A.A.A.	1170 80	1941 35	First-Exec.	554 44	546 25	Placement Bureau	85555 97	5554 88
A.C.A.	227 00	230 85	First-Exec.	30 61	23 85	Plumbers	120 97	117 73
AGF Action on CP	1178 18	1146 44	First-Exec.	952 80	959 35	Police Assn.	54226 89	54256 89
A.S.S. 5000	717 75	704 24	First-Exec.	11149 94	11522 45	Police Assn.	10442 80	10432 47
AGF BCL	986 01	968 13	First-Exec.	4643 78	4632 41	Police Assn.	109 05	108 72
AGF Fund	123 08	120 08	First-Exec.	1188 30	1148 28	Police Assn.	24448 84	24448 84
AGF Invest. Sec.	129 02	125 87	First-Exec.	61000 25	60648 13	Police Assn.	1065 89	1065 89
AGF Int'l.	459 95	459 95	First-Exec.	100 92	157 38	Police Assn.	180 17	180 17
AGF Ohio	1064 71	1054 47	First-Exec.	10596 93	10596 93	Police Assn.	5354 21	5301 20
AGF S.M. School	7152 37	606 13	First-Exec.	1225 76	1190 76	Police Assn.	1130 14	1113 44
AGF S.M. School	6360 90	606 13	First-Exec.	100537 30	100537 30	Police Assn.	824 31	882 45
AMERICAN	1062 30	1062 30	First-Exec.	11751 86	11359 95	Police Assn.	294 17	271 25
Amalgamated	670 28	650 77	First-Exec.	575 98	559 20	Police Assn.	245 92	245 92
Amalgamated Court	5555 91	5544 01	First-Exec.	162 176	176 84	Police Assn.	255 08	530 71
Amalgamated	1085 55	1085 55	First-Exec.	248 65	244 98	Police Assn.	1247 57	12421 80
Amalgamated	382 21	130 37	First-Exec.	212 77	203 12	Police Assn.	522 41	502 32
Amalgamated	1578 25	1548 28	First-Exec.	259 18	251 95	Police Assn.	781 755 13	
Amalgamated	106 90	105 73	First-Exec.	385 04	349 44	Police Assn.	1462 17	1462 17
Amalgamated	127 86	122 36	First-Exec.	235 16	251 14	Police Assn.	1180 32	1180 32
Amalgamated	130 41	134 78	First-Exec.	426 12	416 34	Police Assn.	9547 16	9547 16
Amalgamated	116 13	131 14	First-Exec.	174 88	126 77	Police Assn.	702 38	681 92
Amalgamated	137 04	137 04	First-Exec.	177 15	177 15	Police Assn.	481 05	458 01
Amalgamated	1052 07	1052 07	First-Exec.	365 69	365 69	Police Assn.	736 53	717 21
Amalgamated	433 28	422 72	First-Exec.	5828 34	5828 34	Police Assn.	432 86	416 02
Amalgamated	1701 57	1701 57	First-Exec.	10521 80	10521 80	Police Assn.	220 44	218 06
Amalgamated	1050 27	1074 16	First-Exec.	761 76	652 78	Police Assn.	433 85	422 04
Amalgamated	9830 78	8222 05	First-Exec.	11094 01	11094 01	Police Assn.	1220 28	1166 86
Amalgamated	536 05	419 28	First-Exec.	2027 11	24326 52	Police Assn.	338 25	328 12
Amalgamated	412 38	407 41	First-Exec.	781 76	781 76	Police Assn.	1105 85	1058 51
Amalgamated	1078 05	1052 87	First-Exec.	2040 21	2558 32	Police Assn.	1326 05	1254 58
Amalgamated	305 61	305 61	First-Exec.	21862 37	21862 37	Police Assn.	548 77	528 83
Amalgamated	1167 31	1167 31	First-Exec.	865 18	552 60	Police Assn.	1229 75	1182 04
Amalgamated	1075 23	1028 83	First-Exec.	709 82	689 12	Police Assn.	1130 81	1130 81
Amalgamated	240 37	230 02	First-Exec.	205 88	197 05	Police Assn.	1172 28	1138 16
Amalgamated	106 95	145 13	First-Exec.	10067 99	9567 31	Police Assn.	510 48	585 05
Amalgamated	213 88	1026 57	First-Exec.	436 16	416 16	Police Assn.	674 15	639 76
Amalgamated	151 97	211 78	First-Exec.	5741 35	5741 35	Police Assn.	105 33	104 25
Amalgamated	433 77	419 84	First-Exec.	5741 35	5741 35	Police Assn.	1071 38	1060 44
Amalgamated	562 75	5532 75	First-Exec.	5652 50	5652 50	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	2284 88	3284 88	First-Exec.	9523 50	9523 50	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	2003 80	1983 94	First-Exec.	11220 45	11198 05	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	303035 50	303035 50	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	25778 63	25778 63	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	24728 38	24728 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	21198 33	21198 33	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	14163 38	14163 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	8854 49	8854 49	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	853 94	853 94	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1860 14	1860 14	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 28	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	181 29	181 29	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	58 67	58 67	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	852 87	852 87	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	68082 58	68082 58	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	194 73	194 73	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	1208 38	1208 38	First-Exec.	148 49	148 49	Police Assn.	1182 78	1182 78
Amalgamated	186 28	186 2						

### Cote des Changes

MARCHE OFFICE	COURS		COURS DES BILLETS	
	préc.	17/6	préc.	jour
Etats-Unis (1 week)	5 558	5 522	5 500	5 500
Etats-Unis (1000 chm.)	5 558	5 503		
Etats-Unis (1000 chm.)	337 340	337 270	346 500	345 500
Belgique (100 fr.)	16 259		16 800	16 800
France (100 fr.)			16 800	16 800
France (1000 fr.)	82 283	38 540	82	92
Allemagne (1000 lire)			6 750	4 620
Grèce (1000 dr.)	3 450	3 414	4 025	398
Grèce (1000 dr.)	398 800	398 120		
Italie (100 lire)	55 720	55 540	50	50
Italie (100 lire)	55 720	55 540	48 800	48 800
Australie (100 sch.)	5 536	5 525	5 500	5 500
Australie (100 sch.)	5 536	5 525	5 500	5 500
Espagne (100 pes.)	3 929	4 710	6 050	6 050
Portugal (100 esc.)	3 929	4 710	6 050	6 050
Portugal (100 esc.)	3 929	4 710	6 050	6 050
Canada (100 can.)	6 693	6 636	6 660	6 660

### Marché libre de L'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/1
Or fin (à la on barre).....	663850	658000
Or fin (en lingot).....	666000	660000
Napoleon (200).....	398	388
Pièces Fr (10 fr).....	414	412
Pièces Suisses (20 fr).....	428	427
Pièces Latines (20 fr).....	363	361
Souverain.....	495	494
Pièces 20 dollars.....	2230	2240
Pièces 10 dollars.....	1245	1245
Pièces 5 dollars.....	840	839
Pièces 50 pesetas.....	2480	2500
Pièces 50 pesetas.....	353	353

Gardner S.A.	122	121 00
Gay Degussa	403	426
Heidelberg	210	211

75	Harris (excl. 100)	257	....
0	Hongkong	430	425
0	Lacrosse De Montreal	240	....
0	Martin Iron	826	....
0	Metals	375	....
0	Particip. Pacific	172.50	173
0	Recreation I.L.V.	1550	....
0	St-Gabriel-Embrayage	320	321.50
0	Sigma Mines	1500	1745
0	S.E.P.R.	720	730
0	S.P.A. incl. R.	390	....
0	U.F.W.	....	....
0	Union Brasseur	....	....
0	Windsor	965	....

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demande - p : prix précédent

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل



